

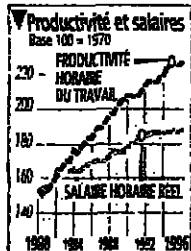
سكان من الامل



# Le Monde

LE MONDE ÉCONOMIE

Le malentendu entreprises-Etat  
12 pages  
d'annonces classées



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16194 - 7 F

MARDI 18 FÉVRIER 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Résistance

**ILS N'ONT** rien appris. Depuis maintenant quatorze ans que le Front national ne cesse de progresser, dans les urnes comme dans les rues, la plupart des responsables politiques n'ont pas trouvé d'autre parade que celle définie en septembre 1984 par Laurent Fabius, premier ministre socialiste : Jean-Marie Le Pen apporte « de mauvaises réponses à de bonnes questions ».

C'est l'échec de cette stratégie, initiée par la gauche et activement poursuivie par la droite, qu'a dououreusement signifié, il y a une semaine, la conquête de Vitrolles par l'extrême droite. « Ce qu'ils proposent, nous l'avons déjà fait », affirmait l'un des tracts de la liste « Ensemble pour Vitrolles » dirigée par Jean-Luc Anglade, maire socialiste sortant. Par un vote à la majorité absolue des suffrages, les électeurs ont rappelé à des élus déboussolés cette règle élémentaire, devenue le slogan de Jean-Marie Le Pen : l'original vaut mieux que la copie.

Depuis quatre ans en France, c'est-à-dire depuis le retour de la droite au pouvoir, celle-ci est confrontée à la question de savoir jusqu'où aller en matière d'immigration, pour faire pièce à la montée du FN. Depuis quatre ans, de

lois Pasqua en loi Debré, elle donne une seule et même réponse : toujours plus ! Toujours plus dur, toujours plus restrictif, c'est-à-dire toujours moins de libertés ! Or cette stratégie est parfaitement inopérante : les textes, fussent-ils les plus durs, n'ont en fait cessé de légitimer le discours de l'extrême droite, au point de rendre poreuses les frontières qui séparent celle-ci de la droite. Au point d'offrir comme perspective au pays celle d'un scrutin législatif arbitré par les candidats de M. Le Pen !

Plus de sécurité pour les « Français de souche » - expression détestable qui oublie la tradition d'intégration, inséparable de l'identité de la France -, plus d'insécurité pour les étrangers immigrés - dont pourtant, toutes les études statistiques le confirment, le nombre n'augmente guère depuis vingt ans -, cette double réponse à la renaissance d'un fascisme français a échoué. Au lieu d'enrayer sa marche, elle lui trace la route.

C'est contre cet enfermement dans le « paradoxe de Fabius », contre cette voie sans issue qu'il faut réagir, résister. Que se lèvent aujourd'hui cinéastes, artistes, intellectuels et citoyens de tous bords ne peut, dans ce contexte, que rassurer tous les démocrates.

J.-M. C.

Lire la suite page 15

## M. Jospin invite le premier ministre à reculer sur le projet de loi Debré

Manifestation à Paris le 22 février contre la politique d'immigration



**LA MOBILISATION** des intellectuels et des artistes contre le projet de loi de Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur, sur l'immigration, s'accroît avec la multiplication des appels « à désobéir » si ce texte, était

adopté par le Parlement. Les initiateurs de ces pétitions tentent de s'accorder sur l'organisation d'une manifestation, samedi 22 février, trois jours avant l'examen en deuxième lecture de ce projet par les

députés. La disposition la plus contestée est celle qui fait obligation aux personnes hébergeant un étranger de signaler son départ à la mairie.

Dans un entretien accordé au Monde, Lionel Jospin estime que le premier ministre « serait sage de reculer » sur cet article du projet et que la gauche, si elle revenait au pouvoir, l'abrogerait. Le premier secrétaire du PS partage la « réaction de dignité » des pétitionnaires contre le projet Debré, mais refuse l'idée de « l'épénalisation » des esprits, dont ce projet serait l'un des signes. Cette analyse fait « la part trop belle aux idées d'extrême droite », explique-t-il. Lundi matin, sur RTL, Alain Juppé a rappelé que le projet Debré est en discussion devant le Parlement et que celui-ci « est maître du jeu » s'il « considère que sur tel ou tel point il y a des modifications à faire ». « Il peut en discuter, et il y a le Conseil constitutionnel derrière », a souligné le premier ministre, tout en critiquant les appels à la désobéissance civile.

Lire pages 6 et 7, les points de vue des pétitionnaires page 13 et nos chroniques pages 28 et 30



## Un jour d'éternité

APRÈS 105 jours de mer, Christophe Auguin a coupé, lundi 17 février à 9 h 33, aux Sables-d'Olonne, la ligne d'arrivée de la course autour du monde en solitaire et sans escale. Le vainqueur du Vendée Globe a battu le précédent record de la course (109 jours) établi par Titouan Lamazou. Il avait d'abord musardé au large de l'île de Ré pour attendre la marée. « J'ai l'impression d'être parti hier. C'est une journée qui a duré une éternité », a-t-il dit. On est toujours sans nouvelles de Gerry Roufs, avec lequel toute communication est interrompue depuis le 7 janvier.

Lire page 20

## Durcissement en Corée du Nord

La détection d'un haut dignitaire du régime nord coréen provoque un durcissement de Pyongyang. Un autre transfuge a été victime d'un attentat. p. 2

## Bosnie : le Quai d'Orsay dément

Paris dément avoir invité à l'ambassade de France à Sarajevo un tortionnaire de l'armée serbe. p. 5

## Effervescence dans les assurances

Après la fusion AXA-UAP, les AGF et le GAN sont au centre des spéculations sur de nouveaux rapprochements dans le secteur français. p. 16

## Informatisation médicale : les enjeux

Les médecins seront équipés d'ordinateurs d'ici au 31 décembre 1998, ce qui suscite des convoitises. p. 9

## Viticulteurs contre nucléaire

Les viticulteurs des Côtes du Rhône craignent que le projet d'implantation d'un laboratoire de déchets nucléaires ne ternisse l'image de leur vin. p. 11

## Privatisation de Thomson CSF

Le gouvernement s'apprete à choisir une vente sous la forme de gré à gré. p. 30

Abonnement : 3 DM ; Amérique du Nord : 8 F ; Australie : 25 F ; Belgique : 25 F ; Canada : 25 F ; Chine : 100 F ; Espagne : 220 Ptas ; Grande-Bretagne : 1 F ; Grèce : 350 Dr ; Hongrie : 140 F ; Italie : 200 L ; Luxembourg : 25 F ; Pays-Bas : 10 D ; Norvège : 14 Kms ; Pologne : 200 Zls ; Portugal : 250 Ptas ; Roumanie : 8 F ; Suède : 250 F ; Suisse : 25 F ; Tchécoslovaquie : 250 F ; Turquie : 250 Liras ; USA : 25 F ; Venezuela : 250 Bs.

N 0147-218-7.00 F  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 200 PAGES - 50 F

## Nos ancêtres, les Anglais qui revenaient d'Espagne

LONDRES de notre correspondant

Les Anglais seraient-ils nos ancêtres ? Ou bien serait-ce l'inverse ? A l'issue d'une conférence sur la science dans l'archéologie organisée récemment par English Heritage, cette interrogation n'est pas incongrue. Deux chercheurs très sérieux y ont en effet fait part de conclusions inattendues qui, outre-Manche, ne sont pas sans incidence sur le débat enflammé entre pro et anti-européens.

Le docteur Rupert Housley, de l'université de Glasgow, a suivi les migrations de populations du nord au sud, puis du sud vers le nord, à l'ère glaciaire, grâce à l'étude du carbone 14 dans les outils en os ou en corne des hommes préhistoriques. Le docteur Brian Sykes, de l'Institut de médecine moléculaire d'Oxford, s'est penché sur le patrimoine génétique européen à travers l'examen de spécimens d'ADN. Or ces recherches savantes ne sont pas si éloignées de l'actualité qu'il y paraît au premier abord.

Après avoir étudié 871 échantillons d'ADN mitochondrial (mtADN) prélevés sur des populations contemporaines dans douze endroits différents, le professeur

Sykes estime qu'ils proviendraient pour la plupart par lignage maternel d'un ancêtre commun, ou plutôt d'une période commune, le paléolithique supérieur, soit il y a environ 20 000 ans. Or serait donc cette spécificité britannique, ou plus précisément anglaise, si nous sommes tous les descendants d'un même ancêtre européen ? C'est là que la corrélation entre les recherches du professeur Sykes et celles de son collègue Housley devient intéressante.

Ce dernier a suivi la migration des populations qui vivaient en Angleterre il y a près de 23 000 ans - l'Ecosse et l'Irlande étant, selon lui, désertes à l'époque - lorsqu'elles furent chassées vers des lieux plus cléments par l'arrivée de l'ère glaciaire. A l'époque, point n'était besoin de tunnel sous la Manche, l'Angleterre étant reliée au continent par un pont terrestre. Par la datation au carbone 14, il a obtenu la confirmation que ces Anglais avaient cherché refuge en fuyant les frimas dans le sud de la France et en Espagne. La Costa Brava, la Dordogne et les plages méditerranéennes étaient déjà à la mode. Ils y seraient restés durant un long été préhistorique - soit environ 10 000 ans -, à profiter du climat méditerranéen, avant de

remonter lentement vers Albion en passant par la vallée du Rhin, le Bassin parisien, les Ardennes et la Belgique.

Notre ancêtre commun, qu'il soit anglais ou français, aurait donc essaimé à partir du Midi, avant de reprendre le chemin de son home britannique, laissant derrière lui des cousins en France, en Suisse, en Allemagne et dans le Benelux. Mais pas en Italie car, curieusement, le professeur Housley n'a trouvé ni dans la Botte ni sur la Côte d'Azur des traces de ses ancêtres. Est-ce par atavisme, par le réveil d'un vieux réflexe, qu'au XIX<sup>e</sup> siècle les Anglais ont recolonisé le Midi, mettant à la mode la Riviera, avant de s'installer par milliers dans le Bordelais ou en Dordogne ? Le chemin de fer, puis l'avion, leur ont permis de refaire ce pèlerinage en quelques heures au lieu de mettre quelques siècles. Ce qui a donné au caricaturiste du Times l'idée de croquer trois hommes vêtus de peaux de bête discutant autour d'un feu : « Nous venons juste d'acheter une lovely petite gouvernante en Provence », dit l'un d'eux à ses amis en train de déguster un cuitot de sanglier.

Patrice de Beer

## Des conflits sociaux éclatés et radicaux

DES INTERMITTENTS du spectacle qui perturbent chacune des différentes cérémonies d'autopromotion du monde du spectacle ; des chômeurs qui occupent alternativement des locaux de l'Agence nationale pour l'emploi ou des Asedec ; des enseignants et parents d'élèves qui font le siège des inspections académiques ; des maîtres auxiliaires qui entament des grèves de la faim ; des agents hospitaliers qui séquestrent leur directeur de CHU ; des tramontans qui revendiquent la retraite à cinquante-cinq ans : le ciel social est parcouru depuis plusieurs semaines de nuages, de bourrasques et de grains. Plus localisés et plus durs, ces conflits cherchent aussi à être mieux connus et reconnus. Ils répondent à une logique d'efficacité qui passe par la médiatisation de leur action.

Pendant dix-huit mois, les salariés du Crédit foncier (CFF), réunis en intersyndicale, ont organisé des journées d'action à répétition pour la sauvegarde de leur établis-

sement. Sans aucun écho. Du jour où ils ont investi le siège de leur société et retenu en otage le gouverneur de cet entreprise hybride, mi-publique, mi-privée, ils ont brisé le mur de l'anonymat. « Cela nous a ouvert la porte des "20 heures" et la "une" de tous les journaux ! », commentait un occupant. « Bercy [le ministère des finances] est forcément à l'écoute », ajoutait-il.

En 1995, les conflits du travail se sont traduits par 6 millions de jours de grève, contre 1,1 million par an, en moyenne, pendant la période 1982-1994. Un tel pic n'avait pas été atteint depuis la décennie 70. A l'aune de ces chiffres, le conflit de l'hiver 1995 prend son juste relief, mais le regain de conflictualité avait débuté avant, de façon inédite, dès le premier trimestre de l'année de l'élection présidentielle.

Alain Beuve-Méry

Lire la suite page 15

## Le marché libéré des « télécoms »

APRÈS trois ans d'après négociations, un accord a été trouvé, samedi 15 février à Genève, par soixante-huit pays dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour mettre progressivement fin aux restrictions nationales sur les marchés des télécommunications.

En Occident, la disparition des monopoles avait été décidée il y a quelques années. En Europe, la liberté sera totale le 1<sup>er</sup> janvier 1998. Mais de nombreux pays, notamment en Asie, avaient maintenu des contrôles gouvernementaux sur ce secteur. Les pays signataires ont autorisé les opérateurs étrangers à prendre des participations au capital des compagnies locales. Selon les négociateurs, la concurrence devrait entraîner de fortes baisses du prix des appels téléphoniques.

Lire page 18 et notre éditorial page 15

## La ruée vers le Che



ERNESTO GUEVARA

TRENTE ANS après son assassinat par l'armée bolivienne, le guerillero d'origine argentine fait l'objet d'un engouement qui se traduit dans la littérature, la musique, le cinéma et même le tourisme.

Lire page 24

International	2	Aujourd'hui	20
France	6	Jeun	22
Société	9	Météorologie	23
Carnet	10	Culture	24
Régions	11	Communication	27
Horizons	12	Abonnements	28
Entreprises	16	Radio-Télévision	28
Finances/marchés	19	Kiosque	29

**ASIE** La défection d'un haut dignitaire du régime de Pyongyang, retranscrit depuis le 12 février dans l'ambassade de Corée du Sud à Pékin, provoque un durcissement de

l'attitude de la Corée du Nord. L'attentat dont a été victime, samedi 15 février, un autre transfuge du Nord, qui s'était exilé au Sud, a été attribué par les autorités sud-co-

réennes à des agents de Pyongyang. ● PÉKIN se retrouve au cœur de la crise. Devant la représentation diplomatique de Séoul, des dizaines de Nord-Coréens ont pris position,

et les autorités chinoises ont érigé un dispositif de sécurité rigoureux. Les États-Unis, préoccupés, suivent cette crise de « très près ». ● HWANG JANG-YOP était un théo-

rien de la doctrine nord-coréenne du fuche (autosuffisance). Dans une lettre manuscrite écrite de l'ambassade sud-coréenne, il évoque ses « tourments intérieurs ».

## La Corée du Nord se durcit après la défection d'un de ses hauts dignitaires

Les autorités du Sud ont attribué à des agents du Nord l'attentat dont a été victime un transfuge du régime de Pyongyang, exilé à Séoul depuis une quinzaine d'années. La montée de la tension dans la péninsule préoccupe les États-Unis

**TOKYO**  
de notre correspondant

La défection de Hwang Jang-yop, le plus haut dignitaire nord-coréen à avoir demandé asile en Corée du sud, avait fait craindre un raidissement du régime de Pyongyang.

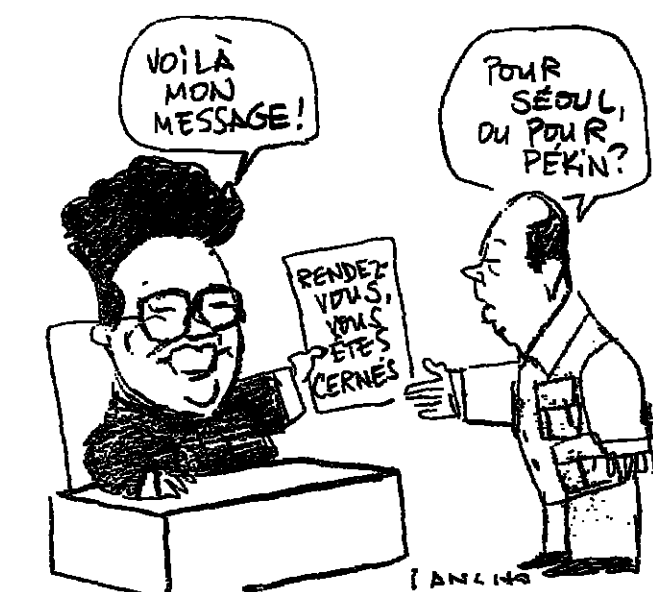
De telles inquiétudes ont été confirmées par l'attentat dont a été victime, samedi 15 février à Séoul, un autre transfuge : le neveu d'une ex-compagne de Kim Jong-il, dirigeant de la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Lee Han-young, âgé de trente-huit ans, a été victime d'un attentat dans la soirée par deux agresseurs devant l'appartement d'un ami à Bundang, dans la banlieue de la capitale sud-coréenne. Atteint à bout portant par une balle à la poitrine et une autre à la tête, il a été déclaré en état de « mort clinique ».

Pour les autorités sud-coréennes, il ne fait pas de doute que cet attentat est le fait d'agents nord-coréens. Selon un témoin, les derniers mots de M. Lee avant de perdre connaissance auraient été : « Espion, espion ». Cet attentat est interprété à Séoul comme un avertissement.

« A la suite de l'affaire Hwang, la Corée du nord a menacé de représailles et cet attentat démontre que cette menace doit être prise au sérieux », a déclaré le premier ministre sud-coréen, Lee Soo-sung, qui a annoncé un renforcement des mesures de sécurité dans la capitale.

Séoul a en outre annoncé la suspension de l'aide à la Corée du nord et de l'envoi à Pyongyang à partir du 22 février d'une mission de trente experts chargés du projet de construction de deux centrales nucléaires à eau légère qui doivent être fournies par un consortium international.

Le régime de Pyongyang, s'il est bien responsable de cet atten-



tat, avait tout lieu d'en vouloir à Lee Han-young. Neveu de l'ex-compagne de Kim Jong-il, l'actrice Sung Hae-rim, il s'était réfugié au Sud en 1982. Craignant des représailles, il avait changé de nom et s'était fait refaire le visage.

« REPRÉSAILLES »  
Sa présence à Séoul n'a été révélée qu'en 1996. Il avait en effet

été le principal intermédiaire dans une affaire qui courrouça Pyongyang. En février 1996, sa mère et la sœur de celle-ci, l'ex-compagne de Kim Jong-il, avaient cherché à demander l'asile à l'Ouest, alors qu'elles séjournaient à Moscou.

En collaboration avec les services de renseignements de Séoul, Lee était entré en contact avec les deux femmes à Moscou

### Washington suit la crise « de très près »

La défection de Hwang Jang-yop est « un incident grave » que Washington « suit de très près », a déclaré dimanche 16 février le nouvel ambassadeur des États-Unis auprès des Nations unies, Bill Richardson. « Nous voulons la stabilité dans cette péninsule. Nous pensons que la meilleure approche concernant les deux Corées est de maintenir notre soutien militaire très fort et nos relations de coopération avec la Corée du Sud, mais aussi d'associer la Corée du Nord », a-t-il souligné. « Mais la Corée du Nord doit se garder d'actes de provocation », a averti M. Richardson. « Nos services de renseignement nous affirment qu'il n'y a pas de risque d'un effondrement imminent du régime de Pyongyang, mais la situation reste très tendue là-bas », a ajouté le diplomate américain. (AFP)

et il les aurait rencontrées à Genève. Appartenant à l'élite du régime, l'ex-compagne de Kim Jong-il pouvait se déplacer à sa guise à l'étranger et vivait la plupart du temps à Moscou et à Genève. Mais l'affaire éclata et on perdit la trace des deux femmes qui auraient cependant obtenu asile dans un pays occidental.

A la suite de cette affaire ressentie comme un affront par Pyongyang, l'agence de presse nord-coréenne s'était lancée dans une campagne contre le sud déclarant que Pyongyang « ne pardonnerait jamais à Séoul de porter atteinte à l'autorité de Kim Jong-il ». « Nous sommes déterminés à prendre les mesures de représailles les plus féroces et nous serons impitoyables », fulminait l'organe de propagande du régime.

Ce règlement de comptes « en famille » est, dans le contexte actuel, chargé de signification politique. La nervosité de Pyongyang est désormais évidente. Le régime vient d'envoyer une soixantaine d'agents à Pékin et la police chinoise a renforcé les cordons de police autour de l'ambassade où se trouvent depuis le 12 février Hwang Jang-yop et son collaborateur, Kim Duk-hong.

### RUMOURS SUR LA CIA

L'affaire Hwang, qui s'ajoute à la pénurie alimentaire, semble avoir assombri les festivités pour le cinquante-cinquième anniversaire de Kim Jong-il, dimanche 16 février : contrairement au passé, cette célébration n'a été marquée par aucune manifestation grandiose sinon un feu d'artifice et des exercices de gymnastique par dix mille jeunes. Kim Jong-il n'est pas apparu.

La défection de Hwang n'est pas seulement une humiliation pour Pyongyang. Membre du cercle dirigeant, le théoricien du « Kimilsungisme » et proche colla-

borateur de l'ancien chef suprême de Pyongyang, sait trop de choses sur le régime pour que sa trahison ne soit pas ressentie comme une menace. Elle pourrait encourager d'autres défections.

Selon le quotidien sud-coréen *Dong-Ah Ilbo*, quelques heures après avoir demandé asile à l'ambassade de Corée du sud, M. Hwang aurait été interrogé

quantes dans les années 60, les actions de commandos avaient par la suite diminué en nombre. L'affaire du sous-marin nord-coréen, qui s'est échoué en septembre 1996 sur les côtes du sud et l'intrusion en 1995 de deux agents du nord qui donna lieu à une chasse à l'homme, confirment que Pyongyang n'a pas renoncé à l'action directe. Le

### Tension autour de l'ambassade sud-coréenne à Pékin

Séoul a dénoncé, lundi 17 février, le « comportement agressif » des dizaines de Nord-Coréens qui surveillent jour et nuit l'ambassade sud-coréenne à Pékin, où est retranscrit Hwang Jang-yop. Des dizaines de diplomates, étudiants et employés nord-coréens ont été mobilisés depuis le début de la crise pour surveiller toute sortie éventuelle de Hwang Jang-yop et de son secrétaire. « Ils harcèlent en permanence notre personnel et nous prennent en chasse dans leurs voitures lorsque nous rentrons chez nous », a dit Chang Moon-ik, porte-parole de l'ambassade de Séoul, qui a ajouté que le personnel craint d'éventuelles violences physiques. Lundi matin, des voitures de l'ambassade de Corée du Nord continuaient de stationner aux quatre sorties possibles face aux cordons de policiers en armes déployés devant l'ambassade, située dans le quartier diplomatique de Sanlitun (nord-est de la capitale). Des herbes ont été déroulées tout autour du bâtiment. (AFP)

par des agents de la CIA auxquels il aurait déclaré que cinq à sept hautes personnalités du Parti des travailleurs - au pouvoir à Pyongyang - dont il aurait donné les noms, cherchaient également à se réfugier à l'étranger. « Beaucoup voient les contradictions d'un régime qui s'engage sur la voie du despotisme », aurait-il déclaré. Mais ils ont peut-être des représailles. Le ministre des affaires étrangères sud-coréen a démenti, lundi 17 février, ces informations sur une rencontre entre M. Hwang et des agents de la CIA.

L'attentat dont a été victime à Séoul le neveu de l'ex-femme de Kim Jong-il tend à démontrer que des agents nord-coréens sont infiltrés au Sud où ils peuvent mener des actions terroristes. Pré-

mystérieux assassinat en octobre 1996 du consul sud-coréen à Vladivostok (qui, en réalité, faisait du renseignement) a été attribué par Séoul à des agents du nord. « L'avertissement est clair : ils viennent de montrer cette fois ce qu'ils peuvent faire en plein cœur de Séoul », commente un journaliste coréen.

L'action terroriste dont a été victime Lee Han-young incite à penser que le régime de Pyongyang est aux abois. Généralement mesuré dans ses commentaires, le quotidien japonais *Asahi* s'interroge sur la signification de ce raidissement dans un article titré « Prologue à la débâcle ? ».

Philippe Pons

## Hwang Jang-yop, un idéologue saisi de « tourments »

**TOKYO**  
de notre correspondant

La défection de Hwang Jang-yop, cacique du régime nord-coréen qui a demandé l'asile politique à l'ambassade de Corée du Sud à Pékin, renvoie à une époque

### PORTRAIT Un théoricien qui tranche avec les apparatchiks du régime

qui semblait révolue. Les promesses d'ouverture de Pyongyang avaient fait oublier qu'en République populaire démocratique de Corée (RPDC), le temps s'est figé. Derrière les murs de l'ambassade de Corée du Sud à Pékin, protégée par un cordon de police tenant à distance une vingtaine d'officiels nord-coréens qui, avec leurs lunettes noires et leurs voitures aux vitres teintées, sont des caricatures d'agents de sécurité (selon Pyongyang, M. Hwang a été « enlevé »), il y a un homme aux cheveux grisonnants dont la tête est pleine de secrets du régime qu'il a servi pendant cinquante ans et qu'aujourd'hui il dénonce. Sur des photographies diffusées par Séoul, il apparaît souriant, en train d'écrire dans un bureau de l'ambassade la lettre dans laquelle il explique sa défection.

Rencontré brièvement lors d'une réception il y a une dizaine d'années à Pyongyang, M. Hwang tranchait avec les traditionnels apparatchiks du régime. Déjà à l'époque président de la commission des affaires étrangères du Congrès suprême du peuple, il était chaleureux et relativement ouvert. Comme certaines rares personnalités nord-coréennes, il savait présenter la « ligne » du régime de

manière nuancée. Membre de l'appareil, il avait néanmoins conservé un esprit délié dans un pays où la langue de bois est assénée avec une telle fourberie qu'elle incite souvent à se demander si l'interlocuteur croit vraiment ce qu'il dit. Cette ouverture d'esprit et la relative franchise de ses propos ont été relevés par les journalistes japonais qui ont interrogé M. Hwang lors de son séjour à Tokyo du 30 janvier au 11 février.

### PURGE

La lettre manuscrite, écrite peu après sa demande d'asile à l'ambassade de Corée du Sud, le 12 février, confirme ces traits de caractère. « C'est après de grands tourments intérieurs que j'ai décidé de quitter mon pays et d'abandonner ma famille », écrit-il. Sans doute pensera-t-on que j'ai perdu la raison. Peut-être. Mais dans ce cas, je ne suis pas le seul. Comment peut-on considérer sains d'esprit des dirigeants qui menacent de mettre l'autre partie du pays à feu et à sang au nom de la réunification et clament qu'ils ont construit une société idéale alors que leur peuple est affamé ? (...) Je n'ai aucune ambition personnelle et je ne souhaite pas être dans un camp ou dans l'autre. Je suis un homme qui a échoué politiquement et je laisse à l'histoire le soin de juger mes actes. Je voudrais simplement contribuer à la réconciliation et à la réunification de mon pays. J'espère que ma famille me pardonnera et que, comme mes amis, elle me considérera comme mort à partir d'aujourd'hui. »

Qu'est-ce qui a amené cet homme au son de sa vie à prendre un risque énorme pour ceux qu'il laisse derrière lui (sa femme et ses quatre enfants) ? Le régime n'est pas tendre pour les renégats et leurs familles sont victimes de représailles (privation des privilèges

pour ceux qui en bénéficiaient et rééducation à la campagne ou dans des camps de travail). Cette fois, les punitions pourraient être d'autant plus sévères que M. Hwang est le plus haut dignitaire à avoir « trahi ».

Si l'on en croit trois lettres qu'il aurait écrites M. Hwang en novembre 1996 et que publie la presse sud-coréenne, celui-ci aurait craint d'être victime d'une purge. C'est également la version retenue par le ministère des affaires étrangères à Tokyo. Président de l'université Kim Il-sung où est formée l'élite du régime, M. Hwang fut le théoricien de la pensée *juche* (autosuffisance et indépendance), dogme de la RPDC. Dans les années 1960-70, il était au troisième rang de la hiérarchie du régime. Figure centrale de la diplomatie « idéologique » de la RPDC, qui a créé des instituts d'études de la pensée *juche* à travers le monde, il fut l'un des initiateurs au marxisme-léninisme de Kim Jong-il, fils de Kim Il-sung et aujourd'hui de facto à la tête du pays. Désormais au vingt-quatrième rang de la hiérarchie, M. Hwang aurait été la cible d'une lutte de pouvoir à la suite de la mort de Kim Il-sung en 1994.

### LUTTE DE POUVOIR

Ciment idéologique du régime et destinée avec le culte de la personnalité de Kim Il-sung à tenir en respect l'hégémonie des Soviétiques et des Chinois, la pensée *juche* devait selon Hwang être renforcée et adaptée à une nécessaire ouverture. Dans une conférence à Moscou en février 1996, il pourrait bien avoir signé son « arrêt de mort » idéologique en soutenant que, plutôt que de préparer la guerre, la RPDC devait concentrer ses efforts sur l'amélioration des conditions de vie de la population.

Il s'en prenait à la fois à l'armée, principal soutien de Kim Jong-il, et à la gestion de la pénurie alimentaire par celui-ci. Le 10 mai, l'organe du parti, *Kodong shinmun*, critiquait sans le nommer les « idéologues ambitieux et conspirateurs ». Le 26 juillet, Kim Jong-il en personne dénonçait dans un texte présenté au comité central ceux qui ne reconnaissent pas la pensée *juche* « comme une pensée révolutionnaire authentiquement coréenne ». Une fois de plus M. Hwang n'était pas nommé mais désigné mais il est clairement visé.

Ces arguties idéologiques cachent mal en fait une lutte de pouvoir. Depuis la mort de son père, Kim Jong-il tient les rênes mais ne dispose pas d'une autorité absolue. Afin d'asseoir son pouvoir, il cherche à promouvoir une nouvelle génération de cadres et de militaires qui lui sont fidèles et à diffuser une nouvelle idéologie, la « pensée du Drapeau rouge » qui prône la victoire ultime du socialisme et la nécessité absolue de protéger la vie de son « dirigeant bien aimé Kim Jong-il dont la nation partage la destinée ». Mais il se heurtait à Hwang, qui semblait jouir d'un fort prestige et comptait des émules au sein l'appareil du parti.

En demandant asile à la Corée du Sud à la veille de la célébration de l'anniversaire le 16 février de Kim Jong-il, jusqu'à présent la plus grande fête nationale avec la fondation de la RPDC, le théoricien du « kimilsungisme » fait subir au dauphin le plus cuisant dévouement émanant de la vieille garde. Trahison, vengeance contre le neveu de l'ancienne compagne : au dernier royaume de Staline, la succession du « Grand leader » Kim Il-sung prend un tour shakespearien.

Ph. P.

## La Birmanie reste un sujet de désaccord euro-asiatique

**SINGAPOUR**  
de notre envoyé spécial

L'inauguration, samedi 15 février, à Singapour, d'une Fondation Asie-Europe illustre les progrès accomplis depuis la tenue, voilà près d'un an à Bangkok, d'un premier sommet entre l'Union européenne (UE) et l'Asie orientale. Des échanges institutionnels croissants entre les deux ensembles permettent déjà une meilleure perception d'évidentes différences politiques et culturelles, ainsi que l'ont souligné trois journées de discussions dans la cité-État.

La Fondation Asie-Europe nouvellement créée sera un point de rencontre entre chercheurs et intellectuels des deux continents afin d'encourager la « compréhension mutuelle », a déclaré Shanmugam Jayakumar, chef de la diplomatie singapourienne. Hervé de Charette a proposé qu'elle dispose d'une « antenne » à Paris et que la capitale française accueille « dans l'année à venir » un « forum des cultures ».

La première conférence des ministres des affaires étrangères, qui a réuni samedi 15 février les Quinze de l'UE, la Commission européenne et les dix pays asiatiques (la Chine, la Corée du Sud, le Japon et les sept membres de l'Asean), n'a pas écarté la discussion de profonds différends politiques. « Il n'y a pas de tabou pour peu que le dialogue s'opère dans un esprit positif », a résumé le chef de la diplomatie française. « Si les valeurs sont universelles, elles doivent être comprises à la leur de traditions et de civilisations propres », a-t-il ajouté.

Les moyens du dialogue euro-asiatique se mettent donc en

place de façon jugée satisfaisante par ses protagonistes. Le problème de son élargissement à d'autres pays (Australie, Nouvelle-Zélande, Inde, Pakistan...) a été renvoyé au deuxième sommet prévu à Londres en avril 1998. Toutefois, lors de la conférence qui a réuni, au préalable, les Européens et leurs homologues de l'Asean, deux sujets de désaccord n'ont pas été résolus.

### CONTENTIEUX TIMORAIS

Si la question de Timor oriental a été laissée de côté, le Portugal, puissance de tutelle aux yeux de l'ONU, maintient son opposition à la signature d'un nouveau traité de coopération entre l'UE et l'Asean tant que l'Indonésie ne reviendra pas sur l'annexion pure et simple, en 1976, de ce territoire. En raison du veto de Lisbonne, il n'y a donc pas eu d'accord dit de « troisième génération » entre l'Europe et l'Asean.

Sans pour autant revenir sur leurs réserves à l'égard du régime de Rangoun, les Européens se sont félicités d'un échange de vue, très ouvert et sans précédent, avec leurs homologues de l'Asean sur la Birmanie. Ce pays, qui sera probablement admis au sein de l'Association en juillet, n'en demeure pas moins un sérieux sujet de discorde entre l'UE et l'Asean, laquelle compte déjà inviter la Chine, le Japon et la Corée du Sud à participer, fin 1997 à Kuala Lumpur, à un sommet marquant le trentième anniversaire de sa naissance. La Birmanie sera, à moins d'un revirement inattendu, également présente.

Jean-Claude Pomonti



## L'ONU et le HCR s'inquiètent de la militarisation du camp de Tingi-Tingi dans l'est du Zaïre

Les autorités de Kinshasa sont soupçonnées d'armer les réfugiés hutus rwandais

L'émissaire de l'ONU en Afrique centrale, Mohammed Sahnoun, a exprimé, samedi 15 février à Kinshasa, l'inquiétude que lui inspire la fourni-

ture d'armes aux miliciens hutus rwandais du camp de Tingi-Tingi. Si Kinshasa dément, des responsables d'organisations internationales

certifient que les réfugiés reçoivent des armes de l'armée zaïroise pour contrer l'offensive des rebelles de Laurent-Désiré Kabila.

QUE SE PASSE-T-IL à Tingi-Tingi ? Vendredi 16 février, Kofi Annan, le nouveau secrétaire général des Nations unies, avait tiré la sonnette d'alarme en demandant aux membres permanents du Conseil de sécurité de mettre en garde le Zaïre et ses voisins contre la militarisation de ce camp où survivent 150 000 réfugiés rwandais. M. Annan avait demandé « de cesser de faire d'un camp de réfugiés une base armée et d'assurer la sûreté et la sécurité de tous les réfugiés et de tous les membres d'organisations humanitaires ». « Des éléments militaires sont en cours de déploiement sur des positions proches des camps et des portions de ces camps sont utilisées comme dépôts d'armes et de munitions », avait-il ajouté. Selon des responsables de l'ONU, d'anciens militaires et miliciens hutus, auteurs du génocide rwandais de 1994, reçoivent armes et uniformes pour

aider l'armée zaïroise à contrer la rébellion dans l'est du pays. En Tanzanie, Sadako Ogata, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, qui prenait la parole au terme d'une tournée dans six pays de la région des Grands Lacs, a exprimé, samedi, la crainte de voir les rebelles de Laurent-Désiré Kabila attaquer Tingi-Tingi, en disant avoir confirmation que l'armée zaïroise recrutait des Hutus et utilisait le terrain d'aviation local pour acheminer des armes.

### AVIONS-CARGOS

« Il est extrêmement préoccupant que le terrain d'aviation servant à acheminer l'assistance humanitaire soit aussi utilisé pour l'acheminement de munitions », a dit M<sup>me</sup> Ogata lors d'une conférence de presse à Dar es-Salaam. « Quand on en aura fait une zone d'activités militaires, elle ajoutée, le camp deviendra facilement la cible d'attaques militaires. »

Un responsable du HCR voyageant avec M<sup>me</sup> Ogata a dit que les membres de sa délégation avaient assisté à un va-et-vient d'avions-cargos affrétés par l'armée zaïroise et chargés d'équipements militaires à Tingi-Tingi. Il a ajouté que des réfugiés déchargeaient le matériel.

### REFUS DE NÉGOCIER

Tingi-Tingi, dont les camps de fortune connaissent déjà une situation désastreuse sur le plan humanitaire, est situé à environ 200 km au sud-est de Kisangani, troisième ville du Zaïre. Selon des médecins, la faim et les maladies y font une trentaine de morts chaque jour et certains membres d'organisations humanitaires en ont été évacués vendredi, des soldats zaïrois s'étant mis à tirer en l'air et à les rançonner.

Dans une déclaration publiée dimanche, le ministère zaïrois de la Défense « dément fermement les allégations selon lesquelles le

Zaïre est en train de réarmer les ex-FAR [forces armées de l'ancien régime rwandais] dans le camp de réfugiés de Tingi-Tingi ».

Un responsable du ministère zaïrois de la Défense a assuré que le Zaïre n'aurait pas les miliciens hutus. « On dit que nous avons donné des armes aux extrémistes hutus, mais comment pourrions-nous le faire alors que nous avons des problèmes d'armement pour nos propres soldats », a-t-il dit.

Le président Mobutu Sese Seko reste ferme dans son refus de négocier avec les rebelles qui poursuivent leur progression dans l'est du Zaïre, a déclaré, dimanche, Banza Mukalay, un proche du président zaïrois. « La position du président est la même que celle du gouvernement. On ne peut négocier avec un rebelle qui prend les armes pour déstabiliser le pays », a estimé Banza Mukalay, qui avait rencontré le président zaïrois vendredi dans son palais de Gbadolite. - (Reuters)

## De nouveaux troubles agitent l'Afrique australe

La mutinerie de la police au Lesotho et la grève générale au Swaziland inquiètent le gouvernement de Pretoria

### JOHANNESBURG

de notre correspondant

L'armée a mis un terme, au moins provisoirement, à la mutinerie que la police menait depuis plus d'une semaine au Lesotho. Elle a repris, dimanche 16 février, le contrôle des bâtiments occupés par les rebelles dans la capitale, Maseru. La crise dans ce pays et l'émergence de tensions au même moment au Swaziland, petit Etat lui aussi enclavé dans le territoire sud-africain, constituent une poussée d'instabilité politique sans précédent en Afrique australe depuis la fin du régime d'apartheid.

Sous l'impulsion de l'Afrique du Sud, les Etats de la région se sont mobilisés pour trouver une solution concertée au problème. A l'issue d'une tournée d'entretiens urgents avec plusieurs de ses homologues d'Afrique australe, le président Nelson Mandela a annoncé la tenue, mercredi 19 février, au Cap, d'un sommet des chefs d'Etat de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

L'Afrique du Sud dispose de moyens de pression sur le Lesotho et le Swaziland, qui dépendent entièrement de leur puissant voisin sur le plan économique. Mais, toujours soucieux de ménager la susceptibilité des pays de la région, M. Mandela préfère agir en concertation avec eux en tant que président en exercice de la SADC.

### UN APPRENTISSAGE DIFFICILE

Les interventions extérieures ont été impuissantes jusqu'à présent à influencer sur les soubresauts qui agitent le Lesotho et le Swaziland, royaumes hérités de la colonisation britannique, en proie aujourd'hui au difficile apprentissage de la démocratie. Les premières élections libres ont bien eu lieu au Lesotho en 1993, mais cette monarchie constitutionnelle ne parvient pas à trouver sa légitimité et vit au rythme des rapports conflictuels entre la cour, le parti politique dirigeant et les forces de sécurité.

La mutinerie de la police, initiée par quelques officiers refusant de se soumettre à des poursuites judiciaires, fait suite à plusieurs tentatives de coup d'Etat menées ces dernières années par l'armée et la famille royale. La décision du gouvernement de faire appel à l'armée, restée fidèle cette fois aux autorités, a fait craindre le basculement de la crise dans un affrontement sanglant finalement évité.

En revanche, le danger d'un dérapage existe toujours au Swaziland où la lutte entre le mouvement démocratique et la monarchie peut encore basculer vers un soulèvement sanglant. Depuis quinze jours, et pour la deuxième fois en moins d'un an, le pays est paralysé par une grève gé-

nérale lancée par les syndicats pour obtenir le rétablissement de la Constitution suspendue en 1973. L'élection du Parlement a lieu, depuis cette date, au suffrage indirect et les partis politiques sont interdits, faisant du Swaziland une des dernières monarchies autoritaires du continent africain.

### INSTABILITÉ RÉGIONALE

A la pression de la rue et à celle - plus discrète - de l'Afrique du Sud, le jeune roi Mswati III a choisi de répondre par un durcissement. La réforme constitutionnelle promise à l'issue de la grève de l'année dernière a été savamment enterrée. Ces derniers jours, les principaux dirigeants syndicaux ont été arrêtés et les affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants ont déjà fait plusieurs blessés.

L'Afrique du Sud s'inquiète des foyers de tension dans des pays situés au cœur de son territoire et intégrés à ses projets économiques. Le Lesotho, par exemple, devrait bientôt permettre de réduire le déficit en eau de l'Afrique du Sud grâce à un immense barrage devant entrer en service cette année.

Les troubles au Lesotho et au Swaziland s'inscrivent dans le cadre d'une montée plus générale de l'instabilité politique dans la région, qui préoccupe davantage encore les autorités sud-africaines.

Alarmé par la crise que traverse actuellement le processus de paix en Angola, Pretoria a ainsi décidé de s'impliquer davantage dans les discussions entre le gouvernement et l'ex-guérilla afin d'éviter le danger d'un retour à la guerre civile. En Zambie, le président Mandela cherche à apaiser les tensions nées de la mise à l'écart du principal candidat de l'opposition lors des élections de novembre dernier. Cette manœuvre du président Frédéric Chibula mine la légitimité du pouvoir et peut rendre plus violente la contestation.

Déjà préoccupée par la crise dans la région des Grands Lacs, l'Afrique du Sud voit d'un mauvais œil toutes ces tensions surgir dans son « pré carré ». Le président Mandela a besoin de stabilité pour rassurer les investisseurs étrangers et permettre l'expansion de l'économie sud-africaine dans la région.

Depuis la fin du régime d'apartheid, l'Afrique australe est souvent présentée comme un havre de paix susceptible, sous l'impulsion de Pretoria, d'être le moteur du développement économique du continent noir. Les tensions actuelles, si elles s'exacerbaient, montreraient la fragilité de cette réputation.

Frédéric Chambon

## « Je ne veux pas être de la viande hachée », dit un réfugié zaïrois en Tanzanie

### KIGOMA (Tanzanie)

de notre envoyé spécial

D'immenses pirogues bleues ou vertes déposent chaque jour depuis trois mois, à Kibizi, le port de pêche de Kigoma, des centaines de réfugiés zaïrois. Elles ap-

### REPORTAGE

60 000 Zaïrois sont déjà arrivés à Kigoma et le HCR en attend « beaucoup d'autres »

paraissent sur l'horizon, venant de la rive ouest du lac Tanganika, et se glissent entre les barques de pêcheurs avant d'accoster sur la plage où le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a improvisé un centre d'enregistrement pour les nouveaux arrivants. Il leur en a coûté 10 dollars - ou parfois 1 gramme d'or - pour pouvoir embarquer et fuir la zone contrôlée par les rebelles zaïrois, de l'autre côté du lac, à neuf heures de bateau.

Depuis novembre 1996, il en arrive ainsi entre 1 000 et 1 500 par jour. Parmi eux, quelques réfugiés burundais qui viennent rejoindre leurs 160 000 compatriotes ayant fui la guerre civile au Burundi. Et parfois débarquent des hommes armés. Le 13 janvier, 150 d'entre eux se sont rendus avec leur armes aux autorités tanzaniennes, qui les ont brièvement détenus pour interrogatoire.

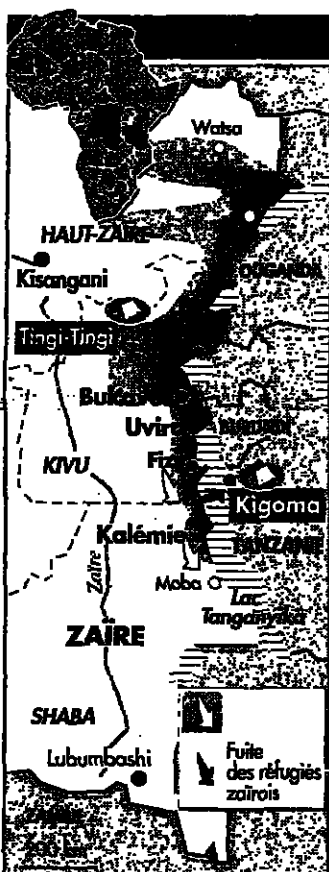
Il s'agit d'anciens soldats zaïrois portant encore l'uniforme et de

« militants-combattants maï-maï » bardés de gris-gris qui, après les avoir soutenus, ont mené des opérations de résistance contre les rebelles dans la zone de Fizi. Coupés de leur base, repoussés par les rebelles de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre, ils se sont repliés vers la Tanzanie.

A Kigoma, le HCR a déjà enregistré plus de 60 000 Zaïrois, répartis ensuite dans trois centres de transit (un stade, un entrepôt désaffecté et une concession du gouvernement), avant d'être transférés dans des camps vers l'intérieur des terres. « Nous en attendons beaucoup d'autres », explique Peter Kessler, porte-parole du HCR à Nairobi, « et nous ouvrons cette semaine un deuxième camp de 40 000 personnes ».

### « MOI, JE FUIS LA GUERRE »

S'ils fuient la zone de Fizi alors que, depuis plusieurs semaines, les maquisards de l'Alliance ont progressé vers le Sud, c'est parce qu'il y aurait eu des opérations rebelles sur les bords du lac - là où se sont rassemblés les déplacés de Fizi - pour déloger les derniers soldats et miliciens. « Moi, je fuis la guerre et le recrutement forcé par les rebelles », explique Hassan, un étudiant de 18 ans. Son voisin affirme que son oncle a été tué « par les assaillants qui commettent beaucoup d'exactions ». D'autres, enfin, voudraient bien rentrer à Fizi, Uvira ou Bukavu, mais ont peur de se retrouver à nouveau pris dans les combats en cas de



contre-offensive de l'armée zaïroise. « Et si elle vient, on sera de la viande hachée ! », lance un jeune qui se définit comme « rasta pacifique ».

La majorité de ces réfugiés sont de la tribu des Bemba. Ces culti-

vateurs n'ont jamais eu de bons rapports avec les pasteurs tutsis du Zaïre, les Banyamulenges, qui « venaient pâturer n'importe où ». Certains ajoutent qu'au début de la guerre qui a éclaté dans l'est du Zaïre en octobre 1996, des Tutsis ont été tués par les gens de Fizi. Aujourd'hui, ces derniers fuient par crainte d'une vengeance des rebelles qui, selon eux, sont appuyés par des Tutsis du Burundi, du Rwanda et de l'Ouganda : « Ils parlent anglais, kirundi et kinyarwanda et on les reconnaît aussi à leur nez pointu et leur taille allongée ».

Mais à Kalemie, située à 250 kilomètres au sud de Fizi et conquise par les rebelles début février, les gens ont réagi différemment. « Les habitants lubas sont restés », rapporte quelqu'un qui en revient, « et ils ont même acclamé les rebelles lorsqu'ils sont entrés dans la ville parce que Kabila le chef de l'Alliance est aussi de la tribu des Lubas ».

« Nous étions des alliés de Kabila durant la rébellion de 1965 contre Mobutu », se souvient un autre réfugié, avant d'ajouter : « Aujourd'hui, nous ne voulons toujours pas de Mobutu, ça c'est catégorique ! Mais la procédure de Kabila de solliciter les Rwandais comme mercenaires est mauvaise. Les Lubas, eux, ne connaissent pas aussi bien que nous la mentalité des Rwandais et surtout des Tutsis. Ces gens-là veulent dominer les autochtones ».

Jean Hélène

## Le long calvaire de la journaliste Chris Anyanwu, emprisonnée au Nigeria

UNE CELLULE isolée dans une lointaine prison du Nord, pour unique distraction la lecture de la Bible, et pour seule compagnie des gardiens parlant à peine l'an-

### PORTRAIT

Avec la directrice de TSM, c'est toute la presse que le pouvoir cherche à museler

glais : tel est, depuis vingt mois, l'horizon de Chris Anyanwu, l'une des meilleures journalistes nigérianes. Aux yeux du régime militaire d'Abuja, elle s'est rendue coupable de « complicité de trahison » en alertant le public sur le sort d'officiers qui avaient complété contre le général Sani Abacha. En fait, elle paie surtout, comme trois autres de ses confrères condamnés en même temps qu'elle à de très lourdes peines, la vigueur de ton avec laquelle la presse de Lagos se permet parfois de critiquer le gouvernement.

Cette femme d'allure élégante, au maintien réservé, est ainsi de-

venue, presque malgré elle, une figure emblématique de la liberté de la presse, récompensée pour son « courage personnel » par la Fondation internationale des femmes dans les médias, et lauréate, en 1995, du prix Reporters sans frontières. Née il y a quarante-six ans près d'Owerri, capitale de l'actuel Etat d'Imo, elle appartient à la génération favorisée qui, après les déchirements de la guerre du Biafra, a bénéficié pleinement de la manne pétrolière et s'engagea dans la construction d'un Etat fédéral. Comme beaucoup de filles de l'Influente communauté ibo, elle a reçu une éducation solide ; elle poursuit des études de journalisme aux Etats-Unis, un de ses frères est financier au Texas, tandis que son mari, un banquier qui s'occupe aujourd'hui de leurs deux enfants, s'est aussi établi outre-Atlantique.

Elle fait l'essentiel de sa carrière à la télévision de Lagos avant d'accepter, sous le règne « éclairé » du général Ibrahim Babangida, le poste de commissaire à l'information de l'Etat d'Imo. En 1990, quand tout laisse encore présager un retour en douceur vers un régime civil, elle se lance dans l'aventure de la presse privée indépendante et crée The Sunday Magazine ou TSM.

Son hebdomadaire devient vite l'un des porte-voix d'une communauté ibo impatiente de retrouver un rôle à sa mesure. Puis TSM soutient une « société civile » en pleine effervescence, indignée par l'annulation du scrutin présidentiel du 12 juin 1993. Chris Anyanwu entre pour de bon dans le collimateur des autorités d'Abuja lorsqu'elle publie Le Partage du pouvoir au Nigeria, un dossier indiquant l'origine « régionale » de tous les ministres, hauts fonctionnaires et chefs militaires du Nigeria depuis l'indépendance : elle touche un point particulièrement vulnérable en mettant en évidence le partage inégal du pouvoir politique, à l'avantage des musulmans du Nord.

mi-mars, Chris Anyanwu est relâchée après interrogatoire. Elle se sent si peu menacée qu'elle prépare un débat public afin de lancer son livre sur Le Partage du pouvoir. Mais l'un comme l'autre sont interdits à la dernière minute.

Dès lors, son sort semble scellé. Arrêtée le 1<sup>er</sup> juin 1995, elle comparait aux côtés de dizaines d'officiers et de civils devant un tribunal militaire présidé par un membre de la junte, le général Patrick Aziza. Les débats sont secrets, les

avocats des militaires commis d'office, mais on sait que l'accusation veut prouver une connivence entre TSM et l'un des des principaux accusés, le colonel Lawan Gwadabe, qui était actionnaire du magazine. Comme trois autres de ses confrères (George Mbah, Tell, Kunle Ajibade, The News, et Ben Charles Obi, Week-End Classic), Chris Anyanwu est condamnée à l'emprisonnement à perpétuité, peine commuée ensuite en quinze années de détention.

Le ministre de l'information, Walter Oronagoro, a récemment annoncé la création d'une cour spéciale pour juger les journalistes coupables de publier des informations erronées. Depuis décembre, le régime a encore arrêté deux journalistes (l'un a été relâché) qui avaient osé critiquer le gouvernement. On est par ailleurs sans aucune nouvelle de l'ancien correspondant de The News à Kaduna, Bagauda Kaito, disparu depuis bientôt un an, et qui, selon certaines sources, serait détenu par la DMI, la sécurité militaire nigériane.

### Le calendrier démocratique pourrait être revu

La date du 1<sup>er</sup> octobre 1998, prévue pour le rétablissement de la démocratie au Nigeria, pourrait être remise en cause si le pays devait connaître d'ici là une période d'« instabilité », a déclaré, samedi 15 février au quotidien indépendant Punch, Sam Ikoku, membre du comité chargé par le régime militaire de superviser son programme de transition vers la démocratie. Le 1<sup>er</sup> octobre 1995, le chef de l'Etat, le général Sani Abacha, avait annoncé le transfert du pouvoir, le 1<sup>er</sup> octobre 1998, à un président démocratiquement élu.

Le Nigeria connaît depuis 1996 une nette recrudescence de l'insécurité, marquée notamment par une série d'attentats et d'assassinats qui ont coûté la vie à une dizaine de personnalités. En outre, depuis le 16 décembre dernier, l'armée nigériane a été la cible de quatre attentats à la bombe à Lagos, qui ont fait officiellement 2 morts et 55 blessés. - (AFP.)

Michèle Maringues

## Cinq otages sur onze libérés au Tadjikistan

MOSCOU. Cinq des onze otages détenus depuis deux semaines par un commandant tadjik rebelle, Bakhtom Sadirov, ont été libérés dimanche 16 février, ont affirmé des agences de presse russes. Selon l'agence Itar-Tass, deux journalistes de la télévision russe NTV et trois employés de l'ONU (un observateur suisse, un collaborateur du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et un interprète tadjik) ont été libérés. Cinq employés de l'ONU, ainsi que le ministre de la sécurité tadjik seraient, en revanche, encore détenus. Les pourparlers pour leur libération devaient se poursuivre lundi. Le président tadjik, Emonali Rakhmonov, a accepté dimanche de participer directement aux négociations. Les autorités tadjikes avaient auparavant lancé un ultimatum aux rebelles, les menaçant d'attaquer leur base, située à 80 kilomètres de la capitale Douchanbé. — (AFP)

## Une commune suspectée de xénophobie en Allemagne

BERLIN. La justice allemande vient d'établir que plusieurs habitants d'un village du Brandebourg (ex-RDA) ont payé des néo-nazis pour incendier un bâtiment qui devait accueillir des demandeurs d'asile africains. Un fleuriste a reconnu avoir versé 2 000 deutschemarks (environ 7 000 francs) à un jeune skinhead pour incendier le bâtiment, puis 10 000 DM (environ 35 000 francs) en échange de son silence. Trois autres habitants du village ont été également interpellés. La justice a pu remonter jusqu'à eux grâce à l'incendiaire, âgé de 23 ans, qui a été condamné en 1996 à deux ans de prison avec sursis pour les faits et qui s'est mis subitement à révéler les dessous de l'histoire. — (AFP)

### AFRIQUE

■ **ANGOLA** : Jonas Savimbi, dirigeant de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA, ex-opposition armée), a renoncé à son poste de « conseiller spécial » du président de la République angolaise, a déclaré dimanche un dirigeant de son mouvement. Ce poste fait partie d'un « statut spécial » accordé à M. Savimbi dans le cadre du processus de paix actuellement en cours en Angola. M. Savimbi se consacra à la direction de son parti, a ajouté Abel Chivukuvuku, conseiller politique du chef de l'UNITA, dans un entretien publié dimanche par le quotidien *Jornal de Angola* (gouvernemental). — (AFP)

### ASIE

■ **PAKISTAN** : Nawaz Sharif a été formellement investi, lundi 17 février, premier ministre à la suite d'un vote de confiance du nouveau Parlement. Ancien premier ministre entre 1990 et 1993, M. Sharif est le chef de la Ligue musulmane du Pakistan (PML) qui a remporté les élections législatives du 3 février. — (AFP)

■ **BIRMANIE** : l'armée a conquis le territoire occupé jusqu'alors par les Karens, dans le sud-est du pays, obligeant les rebelles de l'Union nationale des Karens (KNU) à fuir dans la jungle thaïlandaise au terme de violents combats, a annoncé, dimanche 16 février, la KNU. Les combats ont été particulièrement violents à Aizin, situé à 440 kilomètres au nord-ouest de Bangkok. Selon les autorités thaïlandaises, on comptait dimanche 16 février 22 000 réfugiés karens à Umphang, dont 11 300 nouveaux arrivés depuis que l'armée birmane a lancé son offensive la semaine dernière. — (AFP)

■ **INDE** : l'État de Tripura (nord-est, frontalier du Bangladesh, a ordonné à la police, dimanche 16 février, de tirer à bout portant sur les guérilleros tribaux, dont certains ont assassiné 22 villageois, samedi 15 février - le deuxième massacre en quatre jours. Le nord-est de l'Inde, coincé entre le Bangladesh et la Birmanie, est le théâtre de plusieurs mouvements insurrectionnels de la part de tribus aborigènes. — (AFP)

### EUROPE

■ **ANDORRE** : l'Union libérale (UL) de l'actuel chef de gouvernement d'Andorre, Marc Forné, conserve la majorité à l'issue des élections législatives générales organisées dimanche afin d'élire le Parlement de la principauté d'Andorre, le Conseil général des Vallées. Selon les résultats communiqués dimanche, vers minuit, portant sur plus de 90 % des bulletins dépouillés, l'UL obtiendrait 18 des 28 sièges de conseillers contre 6 à son principal opposant. — (AFP)

■ **BELGIQUE** : le Père Jean-Pierre Pierant, directeur d'un foyer pour enfants difficiles, à Blandain, près de Tournai, a été retrouvé mort samedi 15 février. Une quarantaine d'enfants et d'adolescents avaient été placés dans ce foyer par des organismes d'aide et par le juge des mineurs. La police judiciaire de Tournai a ouvert une enquête sur les circonstances de ce meurtre. — (AFP)

■ **BIÉLORUSSIE** : une trentaine de jeunes opposants au président Loukachenko, qui défilaient vendredi dans la capitale, Minsk, aux cris de « la Biélorussie dans l'Europe », ont été interpellés et emprisonnés, a affirmé, samedi 15 février, le Front populaire de Biélorussie, l'un des principaux partis d'opposition. — (AFP)

■ **ESPAGNE** : une personne a été tuée lundi matin 17 février par l'explosion d'une voiture piégée à Bilbao (Pays basque), a indiqué la police municipale.

■ **TCHÉCHÉQUIE** : les Tchéchènes devront se rendre aux urnes une troisième fois d'ici deux mois pour finir d'élire leur Parlement, la participation au second tour des élections législatives, tenu dimanche 16 février, n'ayant pas atteint les 50 % requis pour valider ce scrutin. Seuls cinq députés, sur 63 sièges au Parlement de la république indépendante, avaient été élus au premier tour le 27 janvier, en même temps que l'élection présidentielle remportée par Aslan Maskhadov. — (AFP)

### MAGHREB

■ **MAROC** : l'Union nationale des étudiants du Maroc (UNEM, islamistes) a annoncé, dimanche 16 février, que la police de Casablanca a procédé vendredi à l'arrestation de cinq étudiants islamistes et blessé plusieurs autres lors d'une manifestation. En janvier, des étudiants islamistes ont déjà été condamnés à des peines de prison à la suite de manifestations contre leurs conditions de transport et de logement universitaire qui ont été violemment réprimées par la police. — (AFP)

### PROCHE-ORIENT

■ **ISRAËL** : les Israéliens et les Palestiniens ont commencé de nouvelles négociations sur l'extension de l'autonomie, dimanche 16 février, dans la banlieue de Jérusalem. Neuf commissions ont été formées au début du mois en vue de discuter des différentes questions en suspens, notamment l'ouverture d'un aéroport et d'un port palestiniens à Gaza ainsi que l'établissement d'un « couloir » pour le passage des Palestiniens entre la Cisjordanie et la bande de Gaza. — (AFP)

### ÉCONOMIE

■ **ÉTATS-UNIS** : les prix à la production ont diminué de 0,3 % en janvier par rapport à décembre, a annoncé le Département du travail, vendredi 14 février. Ce recul s'explique par la chute des prix de l'alimentation, de l'énergie et des automobiles. Par ailleurs, la production industrielle est restée stable en janvier, après avoir progressé de 0,5 % en décembre, a indiqué la Réserve fédérale. — (AFP)

■ **RUSSIE** : le produit intérieur brut (PIB) a augmenté pour la première fois depuis le lancement des réformes économiques, progressant de 0,1 % en janvier, par rapport à janvier 1996, a indiqué vendredi 14 janvier le comité d'État aux statistiques. Des hausses avaient déjà été observées d'un mois sur l'autre, mais pas d'une année sur l'autre. En 1996, le PIB a diminué de 6 % par rapport à 1995. Le gouvernement a affiché pour 1997 un objectif de croissance de 2 %. — (AFP)

# Umberto Bossi veut une « sécession consensuelle » pour le nord de l'Italie

Le mouvement indépendantiste est à la recherche d'un second souffle

Le troisième congrès de la Ligue du Nord, qui a eu lieu du 14 au 16 février à Milan, a tiré les leçons de l'échec relatif de la marche pour l'in-

dépendance organisée en septembre dans la plaine du Pô. Umberto Bossi a modéré ses revendications, même s'il réclame toujours le droit

à l'autodétermination pour la « Padanie » et menace d'appeler à la grève des impôts en cas de refus du gouvernement.

### ROME

de notre correspondant

Umberto Bossi s'est assagi. La sécession de la « Padanie » (nord de l'Italie) que le chef de la Ligue du Nord réclame avec virulence constitue toujours son cri de guerre, mais désormais le ton est plus modéré et l'exigence moins immédiate. Au cours du troisième congrès de sa formation, réuni à Milan du 14 vendredi au dimanche 16 février, Umberto Bossi a parlé pour la première fois de « sécession consensuelle », sans qu'on sache ce que le leader indépendantiste met sous cette expression. Ce qui est sûr, c'est que ces trois jours de congrès, au-delà des vociférations et des discours offensifs, ont été le révélateur d'un certain nombre d'hésitations.

Si l'objectif de l'indépendance n'est pas remis en cause, comme le démontre d'ailleurs la nouvelle appellation du parti - Ligue du Nord pour l'indépendance de la Padanie -, la stratégie pour y parvenir paraît plutôt ambiguë. En principe, le calendrier fixé devrait être respecté : un référendum sur l'autodétermination le 20 avril et la pro-

clamation de la séparation avec le reste de la péninsule le 15 septembre. Tel est le cadre de l'inevitable avancée vers la sécession que des milliers de militants enthousiastes, tous vêtus de vert, ont réclamé avec insistance. A tel point qu'Umberto Bossi s'est retrouvé, dit-il, comme « un agneau au milieu d'une bande loups ». « Si le congrès m'en donne l'ordre, je charge avec la cavalerie, a-t-il insisté, mais attention, le risque est de se perdre dans les brouillards et de mal finir. » Alors... prudence !

Les raisons en sont nombreuses. La marche vers l'indépendance, le 15 septembre dans la plaine du Pô, n'a pas été un succès. Depuis, le courant sécessionniste ne semble pas faire de progrès, si l'on en juge par le sondage publié par le *Corriere della Sera* selon lequel seulement 12,5 % des habitants du Nord sont favorables à la création d'une république de Padanie. 74 % des personnes interrogées estiment par ailleurs qu'Umberto Bossi n'est pas le leader le plus approprié pour défendre les intérêts du Nord. Avant d'aller plus loin, il convient d'« évangéliser ». Donc

faire un travail de terrain pour convaincre la population du bien-fondé de la création de la Padanie, car, à l'évidence, les réticences sont encore majoritaires. Après tout, la Ligue du Nord, en dépit d'une belle progression, n'a obtenu que 10,1 % des suffrages nationaux aux dernières élections législatives d'avril 1996.

### ATTENTISME ET HÉSITATIONS

Ne conviendrait-il donc pas de rechercher des alliances pour élargir la base du courant ? Seulement dans l'orbite de la Padanie, a répondu le congrès : pas du côté des partis nationaux, pervertis par « la mafia romaine ». Cependant, le champ commence à se rétrécir avec la constitution, au cours du week-end, d'un mouvement du Nord-Est sous l'impulsion de plusieurs personnalités, dont le maire de Venise, Massimo Cacciari. Ce regroupement peut prendre les allures d'un concurrent puisque son objectif est la création d'un fédéralisme italien, au sein duquel le Nord-Est aurait une place reconnue en tant que moteur économique du pays.

Michel Bôlle-Richard

## Les camionneurs espagnols en appellent au roi

### MADRID

de notre correspondant

Les négociations qui se sont poursuivies, tard dans la soirée du dimanche 16 février, entre le gouvernement et les représentants des camionneurs espagnols, n'avaient toujours rien donné lundi matin, et la grève entraînait dans son douzième jour. La poursuite du mouvement sera d'autant plus spectaculaire que plusieurs fédérations de taxis ont décidé de se joindre aux routiers. Le comité de grève des camionneurs a cependant déclaré, dimanche soir, que le gouvernement se montrait plus « souple ». Dans l'après-midi, une délégation de grévistes s'était rendue au palais de la Zarzuela, pour y déposer une note écrite à l'intention du roi Juan Carlos, afin qu'il « intervienne directement dans un conflit » que lui seul, précisait la note, « pouvait débloquer à ce niveau de gravité ».

Les camionneurs continuent à réclamer la retraite à soixante ans (cinquante-cinq ans sur une base volontaire), la prise en compte par la sécurité sociale d'une trentaine de maladies « professionnelles » et, surtout, une baisse du prix du carburant. En fin de semaine dernière, une première tentative d'accord, prévoyant entre autres une restructuration complète du

secteur avant l'été, une diminution de 5 pesetas sur le prix du gazole, ainsi que le droit pour les coopératives de transporteurs de négocier directement avec les compagnies pétrolières, avait été qualifiée par les grévistes de « mauvaise plaisanterie ».

### LOURD BILAN

Ce n'est pas la première fois que les routiers espagnols réclament une remise en ordre de leur profession, et la question, plusieurs fois abordée au milieu des années 80 ainsi qu'en 1990 et 1992, n'a toujours pas été résolue. Cette fois, la Fedetrans (Fédération de associations estatales del transporte), qui, forte de ses quelque 50 000 entreprises affiliées, a décidé la grève, réclame du gouvernement une « injection » massive de 150 000 millions de pesetas (6 milliards de francs) pour assainir le transport routier. Les grévistes, il est vrai, ne manquent pas d'arguments : si l'on en croit les chiffres de la Confédération espagnole du transport de marchandise, avec 235 000 véhicules et 143 000 entreprises, les camionneurs, qui assurent les 77 % du transport des marchandises (contre 16 % pour la mer et 4,2 % pour le train), assurent, avec leur 500 000 millions de pesetas

par an d'impôts sur le carburant, 5,2 % du PIB espagnol. En attendant, la situation sur les routes et aux frontières s'est considérablement améliorée grâce à l'intervention massive de la Guardia civil, qui a escorté des convois de plusieurs centaines de camions, dans tout le pays, à l'exception de la Galice, de la Cantabrie et de la province de Guipuzcoa, où persistent, dimanche, queues et bouchons. Les axes Madrid-Andalousie, Madrid-Levante et Madrid-Catalogne, ont été ainsi à peu près dégagés.

Le bilan de ces douze jours de grève est très lourd. A Huelva, les producteurs de fraises chiffrent leurs pertes à 400 millions de pesetas (16 millions de francs) ; à Vigo, en Galice, les patrons-pêcheurs estiment le manque à gagner à 200 millions de pesetas par jour ; dans la région de Santander, de nombreuses stations-service sont fermées faute de carburant et les marchés manquent de certaines denrées alimentaires. Enfin, dans la construction automobile, secteur le plus touché, les usines Ford de Valence ont arrêté leur production vendredi, et Volkswagen, en Navarre, ainsi que Citroën, à Vigo, devaient en faire autant lundi.

Marie-Claude Decamps

## La routine quotidienne des otages de Lima

Deux mois après l'attaque de la résidence de l'ambassadeur du Japon au Pérou, aucune issue n'est en vue

### LIMA

de notre correspondant

Depuis deux mois maintenant, soixante-douze otages vivent dans la résidence de l'ambassadeur du Japon, sous la menace permanente des mitrailleuses du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA). Pour ces « invités au cocktail » plus que de l'histoire, « ainsi que les a nommés, place-sans-fre, l'ambassadeur Moritoki Aoki, tout à la fois leur chef de file et leur hôte, la peur d'un dénouement fatal s'est quelque peu éloignée, mais l'angoisse due à la séparation familiale, à la privation de liberté et à l'inconnu du lendemain demeure. La dépression et ses conséquences sur l'organisme ne sont jamais très loin.

A l'intérieur de la résidence, les vingt délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) veillent avec efficacité et une ponctualité toute suisse au ravitaillement en nourriture, boissons, et cigarettes. Chaque jour, à 13 heures pour le déjeuner, à 18 heures pour le dîner, ils livrent les repas conditionnés sur plateaux individuels, comme dans les avions. « Depuis le début de la crise et jusqu'au 14 février, 12 914 repas ont été servis », précise Cécile Baux, l'une des déléguées. Provenant d'un restaurant nippon réputé à Lima et payés par l'ambassade de Tokyo, 4 650 menus japonais et 3 105 sushis japonais font partie du décompte. Répétée légère, la cuisine nipponne a fait de nombreux adeptes parmi les péruviens, y compris chez le chef du commando Nestor Cerna qui l'a

ravi, le répète désormais à qui veut bien l'entendre.

Des fruits en quantité accompagnent ces rations. Cécile Baux énumère : « 3 390 bananes, 2 840 pommes, 1 380 oranges, 1 220 poires, 240 mandarines, 158 kilos de raisin ». Auxquels s'ajoutent 5 343 litres de boissons pétillantes et 16 180 litres d'eau plate. L'alimentation est copieuse et certains otages s'obligent à un régime qui

otages dorment sur le sol, mais ils ont un petit matelas de mousse, un oreiller et une couverture.

Après la toilette matinale dans une grande cuvette d'eau - un luxe apprécié puisque, à l'origine, chaque otage n'avait droit qu'à un seul verre pour toute la journée - vient l'heure du petit déjeuner, dont tous les ingrédients ont été livrés la veille, en même temps que le dîner : « En tout, 1 727 Thermos de deux

## Sept minutes, mais plus de 50 morts en cas d'intervention

Alors que la troisième rencontre entre le représentant du gouvernement péruvien et son interlocuteur du MRTA s'est conclue, samedi 15 février, sans résultats, l'issue militaire, que le président Fujimori avait agitée si les négociations échouaient, ne semble toujours pas écartée. Dimanche, le *Journal La República* a ainsi publié un « plan d'intervention » sur l'ambassade émanant de l'école des commandos de l'armée de terre. Daté du 5 février, le rapport précise que l'unité d'élite, avec l'aide des États-Unis, serait capable de neutraliser le commando du MRTA en sept minutes. Seul problème : 75 % des otages seraient tués. « Aucune menace ne nous incitera à faire marche arrière, a aussitôt répliqué le chef du MRTA. Avec la même conviction, nous sommes décidés à affronter une issue pacifique comme une issue militaire. »

compense le manque d'activités physiques.

Le jour commence tôt à la résidence. Au premier étage - le rez-de-chaussée est occupé par le MRTA -, chacun récupère ses chaussures, rangées la veille devant les portes des cinq pièces converties en dortoirs-salles à manger-salons-bureaux. Les médecins ont imposé cette mesure d'hygiène pour éviter

littres, 423 boîtes de dix portions de fromage et 299 paquets de pain de mie », précise toujours la porte-parole du CICR. Ensuite, les otages font un peu de ménage puis, selon leurs goûts, lisent, écrivent, écoutent de la musique, apprennent une langue étrangère ou assistent à une conférence donnée par l'un de leurs compagnons d'infortune. Le soir venu, ils organisent parfois une

risation du gouvernement péruvien, le CICR a livré trois guitares, des jeux de société, deux cents livres, plus de cinq cents revues sportives, des cahiers, des radios, des lecteurs de CD et des piles pour les alimentes.

Chaque matin, le ballet des anges gardiens au dossier frappé d'une croix rouge commence vers 11 heures. Ils sortent les poubelles, transportent les sacs de linge hebdomadaires - jusqu'à présent, 1 201 sacs ont été traités -, vidangent les toilettes, tandis que les médecins soignent les malades. Depuis une quinzaine de jours, trois spécialistes se sont joints à eux, qui font passer une visite quotidienne à tous les otages. « Dans l'ensemble, ils sont en bonne santé, assure le directeur de l'hôpital María Auxiliadora, lui-même un ex-otage. La plupart d'entre eux n'avaient jamais été suivis d'aussi près. »

Mais le service le plus apprécié des captifs demeure celui du courrier. Tous les trois jours, ceux-ci peuvent écrire à leurs proches, sur une feuille imprimée à cet effet. Avant d'être lue par son destinataire, la lettre passera par un triple contrôle : celui du MRTA, du CICR et de la police. Depuis le début de la crise, les « facteurs » de la Croix-Rouge ont distribué 4 821 messages, dans les deux sens. Pour Noël et le jour de l'an, dîners et puddings agrémentaient le menu. Pour la Saint-Valentin, le 14 février, chacun des soixante-douze otages a reçu en cadeau un livre et un CD.

صكرا من الامل

Paris dément l'invitation  
Inde à son ambassadeur

En Seine, l'opposition décide d'arrêter  
les manifestations de protestation



صباحنا من الامم

INTERNATIONAL

LE MONDE / MARDI 18 FÉVRIER 1997 / 5

une sécession  
nord de l'Italie

## Paris dément l'invitation du colonel Indic à son ambassade de Sarajevo

Le Quai d'Orsay enquête sur les tortures infligées à des « casques bleus »

Le gouvernement français a réagi, samedi 15 février, aux informations révélant la présence du colonel serbe Milenko Indic à une réception de l'ambassade de

France à Sarajevo. Milenko Indic avait organisé la prise en otage de « casques bleus », dont certains furent soumis à des sévices (Le Monde daté 16-17 février).

LE MINISTÈRE français des affaires étrangères a indiqué avoir demandé à l'ambassadeur de France en Bosnie-Herzégovine d'élever une « vigoureuse protestation » auprès de la présidence de la République serbe de Bosnie pour la présence à l'ambassade, à la réception du samedi 15 février, du colonel indic, qui, selon le communiqué, n'était pas invité.

Milenko Indic a été l'organisateur, en 1995, des prises en otage de « casques bleus » français. L'ambassadeur, M. Gaudel, avait officiellement convoqué le général Pero Colic, le commandant de l'armée serbe, à cette réception, et le colonel est arrivé avec son supérieur. Les diplomates de l'ambassade ne connaissent apparemment ni l'identité ni le passé du colonel serbe, qui est pourtant l'officier de liaison régulier entre l'armée serbe et des organisations internationales, dont l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe (OSCE).

M. Gaudel avait envoyé une voiture diplomatique pour aller

chercher M. Colic et ses compagnons à Pale, « capitale » des Serbes bosniaques. Plusieurs officiers français présents à la réception se sont indignés de la présence de Milenko Indic. Selon nos informations, il aurait été verbalement convoqué par l'attaché militaire de M. Gaudel, qui le rencontre régulièrement.

Le colonel Indic conserve un excellent carnet d'adresses au sein de l'armée française et des officiers lui rendent régulièrement visite à Pale. Certains entretiennent même avec lui des liens d'amitié. Le correspondant de Ouest-France à Sarajevo, Christian Lecomte, qui a révélé le premier la présence du colonel Indic à la réception de M. Gaudel, a reçu peu après des menaces anonymes. « Fais gaffe à ta peau ! Sur-tout si tu mets les pieds en République serbe ! », affirmait un homme qui, selon Christian Lecomte, s'exprimait dans un français sans accent.

Par ailleurs, le ministère des affaires étrangères a déclaré avoir ouvert une enquête sur les tortures qui, d'après nos informations, ont

été infligées à des « casques bleus » français lors de leur séquestration en mai 1995. « Nous nous réservons d'en tirer les conséquences, y compris, si nécessaire, auprès du Tribunal pénal international, chargé de juger les criminels de guerre du conflit yougoslave », a précisé le porte-parole du Quai d'Orsay. Les faits sont pourtant connus des autorités françaises depuis les jours qui suivirent la libération des « casques bleus ».

Les soldats victimes de tortures avaient été rapatriés en France et « débriefés », c'est-à-dire interrogés par des spécialistes et des psychologues de l'armée. Leurs témoignages ont été tenus secrets et la France n'a apparemment jamais transmis ces dossiers au Tribunal de La Haye. Le général Ratko Mladic, commandant de l'armée serbe à l'époque, a été inculpé pour les séquestrations et les mauvais traitements infligés aux « casques bleus », un sort auquel a pu échapper le colonel Indic.

Rémy Ourdan

## Visite en France hautement médiatique pour Alexandre Lebed

Le général russe, convié par « l'Association européenne des conseils politiques », proche de M. Pasqua, est à Paris pour cinq jours. Il sera reçu par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat

HORMIS SES SÉJOURS en Afghanistan, où il commandait des troupes de l'Armée soviétique combattant les moudjahidins, le général Lebed (46 ans) n'était, jusqu'en octobre 1996, jamais sorti de l'ex-URSS. Donné favori en cas d'élection présidentielle anticipée en Russie, l'ancien parachutiste multiplie maintenant les visites à l'Ouest, pour se forger une image d'homme politique averti et responsable, mais aussi attirer l'attention des médias russes, plutôt tentés de l'ignorer depuis son limogeage, le 17 octobre, du poste de secrétaire du Conseil de sécurité russe.

Arrivé à Paris dimanche 16 février pour une visite privée de cinq jours, Alexandre Lebed a devant lui un programme d'entretiens chargé, qui témoigne de l'intérêt qu'il suscite désormais auprès des chancelleries occidentales. Il s'agit de son quatrième séjour à l'Ouest, après une visite au siège de l'OTAN en octobre, une en Allemagne en janvier, et un déplacement aux États-Unis, pour l'investiture du

président Bill Clinton. M. Lebed, qui n'occupe en Russie ni fonction officielle ni aucun mandat électif, sera reçu à Paris par le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, et celui du Sénat, René Monory. Le Quai d'Orsay a indiqué que M. Lebed pourrait, s'il le souhaitait, être reçu par des hauts fonctionnaires du ministère. Des entretiens sont prévus avec des industriels français (des représentants du CNPF, de Matra et de Total notamment), ainsi qu'avec Charles Pasqua dans les Hauts-de-Seine. M. Lebed a été invité en France par « l'Association européenne des conseils politiques », proche de M. Pasqua.

UN « SYSTÈME CONDAMNÉ »

Alors qu'il avait, voilà trois ans, évoqué le général Pinochet comme référence politique, Alexandre Lebed, qui a fondé le 27 décembre 1996 son propre parti, le Parti populaire et républicain de Russie, s'attache désormais aux figures de Charles de Gaulle et de Napoléon. M. Lebed doit se rendre, mardi 18

février, à Colombey-les-Deux-Églises sur la tombe du général. Une visite est également prévue sur celle de Napoléon, aux Invalides. En juin 1996, lors de la campagne électorale de M. Lebed au scrutin présidentiel russe (où il recueillait 14,5 % des voix au premier tour), des affiches à son effigie proclamaient : « De Gaulle a sauvé la France, Lebed sauvera la Russie ».

M. Lebed, qui compte multiplier les déclarations en France comme il l'avait fait en Allemagne et aux États-Unis, prédit, dans un entretien accordé au Figaro, la disparition prochaine du système incarné par les membres de « l'oligarchie » au pouvoir à Moscou : « le système qu'ils représentent est condamné, il est en train de pourrir sur place. Encore un an au maximum et il disparaîtra ». « L'alternative » pour la Russie « est simple », poursuit-il : « soit nous sommes capables de trouver en nous-mêmes des réserves intérieures et une sagesse suffisante pour arrêter ce processus de manière civilisée. Soit nous allons droit à une explosion sociale ».

## En Serbie, l'opposition décide d'arrêter provisoirement ses manifestations de protestations

LES DIRIGEANTS de l'opposition en Serbie ont décidé, samedi 15 février, d'arrêter les manifestations de protestations dans les principales villes du pays, après le vote par le Parlement d'une loi confirmant leur victoire aux élections municipales du 17 novembre. Les chefs de la coalition Ensemble, qui avaient envisagé cette décision lors de leur récent voyage à Paris, ont toutefois invité leurs sympathisants à soutenir les étudiants qui poursuivent le mouvement pour obtenir la démission de leur recteur.

La « trêve » déclarée par l'opposition devrait de toute manière, être de courte durée. En s'adressant à la foule réunie samedi, Zoran Djindjic (président du Parti démocrate) a en effet expliqué qu'il donnait au pouvoir « jusqu'au 9 mars pour libérer les médias ». « Et si rien ne se passe, a-t-il poursuivi, nous redescendrons dans la rue ! » Cet ultimatum coïncide avec le sixième anniversaire de la manifestation antigouvernementale du 9 mars 1991. Organisée par Vuk Draskovic (président du Mouvement serbe

du renouveau), cette marche avait déjà pour but de protester contre le contrôle par le régime de Belgrade des principaux médias. L'intervention des forces de l'ordre - et de l'armée - avait provoqué de violentes émeutes et entraîné la mort d'un policier et d'un manifestant.

LA BATAILLE DES MÉDIAS

Dans un entretien, accordé à l'Agence France-Presse et à l'hebdomadaire l'Express, Zoran Djindjic a estimé, dimanche, que la Serbie « est entrée dans un processus de réforme qui ne peut être stoppé », même si le président Slobodan Milosevic est « un énorme obstacle au développement de la société ». « Nous sommes prêts à lui offrir la possibilité de se retirer de manière pacifique de la vie politique », a indiqué le président du Parti démocrate, car on ne croit pas en sa capacité de se réformer.

Le combat de l'opposition pour la libéralisation des médias en Serbie risque en effet de se transformer en un nouvel affrontement entre la coalition Ensemble

et le régime de Belgrade. Car, si les municipalités ne détiennent en fait qu'un pouvoir de gestion très restreint, elles disposent souvent - comme dans la capitale avec la chaîne Studio-B - de stations de radio ou de télévisions locales dont l'audience est loin d'être négligeable. Dans la municipalité de Kragujevac, située à une centaine de kilomètres au sud de Belgrade, et remportée par l'opposition, il avait fallu un arrêt du tribunal pour que la nouvelle municipalité puisse garder le contrôle de ses médias.

Le nouveau ministre de l'information, nommé il y a une semaine, Radmila Milentijevic, a d'ailleurs donné le ton. Il a estimé, dans un entretien au quotidien progouvernemental Borba, qu'il « n'existait pas de médias indépendants dans le monde, car ils dépendent de ceux qui les financent », et a adressé une mise en garde aux journalistes étrangers qui doivent être tenus « pour responsables de ce qu'ils écrivent ».

Denis Hautin-Gubraut

## Varsovie accuse les services secrets russes de préparer de « graves provocations »

VARSOVIE

de notre correspondant  
« Il faut s'attendre à brève échéance à d'importantes provocations de la part des services secrets russes », a affirmé samedi 15 février le ministre polonais de l'Intérieur Zbigniew Siemiatkowski. Le but de ces opérations, a-t-il ajouté, dans un entretien au quotidien Rzeczpospolita, sera de freiner l'adhésion de la Pologne à l'OTAN, « en montrant que les élites des pays candidats (à l'adhésion) ne sont pas sûres, que d'une part elles sont corrompues, et que d'autre part elles restent à la disposition de leurs anciens mentors : beaucoup d'éminents responsables politiques, économiques ou militaires actuels ont passé leur jeunesse ou de longues années en URSS ». Le ministre a aussi souligné que les Russes offraient actuellement des conditions particulièrement favorables à l'établissement de relations économiques étroites avec la Pologne, en particulier dans le domaine des infrastructures et des produits stratégiques comme le gaz et le pétrole.

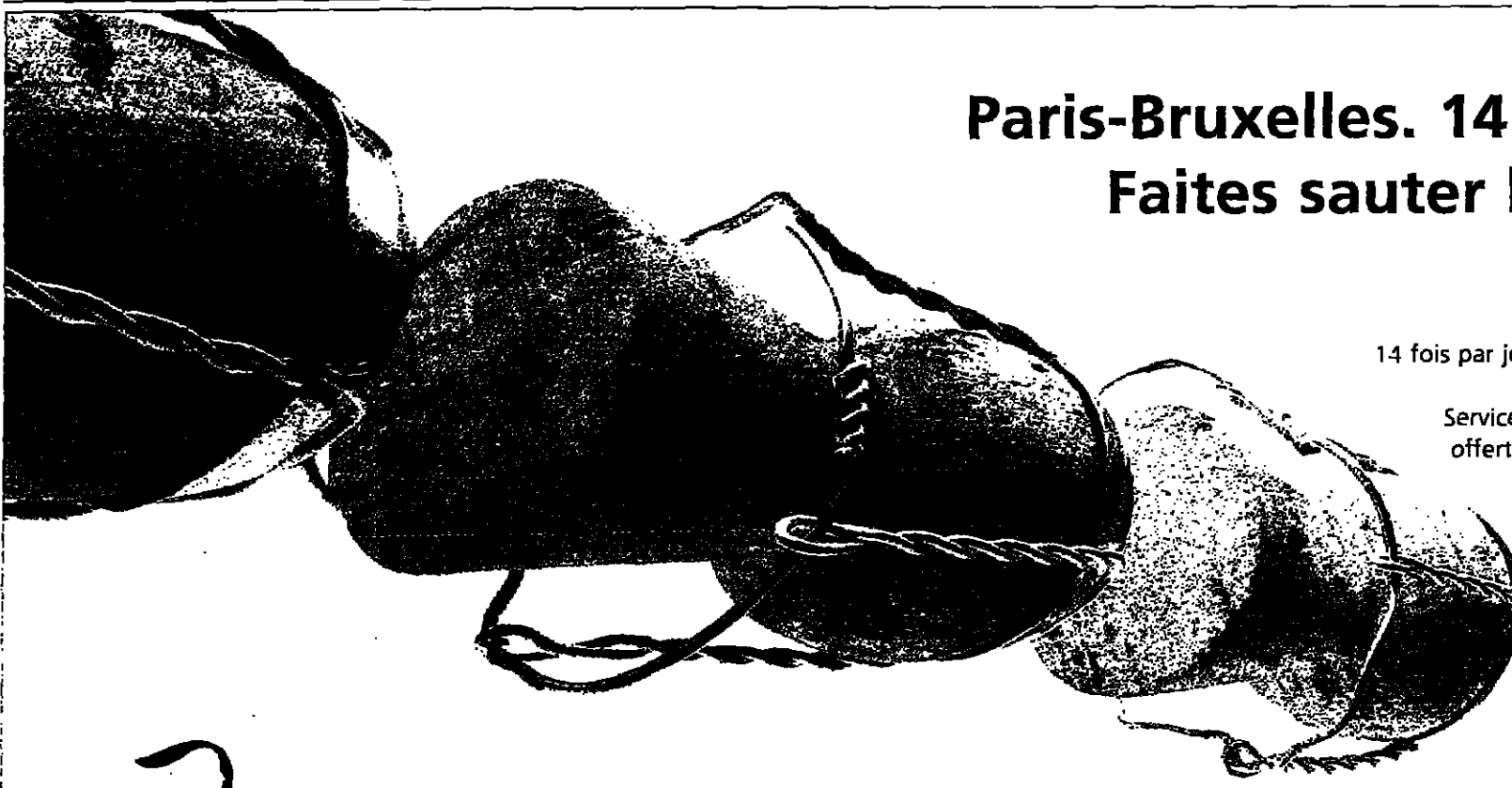
Les déclarations du ministre ont d'autant plus étonné qu'elles sont le fait d'un responsable du parti social-démocrate (SLD, post-communiste) au pouvoir, particulièrement susceptible d'encourir de tels soupçons, et que M. Siemiatkowski lui-même s'est distingué dans la remise au pas des services secrets polonais après « l'affaire Oleksy », c'est-à-dire après que ces services eurent accusé l'ancien premier ministre « social-démocrate » d'être un agent du KGB. (M. Oleksy, aujourd'hui président du parti SLD, a été blanchi de ces accusations, mais personne ne conteste qu'il a entretenu pendant des années des relations privées avec un agent du KGB).

L'opposition a réagi de manière assez négative aux déclarations inattendues de M. Siemiatkowski. L'ancien ministre de l'Intérieur Andrzej Milczanowski, qui avait « sorti » les accusations contre M. Oleksy, a affirmé que son successeur voulait dresser un « rideau de fumée », et atténuer l'effet d'informations à venir concernant les liens de membres de son milieu

politique avec les services russes. Prié d'être plus précis, M. Siemiatkowski s'est borné à déclarer qu'il avait voulu « mettre en garde l'opinion politique, les hommes politiques et les hommes d'affaires ». Le ministre a cependant ajouté avoir été amené à prendre position publiquement après avoir attendu en vain que le Kremlin démentisse les récentes affirmations d'un homme politique russe, Constantin Borovoi. Celui-ci avait affirmé, par le biais du quotidien russe Nezavisimaja Gazeta, que l'actuel chef de la diplomatie russe Evgueni Primakov avait assuré Boris Eltsine avoir reçu en 1995, avant l'élection présidentielle polonaise, des assurances d'Alexandre Kwasniewski, selon lequel, en cas de victoire, il s'engageait à ne pas faire entrer la Pologne dans l'OTAN.

Ces affirmations ont bien entendu été énergiquement démenties du côté polonais, où on multiplie les déclarations et les démarches en faveur de l'adhésion.

Jan Krauze



### Paris-Bruxelles. 14 fois par jour.

### Faites sauter les bouchons.

Paris-Bruxelles en TGV Thalys.  
En 1h58, de centre à centre.  
14 fois par jour, soit un départ toutes les heures de 6h40 à 19h40.  
Service attentionné et collation à la place, offerte en Confort 1 pendant la semaine.

**THALYS, LE TRAIN-ECLAIR**  
Thalys est un service offert conjointement par les chemins de fer belges, français, néerlandais et allemands.

Infos et réservations : 08.36.35.35.36. (2,23 FF la minute). Gares et agences de voyages accréditées. Informations sur Internet : <http://www.Thalys.com>.

# FRANCE

LE MONDE / MARDI 18 FÉVRIER 1997

**IMMIGRATION** Invité de RTL lundi 17 février, Alain Juppé a souligné que le Parlement « est maître du jeu » sur le projet de loi du ministre de l'intérieur, Jean-Louis De-

bré, relatif à l'immigration, projet qui doit revenir en discussion à l'Assemblée nationale le 25 février. « Et il y a le Conseil constitutionnel derrière », a ajouté le premier ministre,

tout en critiquant les pétitionnaires qui appellent à la désobéissance civile, si ce projet est adopté dans sa rédaction actuelle. ● LIONEL JOSPIN estime, dans un entretien accordé au Monde, que « le premier ministre serait sage de reculer » en

renonçant à la disposition du texte faisant obligation de déclarer à la mairie le départ d'un étranger que

l'on aurait accueilli chez soi. ● UNE MANIFESTATION est préparée pour le 22 février par les auteurs des pétitions contre le projet Debré (lire page 7).

## Alain Juppé s'en remet au Parlement sur le projet de loi Debré

Devant la contestation du projet de loi Debré, le premier ministre dénonce les appels à la désobéissance civile, mais souligne que les députés et les sénateurs sont « maîtres du jeu » et que le contrôle de constitutionnalité s'exercera sur la loi

LE PREMIER MINISTRE, Alain Juppé, n'entend pas modifier le projet de loi Debré portant diverses dispositions relatives à l'immigration, qui doit revenir, en deuxième lecture, le 25 février à l'Assemblée nationale. « Je pense que ce texte est équilibré », a-t-il réaffirmé, lundi 17 février sur RTL, en rappelant que la France est « une vraie démocratie », où la loi est « votée par les députés et les sénateurs, élus démocratiquement, et sous le contrôle du Conseil constitutionnel ». Si « le Parlement considère que sur tel ou tel point, il y a des modifications à faire, il est maître du jeu », a souligné M. Juppé, ajoutant : « Et il y a le Conseil constitutionnel derrière ».

Evoquant les appels à la désobéissance qui ne cessent de se multiplier, M. Juppé a déploré « l'amalgame » que constitue, selon lui, le rapprochement entre l'élection de Vitrolles, la menace qui pèse sur le Théâtre national de la danse et de l'image de Châteauneuf et le projet de loi de son ministre de l'Intérieur. « Le rôle des intellectuels est de faire avancer la vérité, ce n'est pas de la broutille », a affirmé le premier ministre. « Appeler à la désobéissance civile est un acte grave, parce que cela mine l'État de droit et la démocratie, un acte de désintégration sociale », a-t-il ajouté.

« L'idéologie du Front national est

de dire que l'étranger, quel qu'il soit, est un danger. C'est ce qu'on appelle la xénophobie, et je me bats de toutes mes forces contre, parce que c'est contraire à toute l'idée que je me fais de la démocratie et de la République (...). Je veux faire le partage entre l'immigration régulière, qui est la bienvenue en France, et l'immigration irrégulière », a expliqué M. Juppé, en précisant qu'il y a, dans le projet de loi en discussion au Parlement, des « mesures d'humanisation très généreuses ».

La veille, Le Journal du dimanche avait publié un appel à la désobéissance signé par 402 acteurs. Libération du lundi 17 février livre la contribution de 54 dessinateurs de bandes dessinées. Les professeurs d'université, les directeurs de recherche, les traducteurs ont rejoint le mouvement initié par 59 cinéastes (Le Monde du 12 février). Face à cette vague de protestations, le RPR a commencé, dès samedi, à organiser une contre-offensive. Le secrétaire général du mouvement, Jean-François Mancel, a appelé « les maires, qui savent sur le terrain combien l'immigration clandestine porte atteinte à la cohésion nationale et à la volonté d'intégration, à apporter un soutien serein et républicain au projet de loi gouvernemental ».

En Seine-Saint-Denis, la fédération RPR du ministre délégué à la

ville et à l'intégration, Eric Raoult, a fait diffuser sur les marchés plusieurs milliers d'exemplaires d'une pétition favorable au projet de Jean-Louis Debré. Plusieurs députés de la « task force », la garde rapprochée du premier ministre, Pierre Bédier (Yvelines), Jean-François Copé (Seine-et-Marne), Gérard Léonard (Meurthe-et-Mo-

selle) ont diffusé des communiqués dénonçant « les professionnels du monde virtuel, qui préfèrent le confort des salons et leur publicité personnelle ». Jean-Pierre Philibert, député (UDF-PR) de la Loire et secrétaire national de

l'UDF pour l'immigration et l'intégration, a qualifié l'appel à la désobéissance de « consternant spectacle donné par la gauche caviar ». « On peut toujours discuter », a affirmé Alain Lamassoure, ministre délégué au budget et porte-parole du gouvernement, dimanche sur France 3. « Ce qui n'est pas admissible, c'est d'appeler au non-respect

de plus, il y a une démarche de ce gouvernement qui vise à mettre en cause un certain nombre d'aspects qui sont parmi les valeurs de la République, a expliqué le dirigeant communiste sur Europe 1. Il faut se mobiliser. Les intellectuels sont mobilisés. Les forces politiques doivent se mobiliser (...) Partout, il faut que s'unissent les efforts pour faire reculer cette loi liberticide ».

M. Hue a indiqué qu'il participera « probablement » à la manifestation prévue le 22 février par les opposants au projet de loi Debré. De leur côté, les cinq maires d'arrondissement de Paris qui appartiennent au Parti socialiste, parmi lesquels Daniel Vaillant, numéro deux du PS, ont affirmé qu'ils ne seront jamais les instruments d'une politique de délation individuelle ou de dénonciation collective, contraires à leur idée de la France et de la République ».

Lundi matin, le président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, Pierre Mazeaud (RPR), a indiqué à l'AEP être en mesure de « proposer une solution au problème des certificats d'hébergement qui ne risquent nullement la sanction éventuelle du Conseil constitutionnel ». Il a refusé de dévoiler la teneur de cette solution, pour en réserver la primeur à ses collègues de la commission le 20 février.

### Le Front national grignote du terrain dans l'opinion

L'extrême droite s'installe peu à peu dans le paysage politique. Selon un sondage réalisé par Ipsos, les 14 et 15 février, auprès d'un échantillon de 963 personnes pour France 2 et Le Figaro (daté 17 février), 47 % des Français considèrent que le Front national est « un parti politique comme les autres », soit 5 points de plus que dans une enquête similaire de septembre 1996. Il ne reste qu'une courte majorité (51 %, en baisse de 3 points) pour estimer le contraire. De même, 45 % des personnes interrogées considèrent que la présence de députés frontistes à l'Assemblée nationale serait « une bonne chose pour la démocratie », contre 40 % d'avis contraire.

A propos de leur attitude à l'égard du parti d'extrême droite, 2 % des personnes interrogées s'en déclarent « proches » et adhèrent « à toutes ses idées », 13 % « proches » sans approuver certaines de ses idées, et 33 % « pas proches », tout en approuvant certaines de ses idées.

De la loi. Ceux qui se lancent dans cette entreprise vont obtenir le contraire de ce qu'ils souhaitent, ils ne font qu'aggraver le fossé entre la France profonde et l'élite. Et celui qui se frotte les mains de tout ça, c'est M. Le Pen », a expliqué M. La-

massoure. Le président du Sénat, René Monory, est allé dans le même sens. « Je suis tout à fait contre ces principes de désobéissance, qui peuvent être une porte ouverte à Le Pen. Pourquoi demain Le Pen n'emboîterait-il pas le pas en disant : "Désobéissez à tout ce qu'on vous dit" ? Je me méfie beaucoup de ces consignes qui peuvent mettre par terre la République », a déclaré M. Monory au « Club de la presse d'Europe 1 ».

CONTRE « L'AMALGAME »

En revanche, au « Grand-Jury

RTL-Le Monde », le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy a affirmé « comprendre » les artistes qui « se battent pour la culture, le respect de l'autre, la tolérance de l'autre ». « Si les artistes ne s'indignent pas, qui s'indignera ? », a-t-il observé. « Je suis là pour leur dire que je n'accepterai jamais d'être dans un pays où la culture se replie sur elle-même », a indiqué M. Douste-Blazy en refusant toutefois « l'amalgame » entre le projet de loi de M. Debré et l'attitude des maires du Front national sur le plan culturel.

Secrétaire national du Parti communiste, Robert Hue estime que l'obligation faite aux hébergeants d'indiquer la situation des étrangers qu'ils accueillent s'apparente à de « la délation ». « Une fois

### Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste

## « Le premier ministre serait sage de reculer. Je le lui demande »

« L'importance du mouvement des artistes et des intellectuels contre le projet de loi Debré ne traduit-il pas un constat d'impuissance des partis politiques traditionnels ? »

« Ne créons pas d'amalgame entre les partis politiques, car si la droite est pour ce projet de loi, la gauche est contre. A mon sens, l'importance de ce mouvement vient de ce que, par instinct comme par culture, les créateurs, hommes ou femmes, savent qu'ils doivent dire leur refus d'un texte qui comporte une sorte d'appel à la délation et au fichage. Ils ont eu une réaction de dignité. J'ai la même. »

« Cette réaction nous dit aussi que notre société est vivante. Il

faut sortir de l'idée selon laquelle, si les politiques parlent - et nous l'avons fait contre ce projet -, les intellectuels ou, plus largement, les citoyens n'ont qu'à rester silencieux ; ou que, quand des créateurs, des artistes prennent la parole, c'est parce que les politiques n'ont rien à dire. Chacun est là et chacun joue son rôle. C'est cela, pour moi, une société démocratique. »

« Ressentez-vous une forme de « lépénisation » des idées et des comportements, au-delà même des dirigeants du Front national ? »

« Utiliser ce néologisme de « lépénisation », c'est déjà faire la part trop belle aux idées d'extrême droite. Pour contrer la progression

des idées et des comportements xénophobes, il faut certes aborder clairement et sagement le problème de l'immigration, mais il ne faut pas réduire le débat public à ce thème. »

« Les questions de l'incroyable

conservatisme économique d'aujourd'hui, des injustices, de l'identité nationale, du sens que doit avoir la construction européenne, des valeurs qui peuvent nous permettre de vraiment vivre ensemble dans la République sont tout aussi essentielles. Un certain nombre de Français se sentent abandonnés. Prenons leurs problèmes à bras le corps, avec eux. Ils auront moins peur des autres. »

« Que répondez-vous à Alain Juppé, qui assure qu'il ne fait que rendre plus efficaces les certificats d'hébergement créés par un gouvernement de gauche ? »

« Je réponds que son argumentation n'est pas intellectuellement honnête. La création des certificats d'hébergement, en 1982, a été faite

par décret, ce qui prouve qu'elle ne modifiait pas la législation existante. Surtout, elle était faite pour veiller à ce que des étrangers venant en France d'un pays pour lequel un visa était demandé soient accueillis dans des conditions correctes. »

« Obliger celui qui accueille quelqu'un chez lui, fût-il étranger, à signaler son départ introduit dans le dispositif un changement de nature dans le sens d'une forme de délation. En outre, la sanction prévue en cas de non-déclaration n'est possible que si est établi un fichier des hébergeants. Nous sommes contre cette mise en fiches. »

« Si vous revenez aux responsabilités, que ferez-vous des dis-

positions aujourd'hui contestées ? »

« Dès aujourd'hui, j'espère que le texte ne restera pas en l'état. Le premier ministre serait sage de reculer, en particulier sur l'obligation de déclarer le départ de personnes étrangères que l'on a accueillies chez soi. Je le lui demande. De toute façon, nous porterons devant le Conseil constitutionnel un certain nombre de dispositions de ce texte. Nous verrons ce qu'il décidera. »

« Si les dispositions aujourd'hui contestées restent en l'état et que nous gagnons les élections législatives, nous les abrogeons. »

Propos recueillis par Thierry Brérier

## De l'avant-projet de loi Debré aux appels « à désobéir », cinq questions sur la genèse

● 1. Pourquoi un nouveau projet de loi sur l'immigration ?

Cette vingt-quatrième modification de l'ordonnance de 1945 est née de trois soucis. D'abord, rendre plus efficace le système de reconduite à la frontière. Moins de 30 % des étrangers en situation irrégulière faisant l'objet d'un arrêté de reconduite à la frontière sont effectivement reconduits. Ceux-ci n'ayant souvent pas de papiers prouvant leur nationalité, l'administration ne parvient pas à obtenir de leur pays d'origine le laissez-passer indispensable à leur retour. Au terme de dix jours de rétention administrative, ils sont donc libérés.

Second souci : satisfaire les élus de la majorité qui, obsédés par la montée du Front national, réclament un durcissement des lois Pasqua, essayons de les appliquer », déclare-t-on à Matignon.

L'occupation, par trois cents Africains sans papiers de l'église Saint-Bernard, à Paris, va redonner de l'actualité au projet. Le 23 août, après deux mois d'occupation et cinquante-deux jours de grève de la faim, la police évacue brutalement l'église. Tous les sans-papiers sont interpellés. La plupart seront libérés à la suite d'erreurs de procédure.

Le 25 août, à Brégançon, Jacques Chirac annonce que les lois Pasqua seront « clarifiées » pour être « plus efficaces ». « Les Français, quelle que soit leur appartenance politique, ont une irritation crois-

sante à l'égard des étrangers, explique-t-il. C'est une réaction irrationnelle et souvent injuste. » Et il ajoute : « Nous avons pris une option de très grande fermeté à l'égard de l'immigration. » C'est donc un projet ferme qui sera présenté.

● 2. Que contient le projet de loi initial ?

« Un texte d'équilibre », déclare M. Debré en présentant son projet de loi. D'un côté, le texte comporte un volet de régularisations. Parents d'enfants français, conjoints de Français mariés depuis plus d'un an, étrangers sans papiers présents en France depuis quinze ans, mineurs dont l'un des parents est régulier, mineurs entrés en France hors regroupement familial avant l'âge de dix ans, et justifiant ne pas pouvoir « poursuivre une vie familiale effective dans [leur] pays » : plusieurs catégories de personnes « un millier par an, selon le ministre », qui ne sont ni expulsables ni réguliers, sortent de l'ombrage.

Sur l'autre plateau de la balance, plusieurs « aménagements techniques » durcissent les textes existants. Le projet prévoit d'autoriser l'administration à maintenir un sans-papier en rétention pendant quarante-huit heures, au lieu de vingt-quatre avant de le présenter au juge, puis de réduire la portée des remises en liberté prononcées par les magistrats, en permettant

aux préfets de poursuivre cette rétention jusqu'à ce que la cour d'appel ait tranché. Le texte étend aussi les pouvoirs des policiers, tant dans le contrôle des véhicules - exceptés les voitures particulières - que dans celui des entreprises, où la présence d'un inspecteur du travail ne leur est plus nécessaire.

Surtout, il modifie, dans son article premier, la procédure de délivrance des certificats d'hébergement. Ces documents nécessaires à l'obtention d'un visa pour un étranger effectuant une « visite privée » : les maires, dont la signature est indispensable, voient leurs possibilités de refuser la délivrance de ce document étendues. Ils peuvent faire appel à la police pour vérifier les normes d'hébergement.

Enfin, le texte oblige l'hébergeant à déclarer le départ de son invité à la mairie. En cas de refus, il ne pourra plus accueillir d'étranger pendant deux ans et risquera d'être poursuivi pour « aide au séjour irrégulier ». Cet article, fortement critiqué, en novembre, par la commission nationale consultative des droits de l'homme, reçoit un avis « défavorable » du Conseil d'Etat. Le gouvernement choisit de passer outre : le 17 décembre, il figure dans le texte que Jean-Louis Debré vient défendre à la tribune de l'Assemblée nationale.

● 3. Pourquoi le débat à l'AS-

semblée n'a-t-il pas attiré l'attention ?

Le débat des députés prend une tournure inhabituelle. L'opposition est absente. En plein congrès, le Parti communiste délégué une poignée d'élus lors de l'examen général du texte. Quant au Parti socialiste, son embarras sur les questions d'immigration le conduit à jouer l'autruche. Pendant trois jours, seul Julien Dray tentera de contenir les ardeurs de la majorité.

En face, les députés ont décidé d'en découdre... contre le gouvernement. Les « ultras », emmenés par Suzanne Sauvalgo (RPR), s'emploient à durcir le texte. Sur les certificats d'hébergement, le président de la commission des lois, Pierre Mazeaud (RPR), tente de mettre en garde le gouvernement sur une disposition qui « relève de la vie privée ». Il s'inquiète : « Nous ne devons toucher aux lois que d'une main tremblante, en particulier lorsqu'il s'agit de réglementer l'exercice de la liberté individuelle et de confier des responsabilités dans ce domaine à des personnes [les maires] soumises aux pressions de l'opinion. » M. Debré reste sourd à ces arguments.

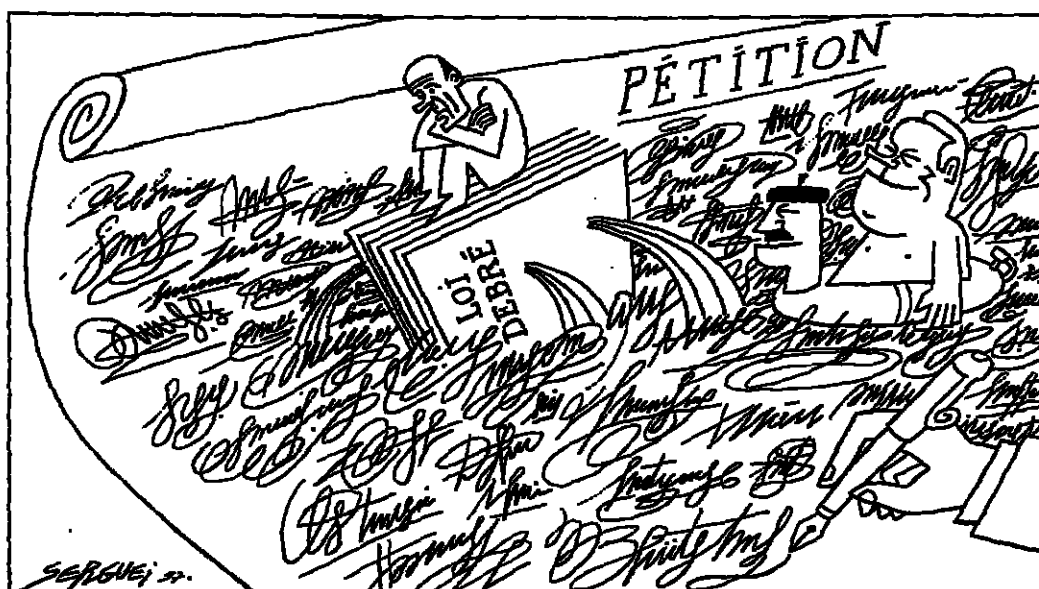
Les « ultras », en revanche, font mouche. Ils écartent de la mesure de régularisation les étrangers en France depuis plus de quinze ans. Ils portent de un à deux ans la période probatoire de vie commune nécessaire pour la déli-

vrance d'une carte de résident à un conjoint de Français. Ils autorisent le relevé et la « mémorisation » des empreintes des étrangers « qui demandent à séjourner en France ». Enfin, ils s'en prennent aux étrangers intégrés en soumettant le renouvellement de la carte de résident de dix ans à l'absence de « trouble à l'ordre public ». Il faudra attendre le retour au Sénat pour que s'ouvre un véritable débat.

● 4. Pourquoi l'opposition se cristallise-t-elle sur les certificats d'hébergement ?

Institués en 1982 par Robert Badinter, ces certificats sont destinés à contrôler la réalité de l'accueil d'un étranger en France. L'hôte remplit un formulaire, le maire vérifie qu'il ne comporte pas de mentions inexactes, puis le signe. Depuis 1991, le maire peut en cas de « doute sérieux », demander à l'Office des migrations internationales (OMI) de procéder à une visite du domicile afin de vérifier que les conditions d'accueil sont « normales ». Alors, et alors seulement, le visa pourra être accordé. Ce dispositif ne concerne que les pays soumis à visa, autrement dit les pays pauvres. Ensuite, il ne s'impose qu'aux pauvres parmi les pauvres, puisque la détention d'une certaine somme d'argent et une simple réservation d'hôtel suffisent à passer de la « visite privée » à la « visite touristique ».





## Les coordinateurs des différents appels préparent la manifestation du 22 février

**LA DÉTERMINATION** du gouvernement à maintenir son projet de loi n'a en rien affecté celle des signataires des appels « à désobéir ». Au contraire, l'entrée en scène de nouvelles professions, la multiplication des pétitions en province, qui viennent démentir les accusations de « parisianisme », laissent penser aux initiateurs du mouvement que le sommet de la vague n'est pas atteint. « Les déclarations de M. Juppé nous ont persuadé de continuer avec plus de conviction encore », dit, par exemple, Françoise Cotta, qui coordonne l'appel des avocats. Nous sommes plus de quatre cents, ce qui pour notre profession est une sorte d'exploit. »

Sur quoi peut déboucher cette mobilisation ? Certains ne croient guère en une obésité du gouvernement. « Ils ne peuvent faire fi de ce mouvement », affirme par exemple l'écrivain Dan Frank. Ils vont enlever l'article sur les certificats d'hébergement pour faire passer en bloc le reste du texte. »

Dimanche 16 février, le dialogue s'est noué entre les « coordinateurs » de quelques appels. Écrivains et cinéastes se sont retrouvés, sans être tout à fait sur la même longueur d'onde. Le collectif des 121 « noms difficiles » à pro-

noncer, qui outre des personnalités des arts et des sciences compte quelques responsables politiques de l'opposition, souhaite que tous les signataires appellent à la manifestation du 22 février à Paris.

Les écrivains devraient les rejoindre sans hésiter. Les cinéastes paraissent plus réservés, préférant annoncer qu'ils « participeront » à ce défilé, sans pour autant lancer un appel explicite. « Nous tenons à ce que cela reste une action où chacun décide en conscience de ce qu'il fait : signer, aller à une manifestation, héberger un étranger », explique Cédric Klapisch. Nous irons à cette manifestation. A chacun de décider pour lui-même. »

Pas question non plus « stariser » ce mouvement : les cinéastes ont par exemple décidé de faire tourner, tous les trois jours, ceux d'entre eux qui s'exprimeront publiquement sur le dossier : Arnaud Desplechin, Pascale Ferran et Cédric Klapisch devraient donc être remplacés par d'autres. Ce qui n'empêchera pas une certaine coordination. Une nouvelle rencontre entre les différentes professions devrait se tenir, mardi 18 février.

Lundi matin, la liste des appels était la suivante :

- **L'appel « à désobéir »** pour ne pas se soumettre à des lois inhumaines :
  - 59 cinéastes l'ont lancé mardi 11 février, dans *Le Monde*. 130 réalisateurs s'y sont depuis associés, et plusieurs centaines de techniciens du cinéma.
  - 155 écrivains ont repris cet appel jeudi 13 février. Une centaine d'autres signataires les ont rejoints.
  - 1100 journalistes ont signé vendredi 14 février.
  - 210 traducteurs.
  - 402 acteurs ont signé, samedi 15 février.
  - 496 musiciens, de Pierre Boulez à Allan Stivell, étaient signataires, dimanche.
  - 421 universitaires et chercheurs.
  - 200 comédiens et 130 metteurs en scène de théâtre.
  - 250 éditeurs et libraires.
  - 365 psychanalystes.
  - 39 responsables d'associations homosexuelles.
  - 147 artistes-plasticiens.
  - 54 dessinateurs de bandes dessinées, dont Albert Uderzo.
  - 150 architectes.
- **Un appel des avocats** « soucieux de respecter la justice », mais qui dénoncent « un projet manifestement inspiré des lois d'exception de 1941 » : ils étaient plus de 400 dimanche 16 février au soir.
- **Appel des 121 noms « difficiles à prononcer »** : « Enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants d'immigrés, nous nous sentons menacés », expliquent ces artistes, intellectuels, scientifiques et responsables politiques des différents partis de gauche. Ils invitent à participer à une manifestation, samedi 22 février, à 15 heures, à Paris, de la gare de l'Est à la préfecture de police.
- **50 médecins et dentistes** lyonnais se déclarent « prêts à soigner et, aussi à héberger, des étrangers en situation régulière ou irrégulière ».

### Les pétitions sur Internet

Plusieurs appels à la pétition contre le projet de loi sont présents sur Internet. Le site franco-suisse Scarabee (<http://www.scarabee.com>) appelle à la « désobéissance civile » en proposant de remplir un message électronique qui est acheminé vers le site du premier ministre (<http://www.premier-ministre.gouv.fr>). Un texte de présentation de cette action prend position « contre les lois Pasqua et Debré sur l'immigration » et demande de : « refuser de déclarer l'arrivée et le départ d'amis étrangers... ». Un autre serveur Internet situé au Canada reprend l'appel des cinéastes (<http://www.volite.qc.ca/ecran-noir/appel66.htm>). Le site Ecran noir, qui se présente comme un « ciné-zine », rappelle la chronologie de l'action des réalisateurs et publie un logo sur l'appel ainsi que la liste des signataires. Outre un renvoi au site de Scarabee, Ecran noir suggère d'adresser des messages électroniques à l'Assemblée nationale ([webmaster@assemblee-nat.fr](mailto:webmaster@assemblee-nat.fr)) ou de signer l'appel des 66 ([vincy@generation.net](mailto:vincy@generation.net)).

## et le développement de la contestation

Plus besoin, alors, de certificat d'hébergement. Enfin et surtout, il laisse la part belle aux maires des communes d'accueil. Une enquête réalisée par la Cimade a montré que près de 50 % des communes exigent des pièces supplémentaires - fiches de paie, cartes de sécurité sociale, relevés bancaires - avant de signer le précieux document. Certains maires, comme Jean Marsaudon (RPR) à Savigny-sur-Orge, dans l'Essonne, ou Jean-Marie André (UDF) à Beauregard, dans le Gard, refusent même de signer ces certificats. Les préfets n'ont jamais engagé de procédure à leur encontre.

L'article 1 du projet Debré imposant à l'hébergeant de déclarer le départ de la personne accueillie s'inscrit donc sur un terrain déjà sensible. Comment éviter que se généralisent les fichiers d'hébergements, alors même que le ministre de l'Intérieur a autorisé l'« archivage » des informations ? Comment préserver une certaine unité des pratiques, alors que les préfets ont prouvé leur incapacité à contrôler les agissements des maires ? « Et à quoi ça sert ? », s'évertuent à demander, lors du débat au Sénat, les membres du groupe socialiste. « C'est inefficace car le départ de l'hébergeant ne signifie pas le départ du pays, explique M. Badinter. Cette mesure vise à demander à des gens de dénoncer ceux qui sont chez eux. »

M. Debré n'y prête guère attention, pas plus qu'il n'a entendu

l'hostilité de l'association des maires de France (AMF), qui estime que cette mesure est « susceptible de créer un climat de suspicion à l'égard du maire ». Le ministre de l'Intérieur a juste laissé les sénateurs gommer une partie des modifications introduites par l'Assemblée nationale.

● **5. Comment la mobilisation a-t-elle commencé ?**

« Attachée à la liberté individuelle et à la vie privée » : tel était l'avis du Conseil d'État. Repris par une poignée de jeunes cinéastes, il va connaître une toute autre ampleur. « C'est ma vie et ça ne regarde personne », clament-ils, en substance, le 12 février, lorsqu'ils expliquent pourquoi ils ont lancé, la veille, l'appel à « ne pas se soumettre à des lois inhumaines ». Ils se mélangent un peu les pieds, exigent, ici, le boycottage des certificats d'hébergement - sans mesurer que cela aboutirait à interdire aux étrangers concernés toute entrée en France -, confissent, là, ne s'être pour certains jamais préoccupés du sort des étrangers. Peu leur importe. Une femme nommée Jacqueline Delhomme a été condamnée, le 4 février, en vertu de la loi déjà en vigueur, parce qu'elle avait hébergé chez elle un irrégulier ; et aujourd'hui, une nouvelle disposition veut les obliger à « déclarer les faits et gestes de nos invités ». N'est-ce pas suffisant ?

L'effet est immédiat. « Généra-

tionnel », d'abord. Au premier rang, Arnaud Desplechin, Pascale Ferran, Cédric Klapisch ou Karim Dridi parlent. Ils n'ont pas d'étiquette politique. Ils parlent simplement. Et lorsque Eric Raoult les invite à venir en banlieue, ils peuvent répliquer que certains y ont grandi, ou qu'ils y tournent déjà leurs films.

Les autres professions suivent. D'abord cent cinquante-cinq écrivains, d'horizons divers, révoltés ou conservateurs. Puis des comédiens, universitaires, médecins, travailleurs sociaux, traducteurs, éditeurs, plasticiens, archéologues, psychanalystes, journalistes, musiciens, peintres, avocats... Après le refus affirmé par MM. Juppé et Debré de modifier le projet de loi ou d'abandonner simplement cet article « de trop », selon Guy Sorman, les signataires rééditent aux suites à donner.

Une manifestation est prévue pour le 22 février à Paris, trois jours avant l'examen du texte en seconde lecture à l'Assemblée nationale, appelée par un collectif de « cent vingt et un noms difficiles à prononcer », au sein duquel figurent quelques responsables politiques de l'opposition. Cette manifestation pourrait fédérer tous les signataires des appels déjà lancés. Et marquer peut-être le retour des politiques dans un mouvement jusque-là aussi spontané qu'inorganisé.

Nathaniel Herzberg

## M. Mégret en mentor auprès de son épouse, élue maire de Vitrolles

**MARSEILLE**  
de notre correspondant

Dans la salle du conseil municipal de Vitrolles, où Catherine Mégret a été élue, dimanche 16 février, au poste de maire, son époux, le numéro deux du Front national, Bruno Mégret, s'est choisi la chaise du mentor. L'arrangement des lieux se veut symbolique : une petite table isolée a été placée légèrement en recul, juste derrière M<sup>me</sup> Mégret et Hubert Fayard, premier adjoint.

Tout sourire dans une veste de lainage bleu turquoise, M<sup>me</sup> Mégret semble en effet à l'aise face à Jean-Jacques Anglade, son prédécesseur, assis à l'autre extrémité d'une grande table de bois clair. D'emblée, l'ancien maire socialiste, désormais chef de file des neuf élus de l'opposition de gauche, croise le fer avec ses adversaires. Il juge que la présence de M. Mégret dans la partie réservée aux élus, fonctionnaires et journalistes « ne respecte pas la légalité républicaine ».

La remarque fait bondir le public de militants Front national trébuchant sur le volet, parmi lesquels le maire de Marignane, Daniel Simonpietri. « Va à Luyes ! », hurle quelqu'un, nommant ainsi la maison d'arrêt d'Aix-en-Provence. Les invectives qui assaillent l'ancien maire font toutes référence à sa mise en examen pour faux et usage de faux.

Son emblématique écharpe blanche au cou, M. Anglade tente de couvrir le tohu-bohu et annonce que les élus de l'opposition siègeront afin de « construire une alternative au projet rétrograde et démagogique du Front national ».

Puis l'opposition claque la porte. « C'est terrible de ne pas avoir d'opposants... », raille M<sup>me</sup> Mégret, que ses partisans acclament à gorge déployée. « Je vais tenter d'annoncer un discours », ironise-t-elle, avant d'appeler à la « réconciliation des Vitrollois ». « Les querelles et affrontements doivent cesser, dit-elle. Le temps de la lutte s'achève. Ma

priorité est que Vitrolles retrouve calme et sérénité. »

Après une semaine émaillée d'incidents dans les quartiers difficiles et de rumeurs folles, la tâche paraît ardue. Les mesures de sécurité témoignent de la division de la population : hôtel de ville encerclé de barrières, vigiles sur les toits, CRS sur le pied de guerre... Sur le parvis de la mairie, où la réunion est retransmise, la tension est concrète dans une foule où se

**Le pluralisme dans les bibliothèques**

Ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy a rappelé, dimanche 16 février, au « Grand jury RTL-Le Monde », qu'il a l'intention de déposer un projet de loi pour garantir le « pluralisme dans les bibliothèques ». Faisant référence aux cas de censure et à l'intervention des maires Front national dans le choix de livres pour les bibliothèques municipales, le ministre a déclaré qu'« aucun parti politique n'a eu des maires qui faisaient cela ». Il a précisé que, si « personne n'a eu à légiférer là-dessus » jusqu'à maintenant, il prendra, lui, ses « responsabilités ». M. Douste-Blazy avait promis ce projet de loi le 21 juillet 1996 lors d'un débat organisé à Châteauneuf (Var).

Il y a des maires qui faisaient cela », il a précisé que, si « personne n'a eu à légiférer là-dessus » jusqu'à maintenant, il prendra, lui, ses « responsabilités ». M. Douste-Blazy avait promis ce projet de loi le 21 juillet 1996 lors d'un débat organisé à Châteauneuf (Var).

Luc Leroux

## Les sans-papiers de Saint-Bernard : « C'est toute la loi qu'il faut rejeter »

**LE 22 FÉVRIER**, les sans-papiers expulsés en août de l'église Saint-Bernard participent au défilé organisé à Paris par un collectif de 121 personnes « aux noms difficiles à prononcer ».

**REPORTAGE**

« Nous ne sommes ni des délinquants, ni des terroristes, ni des clandestins »

à prononcer ». Mais ils viendront avec leurs sacs de couchage, et non pas avec leurs valises. Installés depuis le 12 septembre 1996 dans des locaux du comité d'entreprise de la BNP, rue du Faubourg-Poissonnière dans le dixième arrondissement de Paris, environ cent cinquante sans-papiers attendent toujours de connaître leur sort.

Sur quatre étages, des salles de réunions et des dortoirs ont été aménagés. Entre les matelas s'amoncellent des sacs de linge. Aux murs, des photos des grévistes de la faim de l'église Saint-Bernard rappellent que « la lutte continue ». Dans la cour intérieure de l'immeuble, des panneaux d'affichage indiquent les prochains rassemblements et les convocations de certains d'entre eux à la préfecture ou au tribunal. Assise sur son lit, une Zaïroise de vingt-huit ans plie les vêtements de Jessica, sa petite fille de deux ans. « Ce n'est pas possible de continuer cette vie. Quand je vois mon enfant qui grandit, je me dis qu'il faut absolument que je m'en sorte », explique-t-elle.

Dans le dortoir à côté, une Sénégalaise dit simplement : « Quand on a les papiers, on a la vie. » Au rez-de-chaussée, quelques hommes regardent les informations à la télévision. « Malgré les souffrances que l'on a connues, on est content de voir que les gens réagissent, qu'ils lancent des appels. On ne peut pas gagner sans les Français », témoigne Djimé. « Mais,

ajoute-t-il, notre lutte ce n'est pas seulement d'avoir des papiers, c'est aussi de dénoncer le discours actuel sur l'immigration. Nous ne sommes ni des délinquants, ni des terroristes, ni des clandestins. »

Ababacar Diop, le porte-parole des sans-papiers, est davantage critique sur la multiplication des appels. « Mieux vaut tard que jamais, soupire-t-il. C'est toute la loi Debré qu'il faut rejeter et pas seulement l'article sur les certificats d'hébergement. Le fond du problème, c'est la situation des sans-papiers et le fait que la loi va créer encore d'autres cas similaires. »

**UNE RÉPONSE**

« Il y a quelque temps, un policier m'a dit : "si tu n'as pas de papier, pourquoi tu as fait des enfants ?" », se rappelle un Malien dont le père « a fait la guerre pour la France ». Depuis le mois de décembre, il attendait avec impatience son rendez-vous du 17 février à la préfecture. En vain. Son dossier « n'a pas encore été examiné », lui a-t-on signifié, et il est de nouveau convoqué le 18 mars. « Si tous ces appels d'intellectuels peuvent pousser le gouvernement à tenir parole sur la situation des parents d'enfants français, ce sera bien », se rassure-t-il.

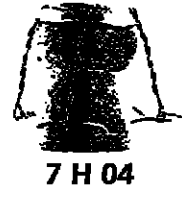
« On n'attend pas cette loi, on attend une réponse », s'insurge Mamadou en servant le thé à ses camarades de « chambre ». « Je suis en France depuis dix ans, j'ai travaillé, j'ai cotisé, je ne me considère pas comme un irrégulier », insiste-t-il.

Au-delà de la manifestation du 22 février, les sans-papiers de Saint-Bernard préparent surtout le premier anniversaire de leur mouvement. Un rassemblement aura lieu le 16 mars devant l'église de Saint-Ambroise. « Si une centaine de sans-papiers ont été régularisés, cent cinquante sont toujours dans l'attente », souligne Ababacar Diop.

Sandrine Blanchard



6 H 40



7 H 04



7 H 40



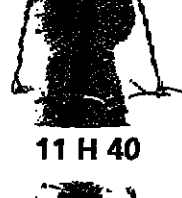
8 H 40



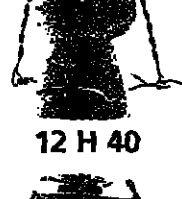
9 H 40



10 H 40



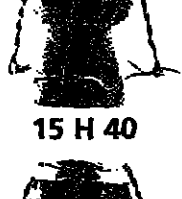
11 H 40



12 H 40



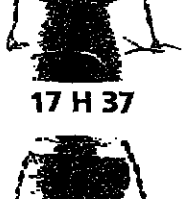
14 H 40



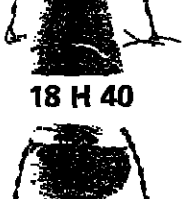
15 H 40



16 H 37



17 H 37



18 H 40



19 H 40

THALYS

## Des conflits sociaux locaux touchent de nombreuses professions du secteur public

Le mouvement dans les transports urbains de province s'effrite

Des conflits sociaux affectent ponctuellement différents secteurs de l'économie - transports en commun de province, hôpitaux, poste - tant

dis que les intermittents du spectacle, les maîtres-auxiliaires et les associations de chômeurs accentuent leur pression sur les pouvoirs publics. A Agen, les postiers ont cessé, dimanche 16 février, de bloquer le centre de tri. A Toulouse, le dépôt des bus a été réouvert.

LE CLIMAT social est pétillant. Comme autant de bulles qui remontent avant de crever à la surface, des conflits sociaux sectoriels et localisés mouchent le tissu social français. Pour les transports en commun de province, l'épreuve de force qui oppose les tramotins au patronat du secteur sur la baisse de la durée du travail entre dans sa phase décisive. Des négociations sont engagées dans toutes les villes où les réseaux sont bloqués, soit moins de dix agglomérations (Toulouse, Clermont-Ferrand, Le Mans, Lille, Nice, Toulon et Sète). Au niveau national, syndicats et patronat doivent se retrouver le 21 février pour reprendre la négociation en cours sur le temps de travail.

Dans les hôpitaux, un mouvement de grogne se fait sentir, après que les hôpitaux ont reçu leurs nouvelles lignes budgétaires, marquées du sceau de la rigueur, avec des dépenses plafonnées à 0,5 % en moyenne (hors salaires) pour 1997. Si les deux directeurs d'établissement qui avaient été séquestrés dans leurs bureaux par

des agents en grève, à Caen (Calvados) et à Epinal-sur-Orge (Essonne), ont été relâchés, une agitation sociale alimente un certain nombre d'hôpitaux. A Strasbourg, un mot d'ordre de grève illimitée a été déposé, à Vannes, au Mans et à Brest, des préavis de grève courent jusqu'au 6 mars. Quatre syndicats du secteur - INPH (praticiens), CFTC, CFTD, CFE-CGC - ont demandé à rencontrer le ministre des affaires sociales.

### CONTRE LES « COUPES SOMBRES »

A la Poste, des agents engagés des actions sporadiques à Bayonne, Clermont-Ferrand, Grenoble, contre la précarité de l'emploi. Alors qu'une grève pour l'ensemble de la fonction publique a été fixée au jeudi 6 mars, le syndicat SUD-PTT a d'ores et déjà appelé « à l'extension des luttes » pour l'emploi à la Poste, « partout » où la situation « nécessite un large front syndical commun », et envisage une journée de grève unitaire contre les « coupes sombres » dans les budgets.

Dans l'éducation nationale, les enseignants et les parents d'élèves se mobilisent contre les conditions de préparation de la rentrée, les suppressions de postes et les fermetures de classes. De nouvelles manifestations ont eu lieu en fin de semaine à Valence (Drôme), à Vif (Isère), où la circulation a été bloquée, et à Cahors (Lot). Un rassemblement national est prévu, mercredi 19 février, à Paris, contre la réduction du nombre de postes dans les concours de recrutement. Dans les universités, on enregistre des frémissements à Nantes et à Toulouse. Des étudiants s'insurgent contre certaines dispositions de la réforme, notamment celles créant les unités de première expérience professionnelle (UPEP) et demandent des crédits supplémentaires pour en financer les mesures.

Le mécontentement est aussi visible chez les maîtres-auxiliaires, qui entendent multiplier les actions « coup de poing » contre la précarité de l'emploi et la lenteur des discussions avec le ministère de l'Éducation nationale. Même optique chez les intermittents du spectacle, qui multiplient les interventions depuis trois mois. Une assemblée générale se tient, lundi 17 février, à Paris, à la Cité de la musique, au cours de laquelle les syndicats rendront compte du rapport de Pierre Cabanes, conseiller d'Etat nommé médiateur le 24 décembre. Les négociations entre le patronat et les syndicats doivent commencer, jeudi 20 février, sur les conditions particulières d'indemnisation du chômage de cette profession.

Après l'évacuation par la police des ANPE de Rouen, Paris-République et Le Havre, qualifiée de « manœuvres d'intimidation », l'association Agir contre le Chômage (AC) a indiqué, dimanche 16 février, qu'elle prépare « une reprise de la campagne pour le droit des chômeurs », pour obtenir notamment leur représentation dans les instances de gestion de l'ANPE et des Assedic.

Alain Beau-Méry

## Les intermittents du spectacle et les tramotins de Toulouse veulent donner l'exemple

TOULOUSE  
de notre correspondant  
Les Toulousains ont assisté, ce week-end, au retour de quelques bus dans les rues de la ville, mais ils n'ont pas pu découvrir la nouvelle cinématique dont l'inauguration

ment abstenus et le parrain de l'inauguration, l'acteur Michel Serault, était officiellement absent pour « raisons de santé ». Daniel Toscani Plantier, le nouveau président de cette cinématique rénovee, s'est donc retrouvé seul, vendredi, face aux intermittents. Après un débat houleux, il a décidé d'annuler les deux journées portes ouvertes.

Le principal dépôt de bus de la Société d'économie mixte des transports publics de voyageurs de l'agglomération toulousaine (SEM-VAT), bloqué depuis le 27 janvier par des piquets de grève, a, en revanche, été dégagé samedi après-midi. Une cinquantaine de bus conduits par des chauffeurs non

grévistes a pu circuler durant le week-end. La direction de la SEM-VAT avait envoyé des huissiers dans la matinée pour signifier aux grévistes une ordonnance du tribunal de grande instance de Toulouse qui sanctionne d'une amende de 10 000 francs par jour les « entraves à la liberté de travail ». L'intersyndicale CGT, CFTD et FO, a néanmoins décidé, dimanche, de poursuivre la grève.

Le conflit, l'un des plus durs de l'histoire de la société, ne porte pas sur le principe de la semaine de trente-cinq heures, obtenu dès le 17 décembre après une première grève de huit jours. C'est l'application de cet accord qui soulève des difficultés. Les revendications de

l'intersyndicale, qui réclame l'embauche de 350 à 400 personnes, ont été jugées « inacceptables » par Dominique Baudis (UDF-FD), le maire de Toulouse. Les métallurgistes CGT appellent, par ailleurs, « tous les salariés à s'engager partout dans l'action pour les salaires, les trente-cinq heures sans perte de salaire et la retraite à cinquante-cinq ans ». Ce communiqué répond à des encarts publicitaires publiés dans La Dépêche du Midi par la puissante union patronale de la métallurgie, dénonçant « la situation de crise créée par une minorité de salariés agissant en toute illégalité ».

Stéphane Thépot

## Le combat solitaire des postiers d'Agen

AGEN  
de notre correspondant  
Le camp a été levé dimanche 16 février, au terme d'un nuit froide, et à la lumière d'un constat amer : samedi, en dépit d'une grève qui durait depuis le 27 janvier et d'un blocage du centre de tri commencé au quatorzième jour du conflit, du courrier a été distribué

REPORTAGE  
Un service de tri et de distribution parallèle a été mis en place pour court-circuiter ce conflit qui dure depuis trois semaines

dans tout le département et même à Agen. Le barrage avait été formé pour riposter à la mise en place, par la direction départementale, d'un centre de tri et d'un service de distribution parallèle pour contourner l'arrêt de travail de l'ensemble du personnel, employés et cadres, de la recette principale, soit une centaine de personnes. Au gré d'une rotation en 3x8 et d'un « tableau de service », les grévistes s'y retrouvaient pour de longs palabres aux couleurs du temps - les gibeloues, le chômage, le bras de fer engagé avec la direction - et des moments de convivialité qui aidaient à tromper l'attente. Dès les premiers jours, le système alternatif de la direction a joué à plein : un centre de « continuité des services » a été ouvert à la périphérie agnoise : des cadres et des contractuels y assuraient le tri du courrier,

d'autres la distribution, tardive, incomplète, mais réelle. Vendredi, pour contourner le blocus départemental, le centre de régulation de Cestas a pris le relais, assurant depuis la Gironde la distribution du courrier aux groupements postaux de Lot-et-Garonne.

La mise en place d'une nouvelle organisation de la distribution à la recette principale d'Agen est à l'origine du conflit. D'après des calculs fait à Paris, il était possible de réduire de 4,8 postes les effectifs agnois. Les syndicats contestent le mode de calcul retenu - « on se base sur des ratios valables du temps où la lettre à vingt grammes constituait l'essentiel du courrier » - et dénoncent la méthode du coup par coup - « on commence par la distribution ; demain, on supprimera des postes dans le service général ». Les grévistes ont donc globalisé leur mouvement, et se sont, dès l'origine, érigés en défenseurs de l'emploi et du service public.

Après un arbitrage parisien on est passé à trois, puis à deux suppressions de postes, mais le clivage essentiel demeure : le directeur départemental propose la formation de groupes de travail destinés à plancher sur la réorganisation interne et consent seulement à geler les suppressions de postes jusqu'au mois de juin. « Pas question de négocier dans cette perspective », répondent les syndicats. Mais aujourd'hui ils sont confrontés à une nouvelle épreuve : chacun des postiers a été invité, par la direction, à se prononcer sur ses propositions, lundi 17 février, à la faveur d'un vote à bulletin secret.

Philippe Tugay

## Le RPR hésite sur l'opportunité d'une élection partielle à Lyon

LYON  
de notre correspondant régional  
En se démettant de son mandat de député le 6 février, le jour même de l'arrêt de la Cour de cassation, Michel Noir a mis le RPR, et donc le gouvernement, dans l'embarras : le calendrier autorise, en effet, l'organisation d'une législative partielle dans la deuxième circonscription du Rhône, puisque le siège est vacant plus d'un an avant l'échéance du renouvellement complet de l'Assemblée nationale (Le Monde du 7 février), mais l'hypothèse d'un tel scrutin intervient dans une situation politique confuse, notamment au sein du RPR.

Cette circonscription sensible

est au cœur de Lyon, et son prochain titulaire disposera, à l'évidence, d'un tremplin pour les élections municipales. Or le mouvement néogaulliste veut conquérir Lyon en 2001. Le choix de son candidat n'est donc pas anodin. Quatre de ses membres sont pour le moment sur les rangs, dont Marc Frayssé, actuellement député de Villeurbanne et secrétaire départemental du RPR.

Persuadé, il y a quelques mois, du soutien de la direction de son parti, M. Frayssé a déjà ouvert deux permanences, à la Croix-Rousse et à Vaise. Aujourd'hui, il explique que, pour lui, une élection législative partielle viendrait trop tôt ; il préfère donc qu'elle

n'ait pas lieu. Michel Forien, l'ancien secrétaire départemental, adjoint au maire de Lyon, a fait savoir qu'il avait reçu, lui aussi, des engagements et qu'il se présenterait. Cette possible « primaire » peut favoriser la gauche, qui devrait être représentée par Gilles Bana, maire (Verts) du premier arrondissement et conseiller général.

Un cinquième candidat, Henry Chabert, vient de se déclarer « disponible » et « prêt » pour une éventuelle partielle. D'abord RPR, puis noiriste, puis membre du CDS, l'adjoint à l'urbanisme de Raymond Barre a été réintégré, en décembre 1996, au sein du mouvement d'Alain Juppé. Cette décision

des instances nationales a été motivée par un principe de réalité : en juin 1995, M. Chabert avait recueilli plus de 26 % des voix au premier tour des municipales et il dispose, au conseil municipal, d'un groupe plus important que celui du RPR. Contraint de choisir entre MM. Chabert et Frayssé, les dirigeants du RPR pourraient donc être tentés d'attendre pour que la situation se décente et de laisser passer les délais de convocation. La circonscription resterait alors vacante. Le ministère de l'Intérieur devrait faire connaître, mardi 18 février, sa décision d'organiser ou non une élection partielle.

Bruno Caussé

## Trois élections cantonales partielles

### MAYENNE

Canton de Mayenne-est (second tour).

I., 9 845 ; V., 4 641 ; A., 52,85 % ; E., 4 417.

Yolande Scheer, UDF-PR, 2 846 (64,43 %) ; ELUE

Georges Brault, div. g., adj. m., 1 571 (35,56 %).

(M<sup>me</sup> Scheer succède à son époux, Michel Scheer (UDF-PR), décédé, dont elle améliore légèrement le score de 1992. M. Brault améliore cependant, lui aussi, le score totalisé au premier tour, il y a cinq ans, par les candidats de gauche et les écologistes.

9 février 1997 : I., 9 845 ; V., 4 626 ; A., 50,98 % ; E., 4 664 ; Yolande Scheer, UDF-PR, 2 166 (46,44 %) ; Georges Brault, div. g., adj. m., 1 061 (22,74 %) ; Hubert Moll, UDF-FD, m., 668 (14,32 %) ; Gilbert Blanc, FN, 338 (7,24 %) ; Patrick Macaire, Verts, 190 (4,07 %) ; Alain Jan, PCF, 140 (3,00 %) ; Louis Michel, GE, 101 (2,16 %).

29 mars 1992 : I., 9 533 ; V., 6 029 ; A., 36,75 % ; E., 5 608 ; Michel Scheer, UDF-PR, 3 527 (62,89 %) ; Jacques Fauque, div. g., 2 081 (37,10 %).

### HAUTE-SAÛNE

Canton de Lure-sud (second tour).

I., 6 530 ; V., 4 068 ; A., 37,70 % ; E., 3 899.

Robert Morlot, div. g., m., 1 989 (51,01 %) ; ELU

Claude Thibaut, FN, 1 058 (27,13 %) ; Marie-Rose Moritz, RPR, 852 (21,85 %).

(Malgré une déperdition de voix à gauche, M. Morlot rassemble une majorité absolue et succède à Jean-Pierre Thomas (div. g.), décédé. Le candidat du Front national progresse de 3 points et de 221 voix par rapport au premier tour, le 9 février, et devance nettement la candidate de la majorité, M<sup>me</sup> Moritz.

9 février 1997 : I., 6 530 ; V., 3 657 ; A., 43,99 % ; E., 3 472 ; Robert Morlot, div. g., m., 581 (25,37 %) ; Claude Thibaut, FN, 839 (24,16 %) ; Michel Féderspiel, div. g., m., 808 (23,27 %) ; Marie-Rose Moritz, RPR, 747 (21,51 %) ; Jean Parety, PCF, 197 (5,67 %).

27 mars 1994 : I., 6 499 ; V., 4 410 ; A., 32,14 % ; E., 3 867 ; Jean-Pierre Thomas, div. g., 2 478 (64,08 %) ; Claude Lovisco, UDF-rad., 1 389 (35,91 %).

### HAUTE-CORSE

Canton de Bastia-1 (premier tour).

I., 2 957 ; V., 1 850 ; A., 37,43 % ; E., 1 780.

Jean-Louis Albertini, RPR, 621 (34,88 %) ; Henri Thiers, div., 427 (23,98 %) ; Ange Rovere, PCF, adj. m., 279 (15,67 %) ; José Baldrighi, div., 146 (8,20 %) ; Michel Castellani, aut., 144 (8,09 %) ; Maurice Franceschi, div. g., 105 (5,89 %) ; Claude Léonardi, FN, 58 (3,25 %) ; ELU

BALLOTAGE. [Une des clés du second tour sera la qualité des reports des voix de gauche sur M. Thiers, qui affrontera seul M. Albertini, chef de file de la droite à Bastia, arrive en tête. Dans ce canton traditionnellement à gauche, en effet, Emile Zuccarelli (Parti radical-socialiste), député de Haute-Corse et maire de Bastia, a apporté un surprenant soutien, dès le premier tour, à M. Thiers, l'ancien adversaire libéral de son père Jean Zuccarelli, conseiller général décédé en décembre 1996. Cette « ouverture » politique, très contestée à gauche, a favorisé la multiplication de candidatures, comme celle de M. Rovere, premier adjoint au maire de Bastia, qui triple le score du PCF. Enfin, les nationalistes démontrent, malgré le caractère consensuel de leur candidat, la réalité de leur effondrement politique.

22 mars 1992 : I., 3 049 ; V., 2 630 ; A., 13,74 % ; E., 2 482 ; Jean Zuccarelli, MRC, 699 (28,16 %) ; Henri Thiers, div. g., 635 (25,58 %) ; Michel Castellani, CN, 401 (16,15 %) ; François de Casati, PS, 286 (11,52 %) ; Louise Mamberti, div., 205 (8,25 %) ; Ida Dion Delobre, PC, 134 (5,39 %) ; Claude Léonardi, FN, 101 (4,06 %) ; Jean Regoli-Cancelier, div., 21 (0,84 %).

## PRÉFECTURE DU GARD PRÉFECTURE DE VAUCLUSE AVIS D'ENQUÊTES PUBLIQUES CONJOINTES

L'arrêté interpréfectoral du 17 janvier 1997 a prescrit l'ouverture d'enquêtes publiques conjointes pour les quatre demandes présentées par l'Agence Nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) en vue de l'installation et l'exploitation d'un laboratoire souterrain destiné à étudier l'aptitude des formations géologiques profondes à stocker des déchets radioactifs sur le territoire de la commune de CHUSCLAN (GARD), Bessit « Le Moine ».

Pendant une période de 2 mois, DU 17 FÉVRIER AU 17 AVRIL 1997, les dossiers de demandes d'autorisations et les registres d'enquêtes seront tenus à la disposition du public à la mairie des communes ci-après aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

- 1 - **Permis de construire :** CHUSCLAN.
- 2 - **Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à la loi sur l'eau :** CHUSCLAN, CODOLET, ST-ETIENNE DES SORTS dans le GARD. CADEROUSSE, PLOLENC dans le VAUCLUSE.
- 3 - **Installations classées pour la protection de l'environnement :** CHUSCLAN, CODOLET, ST-ETIENNE DES SORTS dans le GARD. CADEROUSSE, PLOLENC dans le VAUCLUSE.
- 4 - **Installation et exploitation d'un laboratoire souterrain :** CHUSCLAN, BAGNOLS SUR CEZE, CODOLET, CONNAUX, LAUDUN, MONTAUCON, ORSAN, PONT ST-ESPRI, ROQUEMAURE, SABRAN, ST-ALEXANDRE, ST-ETIENNE DES SORTS, ST-GENIES DE COMOLAS, ST-JULIEN, ST-LAURENT DES ARBRES, ST-NAZAIRE, ST-PAUL LES FONTS, ST-VICTOR LA COSTE, TREQUES et VENEJAN dans le GARD et CADEROUSSE, MONDRAGON, MORNAS, ORANGE, PLOLENC, SERIGNAN DU COMTAT et UCHAUX dans le VAUCLUSE.

Pendant la même période, les dossiers relatifs aux quatre demandes et des registres d'enquêtes seront également tenus à la disposition du public : à la préfecture du GARD, siège des enquêtes, rue Gallienne à NIMES, du lundi au vendredi de 9h à 11h45 et de 14h à 16h30.

— à la préfecture de VAUCLUSE, direction des libertés publiques, site de Chabrous, 28, boulevard Lambert au AVIGNON, du lundi au vendredi de 9h à 11h30 et de 14h à 16h.

Les observations des intéressés seront consignées sur les registres d'enquêtes. Seront annexées aux registres, celles qui auront été adressées par écrit au président de la commission d'enquête R.P. n° 22 - 30006 NIMES CEDIX 4.

La commission d'enquête, désignée par le président du tribunal administratif de MONTPELLIER, est composée comme suit :

- M. Michel LAFAY, ingénieur en hydraulique agricole retraité, président,
- M. Jean BELIN, ingénieur divisionnaire des T.F.E. retraité, assesseur,
- M. Louis LAURENZATTO, ingénieur chimiste retraité, assesseur,
- M. Raymond BLOUVAC, ingénieur au centre d'études nucléaires de la vallée du Rhône retraité, assesseur,
- M. Lucien BOUSTEYAK, géologue conseil, assesseur,
- Mlle Isabel de LECUBARRI, chargée d'études en urbanisme, assesseur suppléant,
- Mme Catherine GRAND LOISEAU, architecte D.P.L.G., assesseur suppléant.

Le président de la commission d'enquête, ou l'un ou plusieurs de ses membres, recevront personnellement les observations des intéressés aux lieux, jours et heures indiqués ci-après.

Préfecture du GARD		Mairie de CHUSCLAN	
28, boulevard Lambert	AVIGNON	de 14h à 17h	de 14h à 17h
— lundi 17 février 1997	de 9h à 12h	— mercredi 26 février 1997	de 14h à 17h
— mercredi 26 février 1997	de 9h à 12h	— samedi 8 mars 1997	de 9h à 12h
— mercredi 5 mars 1997	de 9h à 12h	— mercredi 12 mars 1997	de 14h à 17h
— samedi 15 mars 1997	de 14h à 17h	— jeudi 20 mars 1997	de 14h à 17h
— mercredi 26 mars 1997	de 9h à 12h	— jeudi 27 mars 1997	de 14h à 17h
— mardi 1 <sup>er</sup> avril 1997	de 14h à 17h	— vendredi 4 avril 1997	de 14h à 17h
— lundi 7 avril 1997	de 9h à 12h	— mardi 8 avril 1997	de 14h à 17h
— samedi 12 avril 1997	de 14h à 17h	— jeudi 17 avril 1997	de 9h à 12h
— jeudi 17 avril 1997	de 9h à 12h		

Préfecture de VAUCLUSE		Mairie de LAUDUN	
28, boulevard Lambert	AVIGNON	de 14h à 17h	de 14h à 17h
— mardi 18 mars 1997	de 14h à 17h	— jeudi 27 mars 1997	de 9h à 12h
— mardi 1 <sup>er</sup> avril 1997	de 9h à 12h		
— mercredi 16 avril 1997	de 14h à 17h		

Mairie de BAGNOLS-SUR-CEZE		Mairie de PLOLENC	
— mercredi 12 mars 1997	de 9h à 12h	— mercredi 19 mars 1997	de 9h à 12h
— vendredi 4 avril 1997	de 9h à 12h	— mercredi 2 avril 1997	de 9h à 12h

Mairie de CADEROUSSE		Mairie de ROQUEMAURE	
— jeudi 20 mars 1997	de 9h à 12h	— mercredi 26 mars 1997	de 14h à 17h
— mardi 8 avril 1997	de 9h à 12h	— lundi 7 avril 1997	de 14h à 17h

Pendant un an à compter de la date de clôture des enquêtes, les rapports et les conclusions motivées de la commission d'enquête, seront tenus à la disposition du public dans chacune des mairies où aura été déposé un dossier d'enquête, en préfecture du GARD, bureau de l'environnement, et en préfecture de VAUCLUSE, bureau des élections et des affaires foncières.



صحة من الامم

## SOCIÉTÉ

LE MONDE / MARDI 18 FÉVRIER 1997

**SANTÉ** En vertu d'une ordonnance du 24 avril 1996 prise en application de la réforme gouvernementale de maîtrise des dépenses de santé, l'informatisation des cabi-

nets médicaux devra être achevée au 31 décembre 1998. ● LE MARCHÉ potentiel, qui se chiffre en dizaines de milliards de francs, suscite de nombreuses convoitises. Les syndi-

cats de médecins, les établissements bancaires mais aussi les laboratoires pharmaceutiques et les opérateurs de réseau téléphonique ont chacun intérêt à se placer dans

la course. ● LE CONSEIL NATIONAL de l'ordre des médecins et la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) ont tous deux formulé des mises en garde

contre les possibles « dérives commerciales » du système, réaffirmant la nécessité de l'anonymat des données médicales qui transitent sur le réseau.

# L'informatisation des cabinets médicaux suscite de multiples convoitises

D'ici au 31 décembre 1998, tous les praticiens devront être équipés d'un ordinateur. La modernisation de la profession, qui se chiffre en dizaine de milliards de francs, éveille les intérêts des syndicats, des laboratoires pharmaceutiques, des banques et des opérateurs de réseaux

LES PROFESSIONNELS de santé sont en train de vivre une petite révolution. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999, tous devront être équipés d'un ordinateur et d'un lecteur de cartes à puce afin de transmettre électroniquement leurs feuilles de soins vers les caisses d'assurance-maladie. Chaque année, plus de 800 millions de documents de ce type convergent vers les caisses de Sécurité sociale. Inscrire dans l'ordonnance du 24 avril 1996 consécutive au « plan Juppé » de maîtrise des dépenses de santé, l'informatisation du système de santé va bouleverser les pratiques médicales.

Le manque de lisibilité initial du projet gouvernemental a vite nourri toutes les interprétations, tous les fantasmes. Les plus inquiets imaginaient déjà l'assurance-maladie en Big Brother contrôlant l'ensemble des médecins grâce à son bras armé informatique. Les autres accusaient de vouloir intervenir de manière pécuniaire dans leur pratique médicale. C'est finalement tout le système de santé « à la française » que l'on craignait de voir remis en cause. Le traitement de toutes les données transmises aux caisses permettrait notamment de déceler les prescriptions « atypiques », et donc de sanctionner – « d'alerter », dit-on plus élégamment dans les caisses – le médecin fautif : certains praticiens s'en inquiètent.

### SYNDICATS DIVISÉS

Attachés à leur indépendance et parfois réticents aux changements, les médecins libéraux n'accueillent pas toujours avec satisfaction cette informatisation. « Pourquoi investir dans du matériel alors que toutes les caisses vont être bénéficiaires de cette informatisation ? », demandent certains. Les syndicats de médecins eux-mêmes sont divisés. Les médecins spécialistes redoutent plus que les autres les conséquences prévisibles de l'informatisation. « Nous ne sommes pas contre, c'est un outil indispensable à la gestion de notre profession, explique Hubert Wannepail, secrétaire général de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), majoritaire chez les spécialistes. Mais il est hors de question que l'on nous impose un système ou des

obligations. Chaque médecin doit pouvoir opter pour le matériel de son choix et être libre de se brancher ou non sur le réseau. »

Une position que ne partagent pas les responsables de MG-France (majoritaire chez les généralistes), seul syndicat de médecins à avoir soutenu le « plan Juppé ». Richard Bouton, son président, a bien compris l'intérêt de l'informatisation. À terme, le réseau mis en place aura des implications qui dépassent la seule transmission des feuilles de soins, et le système pourrait, en définitive, privilégier le médecin généraliste au détriment du spécialiste. Le réseau de santé informatisé va en effet permettre, grâce à des logiciels spécifiques de mise à jour des connaissances ou à la connexion à des banques de données, d'améliorer la formation continue du médecin et d'optimiser ses prescriptions. Le généraliste pourra aussi faire appel à des systèmes de télé-médecine, qui l'aideront à lever un doute sur un diagnostic, au risque de réduire le passage obligé chez le spécialiste.

Deux conceptions radicalement opposées du système de santé s'affrontent depuis plusieurs mois. Tous les coups sont permis, comme les récentes attaques contre le syndicat MG-France, qui met au point son propre serveur (*Le Monde* du 7 fé-

vrier). Ces guerres intestines feraient partie du folklore médical si elles ne se déroulaient sous les yeux d'autres acteurs, eux aussi intéressés par l'informatisation. Pour l'assurance-maladie, le bénéfice est clair : amélioration de la productivité dans le traitement des feuilles de soins, affinement du contrôle des prescrip-

### L'ordonnance du 24 avril 1996

Dans son titre IV, l'ordonnance du 24 avril 1996 sur la maîtrise des dépenses de santé précise les dispositions « nécessaires à la mise en place d'échanges informatisés dont les finalités principales sont de disposer d'une information plus riche susceptible de permettre aux professionnels de santé de mieux évaluer leur pratique et de moderniser la gestion de l'assurance-maladie ».

Le projet d'informatisation du système de santé remonte à 1985. Depuis cette date, quatre villes seulement (Charleville-Mézières, Bayonne, Vitry, Boulogne-sur-Mer) ont pu l'expérimenter en grandeur réelle. Les médecins qui s'engageront dans l'informatisation avant le 31 décembre de cette année recevront une aide financière de 7 000 francs du fonds de réorientation et de modernisation de la médecine libérale. Progressivement, une carte à puce qui comportera à terme le dossier médical, sera distribuée à tous les assurés sociaux.

logiciels, la formation des médecins et la maintenance informatique vont générer à elles seules plusieurs milliards de francs de chiffre d'affaires. Les banques, elles aussi, s'intéressent au marché : quand la carte à puce du patient sera acceptée

comme moyen de paiement, le montant des transactions à gérer se chiffrera en dizaines de milliards de francs.

Or le marché le plus prometteur à terme pourrait bien être celui des données médicales. Lorsque tous les professionnels de santé seront connectés, les informations qui circuleront sur le réseau constitueront une mine d'or. Leur traitement à grande échelle permettra, par exemple, de connaître avec précision les habitudes de prescriptions d'un groupe de médecins, ou de mieux déceler la prévalence d'une maladie dans une population donnée. Les économies de temps et d'argent pourront être si importantes que des laboratoires pharmaceutiques seront prêts à payer au prix fort ce type d'informations.

comme moyen de paiement, le montant des transactions à gérer se chiffrera en dizaines de milliards de francs.

Or le marché le plus prometteur à terme pourrait bien être celui des données médicales. Lorsque tous les professionnels de santé seront connectés, les informations qui circuleront sur le réseau constitueront une mine d'or. Leur traitement à grande échelle permettra, par exemple, de connaître avec précision les habitudes de prescriptions d'un groupe de médecins, ou de mieux déceler la prévalence d'une maladie dans une population donnée. Les économies de temps et d'argent pourront être si importantes que des laboratoires pharmaceutiques seront prêts à payer au prix fort ce type d'informations.

### CONVOITISES

Bernard Lemoine, directeur général du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP), se veut rassurant. « C'est une information de service public, affirme-t-il. Elle doit permettre d'améliorer la gestion du système de santé et en aucun cas être diffusée dans un but commercial. » Pourtant, des laboratoires participent déjà au financement de serveurs en projet. Le font-ils par simple philanthropie ? Certes non.

## Consultation virtuelle chez un praticien du XXI<sup>e</sup> siècle

LE MÉDECIN DE VILLE a rangé son fidèle dictionnaire Vidal des médicaments au rayon des accessoires inutiles. Grâce à son ordinateur, il n'a plus à se soucier de la composition exacte de l'anti-ulcéreux qu'il s'approprie à prescrire. Son logiciel d'aide à la prescription l'alerte des interactions médicamenteuses possibles et, le cas échéant, lui propose un médicament de substitution.

Lorsqu'il établit son ordonnance, le praticien pianote sur le clavier de son ordinateur pour avoir la liste complète de tous les médicaments ayant la même action. En fonction du prix ou de la posologie proposés, il peut modifier la composition de son ordonnance, d'autant que son logiciel lui donne également accès à la liste des génériques disponibles, ces copies moins chères et rigoureusement identiques de molécules tombées dans le domaine public. Si le médecin compte « trop large », le logiciel lui indique la quantité idéale de boîtes

à prescrire, sans que cela remette en cause le traitement du patient. À l'issue de la consultation, la machine calcule le montant exact de l'ordonnance.

### PLUS DE PAPIER NI DE PORTE-MONNAIE

De son côté, le malade n'a plus à remplir sa feuille de soins, qui est directement envoyée, via l'ordinateur du médecin, vers sa caisse d'assurance-maladie et sa mutuelle. Avantage : le remboursement est plus rapide. Grâce à sa carte à puce, qui a remplacé sa carte d'assuré social et son carnet de santé, il peut, s'il le souhaite, payer son médicament sans sortir son porte-monnaie. Grâce à la généralisation du tiers-payant, il n'aura bientôt à régler que la différence entre le montant de la consultation et celui du remboursement. Le médecin, lui, est directement remboursé par la caisse.

Dans un premier temps, la mesure risque de

provoquer une inflation des consultations, l'assuré ayant l'impression de moins débours. Les professionnels libéraux, attachés au paiement à l'acte, risquent aussi de mal accepter une nouveauté qui, pratiquement, pourrait faire d'eux des salariés de l'assurance-maladie. La remise en ordre des comptes de la Sécurité sociale est sans doute à ce prix.

Après sa visite chez le généraliste, le malade peut être orienté vers un spécialiste. Le médecin traitant n'a plus à attendre en retour un courrier de son collègue spécialisé, car il visualise, presque instantanément, les résultats de l'examen sur son écran. Il peut même, s'il est féru de statistiques, comparer le cas de son patient à celui d'autres malades souffrant de la même maladie. A moins que, finalement, il ne préfère se consacrer à sa vocation première : soigner.

A. Pe.

Acacio Pereira

## Les dérives commerciales potentielles menacent le respect de l'éthique

LE CONSEIL NATIONAL de l'ordre des médecins et la Commission nationale d'informatique et des libertés (CNIL) viennent de formuler chacun des mises en garde quant au respect de la déontologie et de l'éthique médicale face au développement du réseau informatisé de cartes à puce (l'une pour le médecin, l'autre pour le patient) protégées, dit-on, la confidentialité et le secret médical. Mais, lorsque le dossier médical d'un malade sera chargé sur l'ordinateur du praticien, tout deviendra possible, à moins que des règles strictes ne viennent encadrer son utilisation.

Face aux inquiétudes qui commencent à se faire jour, le conseil de l'ordre a rendus publiques, vendredi 13 février, plusieurs recommandations. Il souligne que « toute transmission de données médicales doit assurer une "anonymisation" totale des patients et des professionnels de santé ». Il précise également que « tout contrat ou projet de contrat devra établir, de manière claire, le ou les destinataires des informations recueillies ».

Ce point concerne plus particulièrement les médecins, qui, adhérents d'un même serveur, auraient la possibilité de vendre leurs informations, éventuellement traitées, à des organismes extérieurs au réseau de santé. Il pourrait s'agir, par exemple, de laboratoires pharmaceutiques ou d'instituts de sondages spécialisés dans la collecte de données médicales.

Pour limiter la divulgation de ce type d'informations, le conseil souligne que « ces données ne doivent être collectées (...) que dans des buts précis de santé publique ou d'évaluation médicale, sauf avis recueilli d'un comité d'éthique, d'un comité pour la protection des personnes dans la recherche biomédicale (CCPRB), ou d'une autorité scientifique ».

Le texte du conseil national de l'ordre des médecins reprend,

### Les velléités de MG-France

Le syndicat de généralistes MG-France a été l'un des premiers à s'intéresser à l'informatisation du système de santé. Aux côtés du Crédit lyonnais, il est actionnaire majoritaire de Praximed, une société civile qui détient 84,5 % des actions de Medsyn SA. Cette société commerciale a pour but la constitution d'un serveur à destination des médecins.

L'implication d'un syndicat dans une activité commerciale a choqué certains, d'autant que le montage choisi peut paraître opaque : l'autre actionnaire de Medsyn est en effet une société de droit hollandais, Remenhem Hill Holding BV, détenue par le Crédit lyonnais. « C'est un montage très répandu pour des raisons de confidentialité », répond-on à la banque. « Il vaut mieux qu'un tel serveur soit géré par des médecins », se défend Richard Bouton, président de MG-France.

dans ses grandes lignes, des recommandations émises le 4 février par la CNIL. Mettant en garde contre les risques de dérives commerciales, la CNIL rappelle que les données à caractère personnel ne peuvent être utilisées que « dans l'intérêt direct du patient et, dans les conditions déterminées par la loi, pour les besoins de la santé publique ». En conséquence, « l'exploitation de données médi-

cales à des fins commerciales doit être proscrite. Même rendues anonymes à l'égard des patients, ces informations ne sauraient (...) être utilisées à des fins de promotion ou de prospection commerciale (...) dès lors qu'elles demeurerait associées à l'identification du professionnel de santé ». La CNIL préconise en outre que « les données nominatives soient chiffrées et que toute mesure soit prise afin d'éviter tout accès incontrôlé ou toute

connexion à un réseau ouvert, de type Internet ».

La mise en œuvre de toutes ces recommandations suppose la création, comme le suggère l'ordre des médecins, d'un organisme chargé de surveiller l'ensemble du réseau et habilité à prendre des sanctions en cas de non-respect des obligations. Gérard Worms, président du Conseil supérieur des systèmes d'information de santé (CSSIS) ins-

taillé le 21 janvier par Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, appelle lui aussi de ses vœux la création de cette haute autorité. « Notre conseil doit aider à l'accroissement d'une déontologie en donnant, par exemple, un avis sur les critères d'agrément d'un produit susceptible d'être diffusé sur le réseau, nous a-t-il confié. Une autorité devra ensuite veiller au respect de cette déontologie. »

Il apparaît en effet nécessaire d'intervenir en amont du réseau, dès la conception des logiciels, et de définir des cahiers des charges précis pour éviter tout dérapage. Au nom du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique, Bernard Lemoine suggère même d'en passer par la loi pour « fixer les règles d'édition des logiciels et des logiciels, qui devraient être labellisés par un organisme indépendant ».

Une manière d'éviter une dérive vers un fonctionnement « à l'américaine » du système de santé français. Aux États-Unis, en effet, les grands firmes ont mis la main sur les organismes chargés de la gestion de la facture pharmaceutique des malades. La logique commerciale et la concurrence effrénée ont conduit certains laboratoires à ne proposer que leurs propres médicaments. En France, si un industriel du secteur participait, sans contrôle, à l'édition d'un logiciel d'aide à la prescription, il pourrait lui aussi être tenté de favoriser sa production.

A. Pe

## La justice nantaise enquête sur des remboursements suspects de dialyses

### NANTES

de notre correspondant

Le parquet de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) a ouvert une information contre X... pour faux, usage de faux et escroquerie, à la suite du témoignage d'un infirmier licencié par l'Association ATIR (Aide au traitement de l'insuffisance rénale), basée à La Baule. Cette association pourrait avoir permis le remboursement par la Sécurité sociale de dialyses effectuées dans la partie néerlandaise de l'île de Saint-Martin, à des tarifs largement supérieurs à ceux pratiqués en France. La Caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) de Saint-Nazaire s'est constituée partie civile. Son directeur, Pierre Rousseau, confirme le remboursement de dialyses au tarif de 3 500 francs la séance, alors que le tarif pris en charge en France est généralement de 1 500 francs.

### SUR LA FOI DE FACTURES

La CPAM de Saint-Nazaire remboursait les dialyses sur la foi de factures présentées par l'Association néphrologique de développement du rein artificiel (Andra), qui bénéficie d'une convention avec la caisse régionale d'assurance-maladie d'Ile-de-France. Après vérification, il s'est avéré que cette convention ne prévoit que le remboursement de dialyses effectuées dans le centre géré par l'antenne de l'Andra au sein de la polyclinique de la Forêt, à La Baule, et

non à Saint-Martin. Une circulaire du ministère de la santé de 1979 indique que les remboursements de dialyses faites à l'étranger doivent être « effectuées sur la base de frais réels dans la limite du tarif du centre d'hémodialyse le plus proche du domicile de l'assuré ». Le directeur de la CPAM de Saint-Nazaire estime que la Sécurité sociale a d'autant plus été lésée qu'il existe, sur la partie française de Saint-Martin, un centre d'hémodialyse pratiquant un tarif de 1 500 francs la séance, qui n'était pas utilisé par les insuffisants rénaux dont les séances ont été remboursées 3 500 francs.

Géré par la société Saint-Martin Dialysis Holiday, le centre néerlandais de dialyses fonctionnerait avec du matériel transféré de France, selon un proche du dossier. Les témoignages recueillis lors de l'enquête laissent à penser que les médecins incitaient leurs patients à se rendre à Saint-Martin en utilisant les services de l'ATIR pour le voyage et en bénéficiant la convention de l'Andra pour le remboursement. L'enquête devra déterminer à qui appartient réellement Saint-Martin Dialysis Holiday, à quel prix lui revenaient les dialyses facturées 3 500 francs, où allaient les bénéfices empochés, et qui avait intérêt à proposer aux assurés sociaux d'aller passer quinze jours aux Antilles.

Adrien Favreau

سكنات الامل

Le procureur d'Evry évoque une possible mise en examen de Jean Tiberi

APRÈS l'hébergement à la Pointe, qui affirmait, la semaine dernière, que la mise en examen du maire de Paris, Jean Tiberi, dans l'affaire du rapport rétribué 200 000 francs à son épouse par le conseil général de l'Essonne, était « imminente » (Le Monde du 15 février), Libération indique, dans son édition de lundi 17 février, que le procureur d'Evry, Laurent Davenas, a fait parvenir à sa hiérarchie un rapport d'étape, dans lequel il précise les intentions des deux juges d'instruction en charge de l'affaire, Dominique Pauthé et Chantal Solaro.

Pour Laurent Davenas, le fait que Jean Tiberi soit cotitulaire du compte sur lequel ont été versés les 200 000 francs ne permet pas, à lui seul, de constituer un délit.

En revanche, le rapport préciserait que les deux magistrats instructeurs pourraient lier cet élément aux déclarations de Xavier Dugoin, président du conseil général de l'Essonne, qui a affirmé avoir négocié le salaire de Xavier Tiberi avec le maire de Paris en personne.

Les deux juges pourraient envisager une mise en examen de M. Tiberi pour « complicité de détournement de fonds publics ».

## Quatre skieurs ont été tués par des avalanches en Savoie

Ils évoluaient hors des pistes balisées

Quatre personnes ont été tuées, dimanche 16 février, à la station de La Plagne (Savoie) à la suite d'avalanches. La veille, les centres montagne de Méteo

**GRENOBLE**  
de notre correspondant régional  
A La Plagne (Savoie), quatre personnes, dont un moniteur de ski qui accompagnait un groupe de skieurs évoluant en dehors du domaine balisé et un moniteur stagiaire, ont été tuées, dimanche 16 février, par des avalanches. « Dimanche, toutes les conditions étaient réunies pour un week-end meurtrier en montagne », explique un pisteur-secouriste de la station. La veille, il avait neige assez irrégulièrement, de trente à quatre-vingt centimètres selon les endroits, sur de la neige très dure et un vent d'ouest à nord-ouest avait soufflé, parfois en tempête. Enfin, au lever du jour, un temps splendide régnait sur l'ensemble des Alpes.

son de la faible cohésion entre les deux couches de neige - l'ancienne et la nouvelle -, des avalanches pouvaient être déclenchées par un skieur isolé ou une personne évoluant à pied ou en raquettes sur des pentes suffisamment raides. « Dans certaines situations, de nombreux départs spontanés d'avalanches de taille moyenne, et parfois grosses, sont attendus », annonçaient les bulletins de Méteo France. Ceux-ci évaluaient à quatre - risque fort - l'échelle européenne des risques d'avalanches qui en comporte cinq.

Tout au long de la journée du 16 février, de nombreuses avalanches ont été enregistrées dans les Alpes, emportant des skieurs qui ont pu se dégager par leurs propres moyens ou qui ont dû être secourus par des équipes de sauveteurs. A Saint-Sorlin d'Arves (Savoie), une jeune fille de treize ans, qui évoluait sur une piste, a été emportée par une coulée de neige probablement déclenchée par un groupe de skieurs qui se trouvait au-dessus d'elle mais en dehors des pistes. Hospitalisée à Grenoble, elle était toujours dans le coma lundi matin. « Il n'était pas sorcier de prévoir que le manteau neigeux al-

lait être extrêmement instable et dangereux et que le ski hors-piste était à proscrire pendant au moins une journée », explique un moniteur de Val d'Isère.

**NOMBREUX ACCIDENTS**  
L'hiver 1996-1997 pourrait être particulièrement meurtrier en montagne. Le manteau neigeux, peu abondant dans les Alpes du nord malgré des précipitations précoces - il a neigeé à partir du 15 novembre 1996 -, n'a été étoffé qu'à l'occasion des toutes dernières chutes. Depuis le début du mois de janvier, les stations ont enregistré un grand nombre d'accidents, souvent mortels, provoqués par des collisions, des glissades ou des chutes. Après les précipitations, ce sont aujourd'hui les avalanches qui menacent les domaines skiables, mais aussi les secteurs non protégés des stations. De plus en plus fréquentés par les amateurs de poudreuse, ces espaces de « ski libre » attirent de bons skieurs qui n'ont cependant aucune connaissance de la structure du manteau neigeux qu'ils traversent et de ses nombreux pièges.

Claude Francillon

## Des sans-logis bloquent un train à la gare Saint-Lazare

ENVIRON DEUX CENTS PERSONNES ont bloqué le départ d'un train vers Le Havre, dimanche 16 février, à la gare Saint-Lazare, à l'appel du Comité des sans-logis. Les manifestants, parmi lesquels figurait l'ancien évêque d'Evreux, Jacques Gaillot, avaient auparavant installé un campement de fortune dans la salle des pas perdus. Ils réclamaient le logement immédiat de quarante sans-abris participant à l'opération et entendaient dénoncer « l'exploitation de la misère » par le Front national, qui, « à la gare Saint-Lazare, prétend lutter contre l'exclusion en distribuant un bol de soupe ». A la veille de la présentation aux associations du projet de loi de cohésion sociale, ils protestaient également contre « le circuit minimaliste des foyers et du SAMU social » proposé par le gouvernement. Les manifestants ont mis fin au mouvement dans la soirée après avoir obtenu la promesse d'une rencontre avec un membre du cabinet du ministre du logement.

**DÉPÊCHES**  
■ **GIGASTORAGE** : selon Christian Proust, président du conseil général du Territoire de Belfort, mis en examen pour escroquerie et incarcéré quinze jours en mars 1996 par le juge d'instruction Christine Schlumberger, un rapport d'expertise « anéantit définitivement la thèse de l'accusation dans l'affaire Gigastorage ». Ce rapport, confié à l'expert financier Michel Bruyas, conclurait à la « réalité » économique de Gigastorage et de sa filiale de recherche et de développement, Belfort Memory International (BIM), basée en Californie. Le procureur de Belfort avait estimé, au début de l'enquête, qu'il s'agissait au contraire d'une « coquille vide ».

■ **DISPARITIONS** : quatre jeunes filles, âgées de dix-sept à vingt ans, domiciliées au Portel (Pas-de-Calais), ont disparu, dans la nuit du mardi 11 au mercredi 12 février, après avoir participé aux festivités du carnaval. Elles ont passé une partie de la soirée dans une boîte de nuit et ont été aperçues pour la dernière fois vers 4 heures du matin par un barman, sur une plage des environs. Selon un autre témoignage, elles auraient été vues en train de discuter avec deux hommes à côté d'une camionnette. Les enquêteurs n'écartent pas l'hypothèse d'une fugue.

■ **MEURTRE** : deux Français de seize ans ont avoué le meurtre à coups de barre de fer d'un prêtre de cinquante-huit ans, Jean-Pierre Pieraert, directeur d'un centre pour enfants difficiles, samedi 15 février à Blandain, près de Tournai, en Belgique. Les jeunes gens qui avaient été placés dans cette institution belge par un juge français ont contraint le prêtre à leur donner quelques milliers de francs avant de l'assassiner.

■ **MORT** : un sans-abri de trente et un ans est décédé, vendredi 14 février à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), dans un camion qu'il squattait, à cause d'un chauffage de fortune défectueux.

## Aline Gagnaire

Une artiste pataphysicienne

ALINE GAGNAIRE, peintre, est morte à Paris le 11 février. Elle était âgée de quatre-vingt-cinq ans.

Née à Paris le 11 septembre 1911, Aline Gagnaire avait peint dès son enfance et travaillé pendant une quinzaine d'années à l'écart des écoles et des groupes à une œuvre onirique. C'est en 1938 qu'elle sortait de son isolement en participant aux activités du jeune groupe des Réverbères qui opérait dans les milieux surréalistes, puis, sous l'Occupation, à celles de La Main à plume, où l'artiste illustra nombre de publications, notamment des poèmes de Noël Arnaud. Après 1945, elle était un peu partout là où il y avait de l'agitation, exposait avec les surréalistes, et participait à l'organisation de l'exposition de « l'Art brut » à la galerie René Drouin.

D'esprit indépendant, ouvert, corrosif et tendre, spontané et joyeusement spéculatif à la fois, Aline Gagnaire a évolué en multipliant les recherches contradic-

toires tout au long de sa vie, sans se formaliser de l'intérêt très relatif que le milieu de l'art pouvait lui porter. Après avoir pris goût aux pictogrammes, elle s'était lancée dans la fabrication de tableaux à base de matériaux récupérés, « tableaux-clous », « tableaux-chiffons », « tableaux-matériaux », empreintes, etc. Tourment le plus souvent autour de la figure humaine, elle s'est plu tantôt à la charger, comme dans ses séries d'Ubu, tantôt à l'épurer, l'étirer, la noyer, comme dans ses étranges reliefs de plâtre blanc. Aline Gagnaire, qui a pu être qualifiée de « femme surréaliste », s'est plutôt affirmée comme enfant de Jarry et de Dada. Elle était notamment membre de l'Ouï-Po (Ouvroir de peinture potentielle), une filiale secrète du fameux Collège de pataphysique, vouée au discours et à la réflexion à fond perdu sur les constituants de l'œuvre d'art.

Geneviève Breerette

### AU CARNET DU « MONDE »

**Naissances**  
Rachel MUNRO et Philippe PIERREY, ont la joie d'annoncer la naissance de Arthur, le 12 février 1997, 96, rue du Temple, 75003 Paris.

**Décès**  
René DUPHIL, dit « Castoret », nous a quittés à quatre-vingt-neuf ans, au terme d'une vie active et généreuse consacrée à la jeunesse.

De la part de : Henriette Duphil-Laubhe, sa femme, Michèle Denis-Duphil, sa fille, Daniel Denis, son gendre, Sylvestre et Sébastien Denis, ses petits-fils.

Une rencontre aura lieu le mercredi 19 février 1997, à 15 h 30, à l'église Sainte-Trinité d'Hossegor, avant l'inhumation.

« Le rayon vert », boulevard des Cigales, 40130 Capbreton.

— Les Eclaireuses, Eclaireurs de France, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Georges GOZY, ancien professeur au lycée Henri-IV, Paris-5, survenu le 11 février 1997, à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 18 février, à 10 h 45, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue Tagore, 75013 Paris.

**Anniversaires de décès**  
Jean DUFOR, 6 février 1914 (Amiens) 20 février 1992 (Aix-en-Provence).

Sa calme sagesse, discrètement teintée d'humour, sa riche culture, qu'il s'efforçait de transmettre, faisaient de lui un guide qui n'a pas cessé d'éclairer notre route.

Sa famille, des élèves, ses amis.

André KELLER, journaliste, nous quitte le 18 février 1997.

Dans nos cœurs et nos pensées, il demeure toujours vivant.

**Conférences**  
— « Qu'est-ce que le protestantisme ? » Conférence-débat au temple de l'Unité du Louvre, 145, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

Mardi 26 février 1997, à 20 h 30, avec Laurent Gagnebin, Alain Houziaux, Louis Perrot, pasteurs.

**Communications diverses**  
— Maison de l'Ébreux. Stages express (moderne-rabbinique) du professeur Ben-Naïm. 01-47-97-30-22, 06-60-43-45-78.

**Soutenances de thèses**  
— Fanny Ligmon soutiendra sa thèse de doctorat : « Erich von Stroheim, du ghetto au gotha. Recherches sur les origines et l'œuvre d'Erich von Stroheim », sous la direction de M. le professeur Jean Gill et de M. Jean-Paul Torok, le vendredi 21 février 1997, à 15 heures, salle Jean-Baptiste-Duroselle, université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, Paris-5.

**Monsieur le professeur Charles FOULON**, médaille de la Résistance, secrétaire général du comité de libération d'Île-et-Vilaïne, professeur émérite à l'université de Haute-Bretagne, commandeur des Palmes académiques, membre honoraire du comité central de la Ligue des droits de l'homme, ancien secrétaire national du Parti socialiste unifié (voir notice au tome 28 du dictionnaire Mollat).

Un hommage solennel lui sera rendu à l'hôtel de ville de Rennes, le mardi 18 février 1997 à 18 heures, par M. Edmond Hervé, maire de Rennes, M. le professeur Rousse et M<sup>lle</sup> Lucie Aubrac.

Un culte sera célébré au temple protestant de Rennes, 22, boulevard de la Liberté, le mercredi 19 février à 9 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Malo-Rothéneuf, le même jour vers 11 h 30, dans le caveau de famille, auprès de

**LOUISE FOULON-ROPARS**, infirmière d'un maquis en 1944 créatrice des services sociaux universitaires de l'académie de Rennes.

« Heures creux qui ont fait et soif de justice, car ils seront rassurés. »

4, rue des Gantelles, 35701 Rennes.

— Poliers, Mort. Paris.

MM. Michel et Daniel Gaskis, ses enfants, Nicolas, ses petits-fils, M<sup>lle</sup> V<sup>ie</sup> Hélène Chencinski, sa mère, M. et M<sup>me</sup> Jacques Chénier, M. et M<sup>me</sup> Léonard Chénier, ses frères, belles-sœurs, M. Robert Gaskis, sa toute la famille, font part du décès de

**M<sup>lle</sup> le docteur Denise GESKIS**, survenue le 14 février 1997.

Les obsèques auront lieu le mardi 18 février, à 15 heures au cimetière de la Pierre-Levée à Roulers (Vienne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue Masséna, 92510 Rueil-Malmaison, 42, rue des Jeuneurs, 75002 Paris.

### Séminaires

**COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE :**  
● Séminaires  
Marie-Léila CRAVETTO : « Der Wegwerfsmensch : l'homme jetable. Formes et représentations de l'exclusion. » 26 février, 12 mars, 20 heures-22 heures, amphithéâtre, carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Jean-Michel REY : « L'écriture de l'histoire : Michel. » 24 février, 3 et 10 mars, 18 heures-20 heures, salle Jean-XXXII, USC, 18, rue de Varenne, Paris.

Eric ALLIEZ : « De la philosophie française contemporaine. » 25 février, 11 mars, 18 h 30-20 h 30, salle RCI, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Jeanne DAUTREY, Lucien VINCI-GUERRA : « Langage, visibilité, différence (I) : qu'est-ce qu'une représentation ? » 26 février, 18 heures-20 heures, 5 mars, 20 heures-22 heures, amphithéâtre, carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Catherine AUDARD : dans le cadre de son séminaire « Citoyenneté et individualité morale », intervention de Patrick RESTEN sur le libéralisme de Joseph Raz. 21 février, 18 heures-20 heures, amphithéâtre, carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Viviane FORRESTER : « Autour de L'Honneur économique. » 25 février, 23 mars, 18 heures-20 heures : attention : changement de salle : amphithéâtre, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

François OST : « Les enjeux éthiques des temporalités juridiques. » 20 et 27 février, 18 heures-20 heures, amphithéâtre, carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Pascal MICHON : « Conditions théoriques d'une histoire du sujet. » 26 février, 12 mars, 18 heures-20 heures, amphithéâtre, carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

● Journée d'étude  
Le multiculturalisme, la démocratie libérale et le républicanisme, sous la responsabilité de Catherine AUDARD et John CHARVET, avec D. Archard, M. Camo-Sperber, T. Modood, B. Parekh. 24 février, 10 heures-18 heures, salle 524, EHES, 54, boulevard Raspail, Paris.

L'accès à toutes les activités du Collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles). Renseignements sur salles, répondre : 01-44-41-46-85.

Autres renseignements : 01-44-41-46-85.

**Conférences**  
— « Qu'est-ce que le protestantisme ? » Conférence-débat au temple de l'Unité du Louvre, 145, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

Mardi 26 février 1997, à 20 h 30, avec Laurent Gagnebin, Alain Houziaux, Louis Perrot, pasteurs.

**Communications diverses**  
— Maison de l'Ébreux. Stages express (moderne-rabbinique) du professeur Ben-Naïm. 01-47-97-30-22, 06-60-43-45-78.

**Soutenances de thèses**  
— Fanny Ligmon soutiendra sa thèse de doctorat : « Erich von Stroheim, du ghetto au gotha. Recherches sur les origines et l'œuvre d'Erich von Stroheim », sous la direction de M. le professeur Jean Gill et de M. Jean-Paul Torok, le vendredi 21 février 1997, à 15 heures, salle Jean-Baptiste-Duroselle, université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, Paris-5.

**Anniversaires de décès**  
Jean DUFOR, 6 février 1914 (Amiens) 20 février 1992 (Aix-en-Provence).

Sa calme sagesse, discrètement teintée d'humour, sa riche culture, qu'il s'efforçait de transmettre, faisaient de lui un guide qui n'a pas cessé d'éclairer notre route.

Sa famille, des élèves, ses amis.

André KELLER, journaliste, nous quitte le 18 février 1997.

Dans nos cœurs et nos pensées, il demeure toujours vivant.

**Conférences**  
— « Qu'est-ce que le protestantisme ? » Conférence-débat au temple de l'Unité du Louvre, 145, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

Mardi 26 février 1997, à 20 h 30, avec Laurent Gagnebin, Alain Houziaux, Louis Perrot, pasteurs.

**Communications diverses**  
— Maison de l'Ébreux. Stages express (moderne-rabbinique) du professeur Ben-Naïm. 01-47-97-30-22, 06-60-43-45-78.

**Soutenances de thèses**  
— Fanny Ligmon soutiendra sa thèse de doctorat : « Erich von Stroheim, du ghetto au gotha. Recherches sur les origines et l'œuvre d'Erich von Stroheim », sous la direction de M. le professeur Jean Gill et de M. Jean-Paul Torok, le vendredi 21 février 1997, à 15 heures, salle Jean-Baptiste-Duroselle, université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, Paris-5.

**Monsieur le professeur Charles FOULON**, médaille de la Résistance, secrétaire général du comité de libération d'Île-et-Vilaïne, professeur émérite à l'université de Haute-Bretagne, commandeur des Palmes académiques, membre honoraire du comité central de la Ligue des droits de l'homme, ancien secrétaire national du Parti socialiste unifié (voir notice au tome 28 du dictionnaire Mollat).

Un hommage solennel lui sera rendu à l'hôtel de ville de Rennes, le mardi 18 février 1997 à 18 heures, par M. Edmond Hervé, maire de Rennes, M. le professeur Rousse et M<sup>lle</sup> Lucie Aubrac.

Un culte sera célébré au temple protestant de Rennes, 22, boulevard de la Liberté, le mercredi 19 février à 9 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Malo-Rothéneuf, le même jour vers 11 h 30, dans le caveau de famille, auprès de

**LOUISE FOULON-ROPARS**, infirmière d'un maquis en 1944 créatrice des services sociaux universitaires de l'académie de Rennes.

« Heures creux qui ont fait et soif de justice, car ils seront rassurés. »

4, rue des Gantelles, 35701 Rennes.

— Poliers, Mort. Paris.

MM. Michel et Daniel Gaskis, ses enfants, Nicolas, ses petits-fils, M<sup>lle</sup> V<sup>ie</sup> Hélène Chencinski, sa mère, M. et M<sup>me</sup> Jacques Chénier, M. et M<sup>me</sup> Léonard Chénier, ses frères, belles-sœurs, M. Robert Gaskis, sa toute la famille, font part du décès de

**M<sup>lle</sup> le docteur Denise GESKIS**, survenue le 14 février 1997.

Les obsèques auront lieu le mardi 18 février, à 15 heures au cimetière de la Pierre-Levée à Roulers (Vienne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue Masséna, 92510 Rueil-Malmaison, 42, rue des Jeuneurs, 75002 Paris.

### CARNET

**Naissances**  
Rachel MUNRO et Philippe PIERREY, ont la joie d'annoncer la naissance de Arthur, le 12 février 1997, 96, rue du Temple, 75003 Paris.

**Décès**  
René DUPHIL, dit « Castoret », nous a quittés à quatre-vingt-neuf ans, au terme d'une vie active et généreuse consacrée à la jeunesse.

De la part de : Henriette Duphil-Laubhe, sa femme, Michèle Denis-Duphil, sa fille, Daniel Denis, son gendre, Sylvestre et Sébastien Denis, ses petits-fils.

Une rencontre aura lieu le mercredi 19 février 1997, à 15 h 30, à l'église Sainte-Trinité d'Hossegor, avant l'inhumation.

« Le rayon vert », boulevard des Cigales, 40130 Capbreton.

— Les Eclaireuses, Eclaireurs de France, ont la tristesse de faire part du décès de

**Monsieur le professeur Charles FOULON**, médaille de la Résistance, secrétaire général du comité de libération d'Île-et-Vilaïne, professeur émérite à l'université de Haute-Bretagne, commandeur des Palmes académiques, membre honoraire du comité central de la Ligue des droits de l'homme, ancien secrétaire national du Parti socialiste unifié (voir notice au tome 28 du dictionnaire Mollat).

Un hommage solennel lui sera rendu à l'hôtel de ville de Rennes, le mardi 18 février 1997 à 18 heures, par M. Edmond Hervé, maire de Rennes, M. le professeur Rousse et M<sup>lle</sup> Lucie Aubrac.

Un culte sera célébré au temple protestant de Rennes, 22, boulevard de la Liberté, le mercredi 19 février à 9 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Malo-Rothéneuf, le même jour vers 11 h 30, dans le caveau de famille, auprès de

**LOUISE FOULON-ROPARS**, infirmière d'un maquis en 1944 créatrice des services sociaux universitaires de l'académie de Rennes.

« Heures creux qui ont fait et soif de justice, car ils seront rassurés. »

4, rue des Gantelles, 35701 Rennes.

— Poliers, Mort. Paris.

MM. Michel et Daniel Gaskis, ses enfants, Nicolas, ses petits-fils, M<sup>lle</sup> V<sup>ie</sup> Hélène Chencinski, sa mère, M. et M<sup>me</sup> Jacques Chénier, M. et M<sup>me</sup> Léonard Chénier, ses frères, belles-sœurs, M. Robert Gaskis, sa toute la famille, font part du décès de

**M<sup>lle</sup> le docteur Denise GESKIS**, survenue le 14 février 1997.

Les obsèques auront lieu le mardi 18 février, à 15 heures au cimetière de la Pierre-Levée à Roulers (Vienne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue Masséna, 92510 Rueil-Malmaison, 42, rue des Jeuneurs, 75002 Paris.

**Anniversaires de décès**  
Jean DUFOR, 6 février 1914 (Amiens) 20 février 1992 (Aix-en-Provence).

Sa calme sagesse, discrètement teintée d'humour, sa riche culture, qu'il s'efforçait de transmettre, faisaient de lui un guide qui n'a pas cessé d'éclairer notre route.

Sa famille, des élèves, ses amis.

André KELLER, journaliste, nous quitte le 18 février 1997.

Dans nos cœurs et nos pensées, il demeure toujours vivant.

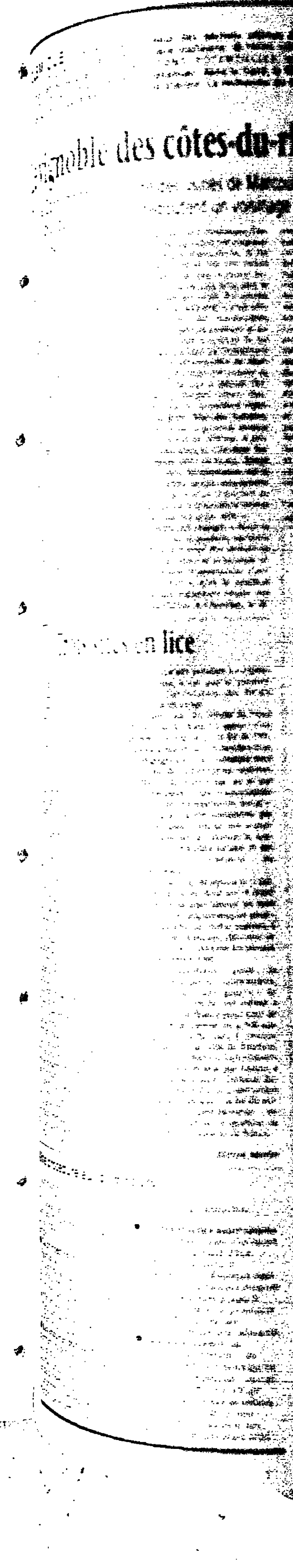
**Conférences**  
— « Qu'est-ce que le protestantisme ? » Conférence-débat au temple de l'Unité du Louvre, 145, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

Mardi 26 février 1997, à 20 h 30, avec Laurent Gagnebin, Alain Houziaux, Louis Perrot, pasteurs.

**Communications diverses**  
— Maison de l'Ébreux. Stages express (moderne-rabbinique) du professeur Ben-Naïm. 01-47-97-30-22, 06-60-43-45-78.

**Soutenances de thèses**  
— Fanny Ligmon soutiendra sa thèse de doctorat : « Erich von Stroheim, du ghetto au gotha. Recherches sur les origines et l'œuvre d'Erich von Stroheim », sous la direction de M. le professeur Jean Gill et de M. Jean-Paul Torok, le vendredi 21 février 1997, à 15 heures, salle Jean-Baptiste-Duroselle, université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, Paris-5.

**CARNET DU MONDE**  
Téléphone : 01-42-17-29-94 01-42-17-38-42  
Télécopieur : 01-42-17-21-36





صكنا من الامم

## RÉGIONS

LE MONDE / MARDI 18 FÉVRIER 1997

**POLÉMIQUE** Une enquête d'utilité publique s'ouvre, lundi 17 février, dans le Gard, autour d'un projet de laboratoire souterrain d'étude sur le stockage en profon-

deur des déchets ultimes de la filière nucléaire. ● TROIS LOCALISATIONS POTENTIELLES ont été retenues, dans le Gard, la Meuse et la Vienne. La recherche de ces sites

est la conséquence d'une loi de 1991 qui donne quinze ans à la France pour faire un choix en matière de gestion des déchets nucléaires de haute activité à vie longue, et envi-

sage notamment le stockage en profondeur. ● LE SITE GARDOIS, PRÈS DES USINES DE MARCOULE, est situé dans la région des vins d'appellation côtes-du-rhône, et les

viticulteurs mènent le combat contre le projet : ils redoutent une cohabitation impossible entre déchets nucléaires et production de vins de qualité.

# Le vignoble des côtes-du-rhône refuse un laboratoire de déchets nucléaires

Dans le Gard rhodanien, siège des usines de Marcoule, l'ingénieur et le vigneron ont toujours cohabité harmonieusement. Mais les temps changent : plusieurs communes redoutent un voisinage désastreux pour l'image de la production viticole, au cœur de la deuxième AOC française

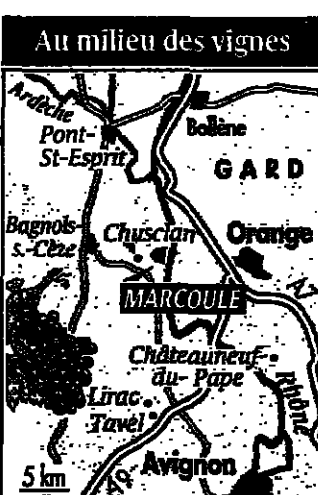
NÎMES

de notre correspondant  
La grogne a d'abord convié dans les caves coopératives, puis a discrètement gagné une cinquantaine de communes du Gard, de Vaucluse, de l'Ardèche et de la Drôme, voisines ou dans la périphérie du site nucléaire de Marcoule. Un à un, ces villages, à l'appel du Syndicat général des côtes-du-rhône, se sont prononcés contre le projet de création dans le Gard d'un laboratoire souterrain d'étude sur le stockage en profondeur des déchets ultimes de la filière nucléaire. Parmi ces délibérations - adoptées avant même l'ouverture, lundi 17 février, de l'enquête d'utilité publique -, figure celle de Chusclan. Depuis 1954, ce village bénéficie des retombées financières de la présence sur son territoire des usines de la Cogema-Marcoule. C'est également sur ses terres qu'est prévue l'éventuelle construction, sur un site de quinze hectares, du laboratoire de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra). Or, le 31 janvier, par dix voix contre cinq, le conseil municipal a refusé le permis de construire. Ce vote, qui n'a qu'une valeur symbolique, en a surpris plus

d'un : dans le Gard rhodanien, l'ingénieur et le vigneron ont toujours cohabité harmonieusement. Il fut même un temps où les caves avaient baptisé une « cuvée nucléaire ». Il y a encore trois ans, le site de Chusclan avait été retenu en raison, précisément, « d'un véritable consensus des responsables politiques, socioprofessionnels et associatifs ». Tous voyaient là un moyen de pallier la fermeture d'activités traditionnelles de Marcoule. « Ici, il existe une culture du nucléaire », clamait le député (Républicain et Liberté) Gilbert Baumet, alors que la conseillère régionale écologiste, Marianne Sabatier, se lamentait de ne pouvoir monter une association de défense. A propos des viticulteurs, Christian Bataille, député (PS) du Nord, chargé d'une mission de médiation sur le choix des sites, notait simplement la demande « d'un transfert de terre au cas où le laboratoire devrait s'installer sur des terres AOC ». Les temps ont changé. « Nous ne voulons pas de la poubelle nucléaire de la France et peut-être demain de l'Europe, au cœur de la seconde région française d'appellation d'origine contrôlée », écrit le syndicat général des vignerons réunis des côtes-du-rhône. A Chusclan, le di-

recteur de la cave coopérative est méfiant : « Qu'on ne s'y trompe pas, on part d'un laboratoire qui peut très vite devenir un lieu de stockage. » « Nous n'avons aucune compétence pour porter un jugement technique sur le dossier. En revanche, en matière d'image, on sait très bien que cela aura des répercussions sur nos ventes à l'étranger », ajoute Jérôme Quiot, président de l'Institut national des appellations d'origine (INAO) et du Comité interprofessionnel des vins des Côtes et de la vallée du Rhône. « Il y a quelques années, une rumeur a couru sur la présence de plomb dans le châteaufort-du-pape. Deux heures après, Tokyo et New York le savaient. Au Japon et en Suède, on ne s'est toujours pas relevé de la campagne de boycottage contre la reprise des essais nucléaires français. »

Pour convaincre les maires de l'appellation, le Syndicat général



des côtes-du-rhône a publié une plaquette. Face aux deux cents emplois que devrait créer le laboratoire, il met en balance une filière

viticole qui représente 33 000 emplois dans les Côtes-du-Rhône, et un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs dont 1,2 milliard à l'exportation. Mais toutes les communes ne sont pas sensibles à ces arguments. A l'exception de Chusclan, les plus imperméables à la cause viticole sont aussi celles qui sont soumises à l'enquête publique et donc les plus directement touchées par le projet. « Que voulez-vous que fassent des élus qui sont sous le robinet des taxes professionnelles, et à qui l'Andra offre aujourd'hui un chèque ouvert ? », s'interroge le directeur du syndicat, Francis Fabre, quand Jérôme Quiot, plus sévère, déclare : « Sous couvert de développement économique local, l'Andra est en train d'acheter les consciences. » L'antenne gardoise de l'Andra ne souhaite pas polémiquer. Ses représentants jugent paradoxale

cette opposition à un laboratoire « qui a pour but d'assainir une situation et de gérer à vie des déchets actuellement déposés en surface ». Mais une étude très fouillée, commandée à deux cabinets spécialisés par la chambre d'agriculture du Gard, confirme les craintes des viticulteurs. Outre « un risque d'incompatibilité juridique entre la présence de déchets radioactifs dans le sous-sol et l'exploitation de vignes AOC en surface », ce rapport estime que la coexistence des deux activités poserait un problème d'image, « étant donné les opinions internationales moins positives que par le passé vis-à-vis de l'industrie nucléaire ». D'ailleurs, pour les auteurs de l'étude, le risque d'une campagne de presse existe déjà, « en raison de la concentration nucléaire de la vallée du Rhône. »

Richard Benguigui

## Trois sites en lice

LA LOI du 30 décembre 1991 a donné quinze ans à la France pour décider de sa politique en matière de gestion des déchets nucléaires de haute activité à vie longue. Elle prévoit trois axes de recherche, conduits en parallèle, pour se débarrasser de sous-produits dont la radioactivité peut persister pendant des millénaires : l'amélioration du traitement par séparation-transmutation ; l'entreposage de longue durée en surface, avec ou sans traitement ; le stockage en profondeur, réversible ou non, des déchets. Le Parlement devra choisir en 2006. Ce calendrier, apparemment lâche, sera en fait très tendu. Il est difficile de donner un délai pour les travaux sur les deux premières solutions. S'agissant de la troisième, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) s'estime encore dans les temps. Les enquêtes publiques qui s'ouvrent actuellement dans le Gard, la Meuse et la Vienne (Le Monde du 5 février) touchent les trois sites susceptibles d'accueillir, respectivement à Marcoule, Bure et La Chapelle-Bâton, les laboratoires souterrains, où seront, localement, « qualifiés » les types de roches les plus à même de confiner la radioactivité. Dans les années 80, les premières prospections, en Anjou et dans la Bresse notamment, avaient suscité de vives réactions. L'Andra a, cette fois, été plus circonspecte et l'opposition moins massive. Les écologistes et les opposants à ces projets estiment cependant que l'implantation des laboratoires, dont l'Andra assure qu'ils n'accueilleront aucun

déchet nucléaire pendant les expérimentations, n'est que le premier pas vers l'installation des futurs centres de stockage. Suivant l'avis du député du Nord (PS) Christian Bataille, auteur d'un rapport à l'origine de la loi de 1991, l'Andra a assorti ses recherches d'un accompagnement économique sous la forme de subventions (environ 5 millions de francs par an et par site) destinées à des « associations pour le développement local ». Cette manne a été considérée par les opposants comme des « arrosages » destinés à assurer le soutien des collectivités locales et des particuliers (Le Monde du 20 avril 1996). Les travaux de prospection (1 milliard de francs sur deux ans et demi) ont permis de sélectionner les trois sites dont les caractéristiques géologiques semblent intéressantes à l'Andra. Yves Kahuzny, directeur de l'Agence, espère débiter les travaux de forage début 1998. L'investissement pour la construction de ces laboratoires, installés dans des galeries de 500 mètres en étoile, est estimé à 750 millions de francs pour ceux de l'Est et de la Vienne et à 900 millions pour celui du Gard. Il conviendra d'y ajouter le coût de fonctionnement de chaque laboratoire jusqu'en 2006, évalué par l'Andra à 1,5 milliard de francs. Christian Bataille, qui préconise la construction de trois laboratoires - la loi dit seulement qu'il en faut plusieurs -, estime le coût de ce programme de recherche à 10 milliards de francs.

Hervé Morin

## Une procédure au long cours

L'autorisation de créer deux ou trois laboratoires d'étude du stockage en profondeur des déchets hautement radioactifs à vie longue comporte plusieurs étapes : ● La prospection, effectuée par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) de 1994 à 1996, a permis de retenir trois sites : deux argileux dans la Meuse (Bure) et le Gard (Marcoule), un granitique dans la Vienne (La Chapelle-Bâton). ● Les enquêtes publiques permettront pendant deux mois aux populations de prendre connaissance du dossier et de donner leur avis aux commissaires enquêteurs, tandis que les services de l'Etat

procéderont à l'instruction technique. ● Les éventuelles autorisations devraient faire l'objet d'un décret après avis du Conseil d'Etat, fin 1997. Le creusement des laboratoires débuterait dans la foulée. Les recherches dureront jusqu'en 2006, date à laquelle le Parlement devra se prononcer sur les différents modes de gestion des déchets radioactifs. ● La construction finale des centres souterrains - du moins si l'option du stockage en profondeur est retenue - devrait durer dix ans. Si un stockage de quelques dizaines de milliers de mètres cubes de déchets radioactifs - devait avoir lieu, il ne débuterait pas avant 2020.

## L'an 2000 est proche... France Télécom sera au rendez-vous avec vous.

Un peu plus de mille jours nous séparent de l'an 2000.

Nous nous y préparons dès maintenant avec un seul objectif : nous rapprocher davantage de vous pour vous proposer des services toujours plus personnalisés.

A ce titre, 1997 est une année très importante pour France Télécom et pour tous ses clients. Depuis le 31 décembre 1996, nous sommes devenus une entreprise à part entière.

En mai prochain, autre changement majeur : chacun aura la possibilité de devenir actionnaire de France Télécom. Nous espérons que vous serez nombreux à manifester votre volonté de participer à notre développement.

Bien sûr, nous vous tiendrons informés de ces évolutions tout au long de l'année.

Vous souhaitez dès maintenant obtenir des précisions ? Nous serons heureux de vous avoir en ligne pour dialoguer avec vous.

Appelez simplement le 10 10, l'appel est gratuit\*.

\*Si votre installation ne vous permet pas de nous joindre au 10 10, composez alors le 0 800 05 10 10.



# France Telecom

Nous allons vous faire aimer l'an 2000.

# HORIZONS

ENQUÊTE

## L'islam en Allemagne,

**D**ANS une récente lettre ouverte aux autorités allemandes, Günther Grass réclamait la construction d'une mosquée sur le Ku'damm. En plaidant pour un établissement religieux musulman sur les « Champs-Élysées » de Berlin-Ouest, l'écrivain part d'un constat simple : les musulmans sont devenus, après les catholiques et les protestants, la troisième religion d'Allemagne. Pour bien montrer qu'il s'agit là d'une situation durable à ses yeux, l'auteur du *Tambour* compare la situation des musulmans d'aujourd'hui à celle des huguenots français de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle qui, « chassés par la France catholique, se réfugièrent à Berlin et installèrent leurs églises dans cette ville ». Avec 2,6 millions de fidèles, l'islam représente outre-Rhin une force importante, qui ne passe pas inaperçue dans le paysage, puisque 2 000 mosquées ou lieux de culte y sont dénombrés à ce jour.

Rien qu'à Cologne, la plus grande ville à concentration musulmane du pays, on compte 70 000 musulmans et 100 lieux de culte. Autre exemple, celui de Dortmund. Dans cette grande cité industrielle de la Ruhr, certains quartiers sont peuplés à 40 % par des Turcs, arrivés en Allemagne à partir des années 60 pour fournir de la main-d'œuvre aux usines de la région. Ici comme ailleurs, le fait musulman, essentiellement lié à l'immigration turque – 2 millions de personnes en Allemagne –, est de plus en plus visible.

La plus grande mosquée de Dortmund se trouve au nord de la ville, au numéro 12 de la Kieselstrasse. Installée dans les murs d'un ancien temple protestant, sa façade a simplement été repeinte en blanc et en vert. Le hasard a voulu que le corps du bâtiment fut orienté vers La Mecque. Objet d'une affluente sans cesse croissante, notamment de la part des jeunes, la mosquée est noire de monde pendant la période du *ramadan* (ramadan en turc). Les vendredis, certains fidèles sont obligés de suivre la prière depuis la rue. « La mosquée de la Kieselstrasse accueille de plus en plus de monde au moment même où les églises chrétiennes se vident », remarque Falk Meiner, un travailleur social de la ville chargé de la formation professionnelle des jeunes étrangers.

La plupart des fidèles qui se retrouvent à la mosquée de la Kieselstrasse sont des Turcs : c'est donc le rite sunnite qui est respecté ici, comme partout ailleurs en Allemagne. La prière, pour l'essentiel, est dite en arabe. Elle n'est comprise que sous forme de bribes par la plupart des fidèles présents, sauf par quelques Marocains, Algériens ou Syriens perdus dans la foule. Mais de plus en plus de jeunes Turcs, désireux de retrouver les racines de l'islam, se mettent à apprendre l'arabe. Une étude, menée par Wilhelm Heilmeyer, de l'université de Bielefeld, vient de le démontrer. Le sociologue parle d'un « repli » sur l'islam des Turcs nés en Allemagne, parlant l'allemand mieux que le turc, mais ne disposant pas de la nationalité allemande comme le veut le code de la nationalité basé sur le droit du sang.

**A** en croire ce que disent ou écrivent les responsables de Milli Görüs, l'Allemagne est un terrain idéal pour l'épanouissement de l'islam. Il est vrai que la tolérance de la société allemande est surprenante. On se souvient que la plus éminente figure de l'islamisme allemand, Anne-Marie Schimmel, avait manifesté publiquement son rejet des *Versets sataniques* qu'elle avait qualifiés de « sacrilège » (sans pour autant approuver la fatwa de Khomeiny). Plus récemment, la Lufthansa a annoncé publiquement qu'elle défendait à Salman Rushdie d'emprunter ses lignes aériennes : il s'agissait de rassurer les clients quant aux risques éventuels d'attentats.

Contrairement à ce qu'on constate en France, où cherche à s'affirmer l'idée d'un islam « à la française » converti à la laïcité, l'Allemagne ne s'oppose pas à l'expression publique de la foi. Dans un pays où l'espace religieux n'est pas absolument séparé de l'espace public, l'islam dispose sans aucun doute de capacités d'expression

gager du contrôle de la religion officielle importée d'Ankara. Ainsi, toutes les sensibilités de l'islam turc sont représentées en Allemagne, où elles disposent de plus de ressources et d'une plus grande liberté d'expression qu'en Turquie, même si les renseignements généraux surveillent les activités des militants les plus engagés. Pour toutes ces organisations antikémalistes, dont la plus connue est l'AMGT ou Milli Görüs (« Organisation de la vision nationale en Europe », liée au parti Refah du nouveau premier ministre turc, Necmettin Erbakan), l'Allemagne aura servi de base arrière permettant, dès les années 70, une lente reconquête de la Turquie par l'islam.

Si M. Erbakan a lui-même passé de nombreuses années de sa vie en Allemagne, où il a rassemblé les fonds nécessaires à sa carrière politique, ce sont aujourd'hui les jeunes Turcs de la troisième génération, nés en Allemagne, qui se tournent vers le Coran avec de plus en plus de ferveur. Comme en France, on observe outre-Rhin

une tendance très nette à la « réislamisation » des jeunes. Une étude, menée par Wilhelm Heilmeyer, de l'université de Bielefeld, vient de le démontrer. Le sociologue parle d'un « repli » sur l'islam des Turcs nés en Allemagne, parlant l'allemand mieux que le turc, mais ne disposant pas de la nationalité allemande comme le veut le code de la nationalité basé sur le droit du sang.

beaucoup plus larges qu'ailleurs. Pour Rémy Leveau, spécialiste de l'islam en poste à Berlin (au Centre Marc-Bloch de recherches en sciences sociales), cette « *souplesse fantastique* » de la société allemande remonterait à la paix d'Augsbourg de 1555, qui, tout en consacrant le partage entre l'Allemagne protestante et l'Allemagne catholique, fit place au principe de la pluralité confessionnelle.

« Ce qui choque les Allemands, remarque Claire de Galembert, auteur d'une thèse consacrée à

l'islam, par ailleurs, l'opinion publique allemande ne confond pas les notions d'islam et d'islamisme, et n'assimile pas le Coran avec la menace du terrorisme. L'Algérie, pour les Allemands, c'est loin. Quant aux violences liées à la présence turque, elles découlent avant tout du conflit entre les Turcs et les Kurdes. Or « ce conflit est dénué de toute dimension religieuse, même si la référence religieuse est utilisée par tous les partis comme facteur de légitimation », comme le remarque Amid Bozars-

**« L'islam n'est jamais problémathisé ici comme un débat de société. Il relève d'un débat juridique, si bien qu'on est dans une logique de droits et non de valeurs »**

Attitude des Eglises chrétiennes allemandes face à l'islam, ce n'est pas tant l'islam, qui ne touche après tout que 3 % de la population vivant en Allemagne, que l'athéisme, qui concerne 25 % de la population. Les grands débats publics liés à la problématique religion-espace public sont liés au développement de l'athéisme bien plus qu'à celui de l'islam. La querelle autour de la suppression des crucifix dans les salles de classe de Bavière était remontée jusqu'à la Cour constitutionnelle de Karlsruhe : un tel scénario ne s'est jamais produit avec

lan, un chercheur français basé à Berlin, spécialiste du dossier kurde. S'il existe bien un racisme antiturc en Allemagne, il ne se définit pas par un rejet de l'islamisme. Il est lié au fait que, contrairement à ce qui se passe en France, les Musulmans d'Allemagne s'identifient très largement à leur pays d'origine. Ils ont gardé leur nationalité et se font encore, pour la plupart, enterrer en Turquie – bien que des cimetières musulmans fassent leur apparition depuis quelques années.

C'est ainsi qu'il n'y a pas eu

**Avec deux millions de Turcs et près de deux mille mosquées ou lieux de culte, la religion musulmane est bien implantée outre-Rhin. Elle bénéficie de la tolérance traditionnelle des Allemands en matière de croyance, mais ses représentants ne peuvent prélever un « impôt d'Eglise » ni participer aux institutions publiques**



## plus toléré qu'intégré

tout champ politique, si bien qu'on est dans une logique de droits, et non de valeurs ».

On aurait tort de surestimer, au vu de cette tolérance apparente, les capacités d'intégration de l'islam au sein de la société allemande. S'il est vrai qu'à Dortmund des lieux de culte ont pu se mettre en place sans grands problèmes, d'innombrables autres cas illustrent une volonté de rejet de la part de la population.

**T** RÈS souvent, comme à Pforzheim, dans le Bade-Wurtemberg, des associations civiques locales se mettent en place contre la construction d'une mosquée, en s'attaquant à la hauteur des minarets et en refusant la diffusion par haut-parleurs du chant du muezzin. Il n'est pas rare de constater, comme à Pforzheim mais aussi à Duisbourg, dans la Ruhr, que quelques prêtres isolés au sein de l'Eglise protestante locale associent leur voix à celle des opposants, en soulignant que « le dieu des musulmans n'est pas celui des chrétiens ».

Au niveau des autorités gouvernementales, on ne décèle pas de volonté d'intégration à long terme de l'islam dans l'espace national. Alors que toutes les grandes religions bénéficient du statut de « corporation de droit public », qui leur donne droit notamment de lever, si elles le désirent, un « impôt d'Eglise » (*Kirchensteuer*) auprès de leurs fidèles et d'être représentées dans de nombreuses institutions publiques (médiat, hôpitaux, armée), l'islam n'a toujours pas obtenu une telle reconnaissance de la part des autorités allemandes. Une situation d'autant plus surprenante que les orthodoxes ont obtenu ce statut, que les Témoins de Jéhovah de Berlin ne sont pas loin de se voir accorder aussi.

L'argument avancé par Bonn est que les institutions islamiques sont trop éclatées et trop multiples pour pouvoir prétendre au statut d'interlocuteur unique. En réalité, le pouvoir semble vouloir maintenir un contrôle plus étroit grâce à un islam organisé selon le régime des « associations d'étrangers », qui peuvent être dissoutes à tout moment.

« Au fond », remarque Valérie Amiraux, l'islam continue à être considéré, en Allemagne, comme un problème relevant de la politique étrangère et des relations avec la Turquie. C'est à la lumière de cette analyse qu'il faut, sans doute, comprendre pourquoi, dans plusieurs Länder, l'école publique dispense des cours de religion islamique confiés à des professeurs la plupart du temps formés en Turquie. L'idée maladroite qui explique peut-être la gênée tolérance allemande à l'égard de l'islam, c'est que les Turcs, un jour, retourneront chez eux.

Lucas Delattre  
Dessin : Hania Pyrzynska

PROCHAIN ARTICLE :  
L'islam  
en Grande-Bretagne

la mère ne viend

phore est l'islam  
politique de l'islam  
ce ne serait  
budget politique de  
force des intérêts de  
d'influence imp

entre vision du mon

Quel recul de no

A



صوتنا من الداخل

# Ma mère ne viendra pas en France

## Lettre ouverte aux députés français

par Tahar Ben Jelloun

par Pascale Ferran et Arnaud Desplechin

Et si je faisais venir ma mère pour passer quelques jours chez moi, en France ? Elle viendrait par avion de Tanger et resterait le temps qu'elle désirerait auprès de ses petits-enfants. Elle serait si heureuse. Simple. Normal. Non. Pas si simple que ça. C'était possible il y a longtemps, avant l'été 1986, le fameux été où Paris fut le théâtre d'attentats meurtriers. Avant, elle n'aurait eu besoin que de son passeport valide et de son courage pour prendre l'avion. Aujourd'hui, cette simple visite est rendue si compliquée et surtout si peu souhaitée par ceux qui gouvernent la France que je préfère y renoncer. Je ne me vois pas en train de jouer à la police des frontières avec celle qui m'a appris la générosité et l'hospitalité. Je connais un ami marocain devenu français, marié avec une Française et ayant trois enfants, tous français, qui n'a pas réussi à faire venir sa mère pour fêter la naissance de son dernier fils.

Comme vous savez, une étrangère de soixante-dix ans pourrait troubler l'ordre public ou même prendre le travail d'une Française. On ne sait jamais, et puis, on ne se méfie pas assez. Le consulat de Casablanca avait jugé que cette grand-mère n'avait pas le droit d'aller en France. Il n'a pas donné de justification. Ce fut un refus net et sans commentaire. De toute façon, un visa n'est pas forcément un droit. Des exemples de ce type existent par milliers. Il vaut mieux ne pas tous les citer. L'instauration du visa a « autorisé » des petits chefs à exercer leur petit pouvoir teinté de racisme ordinaire, qu'ils refoulaient avant.

Donc nous étions au mois d'août 1986. A l'époque, le terrorisme avait une odeur proche-orientale. C'était la manière que des Etats, comme l'Iran ou la Syrie, avaient trouvée pour faire pression sur la France afin qu'elle change de politique dans cette région du monde, au Liban notamment. Cette stratégie du chantage à la terreur fut payante. A la moindre résistance ou hésitation, on assassinait sur le terrain des Français, par exemple un ambassadeur ou de simples soldats.

Le premier ministre de l'époque,

chais. Les Algériens, qui ont des raisons de ne pas se laisser faire, ont répondu par la réciprocité. Dent pour dent. Visa pour visa. Chaque ministre de l'intérieur se sent obligé de faire de la surenchère par rapport à son prédécesseur. M. Debré a un complexe par rapport à M. Pasqua. Alors il serre la vis. Normal. Il ne veut surtout pas laisser l'image d'un homme faible, disons un homme politique qui aurait cédé aux traditionnelles valeurs de la République française.

Ces valeurs se trouvent au-

jourd'hui dans un état peu relui-

seulement continuent de parler cette langue, mais l'écrivent, l'enrichissent, l'embellissent et la défendent à des milliers de kilomètres de Paris. La francophonie est incompatible avec la politique actuelle de l'immigration. Ou alors, ce ne serait qu'un gadget politique garantissant à la France des intérêts économiques et une aire d'influence importante.

Bruno Mégret dit et répète après son chef et maître que le FN expulsera tous les étrangers et taxera ceux qui les font travailler. Des économistes ont déjà démontré la nullité de ce genre de décision. Mais comment feraient ces fanatiques de la haine et du racisme avec la langue française qui comporte des milliers de mots étrangers ? Ne faudrait-il pas entamer dès à présent un « nettoyage linguistique » ? Difficile de faire des phrases compréhensibles où il n'y aurait que des mots français cent pour cent. Il faudrait commencer par expulser plus de quatre mille mots d'origine arabe. On peut essayer de vivre avec une langue pleine de trous. Cela formerait l'imaginaire et donnerait du travail aux nouveaux linguistes. Voilà pourquoi ma mère ne viendra pas en France. Je ne lui dirai pas les vraies raisons. Ce serait difficile, et puis elle ne me croirait pas. Elle me dirait : « Mais mon fils, qu'est-ce que tu fais là-bas ? »

Tahar Ben Jelloun est écrivain.

La francophonie est incompatible avec la politique actuelle de l'immigration. Ou alors, ce ne serait qu'un gadget politique garantissant à la France des intérêts économiques et une aire d'influence importante

Jacques Chirac, eut l'idée de « terroriser les terroristes » en imposant un visa d'entrée et de sortie de France à tous les ressortissants arabes. Tous sans exception, en bloc. Les Proche-Orientaux et les Maghrébins. Les nomades et les sédentaires. Les bruns et les blonds. Les travailleurs manuels et les intellectuels. Les hommes d'affaires et les touristes. Les étudiants et les malades. Les cousins et les grand-mères.

Depuis, on n'a pas cessé d'apporter des « améliorations » aux conditions extravagantes pour avoir le droit de fouler le sol fran-

sant. Qu'importe. Le Front national veille. Il ne faut pas le décevoir. Il faut même démontrer qu'on sait être injuste et lui couper l'herbe sous le pied. Pendant ce temps-là, le président de la République se tait, laisse faire et prépare avec ses collaborateurs le prochain sommet de la francophonie à Hanói.

C'est quoi, cette francophonie qui s'élabore à côté des lois Debré ? Tous les hommes politiques français disent s'inquiéter de l'avenir de la langue française dans le monde et certains rendent hommage à ceux et à celles qui, non

Tahar Ben Jelloun est écrivain.

## Une autre vision du monde

par Jean-Pierre Vincent

Il y a d'abord eu un article de loi, choquant, honteux, et de plus inapplicable. Il y a eu ensuite cette attitude lamentable du Parlement - et singulièrement de la gauche de ce Parlement - face à cette proposition inacceptable. Pour nous, qui pensons et rêvons chaque jour, chacun à notre manière, à une vision toujours plus positive de la vie des femmes et des hommes de ce pays et de tous les pays, le silence mollasson de la gauche a sans doute été la goutte qui a fait déborder le vase.

Le mouvement est parti de soixante cinéastes. Honneur à eux. Même si le Front national et les défenseurs institutionnels de cette loi ont fait des gorges chaudes à propos de cette démarche faite de « paillettes et de strass ». De toute façon, cette querelle est maintenant dépassée. L'ensemble du monde intellectuel s'est rassemblé et, bien au-delà, les initiatives se multiplient dans tous les secteurs de la société civile. Merci en tout cas au pouvoir d'avoir uni les ar-

tistes, les intellectuels, les chercheurs, si difficiles à unir d'ordinaire. J'en sais quelque chose... C'est un aspect remarquable de ce mouvement, dont nous devons prendre la mesure et qui devra se développer sur d'autres sujets. Il est naturel que des artistes se soient mobilisés ainsi. Ils ont l'habitude, le goût, la nécessité d'accueillir ceux qui viennent d'ailleurs. C'est dans la curiosité, la confrontation, le frottement des altérités que chacun construit sa vision du monde personnelle. Je ne parle pas ici de « métissage ». Je crois que ce mot à la mode risque de produire une culture moyenne, basique, consommable par la terre entière. Je sais par contre que la langue, l'art et la culture de chaque pays se sont bâtis depuis des siècles grâce à ces voyages en tous sens, publics ou clandestins. Que serait la « culture française » dont se rengorgent les fascistes et les conservateurs, s'il n'y avait ce brassage continu ?

Mais c'est autre chose qui est désormais en question. Cette loi-là

sera peut-être retirée. Espérons-le, sinon gare. Cet arbre-là ne doit pas cacher la forêt. Le monde de l'art et de la pensée en France doit mieux s'armer intellectuellement, conceptuellement, politiquement en un mot, pour la lutte plus large et plus longue contre le Front national. Cette loi-même est un exemple du fait que ces idées débordent le Front national proprement dit. Le Pen sait cela. Le FN n'existe que parce que des gens votent pour lui. Il faut trouver le chemin de ces gens, leur faire parvenir l'image et la réalité d'une autre vision du monde.

Durant des décennies, les entreprises - grandes et petites - ont eu besoin de main-d'œuvre corvéable à merci. Qui a fait venir ces millions de femmes et d'hommes ? Les cinéastes ? Les Français moyens ? Ces transports massifs, officiels ou clandestins, représentaient une foule d'avantages en chaîne. Le profit, d'abord, évidemment. Mais aussi la possibilité de transformer le monde ouvrier français en non-électeurs. Les pro-

létaires travaillant en France, n'étant plus français, ne votaient pas. Le péril rouge, si obsessionnellement redouté, était muselé. D'un autre côté, on soulageait un certain nombre de pays du tiers-monde d'une surpopulation dangereuse pour les nouvelles formes d'exploitation coloniale. Et maintenant que le capitalisme n'a plus besoin de tout ce monde-là, on laisse face à face ces déshérités (et leurs enfants) et les Français moyens qui croient à l'invasion. On s'arrange pour les aider à y croire. On laisse pourrir le problème et les vieux démons se réveillent. C'est reparti comme en 40.

C'est pourquoi on a raison de se révolter, mais d'une révolte qui doit trouver rapidement de nouveaux repères et une réelle profondeur, si elle ne veut pas avoir été seulement une poussée de fièvre.

Jean-Pierre Vincent est metteur en scène et directeur du Théâtre des Amandiers à Nanterre.

## Quel recul de notre civilisation !

par François Julien-Laferrrière

AUX termes de l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, « la loi est l'expression de la volonté générale ». Si elle est adoptée, la « loi Debré » pourra-t-elle être considérée comme exprimant la volonté générale ? Les protestations qu'elle suscite, bien tardivement certes, montrent que la volonté du gouvernement et du législateur est loin d'être partagée par ceux qu'ils sont censés représenter. La cassure entre la classe politique et la population apparaît une nouvelle fois profonde, et l'on ne peut que s'en inquiéter.

Ce qui est en cause, c'est avant tout le contenu du projet, et d'abord ses dispositions relatives aux certificats d'hébergement, selon lesquelles toute personne, quelle que soit sa nationalité, y compris si elle est française, qui reçoit chez elle un étranger devra, à l'issue du séjour, déclarer le départ de l'hébergé à la mairie.

« Viens chez moi, mais pars vite pour m'éviter des ennuis. » Quand l'hébergé est le père ou la

mère, le frère ou la sœur, il y a là un manque aux principes les plus élémentaires des relations familiales. Quand il s'agit d'un ami ou d'un collègue, ce sont les règles de l'hospitalité qui sont violées. Mais, dira-t-on, celui qui n'a rien à se reprocher ne peut se soustraire à l'application d'une loi qui ne porte en soi aucune atteinte à son intégrité, puisque la déclaration en mairie faite avant l'expiration du visa ferait obstacle à toute investigation de police. Voir.

D'abord, on ne voit pas pourquoi le maire ou le préfet ne ferait pas procéder à une visite chez l'hébergé pour s'assurer que l'étranger est effectivement parti : la fraude étant partout présumée, comment croire l'hébergé sur parole ? Ensuite, il ne faut pas écarter la possibilité qu'un voisin se sente incité, par la loi elle-même, à aller à la mairie pour signaler que dans l'appartement d'en face il y a un étranger dont la longueur du séjour est suspecte. C'est le risque de délation généralisée.

Cette disposition du projet Debré serait, de surcroît, pratique-

ment inapplicable. L'étranger venant en France comme « visiteur » aurait-il sa liberté de mouvement ? Devrait-il, du premier au dernier jour, rester cloué chez la personne qui aura déclaré l'hébergement ? Aurait-il le droit de voyager pour se rendre chez d'autres amis ou parents ? Si oui, à quoi servirait la déclaration de départ chez l'hébergé, puisqu'elle ne correspondrait ni au départ du territoire français ni même du dernier lieu de séjour en France ? Si non, l'étranger visiteur serait, en quelque sorte, assigné à résidence chez l'hébergé. Est-ce imaginable ?

On le voit, ce texte est dangereux pour la liberté individuelle, ce que le Conseil d'Etat a lui-même estimé - comme quoi cette appréciation n'est pas seulement celle de gauchistes ou d'intellectuels excités. En plus, il est inutile, puisqu'il ne permettrait pas d'atteindre l'objectif qu'il prétend poursuivre. Enfin, il choque dans sa philosophie même, tant il est opposé à nos traditions et rappelle des temps dont on ne pensait pas qu'ils seraient ressuscités par ceux qui se réclament du gaul-

lisme. « J'ai eu faim et vous ne m'avez pas donné à manger, j'ai eu soif et vous ne m'avez pas donné à boire, j'étais un étranger et vous ne m'avez pas accueilli », peut-on écrire en parodiant Matthieu, pour ajouter : « Ce que vous avez fait au plus petit de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait. » Autrement dit : ce que l'on fait aux étrangers, c'est à nous qu'on le fait. L'abandon des principes d'hospitalité et de solidarité ne vise pas seulement les hébergés mais aussi les hébergés, pas seulement les étrangers mais aussi les Français. Ce sont les fondements mêmes de notre République - « liberté, égalité, fraternité » - qui sont remis en cause. Prenons-y garde. Si nous ne nous ressaisissons pas, l'Etat de droit sera englouti et laissera la place à un simple Etat légal. Quel recul de notre civilisation !

François Julien-Laferrrière est professeur à l'université Paris-Sud et président de l'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers.

## Monsieur Raoult

par Romain Goupil

J'AI bien reçu votre lettre m'invitant à me faire découvrir la banlieue. Je tenais simplement à vous dire que je n'ai heureusement pas attendu votre autorisation pour m'y rendre. Nous avons pendant des mois préparé, repéré et filmé à Saint-Denis, Montreuil, Noisy-le-Grand pour un tournage sur le foulard islamique. J'ai bien sûr constaté à quel point certains quartiers étaient laissés pour compte par les services publics, et je ne peux me satisfaire de vos propositions de loi qui, je le crains, accentueraient la suspicion et la haine en désignant tout étranger comme « présumé suspect ». Le film policier que vous nous proposez me paraît relever d'un très mauvais cinéma.

Mais peut-être que ces questions dont vous avez la responsabilité sont trop lourdes. Envisagez-vous de démissionner ? Je transmettrais alors la nouvelle sans trop la déplorer aux musiciens de NTM et à mes frères étrangers en instance d'expulsion. Vous jugez en expert le manifeste des cinéastes, erreur de scénario, affirmez-vous, mais en cette matière vous n'êtes pas un néophyte, car poussez les policiers à démolir une sacristie à coup de hache, sous l'œil ravi des caméras, mérite la palme.

Qui voulez-vous séduire avec votre film-catastrophe dont les séquences s'appellent Orange, Toulouse, Marignane, Vitrolles ? Ne me dites pas que vous n'y êtes pour rien, alors que vous présentez la bande-annonce des prochains mauvais plans. Erreur de casting, m'affirmez-vous, là je vous suis : Marchiani dans le rôle d'un préfet de la République me semble une regrettable erreur. Quant à faire jouer le rôle de Mégret par une doublure, c'est grotesque.

Acceptez qu'au moment où vous vous proposez de nous transformer en auxiliaires de police, en délateurs complices muets de Jean-Marie Le Pen, je préfère faire acte de mon incapacité en ce domaine, j'espère ne pas me montrer indigne de ceux que je respecte, par exemple ceux qui, en des circonstances autrement dramatiques en France et à Londres, résistèrent aux frères collaborations des Bousquet, Touvier, Papon. Leur courage ne souffre pas la comparaison avec ce petit réflexe de réticence civique, mais j'ose espérer qu'on me pardonnera. Je ne fais pas que du cinéma ; je ne veux pas être le spectateur du déclin que vous nous concoctez ; je prétends être citoyen et responsable. Veuillez en cette période de Saint-Valentin accepter un petit baiser d'un amoureux de notre liberté, comme 85 % des habitants de notre pays qui ne votent pas Le Pen.

Pascale Ferran et Arnaud Desplechin, cinéastes, ont été les initiateurs de l'Appel des 59, à l'origine de la mobilisation parmi les artistes et intellectuels.

Romain Goupil est cinéaste.

Calculez vos impôts

3615 LEMONDE

Mariam Abou Zahab, spécialiste des musulmans du sous-continent indien

# « Le cas du Pakistan illustre l'échec d'une nation fondée sur l'islam »

Pour cette enseignante à Langues O, les tensions ethniques et confessionnelles plongent ce pays dans une crise d'identité sans précédent

« Benazir Bhutto vient de subir une cruelle déroute électorale au Pakistan. Comment l'expliquer ?

La première raison est économique. Le pays connaît une situation économique catastrophique, que les gens ont attribuée aux conditions imposées par le Fonds monétaire international (FMI). Pour beaucoup de Pakistanais, le gouvernement était devenu un jouet entre les mains des États-Unis et du FMI. Cet état de fait a été particulièrement mal ressenti par la classe moyenne des villes, notamment les salariés et les petits commerçants, qui étaient les seuls à payer des impôts et qu'on voulait taxer encore davantage.

L'anti-américanisme aurait joué un rôle dans la défaite de M<sup>me</sup> Bhutto ?

Les Pakistanais avaient l'impression que Benazir était livrée pieds et poings liés aux États-Unis et que l'ambassadeur américain à Islamabad était le vice-roi du Pakistan. Depuis la guerre d'Afghanistan, l'anti-américanisme est violent dans le pays.

Les gens ont le sentiment que le Pakistan a subi la guerre d'Afghanistan pour le compte des États-Unis. Pour eux, cette guerre a apporté la drogue, les armes et tous les réfugiés afghans qui ne repartiront pas. Ils imputent aux Américains tous ces facteurs de désintégration sociale. Et une fois les Soviétiques partis de Kaboul, ils ont vu Washington se tourner vers l'Inde, parce que le marché y est beaucoup plus intéressant. Et en plus, les Américains voulaient classer le Pakistan parmi les États terroristes !

La corruption aussi a joué un rôle dans la débâcle de M<sup>me</sup> Bhutto...

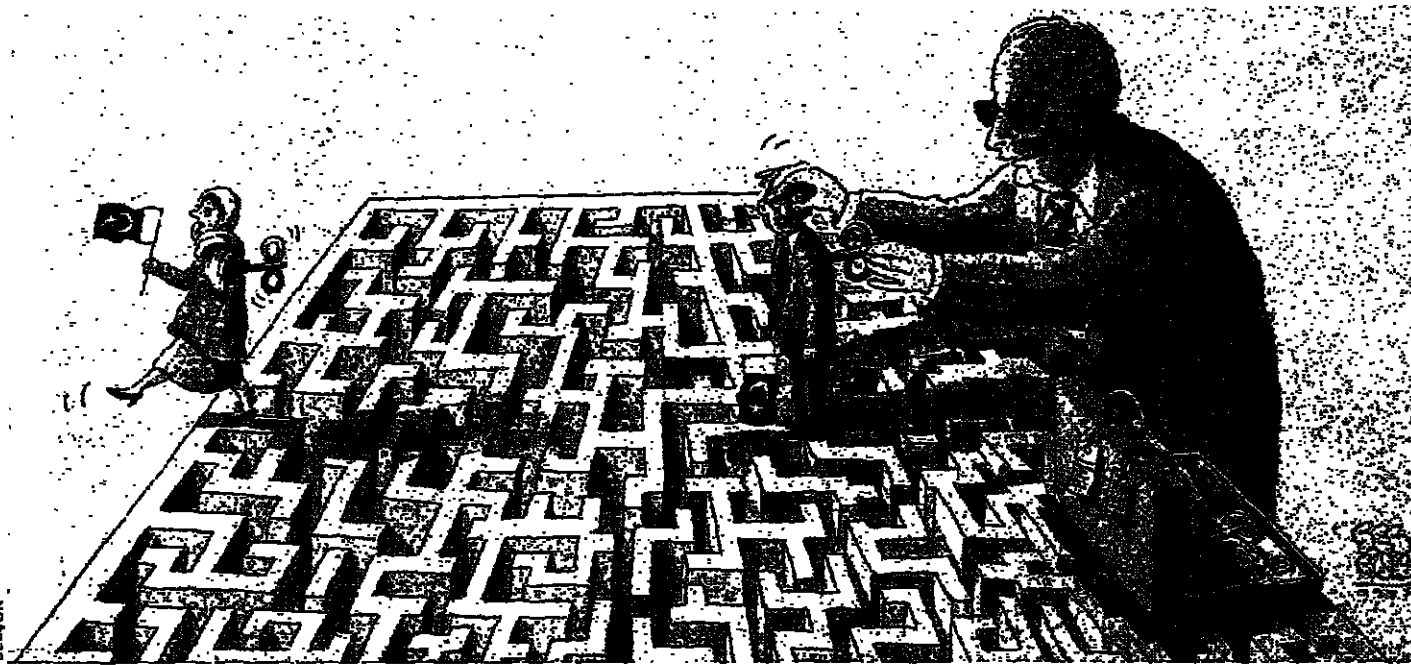
Tout le monde est corrompu au Pakistan. Le phénomène ne touche pas que M<sup>me</sup> Bhutto. Le nouveau premier ministre, Nawaz Sharif, n'est pas très net, lui non plus. Mais ce second gouvernement de Benazir a certainement été le plus corrompu qu'aient jamais connu le pays.

On dit souvent que le parti de M<sup>me</sup> Bhutto, le Parti du peuple pakistanais (PPP), est lié aux intérêts féodaux. C'était pourtant à l'origine un parti socialisant ?

Au début, le PPP était un parti populiste organisé autour de la personnalité de Zulfikar Ali Bhutto, le père de Benazir. M. Bhutto promettait aux gens du pain, une maison, des vêtements. Puis, à partir de 1972, il a éliminé tous les éléments de gauche et le PPP est devenu un parti de féodaux. M. Bhutto était lui-même un grand féodal. Le naturel reprendrait ses droits.

Et comment peut-on caractériser la Ligue musulmane, aujourd'hui au pouvoir avec Nawaz Sharif ?

Il y a dans la Ligue musulmane une charge idéologique très forte puisque c'est le parti de Mohammed Ali Jinnah, le fondateur du Pakistan. Socialement, elle est surtout l'expression de la petite classe moyenne urbaine enrichie. Il y a au Pakistan, comme en Inde, une classe moyenne qui consomme, voyage et vit presque à l'occidentale. Ces gens-là se reconnaissent dans M. Sharif, qui n'est pas issu



d'une famille féodale du Pendjab.

L'abstentionnisme a bien montré que la classe politique était déconsidérée. Dans ce contexte, faut-il redouter un retour de l'armée sur la scène politique ?

Ce retour de l'armée est même souhaité par une bonne partie de

l'éventualité d'un coup d'État islamiste car l'armée est infiltrée par les islamistes.

Peut-on évaluer l'audience de ces islamistes ?

Il y a un parti islamiste actif, le Jamaat-e-Islami. Ce parti était au départ un parti de cadres bien implanté dans les universités et dont

Du point de vue pakistanais, l'Asie centrale, c'est culturellement le centre du monde. L'islam, tel qu'il est vécu dans le sous-continent indien, vient de ce qui est maintenant l'Ouzbékistan. L'Asie centrale relève du mythe des origines. Ensuite, il y a l'économie. On a vu dans cette région des possibilités de marché, mais ces espoirs ont été très rapidement déçus. Les industriels indiens étaient beaucoup plus présents, tout comme les Turcs et les Iraniens. Moins expérimentés que les autres, les Pakistanais sont arrivés les derniers.

Quel type de relations les Pakistanais peuvent-ils nouer avec les nouveaux maîtres de Kaboul ?

Les talibans sont incontrôlables. Ils ont totalement échappé au contrôle des Pakistanais. Ce n'est pas parce qu'ils ont été formés au Pakistan, armés de toute évidence par le Pakistan, et qu'il y avait des Pakistanais combattant à leur côté, qu'ils étaient contrôlés par le Pakistan. Sûrement pas. En fait, le Pakistan a joué avec le feu. Il a créé un phénomène qui risque d'évoluer dans une direction peu favorable à ses intérêts.

L'élection de M. Sharif a été plutôt favorablement accueillie en Inde. Est-ce que vous croyez possible une amélioration des

relations indo-pakistanaïses ?

Cela correspond à un désir de la population, mais il y a toujours le problème du Cachemire. Et sur ce dossier la situation semble complètement bloquée. Il y a autour du Cachemire, comme autour de la question nucléaire, une forte charge émotionnelle et un quasi-consensus national.

Le Pakistan célébrera en août le cinquantenaire de sa fondation. Quel bilan peut-on tirer de l'idée même du Pakistan, c'est-à-dire d'une nation refuge des musulmans de l'ancien Empire britannique des Indes ?

Une grande déception est perceptible au sein de la population. Une grande déception parce qu'on dit : « Regardez : l'Inde est un pays démocratique doté d'institutions stables, tandis que chez nous on n'a pas réussi. » De nombreux Pakistanais en viennent à penser que cet État créé au nom de l'islam relève de l'utopie. L'idéologie du Pakistan, c'est un peu d'islam, un peu d'ourdou et un peu d'armée. Mais il n'y a pas de consensus sur la place de l'armée et de l'islam dans l'État.

D'autre part, il y a le traumatisme de la partition du Bangladesh. Il est beaucoup plus douloureux que celui provoqué par la partition de 1947. Car il signe l'échec même de l'idée d'un pays pour les musulmans du sous-continent indien, l'échec de l'idée d'une nation basée sur l'islam.

Face à cette carence d'idée nationale, les identités régionales, pendjabie, balouche, sindie, etc., restent très vives. Ces régionalismes vont-ils en s'agissant ?

C'est un peu l'héritage de la période Zia Ul Haq. Le Pakistan va en payer le prix encore longtemps. A partir du moment où les gens se sont dépolitisés, parce que les partis politiques étaient dissous, les anciens clivages de castes ou d'ethnies ont réapparu. La crise de Karachi, où les Mohajirs [musulmans venus d'Inde se réfugiés au Pakistan en 1947] sont entrés en rébellion, illustre bien cette « ethnicisation » de la politique.

Et les affrontements entre extrémistes chiites et sunnites ?

Ils s'inscrivent aussi dans cet héritage. En 1980, le général Zia a

décidé l'islamisation de la loi et l'introduction de la zakat [l'aumône légale islamique] sous la forme d'une perception directe par l'État sur les comptes bancaires. Les chiites ayant un système juridique différent, ils s'y sont opposés. Leur émergence sur le champ politique pakistanais date de ce moment-là. Et c'est aussi à cette époque que les problèmes entre sunnites et chiites ont surgi.

D'autre part, dans le contexte de la guerre d'Afghanistan et de la rivalité régionale entre l'Iran et l'Arabie saoudite, il y a eu une montée en puissance des madrasas (écoles coraniques) financées par des fonds étrangers. Ainsi a-t-on vu l'apparition de toute une classe de religieux s'implantant d'autant plus facilement dans l'université, l'armée ou l'administration que Zia avait établi l'équivalence des diplômes. Certains de ces groupes, comme les extrémistes sunnites du Sipah-e-Sahaba Pakistan (SSP), sont très sectaires. Ils sont lourdement armés et veulent éliminer les chiites.

On dit souvent que l'omnipotence des féodaux au Pakistan est le principal obstacle à une véritable démocratisation du pays. Pourquoi cette différence entre le Pakistan et l'Inde ?

## Le traumatisme de la partition du Bangladesh a signé l'échec de l'idée d'une nation basée sur l'islam

Le Pakistan n'est pas sorti de l'empire moghol. Le système féodal dans le Pendjab ou le Sind est très profondément ancré. Les Britanniques l'avaient consolidé. Ces régions avaient été tardivement conquises au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et présentaient un grand intérêt militaire pour Londres, qui a donc plutôt cherché à s'attacher le soutien des féodaux. Ce ne fut pas le cas ailleurs, au Bengale par exemple, où les Britanniques avaient mis en œuvre une réforme foncière. Aujourd'hui, ces féodaux sont puissants et voyants. Ils suscitent en retour une haine extrêmement vive à leur encontre.

Ce sentiment s'exprime à travers quel canal politique ?

Notamment par la politique de la rue du Jamaat-e-Islami.

Benazir Bhutto a donc raison de craindre l'alliance des mollahs et du bazar ?

Bien entendu. Il y a là un risque de situation à l'iranienne.

Dans un tel contexte, l'État existe-t-il vraiment au Pakistan ?

On est tenté de répondre « non ». Un État qui n'est pas capable de percevoir l'impôt, comme le Pakistan, est-il vraiment un État ?

Propos recueillis par Frédéric Bobin

## Des chiites pakistanais aux talibans

NÉE EN 1952, Mariam Abou Zahab (née Walquemanne) est diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) en langues arabe, ourdou, persane, hindi et bengali. Aujourd'hui chargée de cours à l'INALCO, elle est une spécialiste du Pakistan dont elle enseigne l'histoire et l'anthropologie sociale et religieuse.

Ses recherches portent plus précisément sur les « chiites pakistanais en politique ». Elle s'est aussi intéressée à l'Afghanistan, pays où elle s'est rendue une dizaine de fois entre 1983 et 1995 au titre de missions humanitaires conduites par l'association Amitié franco-afghane (Afrane).



MARIAM ABOU ZAHAB

Au moment de l'émergence du mouvement des talibans (« étudiants en religion ») afghans à l'automne 1994, elle s'était illustrée par ses analyses sur ce phénomène politico-religieux inédit. Dans des articles publiés par la revue de l'Afrane, *Les Nouvelles d'Afghanistan*, elle a décrypté les origines sociales des talibans et établi le lien entre l'émergence de ce mouvement et la stratégie pakistanaise de projection économique vers l'Asie centrale.

Alors que le Pakistan s'apprête à célébrer le cinquantenaire de sa fondation, elle porte aujourd'hui un regard inquiet sur ce pays agité de tensions ethniques et confessionnelles et où la classe féodale reste omnipotente.

Abraham Foxman, président de l'Anti-Defamation League, ligue de la lutte contre le racisme

## « Six millions de juifs sont morts parce qu'ils étaient juifs, pas pour leur argent »

Le chef de file de l'organisation américaine s'inquiète de l'image que la campagne sur l'« or juif » risque de donner de l'Holocauste

« La décision des banques suisses d'ouvrir un fonds pour les victimes de l'Holocauste, afin de réparer le préjudice infligé aux juifs qui y avaient déposé leurs avoirs sans que leurs héritiers aient pu les récupérer, vous satisfait-elle ?

Les banques ont fait un premier pas : pour la Suisse, c'est une première façon d'affronter son passé. Mais le problème ne va pas disparaître pour autant : s'il n'est traité que sous l'angle légal, administratif, rien ne sera résolu. Il faut un geste moral, un geste du gouvernement et de la société, la création d'un fonds humanitaire auquel l'Espagne, le

Portugal, la Suède [qui ont acheté pendant la guerre de l'or pillé par les nazis] peuvent être invités à se joindre. Après tout, les Suisses ont acheté leur neutralité... D'autre part, le montant de 100 millions de francs suisses (400 millions de francs français) déposé par les banques suisses sur leur fonds est symbolique ; bien sûr, la morale est difficilement quantifiable, mais ce chiffre doit augmenter.

Pourquoi a-t-il fallu attendre cinquante ans pour que la lumière commence à être faite sur la spoliation des biens juifs ?

Parce que le traumatisme de la mort était tel que personne ne

voulait s'occuper des pertes matérielles. Les pertes humaines de l'Holocauste étaient encore trop proches. Mais je suis troublé par l'image que tout cela reproduit : si nous continuons sur cette voie, les dernières images médiatiques de l'Holocauste que ce siècle emportera seront celles de comptes en banque et de dents en or. Or six millions de juifs sont morts parce qu'ils étaient juifs, pas pour leur argent. Un million d'enfants juifs sont morts et ils n'avaient pas de dents en or.

En même temps, ce débat provoque des réactions positives : pour la première fois, par exemple, cent intellectuels

suisses ont signé une pétition pour que leur pays reconnaisse ses erreurs, et la presse suisse a publié cette pétition.

Il faut du temps. Tout cela revient nous hanter : Madeleine Albright (le secrétaire d'État américain) est seulement en train de découvrir que sa famille était juive. En France, il a fallu attendre Chirac pour admettre Vichy. Mais, entre dire les choses et en affronter les conséquences, un grand pas reste à franchir. Il y a tout un processus à lancer : à ma connaissance en France, les déclarations de Maurice Papon n'ont pas provoqué de grand émoi.

Certains craignent que les revendications sur les avoirs confisqués aux juifs ne ravivent l'antisémitisme.

L'antisémitisme existe. Il existe en Suisse, en France, aux États-Unis ; parfois, certains événements peuvent paraître le légitimer. Mais ils ne le créent pas.

De plus en plus de documents historiques montrent que les Alliés en savaient davantage qu'ils ne voulaient bien admettre. Cela vous surprend-il ?

Les Alliés ont caché ce qu'ils savaient parce que, bien souvent, leur rôle n'était pas très reluisant. On apprend maintenant que les Britanniques savaient, en 1941,

combien de juifs étaient tués : c'est une charge terrible. Ce qui s'est fait après la guerre, les échanges d'avoirs sous les auspices de la Commission tripartite (franco-anglo-américaine), c'est encore plus horrible. Mais le temps est venu de dire les choses. L'effondrement de l'empire soviétique y contribue : beaucoup de choses ont été faites, ou dissimulées, sous le couvert de la lutte contre cet ennemi commun. Aujourd'hui on n'a plus l'excuse d'étouffer la vérité pour faire triompher la démocratie.

Propos recueillis par Sylvie Kauffmann



صوت من الامم

## Des conflits sociaux éclatés et radicaux

Suite de la première page

Cependant, davantage encore que par leur recrudescence, les conflits sociaux intriquent par les nouvelles formes qu'ils adoptent. Ils changent et inaugurent une nouvelle forme de radicalité.

Motivés, les salariés sont surtout prêts à se mobiliser pour défendre leur emploi. L'horizon dans lequel ils inscrivent leurs revendications est très court. Plus ponctuels, les conflits sont aussi plus radicaux : l'occupation de locaux ou la séquestration de dirigeants d'entreprise constituent un moyen de se faire entendre. Il faut surprendre l'Etat, le désarmer et mettre l'opinion publique de son côté. Les salariés du Foncier, tout comme les routiers, en novembre, ou les demandeurs d'emploi, au cours de l'automne, ont su capter une certaine sympathie.

### NOUVELLES FORMES DE CONFLITS

Dans cette optique, la journée nationale d'action, de grève et de manifestation, fixée au 6 mars par les sept fédérations syndicales de fonctionnaires, après l'échec prévisible des pourparlers sur les traitements, apparaît comme un contre-exemple. Cette forme d'action est d'ailleurs critiquée par le syndicat SUD-PTT d'Île-et-Vilaïne, qui estime que les revendications et les formes d'action de la grève unitaire pour la défense du pouvoir d'achat sont « à côté de la plaque ». Ce syndicat départemental entend appeler à la grève contre la précarisation liée au recrutement d'auxiliaires, de contractuels ou de contrats emploi-solidarité, et contre les suppressions d'emplois. Il invite les organisations souhaitant faire entendre « un point de vue dissonant » à prendre contact avec lui.

Lors de la cérémonie des vœux aux forces vives, le 9 janvier, Jacques Chirac avait invité le gouvernement à engager une réflexion « sur le rôle de la médiation dans les conflits sociaux ». Alain Juppé a saisi le Conseil économique et social afin qu'il engage « une ample réflexion » sur le dialogue social, portant « tant sur la prévention que sur la résolution des conflits du travail ». L'un et l'autre sont conscients des problèmes posés par de nouvelles formes de conflits, qui échappent au mécanisme traditionnel « revendication-action-négociation », maîtrisé par les confédérations syndicales.

Si, au centre des préoccupations, on retrouve l'emploi et la précarité,

tous les conflits en cours n'ont certes pas les mêmes causes. A La Poste, où les agents mènent des actions sporadiques, et dans les hôpitaux publics, ce sont les réformes de structure engagées par le gouvernement et la rigueur budgétaire à laquelle il se tient qui sont en cause. Le conflit des transports en commun de province, qui se situe dans le sillage de celui des routiers, porte sur la réduction du temps de travail et la rigueur des conditions de travail. Chez les maîtres-auxiliaires, les intermittents du spectacle et les associations de chômeurs, qui développent une stratégie de harcèlement des ANPE, la précarité de l'emploi et l'immobilisme qui prévaut actuellement sont au cœur des exaspérations. Devant l'absence de débouché à leur situation, ces franges de la population sont de plus en plus tentées de mener des opérations « coup de poing », spectaculaires, avec le risque qu'elles soient de moins en moins maîtrisées.

Fustigés pour leur « conservatisme » par le chef de l'Etat, le 12 décembre, à la télévision, les dirigeants de grandes centrales syndicales perçoivent désormais la complexité du nouveau champ social.

### SYNDICATS DÉCALÉS

Il y a une conscience du décalage qui existe entre le « sommet », d'où ils parlent, et la base, qui se bat « les pieds dans la glaise ». Lors des événements de l'hiver 1995, Louis Vianet avait accompagné le mouvement. A aucun moment, il n'était intervenu pour lui donner une impulsion. Les confédérations savent qu'elles n'ont que peu de prise sur les conflits et qu'elles sont bien souvent court-circuitées. A l'origine des conflits qui ont éclaté depuis la fin de 1995, on retrouve toujours des salariés mobilisés sur le terrain, souvent regroupés en intersyndicale et unis pour défendre leur emploi, leur entreprise ou leurs acquis.

Qualifié de « saint-bernard bancaire », le conflit du Crédit foncier est apparu comme peu ordinaire aux yeux mêmes de ses propres acteurs. « On ne se savait pas capable de faire tout cela », résumait un cadre ayant pris une part active à l'occupation. D'Alain Delen, président de la CFTC, à Louis Vianet, en passant par Marc Blondel, Marc Vibenoff et Jean-René Masson, numéro deux de la CFTD, tous les dirigeants syndicaux se sont rendus au siège du CFF. Reçus en file indienne, chacun son jour, ils ont servi d'ap-

point ou de caisse de résonance, les salariés du Foncier gardant la haute main sur leur action. Reste qu'il y a dix ans la présence de ces mêmes syndicalistes n'était pas forcément souhaitée. Les coordinations nationales qui se mettaient en place, s'il y avait un conflit éclaté, comme chez les infirmières en 1986-1989, manifestaient une grande méfiance vis-à-vis des syndicats traditionnels. Aucun mouvement de ce type n'est à constater aujourd'hui, et les syndicats semblent avoir regagné le terrain perdu quant à leur crédibilité.

### SOLIDARITÉS INÉDITES

Cette démarche des confédérations explique en grande partie l'amélioration de leur image aux yeux des Français. La confiance dans l'action qu'ils mènent pour défendre l'intérêt des salariés est devenue po-

sitive, pour la première fois depuis des années, d'après un sondage Sofres réalisé du 22 au 24 janvier (47 % d'avis positifs, contre 46 % de négatifs), auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes. Si l'on ne prend en compte que la population active, une majorité absolue se dessine même, avec 54 % des salariés qui leur font confiance, contre 48 % en 1995.

Ce sondage indiquait aussi que 53 % des personnes interrogées souhaitent que les syndicats « relancent les actions revendicatives », signe d'un nouvel élan combatif. Ce ne sont pas les syndicats qui créent les événements, mais, comme l'observe Daniel Le Bret, secrétaire général du Sniup, « des nouvelles solidarités inédites émergent sur le terrain ».

Alain Beauv-Méry

## Le clandestin par Lionel Portier



## Résistance

Suite de la première page

Face à l'hypocrisie d'un gouvernement qui joue d'autant mieux la fermeté qu'il sait qu'il encourt la censure du Conseil constitutionnel, face à l'embarras d'une gauche socialiste ralliée au consensus répressif, face au silence des « institutions » de la société civile, ils ont raison de sonner l'alarme contre une dérive qui, au nom d'une démondation de l'immigré, porte atteinte aux libertés de tous. Ils ont raison de défendre des valeurs démocratiques, et en dehors du jeu politique, le pays recèle des ressources saluables.

Encore faudrait-il ne pas s'en tenir aux seules dispositions invitant à la « délation », selon l'accusation des pétitionnaires, contenues dans le projet de loi Debré sur l'immigration. Encore faudrait-il rappeler que, depuis les lois Pasqua, la France, à rebours de ses voisins espagnols et italiens, ne se contente plus de réprimer l'immigration dite « clandestine » : elle déstabilise l'immigration régulièrement installée sur le territoire en revenant à la fois sur le droit du sol, qui la distinguait en Europe, et sur le droit d'asile, qu'elle a su incarner dans le monde.

Mais, nécessaire, la protestation morale n'est pas une réponse suffisante. Réplique au choix du gouvernement Juppé, cédant à la pression de sa majorité, de remettre la question de l'immigration au cœur du débat politique, elle ne suffit pas à ébaucher une politique contre le Front national. C'est cette politique que les démocrates doivent s'attacher à construire : une politique alternative, une politique mobilisatrice, bref une politique d'espérance.

Le Front national dit un certain état de la France. Il ne naît pas de l'immigration ou de l'insécurité, il se contente de les exploiter. Il naît de la crise d'identité profonde d'un pays qui ne retrouve plus ses marques en cette fin de siècle. Il

engrange les bénéfices d'une perte de confiance dans la démocratie, dans ses institutions, dans sa vie politique, dans la sincérité de ses élites républicaines, dans l'efficacité de ses gouvernants, dans leur capacité à définir un avenir qui ne soit pas simplement de contrainte, de rigueur et d'austérité.

Combattre le Front national, c'est d'abord redonner confiance et espoir. Cela signifie inventer une autre Europe que celle des marchés et de la monnaie : une Europe démocratique et sociale, une Europe où la France refonde son identité dans l'interdépendance au lieu de s'égarer dans le repli nationaliste sur le souvenir d'une puissance perdue. Cela signifie inventer une politique active et volontaire contre le chômage. Cela signifie rénover des institutions sclérosées par le tropisme monarchique d'un régime incapable de régénérer une vie démocratique où les mêmes politiques semblent se succéder, dans une atonie qui mine l'engagement citoyen. Cela signifie admettre que la politique a des comptes à rendre à l'éthique et qu'elle ne peut s'émanciper des règles communes, de cette égalité républicaine qu'incarne la loi commune. Cela signifie enfin, pour en revenir à l'actualité du jour, dire la vérité sur les flux migratoires : dans un univers mondialisé où les marchandises circulent en se moquant des frontières, les hommes aussi continueront de bouger et de s'enrichir mutuellement en se découvrant et en s'accueillant.

Dans l'immédiat, face à l'éternel dilemme – faire de l'extrême droite l'ennemi principal, c'est la valoriser ; en faire un ennemi secondaire, c'est faire preuve de cécité – il est temps de brancer et de dire : c'est assez ! Il n'est que temps, pour la droite comme pour la gauche, de se battre pied à pied, valeurs contre valeurs, chacune retrouvant la pertinence des siennes. Pendant qu'il est encore temps.

J.-M. C.

### RECTIFICATIFS

#### RWANDA

Contrairement à ce que pouvaient laisser penser le sous-titre et le chapeau de l'article sur le Tribunal international pour le Rwanda (*Le Monde* du 14 février), ce n'est pas l'enquête interne de l'ONU qui regrettait « l'absence totale d'enthousiasme de la France » à l'égard des travaux de ce tribunal, mais M. Ken Roth, président de l'organisation humanitaire Human Rights Watch.

#### BARÈME DE L'IMPÔT

Dans le supplément consacré à la déclaration des revenus de 1996, (*Le Monde* du 13 février), le tableau retraçant la baisse du barème de l'impôt prévu d'ici à l'an 2001 dans le cadre de la réforme fiscale du gouvernement comprenait une imprécision : il ne faisait pas apparaître l'évolution du taux supérieur, qui doit être ramené progressivement, en cinq ans, de 56,8 % à 47 %.

#### VITROLLES

Contrairement à ce que nous avons écrit dans *Le Monde* du 13 février, Roger Guichard, candidat UDF-RPR au premier tour de l'élection municipale de Vitrolles, n'a pas l'intention de « faire une pause ». Il sera présent au prochain conseil municipal et a indiqué qu'il se porterait candidat pour toutes les échéances électorales à venir, à commencer par les législatives de 1998.

#### CHÔMAGE

Le chômage des jeunes a globalement augmenté en 1996, contrairement à ce qui était indiqué par erreur à la première page du *Monde* (daté 1<sup>er</sup> février). Les chiffres de baisse mentionnés « une » (-2,1 % pour les hommes et -2,6 % pour les femmes) ne concernaient, en effet, que le mois de décembre. En revanche, si le chômage des jeunes femmes a baissé de 1,1 %, il a progressé de 2,4 % pour les hommes de moins de vingt-cinq ans, comme nous l'indiquions en page 6.

#### CARL RICHARD BRÜHL

Dans l'article nécrologique consacré au médiéviste allemand Carl Richard Brühl (*Le Monde* du 6 février), le nom de son disciple Theo Kölzer était mal orthographié. En outre, Carl Richard Brühl a été professeur à l'université de Giessen à partir de 1966 et non 1970.

#### GORI EN GEORGIE

Gori, la ville natale de Staline, se trouve en Géorgie et non au nord-ouest de Moscou comme nous l'avons indiqué par erreur dans la rubrique « En Vue » dans nos éditions du 1<sup>er</sup> février.

#### CAPES DE LETTRES MODERNES

Une erreur de transcription nous a fait écrire, dans le tableau récapitulant le nombre de postes offerts aux concours de recrutement d'enseignants (*Le Monde* daté 26-27 janvier), que 1 335 postes étaient proposés au Capes de lettres modernes. Il fallait lire : 1 385.

#### PARC JAVEL-CITROËN

Le sous-titre de l'entretien avec Gilles Clément, publié dans *Le Monde* du 10 décembre 1996, laissait entendre que ce paysagiste est le seul concepteur du parc Javel-Citroën. Il en est le coauteur avec Patrick Berger (architecte), Jean-François Jodry (architecte) et Jean-Paul Vigulier (architecte).

#### LE SKI DANS LE JURA

Dans la chronique voyage de Jean-Pierre Péroncel-Hugoz sur le Jura (*Le Monde* du 30 janvier), il fallait lire que l'une des caractéristiques de la station des Rousses est « une mixité ski nordique-ski alpin » et non pas « ski nordique-ski de fond », ces deux dernières expressions désignant le même sport.

## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-20. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Telex : 206 806 F  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## La fin des monopoles

L'accord sur l'ouverture totale à la concurrence, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998, des marchés des services de télécommunications, conclu par soixante-huit pays, samedi 15 février à Genève, dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), constitue une étape majeure pour l'économie mondiale. Il marque la fin de l'ère des monopoles, le plus souvent publics, dans un secteur économiquement considérable (3 820 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1996), le secteur aussi le plus dynamique (une croissance annuelle de 10 % ces dernières années).

Globalement, cet accord devrait bénéficier d'abord aux consommateurs. Il devrait se traduire, pour les usagers, par des baisses de prix, entraîner un regain de croissance sur la planète, enfin conduire à un remodelage du paysage de la communication en général – et pas seulement du téléphone.

S'il a fallu trois ans aux pays signataires de l'accord pour s'entendre, le mouvement de fond est engagé depuis près de vingt ans. Il a commencé aux États-Unis, à la fin des années 70, sous la pression des grandes entreprises consommatrices de services de télécommunications. En 1984, les autorités américaines ont franchi le pas en cassant AT&T, groupe privé qui jouissait d'un monopole depuis les années 20. Les autres pays ont suivi la déréglementation américaine, notamment en Europe. Mais le mouvement de libéralisation n'y a été que progressif et limité. Le

service « de base » (le transport de la voix sur des réseaux filaires), qui représente plus de 80 % des recettes dans un pays, a le plus souvent été exclu de ces évolutions. Cela explique la bonne santé affichée par sociétés issues des anciens monopoles.

L'accord de Genève ouvre une nouvelle ère qui devrait entraîner des bouleversements plus profonds. L'abolition des barrières à l'entrée sur les marchés mondiaux et la disparition, ou la réduction, des seuils imposés pour les prises de participation dans les compagnies nationales, sont certes des victoires des États-Unis. Elles ouvrent de nouveaux horizons pour les grands groupes dominants, qui pour l'essentiel sont des sociétés américaines. Si l'on ajoute à cela l'évolution technique qui continue d'être rapide, ainsi qu'en attestent le développement du réseau Internet et l'arrivée du multimédia, bien des sociétés pourraient être sérieusement rudoisées.

Aussi, s'ils veulent continuer à jouer un rôle de premier plan, les opérateurs européens devront absolument accélérer leur développement hors de leurs frontières. Les plus grands ont amorcé ce mouvement. En témoignent l'alliance entre le britannique BT et l'américain MCI, ou celle de France Télécom avec l'allemand Deutsche Telekom et l'américain Sprint. Ils devront aussi élargir leur domaine de compétence à l'ensemble de la communication. Dans cette nouvelle phase, aucun des anciens monopoles ne peut être sûr de son avenir.

*Le Monde* est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Albry, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint  
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhote, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Bessis, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Gendreau, Erik Israelovitch, Michel Kalman, Bertrand Le Gendre  
Directeur artistique : Dominique Royette  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment  
Métier : Thomas Ferecand  
Directeur exécutif : Eric Pélissier ; directeur délégué : Anne Chassebois  
Conseiller de la direction : Alain Rollin ; directeur des relations internationales : Daniel Vermet  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courvol, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1949), Jacques Favrat (1949-1962), André Laurens (1962-1965), André Fontaine (1965-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994  
Capital social : 95 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Léo Presse, Le Monde Prévoyance

### IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

#### Les centres musicaux ruraux

En raison d'un mouvement de grève dans les imprimeries parisiennes *Le Monde* n'a pas paru du vendredi 14 février au lundi 17 mars 1947. L'article ci-dessous a été publié dans le numéro daté 2 janvier 1947.

ON A DIT déjà l'importance du mouvement des Jeunesses musicales, et les merveilleux résultats obtenus en quelques années dans les principales villes : ils dépassent les espérances les plus optimistes. Mais c'est aussi aux populations rurales que l'on songe, et, si la tâche semble ici plus difficile, ces difficultés, loin de décourager les hommes de bonne volonté, ont excité leur zèle.

Sous le haut patronage du Comité national de propagande pour la musique, des centres musicaux ruraux ont été en effet créés. Ils ont pour objet d'initier au chant choral les écoliers des vil-

lages et d'organiser des veillées musicales pour les adultes, des concerts donnés au moyen de disques ou de films, de faire pénétrer, en un mot, la bonne musique où elle était jusqu'alors méconne ou ignorée.

Il est évident qu'un peu de discernement est nécessaire pour entreprendre l'éducation musicale des masses. Le plus grave n'est pas qu'elles soient ignorantes, mais qu'elles aient été saturées de mauvaise musique, qu'on se soit ingénié à fausser leur goût. Par tous les moyens, par la radio, par le disque, par le film, une mixture sonore internationale, fabriquée selon des recettes éprouvées, est servie à longueur de jour et de nuit aux populations des villes et des campagnes.

René Dumesnil  
(2 janvier 1947.)

#### Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-03-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

## ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 18 FÉVRIER 1997

**FINANCE** La fusion entre AXA et UAP n'a pas seulement marginalisé les compagnies d'assurance françaises. Avec un chiffre d'affaires de 340 milliards de francs pour 1996, le nouveau groupe est devenu le leader mondial du secteur et a fortiori domine largement l'assurance européenne. Bien que la taille - on l'a vu pour l'UAP - ne soit pas suffisante pour être à l'abri d'un assaut, les économies d'échelle existent dans l'industrie de l'assurance, particulièrement sur les grands risques. Les grandes compagnies européennes réfléchissent donc au moyen de réduire un écart qui peut les pénaliser sur certaines activités.

Continent à réviser leur stratégie. ● L'ALLEMAND ALLIANZ, l'italien Generali, les néerlandais comme ING et Aegon sont contraints de se renforcer et lorgnent principalement sur le mar-

ché français. ● LES AGF ET LE GAN font figure de cibles potentielles. Ce qui explique la flambée en Bourse de titres des deux compagnies au cours des derniers jours. ● A CONDITION

que la recapitalisation à venir permette au GAN d'effacer le poids de la crise de l'immobilier dans ses comptes, le groupe pourrait intéresser de nombreux concurrents, d'aut-

tant plus qu'il aura besoin d'un allié pour survivre. ● LES AGF sortent dans une situation différente. La compagnie considère sa taille suffisante, mais craint plutôt une OPA hostile.

## Les AGF et le GAN sont des cibles de choix pour les assureurs européens

La course à la taille lancée sur le Vieux Continent par la récente fusion entre les compagnies Axa et UAP devrait se traduire par de nouveaux rapprochements dans le secteur, surtout en France

LA FUSION entre AXA et UAP n'a pas seulement marginalisé les compagnies d'assurance françaises. Avec un chiffre d'affaires de 340 milliards de francs pour 1996, le nouveau groupe est devenu le leader mondial du secteur et a fortiori domine largement l'assurance européenne. Bien que la taille - on l'a vu pour l'UAP - ne soit pas suffisante pour être à l'abri d'un assaut, les économies d'échelle existent dans l'industrie de l'assurance, particulièrement sur les grands risques. Les grandes compagnies européennes réfléchissent donc au moyen de réduire un écart qui peut les pénaliser sur certaines activités.

Géant incontesté du marché pendant au moins trois décennies, l'allemand Allianz, malgré sa puissance, a aujourd'hui perdu sa suprématie. L'italien Generali se trouve largement distancé. Les groupes néerlandais comme ING, Aegon ou ABN-Amro, qui se sont jusqu'à présent essentiellement développés aux États-Unis - en dehors de leur marché - cherchent à élargir leur territoire en Europe. Le belgo-batave Fortis ne cache pas non plus ses ambitions de croissance externe.

Le marché s'est spectaculairement redressé depuis deux ans, et les compagnies ont grosso modo surmonté les pertes immobilières

Où peuvent-ils se déployer ? La confiance dans l'Espagne n'est pas revenue. Très dispersés malgré la domination du groupe Mapfre, corseté dans des liens étroits avec les banques, soumis à une réglementation qui faisait des agents d'assurance des vendeurs multicarte, le marché espagnol a encore une mauvaise image. Les compagnies étrangères qui y ont investi en ouvrant des filiales ou en acquérant des sociétés paient encore le prix de leur redressement. Pourtant, ce marché est l'un de ceux qui offre des perspectives de croissance les plus prometteuses.

Partagé essentiellement entre une dizaine de groupes, le marché italien ne devrait pas connaître de gros bouleversements et offre donc peu de possibilités de développement. Les Generali y règnent en maîtres dans le nord du pays. Son challenger nouvellement privatisé, l'Istituto Nazionale d'Assicurazione (INA), vient de faire le pari du Sud et de la bancassurance : en partenariat avec le Banco nazionale del Lavoro (BNL), le numéro deux de l'assurance italienne a récemment été choisi par le gouvernement pour racheter le Banco di Napoli. Allianz semble avoir satisfait ses appétits avec la Riunione adriatica di sicurtà (RAS), troisième assureur du pays. Et si la compagnie Toro est officiellement mise en vente par Fiat, les compagnies n'ont pas une rentabilité suffisante pour attirer les investisseurs. Pour

entrer en Allemagne, il faut montrer patte blanche et l'expérience a montré que détenir une participation dans une compagnie allemande n'est pas forcément synonyme de pouvoir. Les Européens sont déjà très présents en Grande-Bretagne.

Reste la France. Le marché s'y est spectaculairement redressé depuis deux ans, et les compagnies ont grosso modo surmonté les pertes immobilières. Mieux, elles sont accessibles pour peu qu'on y mette le prix.

Trois sociétés sont aujourd'hui dans ce cas : Athena, le GAN et les AGF. Elles peuvent à un titre ou à un autre être concernées par les manœuvres qui se préparent. Le groupe Worms, qui détient la compagnie Athena, ne fait pas mystère de sa volonté de céder cette filiale. Le GAN et sa filiale bancaire, le CIC, ont été officiellement mis en vente par l'État, ensemble ou séparément. La compagnie, mise à mal par les pertes immobilières colossales de sa filiale bancaire, l'UIC, négocie avec les pouvoirs publics pour évaluer l'augmentation de capital nécessaire pour la renflouer. Le GAN représente 6 % du marché de l'assurance française. Une fois recapitalisée par l'État, il pourrait tenter des opérations étrangères. Les AGF enfin, dont le tour de table n'est pas verrouillé depuis leur privatisation en juillet 1996, offrent une cible idéale. C'est à partir de telles analyses que les cours du GAN et des AGF ont fait l'objet, toute la semaine dernière, de la ferveur des opérateurs de marché.

Face à la flambée de son cours, le GAN a estimé nécessaire de préciser, vendredi 14 février, dans un communiqué que « l'évolution récente de son cours de Bourse ne trouve pas sa justification dans les données intrinsèques du groupe », précisant que les audits engagés pour réexaminer son exposition aux risques immobiliers seraient susceptibles d'avoir « un impact négatif » sur ses comptes 1996. Avenu non dissimulé que son avenir tient plus à la stratégie expansionniste d'autres groupes qu'à sa propre santé.

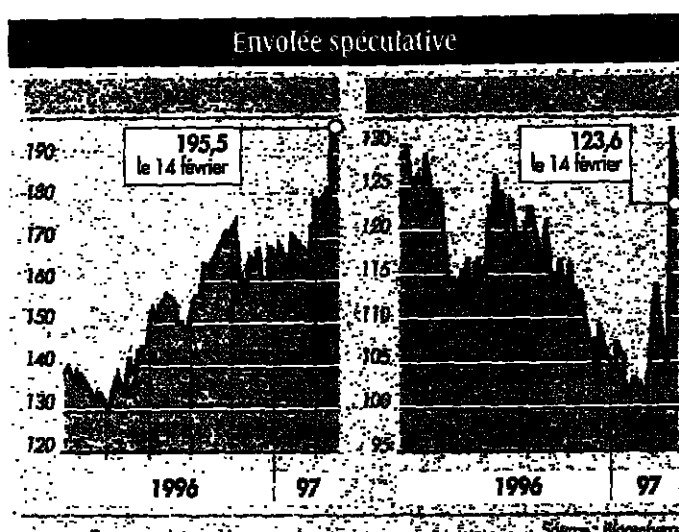
Les hypothèses sur l'avenir du GAN sont nombreuses, sous réserve qu'il soit délesté du poids de son immobilier. Après avoir coupé ses liens avec AXA, l'italien Generali est libre de ses mouvements. Antoine Bernheim, son président, peut estimer que son groupe, présent en France au travers de Generali France, La Concorde et La France, n'a pas une taille suffisante dans l'Hexagone. Mais surtout, le vieux serpent de mer d'une fusion entre les AGF et le GAN pourrait refaire surface. Le patron des AGF, Antoine Jeancourt-Galignani, ne se laissera pas facilement entraîner hors de sa stratégie axée sur l'assurance transport, la santé, l'assurance transport... et le désendettement. Les AGF ont entrepris de céder un certain nombre de participations considérées comme non stratégiques. La vente, dans quelques jours, de la compagnie de réassurance SAFR doit venir compléter ces désengagements. Ces orientations ont été approuvées par les analystes. Pourtant, depuis la fusion AXA-UAP, la vision qu'ils ont aujourd'hui des AGF s'est sensiblement modifiée.

### Le poids des principales compagnies

Avec un volume de primes de 340 milliards de francs en 1996, l'ensemble AXA-UAP supprime ses concurrents européens. Derrière le nouveau groupe, huit assureurs se disputent les premières places. L'évaluation de leurs chiffres d'affaires pour 1996, réalisée par la société de bourse EIBF, montre qu'aucune compagnie française n'en fait partie. Le classement est le suivant :

- 1 - Allianz (Allemagne) : 199 milliards de francs
- 2 - Zurich (Suisse) : 105 milliards
- 3 - Generali (Italie) : 96,6 milliards
- 4 - Commercial Union (Grande-Bretagne) : 78 milliards
- 5 - ING (Pays-Bas) : 71 milliards
- 6 - Winterthur (Suisse) : 69 milliards
- 7 - Fortis (Belgique) : 55 milliards
- 8 - Aegon (Pays-Bas) : 43 milliards

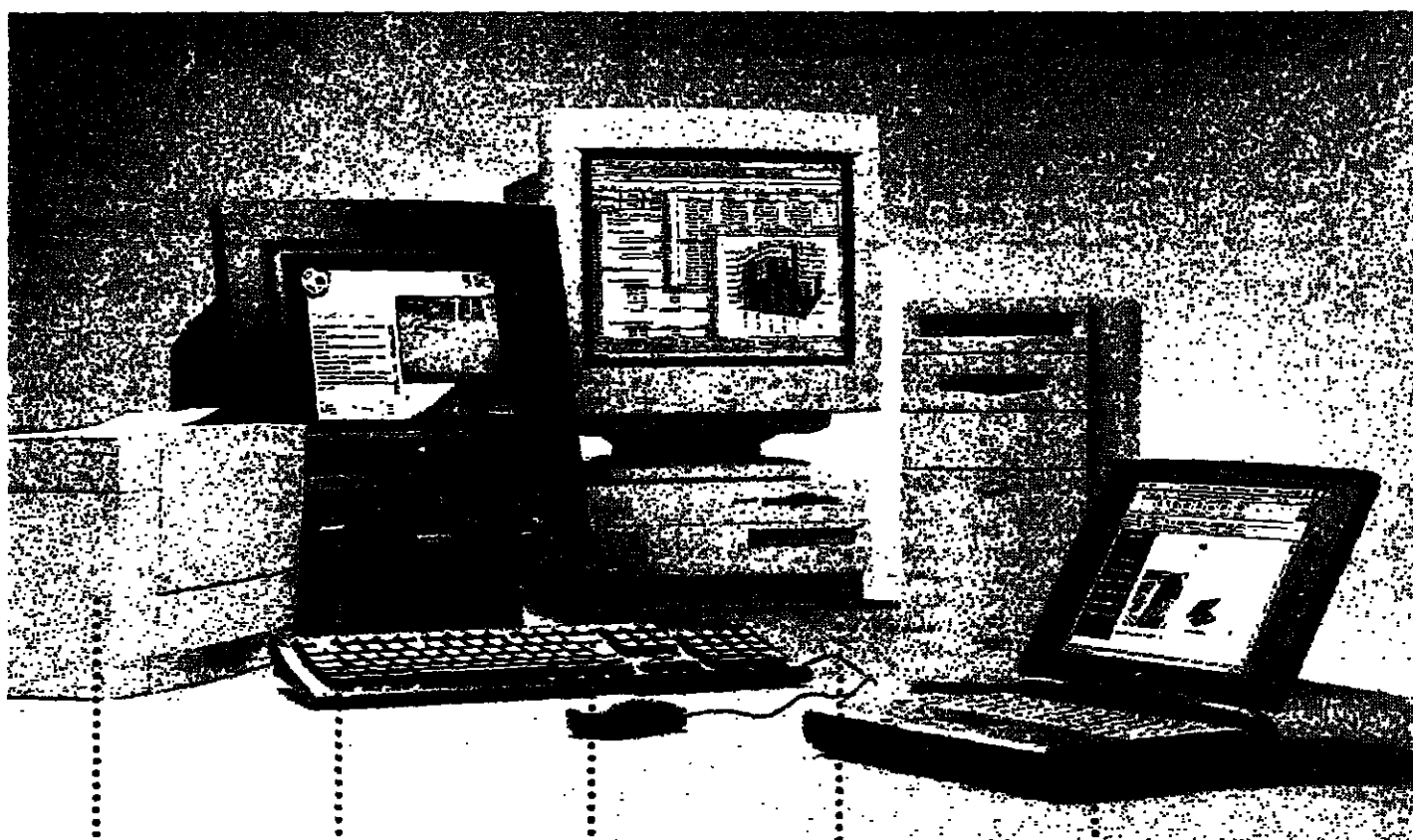
La compagnie peut difficilement l'ignorer. Un rapprochement avec Athena y est regardé de près. Il pourrait s'opérer presque naturellement puisque les AGF détiennent 10 % du capital du groupe Worms. L'opération ne les mettrait pas à l'abri d'un prédateur. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Depuis bientôt dix jours, personne n'ignore plus qu'Allianz rôde. L'arrivée de Dominique Bazy à la tête d'Allianz-France n'a fait que renforcer la rumeur. Au siège des AGF, on se refuse à tout commentaire officiel. Mais on dresse officiellement la liste des difficultés que provoquerait une telle démarche. Vis-à-vis de la Commission de Bruxelles pour l'assurance-crédit : la Coface, détenue par les AGF, et Heronès, filiale d'Allianz, sont les leaders européens de cette activité. Vis-à-vis de l'office des cartels allemand : la filiale d'assurance des AGF, AMB, donnerait à Allianz un poids trop



Les rumeurs de rapprochement ou d'OPA ont dopé depuis quelques jours les cours des deux compagnies d'assurance à la Bourse de Paris.

Babette Stern

## Comme on ne savait pas lequel vous alliez acheter...



L'impression Apple LaserWriter 4000 PS est spécialement conçue pour s'intégrer parfaitement à tous les réseaux, dans un environnement multi-plateforme, quel que soit le micro-ordinateur ou le système d'exploitation que vous utilisez (Mac OS, Windows 3.1, Windows 95, NT ou Unix).

Le Macintosh Performa 5000/128 est le Macintosh idéal pour toute la famille. Grâce à son accès à Internet, à son lecteur de CD-ROM et à sa vaste collection de CD-ROM d'Apple Mac OS Collection de Disney Interactive), les plus petits apprendront tout le loisir d'apprendre en s'amusant. Et pour les grands, ClearWorks intègre tous les logiciels de bureau dont vous pourriez avoir besoin.

Grâce à son processeur RISC PowerPC 604, le Power Macintosh 7600/132 vous étonnera par sa puissance. Ajoutez-y le moniteur Trinitron AppleDisplay 130 et vous obtiendrez des images nettes et des couleurs vives et lumineuses. Et comme si cela ne suffisait pas, il est livré avec Microsoft Office.

Ce modèle de la génération Power Macintosh se démarque de son petit frère par un processeur encore plus puissant et des fonctions vidéo étendues. Avec le Power Macintosh 8500/180, finie la frustration liée à l'attente ! Vous pouvez vous consacrer sur votre travail et laisser libre cours à votre créativité.

Malgré sa taille, ne sous-estimez pas le PowerBook 5000/100. Avec son processeur cadencé à 100 Mhz, sa RAM de 750 Mo, son écran couleur et de multiples possibilités d'extension, il deviendra un associé indispensable. Et en y intégrant un modem, vous pouvez aussi envoyer des fax, utiliser le service on-line ou surfer sur Internet.



Grossistes agréés Apple.

Apple, le logo Apple, Macintosh, Mac OS, Performa, PowerBook, Power Macintosh, les noms des images déposées d'Apple Computer, Inc. PowerPC est une marque déposée d'International Business Machines Corporation, toutes autres marques déposées ou marques de produits sont des marques déposées de Microsoft Corporation. ClearWorks est une marque déposée de Clear Corporation. Tous les autres noms de produits sont des marques.



## Les patrons se sentent confortés dans leurs efforts par la Bourse

## Les salariés actionnaires sont particulièrement satisfaits de l'envolée des cours

apparemment maîtrisée, les taux d'intérêt stables, l'activité toujours soutenue, le chômage faible, et le déficit de la balance commerciale se réduit.

Le dollar profite aussi de rémunérations très favorables. Reffet du décalage conjoncturel entre les Etats-Unis et le reste du monde, les rendements américains à court terme avec des taux à trois mois à 5,09 % sont bien plus attractifs que leurs homologues japonais (0,37 %) et allemands (3,09 %).

« Les tendances économiques pourraient encore accroître le différentiel de taux entre les Etats-Unis d'un côté et le Japon et l'Allemagne de l'autre, ce qui pourrait encore renforcer le dollar », indique Salomon

**DES RENDEMENTS ATTRAYANTS**  
Le billet vert bénéficie, à l'image de Wall Street, qui ne cesse de battre des records, de l'étonnante santé de l'économie américaine, d'autant plus flagrante que le climat reste morose et incertain en Allemagne et au Japon. Après six années de croissance ininterrompue aux Etats-Unis, l'inflation est

Enfin, la hausse de la monnaie américaine se nourrit elle-même. Elle attire des capitaux aux Etats-Unis qui alimentent le dynamisme des marchés financiers, dont les performances séduisent les investisseurs étrangers, ce qui pousse encore le dollar à la hausse.

« Nous commençons seulement à nous valoriser comme nous le méritons », dit l'ère des prolongements, contre les OPA. Si un prédateur veut nous racheter, il faudra qu'il verse une prime de 50 % sur notre valeur actuelle, soit 75 milliards de francs. Il aurait alors ses propres résultats dilués. Nous re-tournons dans un jeu normal », explique M. Pineau-Valencienne, qui avait réclamé en 1996 un renforcement de la législation anti-OPA, arguant du fait que les groupes français étaient sous-évalués en Bourse par rapport à leurs concurrents étrangers (*Le Monde* du 15 octobre 1996). « Car avoir un ac-

« **RUMEURS CALMÉES** »  
 Aujourd'hui, les pétillons interrogés se réjouissent de la remontée des cours en Bourse, qu'ils voient comme le couronnement de leurs efforts passés. « Notre stratégie fonctionne. Nous avons amélioré nos marges en Europe après quatre années de baisse et nous allons chercher la croissance où elle se trouve, à l'international. Depuis quelques années, nous avions l'impression de faire beaucoup d'efforts, et cela ne se voyait pas. Aujourd'hui, ce que nous faisons à l'intérieur se voit à l'extérieur », explique Christian Laubie, directeur financier du groupe Danone. Mais pas d'augmentation de capital en vue. « Danone a un important cash-flow, qu'il utilise pour financer ses investissements. » Il estime surtout son groupe encore sous-évalué en Bourse : « Malgré la remontée des cours, nous valons moins cher que Nestlé et Unilever. »

En fin de compte, envolée de la phrase : « Par chance, les relations avec les investisseurs. » La hausse des cours transforme la perception qu'ont de notre entreprise les investisseurs à situation égale, explique-t-on chez Elf. Verre le cours baisse, ils voient le verre à moitié vide, et cherchent les points négatifs pour justifier la baisse. Quand le cours monte, ils voient le verre à moitié plein, et l'histoire de la société sous un angle positif. » Chez Alcatel, on reste très prudent : « La hausse des cours montre que les investisseurs commencent à croire que nous avons amorcé la croissance dans le long terme. Mais cela nous met plus de pression, car nous sommes entrés en période de retour... »

En interne, la remontée des cours est accueillie positivement, notamment chez Lafarge, qui avait lancé une augmentation de capital réservée à ses salariés début 1996. Même remarque chez Elf : « On croise des gens qui sourient dans les couloirs. Le personnel détient 5 % du capital » Parfois, la hausse a été insuffisante, comme chez Danone, où le dernier plan de stock-options n'a rien rapporté à ses salariés. « Cela a fait du bruit », confie M. Laubie, chez Eridania-Béghin-Say, où on est plus détaché : « La remontée des cours de Bourse ? Cela ne change rien pour nous, notre président n'a pas voulu introduire de stocks-options dans l'entreprise », regrettent deux dirigeants du groupe. Chez Moulinex, où l'action a doublé en un an alors que l'entreprise supprime 2 600 emplois, on fait preuve de mesure. « Les gens disent que les actionnaires vont s'en mettre plein les poches », explique Claude Renaud, délégué CFDT, « mais ils ne s'en disent aussi que, si la Bourse monte, c'est qu'il y a de la confiance quelque part ». Pierre Blayau, président du directoire, affirme de son côté qu'« il faudra signer rapidement un accord d'intéressement chez Moulinex, pour qu'il y ait une participation du plus grand nombre aux fruits du redressement de l'entreprise ».

Le redressement d'un cours permet de justifier une stratégie bien contestée par les boursiers. Comme celle de Rhône-Poulenc, qui refuse de séparer ses activités pharmaceutiques et chimiques : « L'action a gagné 68 % l'an dernier. Les rumeurs sur l'avenir de la société se sont calmées. L'actionnaire s'est renforcé avec l'arrivée d'investisseurs institutionnels et de fonds de pension américains », se réjouit l'entreprise, coteur de plus en plus comme une valeur pharmaceutique.

Officiellement, les patrons ne tiennent pas les groupes d'actions. Ils ne sont que des bourses. Chez Suez, ils ont toujours pu retrouver son niveau de notation à la Bourse. En 1987, on estime que la remontée des cours « ne change pas fondamentalement les choses. Le président Gérard Mestrellet a annoncé une stratégie très claire, qui

**Arnaud Leparmentier**

**LE CONSEIL** d'administration de la compagnie aérienne Air Afrique devait nommer, lundi 17 février, le Mauricien Sir Harry Tirvingadam au poste de directeur général pour succéder au Français Yves Roland-Billecart. L'ancien président d'Air Mauritius aura la lourde tâche de redresser la multinationale africaine dont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Congo, le Mali, la Mauritanie, le Niger, la République centrafricaine, le Sénégal, le Tchad et le Togo détiennent chacun 6,40 % du capital. Les actionnaires devaient aussi choisir le futur président du conseil d'administration, un poste essentiellement honorifique. Frappée de plein fouet par la dévaluation du franc CFA (qui a doublé du poids de sa dette, exprimée en devises), minée par une concurrence sans merci d'Air France, son actionnaire à hauteur de 12 %, et des compagnies charters, Air Afrique a enregistré en 1995 un déficit record de près de 16 milliards de francs CFA (160 millions de francs français) et attend un déficit d'environ 24 milliards de francs CFA pour 1996.

## DÉPÊCHES

■ **DEUTSCHE BAHN**: l'ancien secrétaire d'Etat au ministère de l'économie Johannes Ludwig, proche de Helmut Kohl, devrait succéder à Heinz Dürr comme président du directoire de la Deutsche Bahn, selon le journal allemand *Süddeutsche Zeitung*.

■ **LYONNAISE DES EAUX**: le groupe français envisage de provisionner 400 millions de francs dans ses comptes de 1996 pour ses pertes dans l'immobilier. Cette nouvelle provision serait réalisée « pour solde de tout compte », selon Guy de Panafieu, vice-président du groupe, dans un entretien au *Journal des Finances* du samedi 15 février. Le groupe a perdu au total plus de 3 milliards de francs.

■ **RAFFINAGE**: le japonais Mitsubishi Oil et son concurrent Showa Shell (groupe Royal Dutch/Shell) ont confirmé, lundi 17 février, qu'ils négocieront la fusion de leur raffinage. Le rapprochement des numéros cinq et six donnerait naissance au leader japonais du secteur avec 20 % du marché, un chiffre d'affaires de 2 000 milliards de yens (90 milliards de francs) et une capacité de raffinage supérieure à 1 million de barils/jour.

■ **PECHINEY**: le groupe d'aluminium et d'emballage a annoncé, lundi 17 février, un chiffre d'affaires pour son exercice 1996 de 64,3 milliards de francs, en baisse de 4 % par rapport à 1995. Pechiney souligne que, compte tenu de l'absence de reprise de ses principaux marchés « et d'importantes provisions exceptionnelles, le résultat du groupe devrait être « déficitaire ».

\* La baisse de prix concerne : Le Macintosh Performa 5400/180 (02/97) - le Power Macintosh 7500/133 - et l'ApplePower G4 (02/97) - le Power Macintosh 8500/180 (02/97) - le Powerbook 5300/105 (04/96) ainsi que le Macintosh Performa 5400/180 (02/97).



Computer 2000 est une marque déposée de Computer 2000 France, Ingram Micro est une marque déposée de Ingram Micro, Inc.  
Pingenierie est une marque déposée de Pingenierie. Tech Data est une marque déposée de Tech Data Corp.

 Grossistes agréés Apple.

## La Société générale va déposer une plainte contre le plan de sauvetage du Lyonnais

Londres aurait aussi émis des remarques sur le dossier

APRÈS la plainte déposée en mars 1996 devant la cour de justice européenne à Luxembourg, la Société générale s'apprête à déposer une plainte contre le feu vert donné par Bruxelles à la dernière aide accordée par l'Etat français au Crédit lyonnais. Cette plainte fait suite à la publication le 24 décembre 1996 au *Journal officiel des Communautés européennes* de la décision de la Commission européenne autorisant 3,9 milliards de francs d'aide d'urgence à la banque.

Marc Vienot, le président de la banque, a également écrit, le 21 janvier, au commissaire à la concurrence, Karel Van Miert, pour lui faire part de ses observations dans le cadre de la procédure ouverte pour examiner si les autres mesures d'aides envisagées par l'Etat français sont acceptables.

### 30 MILLIARDS DE FRANCS D'AIDES

Selon nos informations, le Royaume-Uni aurait lui aussi adressé des remarques sur le dossier à Bruxelles. Outre l'aide d'urgence, l'Etat français envisage en effet de nouvelles aides qui selon la Commission pourraient s'élever à environ 30 milliards de francs. Elles seraient liées au plan de préparation à la privatisation du Lyonnais. « Le dossier est très impopulaire à Bruxelles », explique un proche de la Commission. « C'est le record historique d'aides publiques. Les sommes injectées par l'Etat français dans le Lyonnais représentent plus que le budget de l'ensemble de la politique agricole ! » Elles atteignent déjà 45 milliards de francs en 1995.

Dans ses observations, la Société générale demande à la Commission d'imposer aux autorités françaises l'examen de « solutions alternatives de liquidation contrôlée et de vente par blocs » du Lyonnais. Bruxelles l'avait déjà envisagé en juillet 1995, mais avait finalement écarté cette possibilité en raison du coût qu'aurait représenté une telle solution. Aujourd'hui, la Société générale estime que ce coût ne serait pas supérieur au montant de l'aide envisagée. Elle estime même que les conséquences sociales de telles solutions ne seraient pas plus lourdes que celles résultant de l'octroi d'une aide litigieuse. La banque s'interroge d'ailleurs sur la nature des aides accordées pour les réductions d'effectifs et notamment les aides à la réduction du temps de travail accordées dans le cadre de la loi Robien.

La Société générale attend donc des contreparties très strictes. Elle souhaite que la Commission impose au Lyonnais la cession de toutes ses activités à l'étranger, y compris aux Etats-Unis et en Asie du Sud-Est. « Il n'y a aucune raison que le conti-

nable français paie pour que le Lyonnais soit parmi les 5 premiers courtiers d'Asie », explique la Société générale, qui plaide aussi pour une réduction des capacités du Lyonnais en France via la vente de ses filiales spécialisées dans la gestion collective, le crédit à la consommation, l'assurance-vie, ou même certaines parties de son réseau. « Les aides accordées au Lyonnais représentent plusieurs dizaines d'années de résultat de la Générale », rappelle un porte-parole de la banque.

La Société générale s'insurge enfin contre la demande du président du Crédit lyonnais, Jean Peyrelevade, qui estime que la banque ne peut être privatisée qu'avec un ratio Cooke de 6 % et souhaite sa recapitalisation en conséquence. « Lorsque nous avons été privatisés en 1987, notre ratio Cooke était de 3 % », rappelle la Société générale.

La Commission de Bruxelles, qui n'a toujours pas reçu la dernière mouture du plan de préparation à la privatisation du Lyonnais et l'Etat, est loin d'être insensible à ces arguments. « Nous avons déjà défini notre canevas et nous n'accepterons une nouvelle aide qu'à condition qu'il y ait une vraie réduction de la voilure. » Le Crédit lyonnais devra donc aller au-delà de la cession de la moitié de son réseau en Europe. Il devra aussi réduire son réseau en France, rappelle Bruxelles, qui n'acceptera pas qu'une nouvelle recapitalisation de la banque lui permette d'afficher un ratio de solvabilité meilleur que celui de ses concurrents.

Sophie Fay

## L'accord mondial sur les télécommunications met fin aux monopoles

Les négociateurs de l'OMC se réjouissent de la naissance d'un « marché global »

Soixante-huit pays se sont entendus à Genève, samedi 15 février dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), pour mettre pro-

gressivement fin aux restrictions nationales des marchés de télécommunications. Les monopoles seront supprimés et les opérateurs internatio-

naux vont pouvoir prendre des participations à l'étranger. Plusieurs pays (Japon, Canada, pays d'Asie) ont limité cette participation.

APRÈS TROIS ANNÉES de négociations et à sept heures de la date limite prévue, l'accord sur l'ouverture totale à la concurrence des marchés des services de télécommunications (téléphone, transmission de données, etc.) a été signé, samedi 15 février à Genève, par soixante-huit pays (*Le Monde* date 16 et 17 février). Les signataires représentent 93 % d'un marché mondial évalué à 670 milliards de dollars (environ 3 820 milliards de francs) en 1996, en progression de près de 10 % par an.

L'accord, conclu dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), marque la fin progressive des monopoles sur les services téléphoniques. N'importe quel exploitant téléphonique devrait

pouvoir proposer librement ses services dans des pays autres que son pays d'origine. N'importe quel opérateur devrait pouvoir acquérir une participation majoritaire (sauf dérogation) dans le capital de ses homologues étrangers, sans que les autorités des pays concernés puissent y opposer leur veto.

Selon les estimations américaines, 17 % seulement des marchés des télécommunications étaient ouverts à la concurrence avant la signature de l'accord. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne avaient déjà engagé ce mouvement de libéralisation au milieu des années 80. L'Europe continentale l'avait déjà programmé pour le 1<sup>er</sup> janvier 1998. C'est également la date retenue dans le cadre de l'accord signé le 15 février. Ce calendrier connaît cependant quelques modifications. En Asie et en Amérique latine par exemple, il faudra le plus souvent attendre jusqu'en 2000, voire 2010.

### RESTRICTIONS

Des restrictions seront maintenues par plusieurs pays sur les investissements des compagnies étrangères. Le Japon et le Canada ont refusé d'ouvrir au-delà de respectivement 20 % et 46,7 % le capital de leurs opérateurs. Selon les décomptes des négociateurs américains, quarante-sept pays devraient autoriser les groupes étrangers à prendre des participations majoritaires dans des sociétés de télé-

communications, 18 % les laissant aller jusqu'à 100 %.

Suite à la décision du Canada de maintenir ce seuil de 46,7 % pour les investissements étrangers, les Etats-Unis ont décidé d'exclure le secteur des services de télédiffusion par satellites de l'accord. Dans la foulée, plusieurs pays ont annoncé des restrictions, notamment le Brésil et la République tchèque. L'Argentine a refusé de signer.

L'accord devrait se traduire, selon les experts, par d'importantes baisses de tarifs pour les usagers. Les négociateurs américains estiment que les prix des appels internationaux devraient baisser de 80 %.

Philippe Le Cœur

## La dérégulation marque un tournant en Asie

### HONGKONG

correspondance

« Soixante ans de tradition de monopoles et de marchés fermés en matière de télécommunications viennent d'être remplacés par l'ouverture, la dérégulation et la compétition. » Le commentaire de la très libérale représentante américaine du commerce, Charlene Barshefsky, après l'accord signé ce week-end à Genève, s'applique particulièrement à l'Asie. Même si les engagements des pays asiatiques diffèrent sensiblement selon les économies, leur signature constitue un changement.

Les opérateurs locaux se livraient depuis plusieurs années à un lobbying intensif auprès de leurs gouvernements pour s'opposer à un tel mouvement. L'Asie avait fait échouer les négociations en avril 1996. Les Etats asiatiques ont fini par céder. « Les gouvernements d'Asie ont compris que, s'ils n'accéléraient pas le déve-

loppement de leurs télécoms, c'est tout leur développement économique qui risquait d'en pâtir », note Robert Bradfoot, chez Political and Economic Risk Consultancy, à Hongkong.

### CONCESSIONS

Nombres de concessions ont été faites dans les dix pays asiatiques ou océaniques signataires de l'accord, à savoir le Japon, l'Australie, l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Brunei, la Thaïlande, la Corée du Sud et Singapour. Nombre d'entre eux se sont engagés à lever, à partir de dates variant de 2001 à 2010, le plafond de participation étrangère au capital de sociétés locales - tout en conservant le contrôle de l'opérateur national -, et beaucoup se sont engagés à libéraliser certains services spécifiques. « Si cet accord entérine des décisions déjà prises dans les pays d'Asie les plus ouverts, selon l'ana-

lyste régional des télécommunications de HSBC James Capel, David Gibbons, il marque une accélération du processus dans les marchés jusqu'ici les plus protégés, à savoir la Malaisie, la Thaïlande, l'Indonésie, Singapour et la Corée. »

En Australie, en Nouvelle-Zélande comme à Hongkong, pays de la zone les plus libéraux aujourd'hui, l'ouverture du marché des télécoms a pour but, conformément à la doctrine libérale, de faire baisser les prix pour les utilisateurs, tout en améliorant la qualité du service. En Indonésie ou aux Philippines, pays où existe un important retard en matière de télécoms, il s'agit avant tout de faire financer par les groupes étrangers l'équipement en réseau du pays que l'opérateur local ne peut prendre en charge intégralement.

Valérie Brunschwig

## Le PDG de l'usine Akai d'Honfleur met en cause la gestion des anciens propriétaires

PDG DE L'USINE Akai d'Honfleur, en redressement judiciaire depuis le 17 janvier, Thao Oukéo met en cause, dans un entretien au *Monde*, la gestion de ses prédécesseurs. Il a déposé plainte contre X... avec constitution de partie civile auprès du tribunal de Lisieux, pour faux, usage de faux, abus de biens sociaux et entrave au bon fonctionnement du comité d'entreprise. Un audit mené à sa demande à l'automne 1996 aurait fait apparaître certaines irrégularités qui expliqueraient la situation financière de l'usine.

L'histoire de ce site, construit en 1981 par l'industriel japonais Akai (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> février), est complexe. Le groupe de Hongkong Semi-Tech, dirigé par James Henry Ting, a racheté la totalité de l'entreprise Akai en janvier

1995. Mais, en juin 1996, il a cédé l'usine d'Honfleur à Omin Present, une société créée par un homme d'affaires de Taiwan, Spencer Kuo.

Lors d'un conseil d'administration de l'établissement d'Honfleur, le 28 août 1996, M. Kuo a nommé PDG de l'usine M. Oukéo, par ailleurs PDG du distributeur informatique King Line Computer (KLC). Ce dernier a été notamment chargé d'étudier la reconversion du site, qui assemblait des magnétoscopes, dans la micro-informatique.

### PLAN SOCIAL

M. Oukéo estime avoir été trompé. S'il a pris ses fonctions de PDG de l'usine d'Honfleur, en septembre 1996, c'est dans le but, assure-t-il, de pouvoir auditer les

comptes du site. « Depuis mes premiers contacts avec M. Kuo en juin-juillet, je n'avais pas pu le faire », souligne-t-il, affirmant ne pas avoir obtenu les pouvoirs nécessaires à la direction effective de l'usine.

À écouter M. Oukéo, M. Kuo ne serait qu'un homme de paille du groupe Semi-Tech, qui se serait débarrassé à bon compte d'une usine dont il aurait, dès 1995, envisagé la fermeture. M. Oukéo indique que, bien après la « cession » de l'usine à Omin Present, Semi-Tech continuait à apporter sa caution bancaire - « pour 70 millions de francs jusqu'en décembre » - et que son dirigeant, M. Ting, restait « seul à détenir la signature » auprès de la Midland Bank, l'une des banques d'Akai, avec le CIC.

Quinze jours après sa nomination, déclare M. Oukéo, le CIC l'a sommé de rembourser 25 millions de francs, ce qu'il était dans l'impossibilité de faire. Trois mois plus tard, raconte-t-il, il se voyait contraint de déclarer la cessation de paiements, « avec l'aval des pouvoirs publics, dont le préfet », seul moyen, selon lui, d'assurer, par le biais des caisses de garantie, le versement des salaires de décembre aux salariés.

En réalité, pour M. Oukéo, l'usine d'Honfleur, tout en étant officiellement cédée à Omin Present, est restée liée à Semi-Tech/Akai. Il explique que des salariés du groupe Akai contrôlé par Semi-Tech, notamment l'ancien PDG de l'usine d'Honfleur, M. Suzuki, seraient encore en place et auraient, jusqu'en décembre 1996, eu accès à la comptabilité du site.

Rappelant que Semi-Tech s'était engagé à fournir à l'usine d'Honfleur des pièces semi-finies pendant trois ans et à lui acheter, sur cette même période, les magnétoscopes qu'elle assemblait, M. Oukéo affirme que ces engagements n'ont pas été tenus.

Dès le 17 novembre, nous n'avions plus de pièces », Akai Japon, qui contrôle Semi-Tech, ne s'est par ailleurs, selon M. Oukéo, jamais acquitté d'une « subvention d'exploitation » de 28,3 millions de francs promise en juin 1995 pour rééquilibrer les comptes de l'usine. Ce montant correspondrait au coût d'un plan social initié fin 1994-début 1995, que Semi-Tech aurait « refusé d'assumer ».

Faute de cet apport, à propos duquel « M. Kuo a toujours dit qu'il en faisait son affaire auprès de Semi-Tech », l'usine d'Honfleur se serait tournée « vers le CIC », note M. Oukéo. D'où, selon l'intéressé, les 25 millions que lui a réclamés la banque en septembre.

De surcroît, affirme M. Oukéo, depuis le mois de septembre 1996, Akai n'a pas payé les magnétoscopes qui lui étaient livrés. La facture s'élèverait à 100 millions de francs sur la période octobre-décembre 1996, dont 27 millions dus par la société commerciale Akai France. « Nous avons engagé des procédures le 2 janvier 1997 », assure M. Oukéo.

Parallèlement, M. Oukéo et Ti-

wa Ngu, secrétaire général de l'usine d'Honfleur, estiment que l'usine normande a été lésée par des surfacturations pratiquées, jusqu'à ces derniers mois, par son ancienne maison mère concernant les pièces qui lui étaient livrées. « Ces surfacturations ont parfois atteint jusqu'à 300 % du prix normal », affirme M. Ngu. Au total, entre 70 et 80 millions de francs auraient ainsi été ponctionnés sur l'usine d'Honfleur.

### « SITE D'AVENIR »

Le dépôt de bilan n'était pas une fatalité, laisse entendre M. Oukéo, qui conteste les affirmations de Semi-Tech selon lesquelles « l'usine d'Honfleur n'a jamais été rentable ». Selon lui, les premières pertes remontent à 1994 (10 millions de francs), les bénéfices ayant été en moyenne de 3 à 4 millions par an auparavant. Il nie avoir déposé le bilan dans l'optique de pouvoir racheter ensuite l'usine pour 1 franc, même s'il avoue qu'en fonction du résultat des procédures contre Akai et Semi-Tech il pourrait déposer une offre : « C'est un site d'avenir, pour moi. »

C'est le maître adjoint d'Honfleur, Salvatore Caccioppo, par ailleurs PDG d'une importante société de distribution informatique, qui a suscité, dès mai 1996, l'intérêt de M. Oukéo. Lui-même PDG de King Line Computer, en lui faisant d'abord visiter l'usine, puis rencontrer M. Kuo. « Nous nous connaissons depuis 1989 », raconte M. Oukéo, et je recherchais un outil industriel. »

Outre Akai Honfleur, M. Oukéo collectionne d'autres ennemis. Fin novembre, il a été placé en garde à vue et interrogé dans le cadre d'une affaire de trafic international de microprocesseurs falsifiés. Cette affaire, sur laquelle enquête encore le juge Edith Boizette, a été largement relayée par la presse spécialisée. Et KLC, à laquelle M. Oukéo ne se consacrait plus à 100 % depuis plusieurs mois, a subi, depuis cette date, une baisse de 60 % de son chiffre d'affaires. King Line Computer, après s'être déclarée en cessation de paiements fin janvier, a été mise en redressement judiciaire le 3 février.

P. L. C. et A.-M. R.



## Ingénieurs Réseaux/Telecoms

Pouvez-vous offrir meilleure évolution à votre carrière ?

30% de croissance, 1,4 Md de francs de CA prévu en 96. Altran est le leader du conseil et de l'ingénierie en technologies innovantes. Partenaire de plus de 300 groupes européens dont nous accompagnons la progression, nous offrons de véritables opportunités pour qui veut dynamiser sa carrière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant sur l'enveloppe la référence indiquée à Jean-Michel Martin, actuel, 58 Bd Gouvion-St-Oly, 75008 Paris Cedex 17.

METIERS : Architecture, Commutation, Administration, Interconnexion, Déploiement de réseaux.

COMPÉTENCES : Réseaux hauts débits : SDH, ATM, FRAMES, RELAY... Réseaux LAN : TCP/IP, INTERNET, SNA, DSA. Réseaux WAN : X25, X75, X28. INTERNET : HTML, JAVA. Electronique, Radiofréquence, Propagation. Normes : GSM, DCS 1800, DECT, PCN 1900.

INTERVENTIONS : Analyse, Etude, Conception de produits. Spécification, Intégration, Validation. Mise en œuvre de solutions. Management de projets.

ENVIRONNEMENTS : Opérateurs TELECOM. Constructeurs TELECOM. Réseaux privés d'entreprise. Télécommunications spatiales.

http://www.altran.fr

**ALTRAN**  
Les ingénieurs de l'innovation





**VOILE** Christophe Auguin a remporté la troisième édition du Vendée Globe, tour du monde en solitaire sans escale ni assistance, lundi 17 février. Le Granvillais, sur son na-

vire *Geodis*, a franchi la ligne d'arrivée au large des Sables-d'Olonne après 105 jours, 20 heures, 31 minutes et 15 secondes de course. ● **LE RECORD** de Titouan Lamazou,

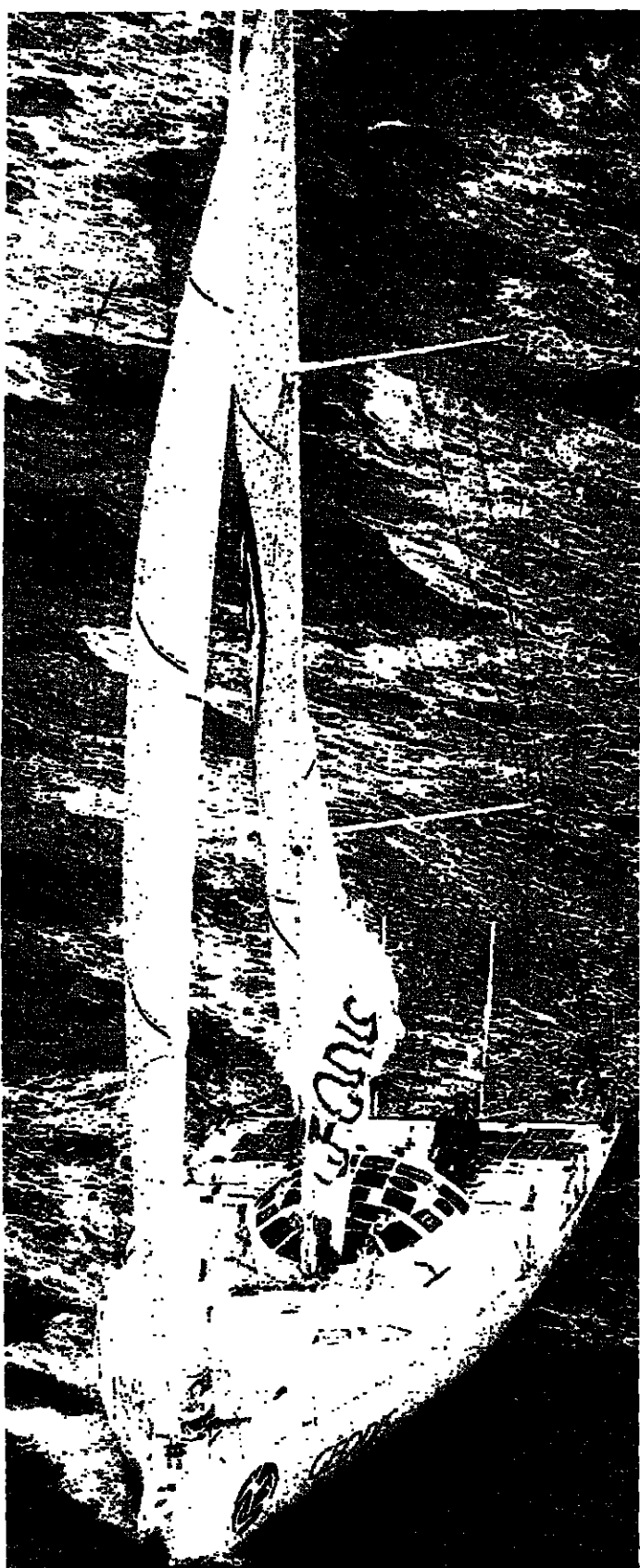
établi le 15 mars 1990 en 109 jours, 8 heures et 48 minutes, est amélioré de plus de trois jours et demi. ● **ATTENDU dimanche**, Christophe Auguin a préféré ralentir la vitesse

de son bateau. Il a été néanmoins accueilli par plusieurs milliers de personnes. ● **L'ÉPREUVE** a été marquée par une série d'incidents. Trois navires ont fait naufrage dans les

mers du Sud et un navigateur, le Canadien Gerry Roufs, a disparu depuis le 7 janvier. Seuls six des seize bateaux au départ sont actuellement classés.

## Christophe Auguin bat le record du tour du monde en solitaire

Le navigateur granvillais est arrivé en vainqueur aux Sables-d'Olonne, lundi 17 février, après 105 jours et 20 heures de mer d'un Vendée Globe marqué par trois naufrages et une disparition



Troisième tour du monde en solitaire victorieux pour Auguin.

### LES SABLES-D'OLONNE

de notre envoyé spécial

Il a choisi son jour de gloire. Lundi 17 février, à 9 h 33, Christophe Auguin a passé la ligne d'arrivée du Vendée Globe, devant le port des Sables-d'Olonne. Le vainqueur de la troisième édition du tour du monde en solitaire, sans escale et sans assistance a préféré l'intimité d'une matinée lumineuse de semaine à l'obscurité d'une nuit dominicale. Après 105 jours, 20 heures et 31 minutes de mer, dans les conditions les plus difficiles jamais rencontrées sans doute en course par des voiliers, le skipper de *Geodis* a décidé de rester maître de son destin de navigateur.

Comme pour mieux assumer sa liberté de solitaire, Christophe Auguin a parfaitement organisé son retour. Certes, il n'était pas aux Sables-d'Olonne le jour où on l'attendait, laissant Vendée et les canotiers traîner leur canot sous le crachin d'un dimanche mouillé. Mais la mer a ses règles, qu'un marin, serait-ce le plus titré, ne saurait ignorer. L'amplitude de la marée réduisait ses possibilités de passage dans le chenal d'accès au port. Avec 4,50 mètres de tirant d'eau, *Geodis* n'est guère plus manœuvrant que les minéraliers qui rentrent péniblement décharger leurs cargaisons dans le port de commerce des Sables-d'Olonne.

Alors, plutôt que d'arriver dans la nuit, Christophe Auguin a passé ses dernières heures de solitude près de l'île de Ré, alors que, pour préserver ses derniers instants de

calme, il avait annoncé se rapprocher de l'île d'Yeu. « Je vais m'offrir un petit peu de navigation côtière, avait-il expliqué dimanche, en fin de matinée. J'aime bien approcher les îles quand je reviens de loin. Les îliens sont des gens que j'aime parce qu'ils sont naturellement tournés vers la mer. » Quelques instants plus tard, sa première rencontre en mer depuis le cap Horn était justement avec les pêcheurs de l'île d'Yeu, un chalutier de l'île d'Yeu venu à sa rencontre.

Il a fallu beaucoup d'humilité à Christophe Auguin pour décider de retarder son arrivée aux Sables-d'Olonne. Le vainqueur du Vendée Globe a manqué une entrée en fanfare dans le port de l'Atlantique. Mais la foule était quand même importante lundi matin pour lui faire une baie d'honneur sur le quai des Boucaniers, le long du chenal qui mène au ponton d'arrivée de Port-Olonne. Les caméras étaient installées pour transmettre les retrouvailles forcément bouleversantes du Granvillais avec sa famille et avec le monde des terriens.

Un tour du monde apprend à rester maître de son destin. Et, à 335 milles de l'arrivée, samedi, Christophe Auguin avait analysé une situation qu'il ne maîtrisait plus complètement. Il lui aurait fallu pousser son bateau à l'extrême pour tenter de rejoindre la côte en vingt-quatre heures. Après des semaines d'une navigation difficile dans des vents contraires, une remontée de l'Atlantique aussi

éprouvante pour le skipper que pour son bateau, il ne voulait pas prendre le moindre risque.

Ses précédentes victoires dans des tours du monde en solitaire, les BOC Challenge avec escales de 1990 et 1994, n'avaient pas eu le retentissement qu'elles méritaient. Ce n'est pas pour autant que Christophe Auguin pouvait imposer sa loi aux forces de la nature pour être au rendez-vous. « J'ai su gérer ma course avec sagesse, disait-il en annonçant sa décision. Je ne vais pas changer de philosophie le dernier jour. » Ainsi l'un des plus titrés des marins de son époque acceptait de s'en remettre une nouvelle fois aux éléments.

### Une remontée de l'Atlantique cauchemardesque

Et la mer n'a pas épargné Christophe Auguin pendant ce tour du monde. Elle lui a sans doute arraché un de ses amis les plus proches. On est sans nouvelles du Canadien Gerry Roufs depuis le 7 janvier. Christophe Auguin a rendu un nouvel hommage à son compagnon en disant de lui qu'il avait eu « la gestion la plus lucide de la course ».

Mais, dès le lendemain de cette disparition, Christophe Auguin doublait le cap Horn, avec dix jours d'avance sur le temps de pas-

sage de Titouan Lamazou, qui avait établi en 1990, lors du premier Vendée Globe, le record du tour du monde en 109 jours. Il pouvait alors espérer non seulement faire mieux, mais même descendre sous la barre mythique des 100 jours.

C'était sans compter sans la brutalité et les pièges de l'Atlantique. L'océan allait réserver pendant un mois au skipper de *Geodis* les conditions les moins favorables qu'il ait eu à rencontrer pendant son tour du monde. Vents de face, houle contraire, calmes plats, ces trente derniers jours de course ont presque pris une allure de cauchemar pour le Granvillais. Malgré un passage en douceur du pot-au-noir, Christophe Auguin avait dû admettre, le 1<sup>er</sup> février, que l'objectif des 100 jours était hors de portée. Pis, c'est alors qu'a commencé pour lui « la partie de saute-mouton ».

Entre le passage du cap Horn et la délivrance de ce lundi, Christophe Auguin avait dû repousser d'une journée tous les quatre jours son estimation théorique d'arrivée (ETA). « Depuis la sortie du Pacifique, j'ai toujours été au près dans une mer difficile pour le bateau, reconnaissait-il. Il m'a rarement fait la route directe, et souvent j'étais au bouillonnement. Cela veut dire deux fois la route en distance et trois fois la fatigue. Compte tenu de mon avance, je n'ai heureusement pas à subir la pression d'un autre concurrent. »

Christophe de Chenay

## Le salut de « La Granvillaise », sous grand pavois

### LES SABLES-D'OLONNE

de notre envoyé spécial

On la reconnaît à son mât arrière incliné comme une aiguille dans une pelote de fil, à son bout-dehors d'espéron, à ses formes pataudes et obstinées comme on les aime, dans la baie du Mont-Saint-Michel, au début du siècle. Avant même d'apercevoir ses proches, Auguin aura distingué, dans la cohue de l'arrivée, la bisquine *La Granvillaise*, symbole de sa seconde famille, ce port du Cotentin où il a vécu et qu'il l'a façonné. « Bravo, Christophe ! », a-t-il pu lire entre les mâts ornés du grand pavois des jours de liesse.

La façon tranquille dont le vainqueur du Vendée Globe a retardé son arrivée porte la marque de cette Manche ouest où il a tiré ses premiers bords. Pour honorer le rendez-vous avec la foule attendue dimanche 16 février, il lui aurait fallu parcourir plus de 300 milles dans les dernières vingt-quatre heures. C'était jouable (il en a couvert 374 en décembre 1996), mais ce n'était pas sérieux. Il serait arrivé de justesse à la marée baissante avec le

risque de trouver porte close, de devoir attendre dehors.

Un créneau météo s'offrait lundi matin. Il a préféré s'incliner, aller reconnaître l'île de Ré (il aime renouer avec une île avant de toucher terre, comme on relâche à Chausey, avant-port de Granville). La dernière nuit, il l'aura passée à tourner en rond avec une voile à deux ris, à prendre une dernière bouffée de solitude avant la folle des ovations.

### UN RICHE BERCEAU

Cette rentrée dans l'atmosphère ressemble à tous les retours vers le Cotentin, où la marée et les courants commandent. Entre la Hague et Bréhat, les cailloux à fleur d'eau et les courants monstrueux enseignent la modestie, une méfiance gaie, du talent à la manœuvre. Jusqu'à cette volonté d'accoster seul au ponton au matin, qui évoque la coquetterie granvillaise - rien à voir avec le chic dinardais, plutôt le goût de l'option fine et réussie, qui s'arrose ensuite au Yacht-Club, longuement, entre « grandes gueules ».

Depuis sa fondation, avant-guerre, par le docteur Lavat, depuis les Schatz, Desplanches, Blouet, Des Moutis, Monneron, depuis Brégeon (autre « tour-du-mondiste » dont le rite porte jusqu'aux Minquiers), sans parler de Jean-François Deniau, élevé aux embras du Jean Blanchard, le Yacht-Club de Granville (YCG) a été un berceau de la voile française. A l'école des sévères courses anglaises du RORC, Auguin a gagné ses galons et forgé son moral en carbone, sous les auspices de ce cap Lihou aux airs bûchés comme peuvent l'être ces pêcheurs, fils de terre-neuvas.

Dans les Alizés, où quinze jours de près l'ont tant retardé et éprouvé, l'ancien équipier de Manche ouest a pu se souvenir des raz bretons hérissés de courants et qui continuent à « planter des pieux ». En rentrant à la maison, le salut joyeux que ce marin solide et trapu comme une tournelle de Chausey a rendu à ses frères de la bisquine donne envie de parler d'une victoire... à la granvillaise.

Bertrand Poirot-Delpech

### Le film de la course

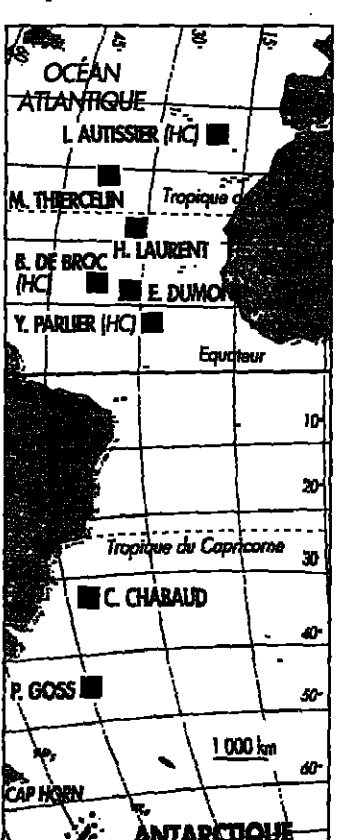
● **Novembre 1995.** *Geodis* est remis en chantier à Cherbourg. Révision générale du bateau après sa victoire dans le BOC Challenge en 1994. Installation d'une quille basculante. « Je pense que c'est là que j'ai gagné le Vendée Globe », assure Christophe Auguin. ● **7 novembre 1996.** La course est partie depuis quatre jours. « J'ai besoin d'une semaine pour me sentir parfaitement dans la course, dit Christophe Auguin. J'attends mon heure pour libérer toute la puissance de mon bateau. » ● **11 novembre.** Le « passage à niveau » des Canaries s'est fermé derrière Yves Parlier et Isabelle Autissier. Impuissant devant l'écart qui est en train de se creuser, Christophe Auguin craint que les 40 milles d'écart ne se transforment rapidement en 200 milles, une journée de mer qui risque d'être difficile à rattraper. ● **18 novembre.** Les trois leaders, Yves Parlier, Isabelle Autissier et Christophe Auguin, dans le « pot-au-noir ». « Nous sommes sur la même trajectoire [non] parce que nous nous marquons, mais parce que nous interprétons la météo de la même manière », dit le

skipper de *Geodis*. ● **19 novembre.** Abandon du Basque Didier Munduteguy après une série d'avaries et un premier retour aux Sables-d'Olonne à la suite d'un démâtage. ● **27 novembre.** Christophe Auguin prend la tête de la course en coupant au plus court sur la route orthodromique juste avant de passer le 40<sup>e</sup> parallèle. Abandon définitif du Hongrois Nandor Fa, qui avait dû rentrer deux fois au port de départ, à la suite d'avaries. ● **1<sup>er</sup> décembre.** Isabelle Autissier casse une mèche de safran. Elle sera mise hors course après une escale en Afrique du Sud pour réparer. ● **4 décembre.** Première grosse dépression pour *Geodis*, qui est couché par une déferlante. « Le bateau a mis longtemps à se redresser. L'océan indien commence à nous faire une petite démonstration de ses capacités et à tester les nôtres. » ● **7 décembre.** Thierry Dubois et Yves Parlier sont contraints à l'abandon pour la même raison qu'Isabelle Autissier. ● **9 décembre.** « Je viens de prendre trois dépressions violentes dans un intervalle très court, raconte Christophe Auguin. Dans

les forts coups de vent, on est vraiment en survie. Je pense qu'on ne sort pas indemne d'une telle course. On en revient marqué, et le regard que je pourrai porter sur la vie à mon retour sera forcément modifié. » ● **10 décembre.** Christophe Auguin fête ses trente-sept ans. ● **15 décembre.** Il bat son propre record de distance sur monocoque en solitaire en vingt-quatre heures : 374 milles. ● **19 décembre.** Une grosse vague a soulevé *Geodis* puis l'a complètement couché, mât sous l'eau. Le bateau a mis une dizaine de secondes à se redresser et à repartir sur sa route. « Je pense que c'est un iceberg qui a créé ce petit raz de marée en se détachant de la banquise. » ● **21 décembre.** A mi-parcours, Christophe Auguin possède plus de 900 milles d'avance sur le Canadien Gerry Roufs. ● **25 décembre.** Naufrage de Raphaël Dinelli, sauvé par le Britannique Pete Goss, le 27. ● **1<sup>er</sup> janvier 1997.** Christophe Auguin passe la nouvelle année avec plus de 1 000 milles d'avance sur ses poursuivants. ● **4 janvier.** Le Belge Patrice de Radigues s'arrête en Australie à la suite d'une panne de son groupe

électrogène. ● **6 janvier.** Thierry Dubois et le Britannique Tony Bullimore allument leurs balises de détresse. ● **7 janvier.** Dernier relevé de position de Gerry Roufs. ● **8 janvier.** Sauvetages de Thierry Dubois et Tony Bullimore par la marine australienne. ● **17 janvier.** Un avion de reconnaissance chilien affirme être entré en contact avec Gerry Roufs au large du cap Horn, information démentie une semaine plus tard. ● **20 janvier.** Bertrand de Broc fait escale à Ushuaia, après le passage du cap Horn. Le navigateur, qui occupait la 5<sup>e</sup> position du classement, est mis hors course. ● **28 janvier.** Marc Thiercelin passe Hervé Laurent pour prendre la deuxième place de la course. ● **29 janvier.** Christophe Auguin passe une nouvelle fois l'équateur, et se retrouve confronté aux vents contraires de l'alizé de nord-est. ● **5 février.** Catherine Chabaud est la première femme à franchir le cap Horn dans une course en solitaire sans escale. ● **11 février.** Christophe Auguin et tous les concurrents du Vendée Globe passent leur centième journée en mer.

### La position des autres concurrents



● **Marc Thiercelin** (Crédit-Immobilier-de-France), à 1 900 milles des Sables-d'Olonne, dimanche 16 février. « Cela ne s'arrange pas. La fuite dans le compartiment avant de la suite à voile augmente. Je dois pomper 150 litres d'eau par heure. Le vent a moli un peu, mais la mer est toujours formée et très courte. » ● **Hervé Laurent** (Groupe-LG-Train), à sensiblement la même distance de l'arrivée. « Ici, le vent forcé encore et forme une mer de plus en plus dure pour le bateau. » ● **Eric Dumont** (Café-Legal-Le-Golf), à 2 484 milles. « Ça va bien à bord. L'alizé a forcé à 30-35 nœuds. La mer est de face et le bateau souffre énormément. Il faut (trouver) un compromis entre le cap et la vitesse. » ● **Catherine Chabaud** (Whitpool-Europe 2), à 5 312 milles, qui a pu être captée pour la première fois depuis longtemps. « Mes batteries sont très faibles. Les panneaux solaires ne fonctionnent plus. J'ai cassé la drisse de trinquette et il va falloir que je monte dans le mât pour la changer. »

L'équipe de France  
occille entre d

Le tour du monde dans la tête au

Le tour du monde à Hilary Lim



## L'équipe de France de ski alpin oscille entre doutes et espoirs

Quelques centièmes de seconde ont fait défaut à Amiez pour devenir champion du monde

Les Norvégiens, avec trois titres et trois médailles d'argent, ont dominé les championnats du monde de ski alpin qui ont eu lieu à Sestrières (Italie) du 3

au 15 février. Les Italiens ont fait aussi bien en nombre de médailles, avec 3 titres, une médaille d'argent et deux de bronze. Les Suisses (2), les

Autrichiens et les Américains (1) se sont partagés les autres titres. Les Français, une fois encore, ne sont pas parvenus à imposer leurs favoris.

**SESTRIÈRES**  
de notre envoyée spéciale  
« J'ai toujours dit à ma mère qu'elle m'avait fait les bras trop courts. » Sur cette boutade de Sébastien Amiez, se sont achevés les championnats du monde de ski alpin 1997 de Sestrières et s'est envolé le dernier espoir de médaille d'or pour l'équipe de France de ski alpin. Premier de la première manche du slalom masculin à une seconde douze centièmes du Norvégien Tom Stiansen, le skieur français a manqué la deuxième en raison d'un ski trop haché. Il a franchi la ligne d'arrivée les bras baissés quand le Norvégien a tenu ses mains vers la victoire avec cinq centièmes d'avance. En cette dernière épreuve des mondiaux, les français ont été déçus. Un titre aurait rattrapé une quinzaine poissarde et consacré un talent. En 1996, Sébastien Amiez, alors âgé de vingt-trois ans, avait arraché la Coupe du monde de slalom à Alberto Tomba.

La compétition avait commencé dans l'optimisme. On entrevoyait Luc Alphand, Patricia Chauvet ou Carole Montillet heureux. Le premier est tombé dans la descente; les dernières ont échoué au pied du podium de slalom et de super-G. On espérait de Florence Masnada en combiné. Une faute dans la première manche du slalom lui a fait perdre une bonne seconde. Samedi, elle a gagné la descente du combiné, échouant à 52 centièmes du podium. Rageant. Ceux que l'on n'attendait pas, Lella Piccard et Sébastien Amiez, auteurs d'un début de saison cabin-caha, ont rapporté les récompenses françaises.

**UNE « GRANDE PETITE NATION »**  
Fallait-il vraiment espérer mieux? Michel Vion, directeur des équipes de France, n'avait souhaité que trois récompenses, Luc Alphand avait tempéré les ardeurs en jurant qu'il n'était pas un vainqueur logique de la descente. Car la France a la coquetterie de poser

des lapins aux grands rendez-vous. Pas de champion du monde masculin depuis la victoire de Michel Vion en combiné en 1982; pas de titre mondial depuis la victoire de Carole Merde dans le slalom géant des championnats du monde de Morioka en 1993; pas de médaille aux Jeux olympiques de Lillehammer; enfin la médaille d'argent de Patricia Chauvet en slalom et celle de bronze de Luc Alphand dans la descente de Sierra Nevada en 1996. L'équipe de France reste une « grande petite nation », selon l'expression de Michel Vion, car, outre ces championnats du monde, les coureurs ont fait une saison honnête. Luc Alphand peut gagner la Coupe du monde de descente pour la troisième année consécutive et peut même prétendre, sans sourire, à gagner la Coupe du monde générale. Les slalomeurs Sébastien Amiez, Yves Dimier et François Simond forment une équipe homogène et les dames reviennent de presque nulle part, après, dit-on, s'être fait remonter les bretelles en début de saison. « Elles ont montré qu'elles voulaient prendre leur chance dans les grands événements », affirme Gilles Brenier, entraîneur de l'équipe féminine.

Il y a les immenses faiblesses. Les géantistes poursuivent un chemin catastrophe. La blessure de Vincent Millet et la méforme de Christophe Saroni en font le groupe le plus faible de l'effectif. Pour preuve, l'effrayante — ou comique — série de chutes des trois engagés dans la première manche d'un slalom géant régulier. Si, contrairement à 1996, les deux médailles obtenues ont été décrochées par deux jeunes de l'équipe de France, la formation pêche par son manque de relève immédiate. La France compte un réservoir infime par rapport à l'Italie ou l'Autriche. Ce réservoir n'a pas été suffisamment protégé et

gâté. A cause de ses difficultés financières répétées, la Fédération française de ski a fait des économies sur l'essentiel et sur les jeunes, murmurent des membres de l'équipe de France. Par exemple, une cellule destinée à recueillir les espoirs féminins nationaux a été réouverte en 1996 et non en 1995, comme prévu. Suspendue au début des années 90, les dirigeants ayant choisi une autre orientation en laissant les jeunes grandir dans leurs clubs et dans leur ligue. « Il y a eu du retard », admet Gilles Brenier. Aujourd'hui, l'équipe de France gère ses ressources immédiates. Patricia Chauvet est appelée à rester et l'équipe espère que Luc Alphand acceptera de rempiler. Sébastien Amiez est tenu à une médaille au Japon. Michel Vion a refusé d'emmener des novices encore trop « justes » aux championnats du monde ou aux Jeux olympiques: « On ne forme pas des jeunes en leur faisant courir une seule course », a-t-il expliqué à ceux qui regrettaient l'absence de Fujiko Sekino ou de Jeff Piccard à Sestrières. L'équipe emmènera les jeunes en tournée de quelques semaines pour mieux les aguerrir. Avec eux, Michel Vion promet un après-Nagano.

Bénédict Mathieu

### Podiums

- Descente féminine
- 1. Hilary Lindh (E-U)
- 2. Heidi Zurbiggen (Sui.)
- 3. Pernilla Wiberg (Sue.)
- Combiné féminin
- Or: Renate Goetschl (Aut.)
- Argent: Katja Seizinger (All.)
- Bronze: Hilde Gerg (All.)
- Slalom masculin
- 1. Tom Stiansen (Nor.)
- 2. Sébastien Amiez (Fra.)
- 3. Alberto Tomba (Ita.)



Martina Hingis gagne à Paris

La série continue pour Martina Hingis. Après Sydney, Melbourne et Tokyo, la jeune Suissesse, numéro 2 mondiale du tennis féminin, a gagné, dimanche 16 février, le Tournoi de Paris, et reste ainsi invincible depuis le début de la saison. Elle a connu sa finale la plus difficile de l'année, l'Allemande Anke Huber lui ayant opposé une résistance de près de deux heures (6-3, 3-6, 6-3). Comme souvent, Martina Hingis s'est également offert la victoire en double au côté de la Tchèque Jana Novotna.

### Le bilan de Michel Vion, directeur des équipes de France

« Nous sommes passés à côté de très bons championnats du monde car nous pouvions revenir avec trois ou quatre médailles, a estimé Michel Vion, le directeur des équipes de France de ski alpin. Je repense à la chute de Luc Alphand, aux quatrièmes places de Patricia Chauvet et de Carole Montillet. Nous sommes tous très contents pour Sébastien Amiez. Bien-sûr, il vient mourir à cinq centièmes de la médaille d'or et c'est un peu décevant. Je suis le dernier champion du monde français chez les hommes et j'aurais aimé qu'il me remplace sur les tablettes. Les filles ont fait une belle saison par rapport à l'année passée où on les avait plus ou moins enterrées. Elles ont bien réagi. »

« Pour les Jeux olympiques de Nagano, nous sommes des outsiders, pas encore des favoris. Nous allons travailler très fort pendant l'hiver pour arriver à Nagano prêts et médaillables. Pour l'heure, l'objectif est que Luc Alphand gagne la Coupe du monde de descente pour la troisième fois consécutive. Et puis, nous avons tous au fond de nous ce petit secret: qu'il puisse accrocher la Coupe du monde générale. Le calendrier lui est favorable, il reste cinq épreuves de vitesse. Il lui faut être régulier. »

## La victoire dans la tête autant que dans les jambes

TOUT BILAN est affaire de chiffres. Si leur vérité sèche est parfois sévère, leur mise en perspective et en parallèle ne manque parfois pas d'intérêt.

### ANALYSE

Faute d'un vrai soutien psychologique les Français échouent

Tenez, par exemple: — La France quitte Sestrières avec deux médailles et aucun titre. Un résultat brut tout à fait similaire à ceux de Bormio en 1985, Vail en 1989, Sallabach en 1991, et Sierra Nevada en 1996. Tout ça pour ça... — La victoire ou les médailles se sont jouées de plus en plus souvent au centième de se-

conde: quatre au combiné dames, cinq au slalom hommes, un pour le bronze de la descente hommes, etc. Des centièmes qui changent tout...

— Une course sur deux a été gagnée par le grand favori (Von Grunigen, Compagnoni, Skaradal, Kostner...), l'autre moitié par un outsider type (Kernen, Lindh, Stiansen, Goetschl, etc.). Un équilibre souvent constaté dans ce type d'événement...

Ces quelques données, parmi d'autres, mettent en évidence une nouvelle fois que la victoire résulte de l'union intime de la technique et du moral. A quelques variantes près (morphologiques, matérielles, culturelles, théoriques), tous les pays travaillent aujourd'hui sur la même gestuelle et sur des fondamentaux universels. La différence se fait sur le talent

des individus à mettre en application et peaufiner individuellement ces préceptes de base, et surtout sur la faculté de chacun à aborder les grandes échéances. Au haut niveau la réussite est pour 50 % affaire de « caractère ». Entendez par caractère, cette carapace que le champion se forge dans le tumulte de la compétition, pour positiver le jour, tenir bon jusqu'au bout face à l'enjeu, donner le meilleur de lui-même dans des conditions extrêmes, bref, se sublimer. Le caractère est une force. Il est l'apanage des gagnants; il est ce « gnack » qui fait tourner les événements en sa faveur.

On pourrait toujours analyser les performances globales des skieurs tricolores sous l'angle de la technique et mettre en évidence, pour certains d'entre

eux, des carences. A l'opposé, on pourrait tout aussi bien remarquer que certains (Alphand entre autres) sont des références de savoir-skier... On nait gagnant, mais on peut aussi le devenir...

C'est là qu'intervient la préparation mentale. Certes ce n'est pas la panacée, mais quand la différence se joue au centième de seconde, il s'agit de ne rien négliger. Voilà un domaine, où probablement, les Français ont des progrès à faire. La batterie des outils (sophologie, yoga, visualisation, psychologie, etc.) à la disposition des coureurs et de leur encadrement présente un éventail suffisamment large pour que chacun utilise le meilleur pour lui.

Gilles Chappaz

## La descente à Hilary Lindh, qui a su attendre

### SESTRIÈRES

de notre envoyée spéciale

Le public italien de Sestrières n'attendait pas que le triomphe de son idole, Alberto Tomba, pour la dernière journée des championnats du monde de ski alpin. Same-

### PORTRAIT

La skieuse de l'Alaska a réalisé la course de sa vie

di 15 février, deux *prima donna* de l'étonnante équipe féminine italienne étaient également en course pour essayer d'achever un grand chelem entamé, la semaine précédente, par Deborah Compagnoni et Isolde Kostner, victorieuses des trois premières épreuves dames. Hélas, « la » Galizio, bien partie après le slalom du combiné, et surtout « la » Kostner, très attendue dans la descente,

ont échoué dans les deux dernières épreuves de vitesse programmées en fin de matinée. Chacune a terminé à la plus redoutée des places, la quatrième.

Juste avant le départ de la favorite italienne de la descente, l'Américaine Hilary Lindh avait réalisé une de ces courses idéales à laquelle elle aspirait depuis un bail. A moins de vingt-huit ans, l'étudiante en biologie compte déjà treize ans d'une carrière lancée sur les chapeaux de roue, mais finalement assez décevante, à mille lieues de ses objectifs. Championne du monde juniors à l'âge de seize ans, cette jeune femme timide et discrète a remporté une médaille d'argent en descente aux Jeux olympiques d'Albertville, en 1992, et trois victoires en descente de Coupe du monde. Elle a su se faire un nom dans le monde de la compétition, mais n'a jamais pu gagner, à son grand dam, la reconnaissance du public américain. Désabusée par son éternelle in-

capacité à skier à son meilleur niveau, fatiguée du circuit blanc et de ses longs déplacements qu'elle n'a jamais appréciés, la jeune femme de Juneau, en Alaska, avait failli interrompre sa quête d'or, le seul métal reconnu à sa juste valeur dans son pays. Pendant deux mois, au printemps 1996, elle a tergiversé: à quoi bon poursuivre cette carrière qui lui avait surtout apporté regrets et déceptions? Mais d'un autre côté, pourquoi abandonner après une telle onzième place au classement de la Coupe du monde de descente? Hilary Lindh savait qu'elle valait mieux, beaucoup mieux; elle s'est relancée pour au moins un an. Sa compatriote et rivale Picabo Street était blessée, Hilary se sentait plus forte, débarrassée de ce complexe qu'elle nourrit envers la championne du monde de descente 1996.

En haut, avant de bondir hors du cabanon de départ perché sur la piste. Banchetta-Nasi, Hilary

Lindh était encore cette jeune femme qu'elle n'avait cessé d'excuser en son for intérieur, ce talent jamais éclo, cette athlète qu'on avait dit douée à ses débuts mais qui avait fini par rentrer dans le rang. Puis elle a jailli, elle s'est inclinée vers la pente et ne s'est pratiquement jamais relevée pendant plus d'une minute et quarante secondes.

En bas, son regard, à nouveau apaisé, disait assez la plénitude de la championne qui venait de rouvrir la justification de toutes ses années d'efforts et de patience. Elle avait gagné une médaille d'or, elle avait accompli sa destinée. Elle pourrait partir en paix si l'envie la tenaillait encore, au printemps. Puis son équipementier l'a tirée de ses réflexions: il n'a pas manqué de la féliciter au téléphone dans l'air d'arrivée, ni de la supplier de continuer un an de plus.

Eric Collier

### RÉSULTATS

#### BASKET-BALL

##### Championnat de France Pro A

Paris-SG - Pau-Ortnez	87-59
Montpellier-Le Mans	76-81
Dijon-Nancy	68-86
Evreux - Chalon-sur-Saône	74-75
Cholet-Levallois	79-57
Gravelines-Limoges	81-86
Besançon-Strasbourg	85-72
Villeneuve-Antibes	88-73

Classement : 1. Pau-Ortnez, 43 pts; 2. Limoges 41; 3. Villeneuve, 41; 4. Le Mans, 40; 5. Cholet, 37; 6. Montpellier, 36; 8. Nancy, 35; 9. Dijon, 34; 10. Antibes, 32; 12. Chalon-sur-Saône et Levallois, 31; 13. Besançon, 30; 14. Strasbourg, 29; 15. Evreux, 28; 16. Gravelines, 27.

#### FOOTBALL

##### Championnat de France D1

Guingamp-Bordeaux	2-2
Classement: 1. Monaco, 55 pts; 2. Paris-SG, 48; 3. Bastia, 45; 4. Strasbourg, 42; 5. Auxerre, 42; 6. Bordeaux, 42; 7. Nantes, 39; 8. Metz, 38; 9. Marseille, 37; 10. Lyon, 36; 11. Guingamp, 33; 12. Rennes, 32; 13. Cannes, 30; 14. Lille, 30; 15. Montpellier, 28; 16. Lens, 28; 17. Le Havre, 27; 18. Nancy, 27; 19. Caen, 21; 20. Nice, 18.	
Championnat de France D2	
Virgiz-sixième journée	
Mulhouse-Le Mans	1-0
Rouen-Stade de Reims	1-1
Saint-Etienne - Toulouse	0-1
Lorient-Clermont	0-1
Sochaux-Angers	2-0
Valence-Toulon	0-1
Charleville-Guayon	1-2
Laval-Pennepin	1-0
Stade de Reims - Niort	0-1
Besuns-Lorient	1-1
Troyes-Mantoux	0-0
Classement: 1. Toulouse, 47 pts; 2. Mantoux, 45; 3. Metz, 44; 4. Clermont, 42; 5. Le Mans, 41; 6. Lorient, 39; 7. Sochaux, 38; 8. Guingamp, 37; 9. Saint-Etienne, 36; 10. Amiens, 35; 11. Troyes, 33; 12. Toulon, 33; 13. Perpignan, 32; 14. Laval, 32; 15. Saint-Etienne, 32; 16. Mulhouse, 32; 17. Valence, 31; 18. Besuns, 31; 19. Reims, 30; 20. Lorient-Clermont, 30; 21. Charleville, 23; 22. Epinal, 19.	

##### Championnat d'Allemagne

D1-troisième journée	
Dortmund-Leverkusen	3-2
FC Cologne-Düsseldorf	2-0
Bayern Munich-Saint Paul	3-0
Duisburg-Borussia	1-1
Schalke 04-VfB Stuttgart	1-0
SC Karlsruhe-Rostock	1-1
Werder Brême-Fribourg	1-0
Hambourg SV-Munich 1860	2-3
Bielefeld-Alveringhshausen	0-0
Classement: 1. Bayern Munich, 39 pts; 2. Borussia Dortmund, 37; 3. Bayer Leverkusen, 34; 4. VfB Stuttgart, 31; 5. SC Karlsruhe, 29; 6. FC Cologne, 28; 7. VfB Borussia, 28; 8. Schalke 04, 28; 9. Werder Brême, 25; 10. MSV Duisbourg, 23; 11. Munich 1860, 21; 12. Hambourg SV, 20; 13. Arminia Bielefeld, 19; 14. Borussia Mönchengladbach, 18; 15. FC St. Pauli, 16; 16. Fortuna Düsseldorf, 16; 17. Harsen Rostock, 16; 18. SC Fribourg, 13.	

##### Championnat d'Angleterre

Tottenham - Arsenal	0-0
Dorset - West Ham	0-0
Classement: 1. Manchester United, 50 pts; 2. Liverpool, 49; 3. Arsenal, 48; 4. Newcastle, 45; 5. Chelsea, 41; 6. Wimbledon, 39; 7. Aston Villa, 39; 8. Sheffield Wednesday, 35; 9. Tottenham, 32; 10. Everton, 31; 11. Leeds United, 30; 12. Sunderland, 29; 13. Derby County, 28; 14. Blackburn Rovers, 27; 15. Leicester, 27; 16. Coventry, 27; 17. Nottingham Forest, 23; 18. West Ham, 22; 19. Southampton, 20; 20. Middlesbrough, 19.	

##### Championnat d'Espagne

Real Madrid-Bellis Séville	2-2
FC Séville-Teniente	2-1
Valencia-Saragossa	1-1
FC Barcelone-Santander	1-0
Logrones-Compostelle	1-1
Gijón-Real Sociedad	0-0
Vallejo-Id-Espanyol Barcelone	2-1
Athletic Bilbao-Oviedo	3-2
Extremadura-Rayo Vallecano	1-0
Celta Vigo-Alicante	3-0
La Corogne-Athletic Madrid	0-0
Classement: 1. Real Madrid, 56 pts; 2. FC Barce-	

lone, 50; 3. Betis Séville, 48; 4. Deportivo La Corogne, 41; 5. Real Sociedad, 41; 6. Athletic Bilbao, 40; 7. Valladolid, 37; 8. Athletic Bilbao, 36; 9. Racing Santander, 34; 10. Tenerife, 33; 11. Valencia, 33; 12. Celta Vigo, 29; 13. Oviedo, 28; 14. Espanyol Barcelone, 26; 15. Sporting Gijón, 25; 16. Compostelle, 25; 17. Rayo Vallecano, 24; 18. Saragoça, 22; 19. Logroño, 22; 20. FC Séville, 21; 21. Extremadura, 19; 22. Harsen Alicante, 19.
--

##### Championnat d'Italie

Virgintre journées	
Atalanta-Vicence	3-1
Juventus Turin-Pérouse	2-1
Lazio Rome-Inter Milan	2-2
Milan AC-Bologne	2-0
Paisance-Naples	1-0
Sampdoria Gênes-AS Rome	1-0
Udine-Cagliari	1-2
Vérone-Florentine	1-0
Reggiana-Parma	0-0
Classement : 1. Juventus Turin, 40 pts ; 2. Sampdoria Gênes, 35 ; 3. Bologne, Inter Milan, Parma et Atalanta Bergame, 31 ; 7. Vicence et AS Rome, 30 ; 9. Naples et Milan AC, 28 ; 11. Fiorentina et Lazio Rome, 27 ; 13. Udine, 26 ; 14. Paisance, 23 ; 15. Pérouse, 19 ; 16. Vérone, 17 ; 17. Cagliari, 16.	

#### MOTOCYCLISME

##### Enduro du Tourquet

1. D. Hauquier (Fra., Honda); 2. A. Demostre (Fra., Yamaha); à 1 min 40 s; 3. F. Velle (Fra., Yamaha), à 8 min 10 s.

#### RUGBY

##### Tournoi des cinq nations

France-Pays de Galles	27-22
Irlande-Angleterre	6-46
<b>Classement :</b> 1. Angleterre, 4 pts ; 2. France, 4 ; 3. Pays de Galles, 2 ; 4. Irlande, 2 ; 5. Ecosse, 0.	

#### TENNIS

Tournoi masculin de Marseille	
Finale: T. Enqvist (Sue.), n° 2) b. M. Fios (Ch. n° 1) 6-4, 10-8, abandon sur blessure	
Tournoi de Dubaï	
Finale: T. Muster (Aut., n° 2) b. G. Hasecovec (Cro., n° 1) 7-5, 7-6 (7/9).	

#### DÉPÊCHES

■ **AUTOMOBILISME:** un débris sur la piste d'Imola pourrait être à l'origine de l'accident qui a causé la mort d'Ayrton Senna, le 1<sup>er</sup> mai 1994. Une photographie de Paul-Henri Cahier, prise cinq secondes avant le passage du pilote brésilien et publiée par le *Sunday Times*, dimanche 16 février, suggère cette hypothèse. L'enquête de la justice italienne avait conduit à une rupture de la colonne de direction de la Williams-Renault et abouti à l'inculpation de Frank Williams, Patrick Head, directeur technique de l'écurie, et Adrian Newey, concepteur de la voiture, dont le procès doit s'ouvrir jeudi à Bologne. — (AFP)

■ **FOOTBALL:** le tirage au sort des huitièmes de finale de la Coupe de France, effectué dimanche 16 février, a épargné le Paris-Saint-Germain, qui ira affronter le cendrillon de l'épreuve, Clermont-Ferrand, équipe de National 2. Le PSG, qui a sorti aux tours précédents deux formations de N1, Besançon et Fécamp, se rendra le week-end du 1<sup>er</sup> mars en Auvergne. Trois chocs entre clubs de première division auront lieu: Bordeaux-Cannes, Lille-Montpellier et Guingamp-Caen. L'OGC Nice accueillera Gueugnon (D2) et Strasbourg sera opposé à Créteil (N1). Enfin, deux clubs de D2 seront opposés: Niort et Laval.

# Vers un Angleterre-France décisif à Twickenham

L'issue du Tournoi des cinq nations 1997 se jouera le 1<sup>er</sup> mars entre le XV de la Rose qui a surclassé les Irlandais (46-6) à Dublin et la sélection de Jean-Claude Skrela qui a battu les Gallois à l'arraché (27-22)

Le XV de France s'est imposé à l'arraché face au pays de Galles (27-22), samedi 15 février au Parc des Princes, lors de son deuxième match du Tournoi des cinq nations. Les débuts du Bergallien

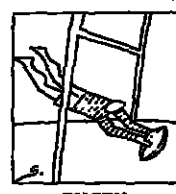
Laurent Leflamand se sont soldés par deux essais sur les quatre inscrits par la France, les deux autres étant marqués par Olivier Merle et David Venditti. Sorti à la vingt-deuxième minute du match,

Richard Dourthe souffre d'une luxation de l'épaule. Il ira grossir l'effectif de l'infirmerie de l'équipe déjà surpeuplée. L'Angleterre est allée surclasser l'Irlande à Dublin (46-6) inscrivant notam-

ment six essais. La France et l'Angleterre qui ont remporté deux victoires chacune sont à égalité en tête du classement du tournoi; l'Angleterre bénéficie d'une meilleure différence de points.

Le choc entre les deux équipes aura lieu le 1<sup>er</sup> mars à Twickenham. La France disputera son dernier match dans le tournoi, le 15 mars au Parc des Princes, contre l'Ecosse.

**LE COMPTE** à rebours peut continuer. Le pays de Galles n'a pas arrêté à Paris la marche inéluctable vers la grande date de ce Tournoi. C'est au 1<sup>er</sup> mars 1997, à cet Angleterre-France désormais élevé au rang de finale, que s'accrocheront les rêves et les promesses de défilés. Quinze Blancs, quinze Bleus, et la pelouse de Twickenham pour seule compagnie. Une affaire d'hommes et de rugby, un débat de styles, le choc pour la suprématie, qui semble hanter l'histoire récente du Tournoi, comme, naguère, les duels franco-gallois. Dans le vestiaire victorieux du Parc, les joueurs avaient entamé un bout de voyage. Ils avaient déjà traversé la Manche, impatientés de toucher au jour. Le traditionnel jeu des confidences d'après-match n'y changeait rien. Ils convenaient, certes, de la lourdeur de l'entreprise, pour aussitôt se persuader que l'occasion était trop belle, qu'à



London ils pourraient enfin se montrer, promouvoir le talent d'une équipe, témoigner de leur avancement dans l'apprentissage du rugby défendu par Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux, les entraîneurs. Twickenham se doit d'être une apogée du lyrisme, un rendez-vous de fête et de feu, à faire tourner la tête à cette Angleterre si sûre de sa force et de son jeu.

**« BON ÉTAT D'ESPRIT »** Avant le grand choc, le calendrier avait eu l'élégance – ou l'adresse –, de ménager une étape galloise. Cette fois, comme il y a quatre semaines en Irlande, il s'agissait encore de faire le point, de prendre la mesure des forces et des faiblesses avant d'en découler. On en est l'équipe de France ? Elle joue. Elle se découvre au fil de pénalités jouées à la main, d'offensives lancées sans arrière-pensée, une âme un peu plus libre. Les entraîneurs ont longuement célébré l'avènement d'un « bon état d'esprit », sorte de passeport obligatoire pour l'audace. Ils ont félicité Abdelatif Benazzi, le capi-

taine, de n'avoir jamais hésité sur les risques, sans lesquels il n'y a ni jeu ni spectacle, disent-ils. Puis ils ont exprimé leurs réserves. Impossible de passer sous silence un trop grand nombre de ballons gagnés et puis perdus, une avalanche de dons à l'adversaire, un élan incontrôlable de générosité. A Paris, comme à Dublin, le XV de France rate au moins encore autant qu'il réussit.

Qui pourra oublier la stupéfiante action de Christophe Lamaison tout au bout de la première mi-temps ? Elle disait beaucoup de ce match, où la confusion s'est parfois immiscée au cœur des meilleures intentions. Le demi d'ouverture devenu trois-quarts centre, après la sortie de Richard Dourthe, victime d'une luxation de l'épaule, s'offre alors un modèle d'interception. Il contre un dégagement gallois au pied, récupère le ballon et transperce la défense rouge pour une ruée vers les poteaux. Il perd alors incompressiblement l'équilibre, s'étale sur le gazon du Parc. Adieu l'essai, les cinq points qui pouvaient en être sept, le pays de Galles définitive-

ment vaincu avant la mi-temps. L'incident fut simplement cocasse. Il n'a pas empêché la victoire. Pas plus que les nombreuses fautes françaises qui ont émaillé la partie. Dans les situations où l'on vous fait des faveurs, les Gallois n'ont pas encore la rigueur anglaise.

Car le XV de la Rose exhibe sur les terrains du Tournoi une incroyable machinerie, dans laquelle chaque pièce sait son rôle et sa place. En deux rencontres, Phil de Glanville et ses coéquipiers ont inscrit quatre-vingt-sept points. Ils se sont spécialisés dans les derniers quarts d'heure menés tambour battant, quand la patiente usure initiée dès le coup d'envoi finit par tout emporter. Les Irlandais, comme les Écossais il y a deux semaines, ont senti tout le poids d'une erreur devant un rugby aussi homogène, ils ont compris la capacité des joueurs anglais à transformer au plus vite le moindre manquement en un avantage, un essai, une pénalité, quelque chose au score. Les doutes soulevés par une insistante tradition de rugby économe ont été balayés par les cinq essais mar-

qués en quinze minutes à Dublin. Les mastodontes de devant ont appris à courir et à jouer. Ils en viennent même à assimiler tout l'intérêt du jeu de passes, qu'on leur reprochait jusque-là de négliger avec morgue et arrogance.

Cette équipe-là peut-elle être vaincue sous quinzaine ? La France en revient sans cesse à cette pénible course contre le temps, déclenchée au milieu de janvier. Dans la mise en place du jeu prôné par les entraîneurs, s'entrecroise la nécessité d'aller vite, et celle de réformer en profondeur. L'équipe s'est d'abord heurtée à une impressionnante série de blessures. Celle-ci a éliminé six titulaires, auxquels s'ajoute désormais Richard Dourthe. Les bons débuts de David Aucagne et Olivier Magne ont conforté Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux dans leur volonté. Ils souhaitent constituer un groupe d'une trentaine de joueurs capables de s'intégrer à tout moment dans une partie, par le jeu devenu naturel des remplacements. Cela doit aussi suffire à pallier l'absence ponctuelle des blessés. En théorie.

Pascal Ceaux

## Arwel Thomas, maître à jouer gallois

UN COUP de poing dont on se félicite encore à l'heure du banquet est suffisamment rare pour être signalé. Mais, samedi soir 15 février, sous les lambris de la salle des banquets de l'hôtel Inter-Continental, la « droite » d'Arwel Thomas fut à l'honneur au moment des discours. « On connaît ses talents de passeur, son jeu au pied et à la main, plaisants la capitaine gallois, Jonathan Humphries, mais maintenant on sait aussi que les coups de poing d'Arwel rivalisent avec les meilleurs ! » L'incident avait eu lieu à la sixième minute de jeu. Répondant à une provocation de Philippe Carboneau, Arwel Thomas, l'ouvreur gallois, qui est l'un des plus petits joueurs du rugby international, a décroché un coup droit aussi sec qu'inattendu, envoyant le Français au tapis.

Pour autant, avec des mensurations de 1,73 m pour 70 kg, Thomas ne sera jamais un monstre de la percussion. Il n'en est pas moins à vingt-deux ans, le maître à jouer de l'équipe gallois. Et il tient cette place malgré la présence de Neil Jenkins – déplacé à l'arrière – et le retour du légendaire Jonathan Davies, relégué au banc des remplaçants. Même si c'est une situation que Davies vit mal, il avoue son admiration pour son jeune successeur : « Je suis sûr qu'il deviendra un très grand. Il lui manque encore un esprit de tueur, mais techniquement il a tout ce qu'il faut pour aller très loin. »

Malgré une première saison l'année dernière en dents de scie – des débuts éclatants contre les Anglais à Twickenham, suivis d'un match chauchermardesque en Irlande –, Thomas a visiblement toute la confiance de l'entraîneur Kevin Bowring pour diriger le jeu à sa guise. « Pour moi, Arwel est

une énigme », considère le capitaine Jonathan Humphries. « On ne sait jamais ce qu'il va faire : il peut vous faire perdre un match, mais il peut aussi bien vous le faire gagner. Il faut le prendre comme il est, et laisser parler son instinct. »

Contrairement à la plupart des ouvriers modernes, Thomas préfère jouer en profondeur, plutôt que de se placer à plat, très près de la ligne d'avantage. Un choix tactique, lié en partie à son physique, qui n'est pas sans risques, notamment contre l'excellente défense glissante des trois-quarts français. « Avec mon physique, je ne vais tout de même pas essayer de franchir la ligne d'avantage en force, dit-il. D'ailleurs, je trouve que cette profondeur me donne davantage d'options, et davantage de temps pour assurer des passes longues et plates pour mes centres lancés à l'extérieur. » Plus créatif, moins risqué, cet alignement est également fonction du désir des Gallois de déplacer très vite le jeu dans une zone au-delà du deuxième centre. « C'est là où nous voulons porter le danger en nous servant de nos centres puissants pour attaquer la ligne d'avantage. »

Comme la plupart de ses coéquipiers samedi soir, Arwel Thomas regardait la défaite d'un œil philosophe. Déçu, mais pas désespéré. « Ce match aurait très bien pu basculer de notre côté », dit-il. « Quand on pense qu'aucune équipe galloise n'a gagné au Parc des Princes depuis 1975, et que la victoire s'est jouée à un mauvais rebond, nous avons de quoi être fiers. Nous n'avons pas gagné, mais notre performance nous donnera la confiance qu'il faut pour la suite. »

Ian Borthwick

## Définir des objectifs

L'ÉQUIPE de France a bien mérité de gagner samedi 15 février contre les Gallois, mais au bout du compte c'est un rebond cruel du ballon ovale qui a décidé du sort d'une partie qui aurait

**ANALYSE**  
Il faut choisir entre garder le ballon ou perdre sa sélection

pu basculer jusqu'au bout. Par exemple, quelques minutes avant le coup de sifflet final, l'ouvreur gallois Arwel Thomas a réussi à décaler parfaitement son centre Allan Bateman et celui-ci aurait certainement marqué s'il avait pu maîtriser le ballon près de la ligne.

Dans deux semaines la France aura un défi d'une toute autre nature à relever face à l'Angleterre, avec pour enjeu un éventuel grand chelem. Or si l'on compare les deux performances impressionnantes des Anglais, et les prestations aléatoires des Français, un fossé semble séparer les deux équipes. Que doivent faire Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux pour éviter une défaite embarrassante à Twickenham comme celle de 1995 ? A maintes reprises samedi, les

Français ont rendu le ballon à l'adversaire. Comme je l'ai déjà dit, Skrela doit tenir un langage simple à ses joueurs : « Tu perds le ballon, tu perds ton maillot. » Contre les Anglais les ballons seront déjà assez difficiles à gagner, qu'il est impensable de les rendre sans se battre. En gardant le ballon, les Français ont une possibilité de créer la continuité dont ils auront désespérément besoin s'ils veulent trouver des failles dans une formidable défense anglaise.

La défense des Français doit également s'améliorer. Les Gallois ont aplati dans l'en-but français à trois reprises. Deux essais gallois ont été marqués directement sur le côté fermé au sortir d'une mêlée ordonnée, le premier étant franchement embarrassant pour la France. A cinq mètres de la ligne de but, dans un couloir d'une dizaine de mètres de large, le troisième ligne centre Quinell s'attacha entre le troisième ligne aile (côté fermé) et le deuxième ligne, au lieu de la position habituelle entre les deux deuxième lignes. Il aurait dû être facile de s'organiser pour défendre. Mais deux passes très simples ont suffi pour que Gareth Thomas marque un essai facile. A Twickenham, si les Anglais peuvent s'assurer plus de cinquante pour cent de ballons propres ils auront déjà pratiquement gagné.

Aussi les Français doivent trouver tous les moyens possibles pour empêcher. La touche galloise est loin d'être parmi les meilleures, mais ils ont gagné pratiquement tous leurs ballons, parfois sans aucune résistance. Skrela et ses avants devraient regarder de près la finale de la Coupe d'Europe où le deuxième ligne de Brive, Grant Ross, a totalement dominé son vis-à-vis Martin Johnston que les Français retrouveront à Twickenham. Il faudrait dire aux avants que gagner son propre ballon ne constitue que la moitié du boulot. L'autre moitié est d'empêcher l'adversaire de gagner le sien.

Enfin, il y a toujours cette question de la structure du jeu. L'équipe de France ne donne toujours pas l'impression de jouer avec un plan particulier. Elle ne semble pas pratiquer certaines combinaisons pour atteindre des objectifs spécifiques. Dans quinze jours à Twickenham, ils doivent entrer sur le terrain sachant très clairement quels sont les objectifs et le plan de jeu. Sinon ça pourrait facilement tourner à l'échec.

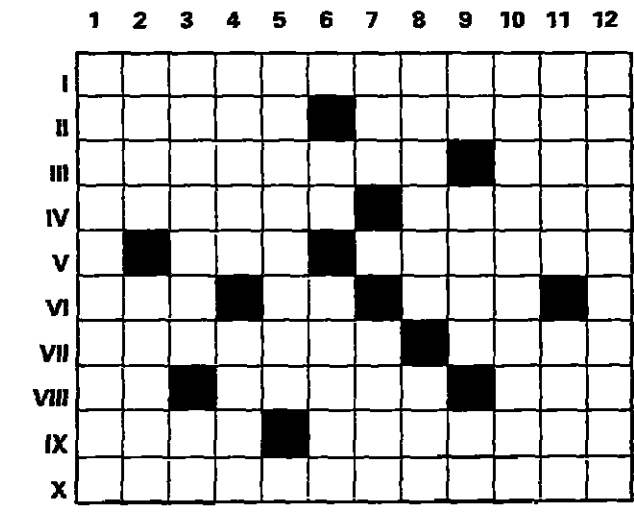
Nick Farr-Jones

\* Nick Farr-Jones a été capitaine de l'équipe d'Australie championne du monde en 1991.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97025

► SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2.23 F/min).



### HORIZONTALEMENT

I. Rien ne se perd avec lui. – II. La couleur d'une moucharde. Un état qui demande calme et repos. – III. Des raccourcis qui ne mènent pas droit au but. Donne une belle vue sur les chaînes. – IV. Préparera sa mixture. Prépara les articles. – V. Converti, il avait fait le coup de poing. Le patron de la gargote. – VI. Entre dans l'antre. En cas de doute. Voyageurs infatigables. – VII. Les victimes de la fin du siècle. La terre de Jaurès. – VIII. L'has-

sum. Entre vos mains. Refuse les faits. – IX. Grosse structure. Provoque l'erreur. – X. Nécessaires en cas de besoins.

### VERTICALEMENT

I. Seul contre tous. – 2. Le bon point de départ. Travailla à la chaîne. – 3. Fait le vide sur son passage. Petit patron. – 4. Eclaira la façade. Retournée dans le bon sens. – 5. Comme une chaussette qui entame sa deuxième vie. – 6. Possessif. Sa parole vaut souvent

de l'argent, parfois de l'or. – 7. Peut encore servir, mais plus longtemps. Des tissus en désordre. – 8. Etait là pour accueillir Télémaque à son retour. L'âge du collégien. – 9. Au bout du repentir. Un ensemble dans la ville. Les États-Unis en version originale. – 10. Ce n'est pas une maladie présidentielle mais heureusement que Pépin était là pour la faire rentrer en France. – 11. Chapeau haut de forme porté par les cérémonies. Économiste très libéral. – 12. Préparées pour le grand plongeon, et souvent un peu naïves.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97024

### HORIZONTALEMENT

I. Instruction. – II. Maîtresse. EA. – III. As. Agnès. – IV. Gamine. Talc. – V. Il. Ne. Pablo. – VI. Messe. Led. – VII. Amie. Cicero. – VIII. Tel. La. Etel. – IX. Trépassant. – X. Orée. Pétera. – XI. Neutraliser.

### VERTICALEMENT

I. Imagination. – 2. Nasal. Mètre. – 3. Si. Milieu. – 4. Trainée. Net. – 5. Rennes. Lé. – 6. Usée. Scapa. – 7. CSA. Pei. Ael. – 8. Tenta. Centi. – 9. Tablettes. – 10. Ceillière. Ré. – 11. Narcodollar.

## AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 5

## L'ascenseur capricieux

Dans cet immeuble de onze étages, l'ascenseur est bien capricieux. Il ne peut monter que de 2,3 ou 5 étages à la fois et ne peut descendre que de 4 ou 11 étages. Le concierge, dont la loge est située au rez-de-chaussée, doit procéder à la distribution du courrier.

Comment doit-il opérer pour partir de sa loge, s'arrêter une fois et une seule à chaque étage, et revenir chez lui ? Sauriez-vous déterminer le nombre de cheminements différents possibles ?

Elisabeth Busser et Gilles Cohen.

© POLE 1997

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimeur du Monde : 12, rue M. Guillebourg 94852 Ivry cedex  
Photocompositeur général : Dominique Aubry Directeur général : Gérard Nègre  
133, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris cedex 08  
Tél : 01 44 43 76 00 Fax : 01 44 43 77 30

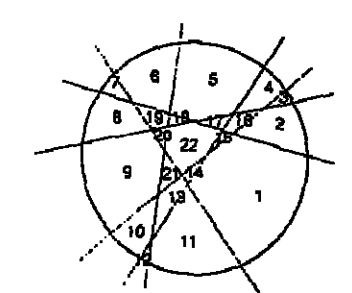
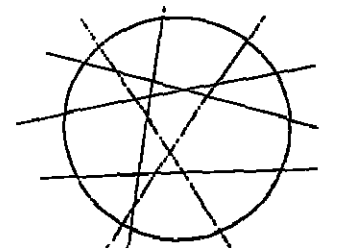
**CD - CD ROM - VIDÉOS - LIVRES**  
50 000 CD et CD Rom  
23 000 vidéos  
300 000 Livres  
(Commande par Minitel et envoi à domicile)  
**3615 LEMONDE**

### Réponse du jeu no 4 (le Monde du 11 février)

Voici une configuration de 20 parts, et la configuration maximale avec 6 coups de couteau, 22 parts.

Plus généralement, chaque droite supplémentaire crée une région de plus que de droites qu'elle coupe.

Pour n droites, le nombre maximum de régions est donc : 1 + 1 + 2 + ... + n = 1 + n(n + 1)/2.







**HOMMAGES** Il y aura bientôt trente ans, le 9 octobre 1967, Ernesto « Che » Guevara était exécuté en Bolivie par des militaires, conseillés par la CIA. La mémoire du guerillero,

figure mythique – et christique – pour la jeunesse des années 70, est déjà célébrée par des livres, des disques et bientôt des films. ● UN CD, *El Che Vive, 1967-1997*, propose

une anthologie de musiciens sud-américains. Parallèlement, de nouvelles versions de *Hasta Siempre*, l'hymne écrit par le Cubain Carlos Puebla, sont publiées. ● MICHAEL

RADFORD, le réalisateur du *Facteur*, travaille à un projet de film sur les derniers instants du « Che ». En France, Maurice Dugowson termine le montage d'un documentaire bio-

graphique. D'autres réalisateurs envisagent de s'attaquer à ce sujet. ● EN BOLIVIE, le ministère du tourisme doit inaugurer cette année un circuit appelé « La route du Che ».

## Le « Che », une icône et ses retombées commerciales

Trente ans après son assassinat, le 9 octobre 1967, en Bolivie, le « guerillero heroico » argentin-cubain est à nouveau en vogue. Livres, disques et films sanctifient la mémoire d'un martyr de la révolution

LES T-SHIRTS, les posters ou les badges reproduisant les photos du « Che » étaient déjà en vente depuis 1968 – sans que soient acquittés les droits d'auteur aux photographes. A l'approche du trentième anniversaire de sa mort, les produits foisonnent : livres, disques et films ont déjà commencé à déferler ou s'appêtent à le faire. Du CD single au film de la Warner, du guévaramaniaque amateur à la machine hollywoodienne, de l'approche mystificatrice au documentaire biographique, il y en aura pour tous les goûts. Car les admirateurs restent nombreux. Certains vénèrent le « Che » comme un Christ ou un pop star. D'autres prennent la chose au second degré et s'en amusent. Il y a ceux que la vue d'un trépassé militaire excite ou encore ceux qui ne retiennent pas les lueurs anti-impérialistes.

« Ici, il reste la clarté, la profonde transparence de sa présence bien aimée, commandant « Che » Guevara. Nous continuerons toujours, comme nous continuons près de toi aujourd'hui, et avec Fidel nous te disons : Avec toi pour toujours commandant ! » : *Hasta siempre*, cette chanson écrite par le cubain Carlos Puebla à la mort du « Che » a fait le tour du monde. La musique cubaine n'a plus à faire ses preuves et *Hasta siempre* est composé avec des recettes analogues à celles des autres rengaines à succès de l'île, telle *Guananamera*.

### Culte total

Sur un rythme sensuel, les paroles expriment un culte total : « Tu main glorieuse et forte fait feu sur l'histoire. Ton amour révolutionnaire te conduit vers de nouvelles conquêtes où l'on attend la jérémy de ton bras libérateur. » La brutalité de l'assassinat du « Che » le 9 octobre 1967 explique en partie cette ferveur. De plus, *Hasta siempre* a séduit bien au-delà des pays hispaniques, là où les pa-

### Une vie à éclipses

A ce jour, il n'existe toujours pas de biographie fiable d'Ernesto Guevara de La Serna. Au fur et à mesure que des dignitaires castristes lâchent le régime qu'ils ont servi, ils distillent des révélations. Mais il manque un travail de recherche sérieux qui fasse la lumière sur la vie réelle de ce héros de légende. ● 14 juin 1928. Guevara naît à Rosario de la Fe, en Argentine, dans une famille de la petite-bourgeoisie aisée. ● 1947. Il décide de devenir médecin. ● 1953. Rencontre avec Fidel Castro. ● 1<sup>er</sup> janvier 1959. Les guérilleros castristes, menés par Guevara, entrent à La Havane. Jusqu'en 1965, Guevara occupe divers postes de premier plan dans le gouvernement de Fidel Castro. ● 1965. Le « Che » rompt avec l'URSS, qui va lâcher peu à peu les mouvements de guérilla de l'Amérique latine. ● 9 octobre 1967. Il est exécuté en Bolivie, où il a tenté sans succès de fonder une nouvelle guérilla.



roles n'avaient guère d'importance. En France, les *Hasta siempre* se ramassent à la pelle. Les guévaramaniaques peuvent trouver sur le marché au moins une dizaine de versions récentes différentes. Le CD *El « Che » vive, 1967-1997* en comporte trois. Produit par le label parisien Last Call, le disque figure actuellement en bonne place sur les rayonnages. Quinze chansons, composées et interprétées par des musiciens latino-américains pour la plupart, et un extrait d'un discours du « Che » forment une sorte d'anthologie des hommages musicaux au « guerillero heroico ».

Plusieurs autres compositions de Carlos Puebla jouent son cher commandant. Dans *Lo Eterno* (l'éternel), le peuple dit : « Commandant, que la voix d'acier de ton fusil ardent continue de parcourir le monde entier. » Victor Jara, le chanteur chilien mutilé et torturé à mort par la dictature militaire en 1973, Angel Parra, compositeur chilien engagé, Atahualpa Yupanqui, le grand musicien indien d'Argentine mort en 1992, et quelques autres interprètent des textes tantôt poétiques, tantôt martiaux. Le texte introductif, signé par Egon Kragel qui a eu la responsabilité du CD, se présente comme une lettre à Guevara. « Laisse-moi expliquer que tu me manques, (...) dire qu'il y a définitivement de l'ange dans ce soldat au front d'étoile », conclut-il. Le guerillero est mort quand Egon Kragel avait six ans. Son admiration est franche : « fantôme très fréquentable », « beauté excessivement moderne ». « J'ai grandi dans un milieu très protégé des problèmes sociaux. La première fois que je suis allé en Amérique latine, j'ai découvert une situation cruelle. » De là à la fascination pour le « Che », il n'y avait qu'un pas. Un amour un

peu aveugle puisque l'analyse politique ne le passionne pas. « Quand je regarde sa photo, je me dis qu'il pourrait être n'importe quel chanteur grunge d'aujourd'hui. » L'amour n'empêche pas les affaires, et le lancement de ce CD s'est fait en collaboration avec celui du nouveau Guide du routard consacré à Cuba. « C'est la musique qui m'a mené vers Guevara », affirme de son côté Bevinia, jeune chanteuse portugaise qui propose une nouvelle version de *Hasta siempre*, avec le groupe cubain Cuarteto Patria.

### « Christ laïque »

Deux autres versions de *Hasta siempre* se trouvent sur un CD assez différent. Les *Voix d'Inassou* de Tony Coe (Nato). Cette petite maison de disques publie des créations originales, issues du jazz, dont plusieurs consacrées à diverses formes de résistance, des Indiens d'Amérique aux antiracistes espagnols ou aux prisonniers des pénitenciers modernes. « Je crois que la musique sert encore à véhiculer des idées », affirme Jean Rochard, directeur de Nato. Plus ambitieuses que la compilation *El « Che » vive, 1967-1997*, ses productions sont sans doute vouées à un moindre succès commercial.

Réalisateur de télévision et de cinéma, Maurice Dugowson monte en ce moment son documentaire pour être prêt avant le mois d'octobre, anniversaire des trente ans de la mort de Guevara. Appuyé sur le livre biographique, à paraître, de Pierre Kalfon, son film se consacre à toute la vie du « Che », de la naissance au mythe.

### Lire, écouter, voir

● Disques *Hasta siempre*, Bevinia. Un CD single Celluloid 66984-5 (distribué par Mélodie). *El Che vive ! 1967-1997*. Un CD Last Call 3018342 (distribué par Arcade). Les *Voix d'Inassou*, Tony Coe, avec Ali Parka Touré, Marianne Faithfull, Benat Achary... Un CD Nato 777704 (Harmonia Mundi). Nato vient aussi de publier un superbe double CD dédié à Buenaventura Durruti, héros et martyr de la guerre contre Franco, mort en 1936 (Le Monde du 15 février). Un CD Nato 777733 (Harmonia Mundi). ● Livres *Che Guevara compagnon de la révolution*, de Jean Cormier. « Découvertes », Gallimard, 1996. Un album d'images légendaires doublé d'un texte intéressant conçu

pour les jeunes. *Les Quatre Saisons de Fidel Castro*, de Jean-Pierre Clerc. Longtemps chargé au Monde de Cuba, notre ancien collaborateur évoque avec précision la vie du « Che ». ● Vidéo *Ernesto « Che » Guevara*, le journal de Bolivie, documentaire de Richard Dindo, consacré aux derniers mois de sa vie, est disponible en cassette VHS. Arte Vidéo, quatre-vingt-dix minutes, 159 F environ.

« L'homme est politique ; l'image est romantique. Ce Christ laïque me fascine, explique le cinéaste. Ce jeune homme argentin, si beau qu'il aurait pu être acteur, se voulait un personnage pur. Même si elle a des aspects inquiétants, c'est une aventure d'exception et beaucoup d'intellectuels français ont fait le voyage à Cuba pour rencontrer Guevara. » Avant d'entreprendre le tournage dans plusieurs pays d'Amérique latine, là où le « Che » voulait étendre sa lutte anti-impérialiste, Maurice Dugowson s'est interrogé sur ce qui motivait profondément « ce type qui avait été ministre et qui repartait se battre dans la boue en Bolivie ».

Etote Scala, en Italie, Michael Radford en Grande-Bretagne, Dimitri De Clercq, coréalisateur, avec Alain Robbe-Grillet de *Un bruit qui rend fou*, plusieurs réalisateurs sud-américains ont eux aussi des projets de film, plus ou moins avancés. L'attrait exercé par le médecin qui renonça à la vie confortable, pour celle tragique de guerillero, n'est certes pas nouvelle. « Comme beaucoup de gens, j'étais séduit par ce Robin des bois que j'ai rencontré à La Havane, dans son bureau du ministère de l'Industrie », René Burri, photographe suisse de l'agence Magnum, est l'auteur de portraits qui ont fait le tour du monde, notamment du cliché du « Che » triomphant, cigare pointé vers le haut, utilisé comme affiche de propagande par les Cubains. « J'ai perdu le contrôle de cette photo ; elle ne m'appartenait plus. Je l'ai même retrouvée imprimée sur des coussins dans des boutiques des Champs-Élysées », explique-t-il dans *Le*

Photojournalisme (Gallimard). Une autre image a joué un rôle clé dans l'élaboration du mythe, celle prise par les militaires boliviens : pour prouver que leur ennemi était bien mort, ils firent abondamment circuler la photo du cadavre étendu, les yeux encore ouverts, le corps à demi-dévolu, entouré de soldats. Non seulement ce tribut de guerre est froidement brutal, mais encore la composition même de la photo allait toucher au plus profond des sensibilités occidentales.

### RÉBELLION INOFFENSIVE

Comme l'analyse Susan Sontag dans son livre *Sur la photographie* (10/18), « le corps de « Che » Guevara présentait quelques ressemblances de hasard avec le Christ mort de Mantegna et La Leçon d'anatomie de Rembrandt. La puissance de cette photo tient en partie à ce qu'elle a de commun, du point de vue de la composition, avec ces tableaux ».

## Le Britannique Michael Radford travaille à un projet cinématographique

RÉALISATEUR de *Il Postino* (Le Facteur), le Britannique Michael Radford travaille à un projet de film sur la fin d'Ernesto Guevara. C'est Mick Jagger, le chanteur des Rolling Stones, qui le produirait pour le compte de la Warner. Rien n'est fermement décidé, assure Michael Radford. Si la firme cinématographique américaine semble déterminée à produire un film sur le « Che », le contrat avec le réalisateur britannique n'est pas signé. « J'ai un autre film en préparation avant celui-là », affirme le cinéaste. Dans son projet, c'est Antonio Banderas (à l'écran en ce moment dans *Evita*, d'Alan Parker) qui incarnerait le guerillero : « Il est la plus grande star parmi les acteurs latins du moment et, en plus, il est sous contrat avec la Warner. » Pour Michael Radford, Guevara représente « le prophète pur de la révolution. Il disait : « Supprimons l'argent » ; il affirmait : « L'Union soviétique est un mensonge protégé par une armée. »

Ce type d'idéaliste « comme Jésus-Christ, comme tous les grands révolutionnaires » finit par devenir « gênant » : « Un visionnaire qui pense avec son cœur est utile dans les périodes d'action ; mais, dès qu'il faut organiser la société et l'État, instaurer un statu quo, il embarrasse la Realpolitik. » Dans son *Journal de Bolivie*, le « Che » raconte la fin mi-

### Guevaratour en Bolivie

Le ministère du tourisme bolivien doit inaugurer cette année un circuit appelé la « route du Che ». Il s'agit de développer un tourisme jusqu'à présent morganisé aux alentours de Vallegrande et de La Higuera où rôde l'esprit du guerillero, du « Santo Che » comme il est parfois nommé par ceux qui s'y rendent en pèlerinage. Le circuit inclut plusieurs étapes : l'école de La Higuera où en lieu l'exécution ; Camiri, siège du procès de Régis Debray ; Nancagua, site des premiers combats ; Vado del Yeso, où la guérillera Tania, une allemande de l'est, trouva la mort dans des affrontements violents ; l'hôpital de Vallegrande où fut exhibé le cadavre du Che.

En Argentine, depuis quatre ans, la maison natale du héros à Rosario (300 kilomètres au nord de Buenos Aires) a été déclarée lieu touristique par le conseil municipal. De style français, sa maison familiale fut construite dans les années 20 par l'architecte Alejandro Bustillo.

Des cousins aux compilations kitsch, c'est à une révolution light qu'appellent bon nombre des produits pleux actuellement sur le marché. L'Amérique du Sud a enfanté depuis d'autres personnages forts : d'autres mouvements sociaux – les Mères de la place de Mai en Argentine, le Mouvement des paysans sans terre au Brésil, le prix Nobel de la paix guatémaltèque Rigoberta Menchú, entre autres – mais ils ne semblent pas aussi commercialisables. A l'heure où les rumeurs contestataires de Suprême NTM sont condamnées à la prison ferme en France, où les organisateurs de festivals ont en plus en plus de mal à obtenir un visa pour faire venir des musiciens d'Afrique ou d'Asie, les produits « Che » offrent un succédané de rébellion, exotique et inoffensive. Le « guerillero heroico » a été transformé en commandante chiroforme.

Catherine Bédarida

ALIC BALDWIN AL PACINO AIDAN QUINN WINONA RYDER KEVIN SPACEY

L'intelligence et le plaisir inextricablement mêlés : une rareté.

**looking for richard**

AL PACINO RECHERCHE RICHARD

3615 FOX

LE MONDE PAGE PROGRAMME

personnage  
pour Goethe

La jeunesse

danse

cité musique



## Beaumarchais, personnage de théâtre pour Goethe

Un récit autobiographique de l'écrivain français a inspiré « Clavigo » au poète allemand, mis en scène avec vivacité au Théâtre Treize

**CLAVIGO**, de Goethe. Mise en scène : Agathe Alexis. Avec Vincent Nemeth, Isabelle Mentré, Jean-Michel Vovk. THÉÂTRE TREIZE, 24 rue Daviel, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Glacière. Tél. : 01-45-88-62-22. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. 120 F. Jusqu'au 2 mars

Clavigo est un cas d'exception : un grand dramaturge choisit pour protagoniste d'une de ses pièces un grand dramaturge étranger. Goethe a lu un récit autobiographique de Beaumarchais, *Fragment de mon voyage d'Espagne*, et s'en est inspiré pour adapter au théâtre. En 1764, Beaumarchais, huit ans avant d'écrire *Le Barbier de Séville*, part pour Madrid avec mission d'obtenir du gouvernement espagnol plusieurs marchés peu avantageux concernant les colonies d'Amérique, en premier lieu le monopole de la traite des esclaves. Accessoirement il apporte à l'une de ses sœurs, Lisette, sur le point d'épouser à Madrid un négociant nommé Durand, son extrait de baptême.

Sitôt arrivé, il voit que Durand, petit bonhomme, ne lui sera bon à rien pour l'avancement de ses affaires, alors que Lisette est connue pour avoir été la maîtresse d'un garçon beaucoup mieux placé, bien en cour, José Clavigo y Fajardo. Il oblige sa sœur à rompre avec Durand, et, après avoir circonvenu Clavigo par mille bons soins et promesses, il profite de l'état de faiblesse de ce jeune homme, diminué par quatre semaines de fièvre et de diète, pour lui faire signer une promesse de mariage avec sa sœur. Retrouvant sa présence d'esprit, Clavigo s'absente. Durand refusera de « reprendre » Lisette, qui restera célibataire. Et Beaumarchais regagnera Paris sans avoir obtenu le moindre marché attendu. Mais les mois passés à Madrid en compagnie de femmes charmantes et à travers bien des intrigues lui ont mis le pied à l'étrier : il écrit *Fragment de mon voyage d'Espagne*, où rien n'apparaît de ses échecs de politique et de famille, mais qui, comme tout ce qu'il écrit, est d'une vie irrésistible.

Goethe, enthousiaste, ne prend que huit jours pour en tirer une pièce. Durant trois actes, il suit Beaumarchais presque pas à pas, c'est facile, « dans le *Fragment du Journal la pièce est faite, il ne reste plus qu'à l'écrire* », dit René Poemeau, l'un de nos fidèles de Beaumarchais. Et les deux actes suivants, Goethe lâche Beaumarchais pour écrire une chose personnelle,

des ébauches d'une avant-première de *Werther*, où les hésitations et les scrupules de ce Clavigo-Werther sont combattus par un personnage, cette fois, de son invention, nommé Carlos.

Clavigo n'est pas l'un des sommets de Goethe, mais il y a là de grandes et belles choses, entre autres une scène entre deux sœurs de Beaumarchais, et le grand moment de la pièce, entre Clavigo et Carlos. Agathe Alexis a dirigé les acteurs avec un art sensible des hasards, des illusions, surtout avec un sens évident de la vivacité et de l'audace de Beaumarchais, très bien joué par Vincent Nemeth. Isabelle Mentré est émouvante dans le rôle de Lisette, que Goethe appelle Marie, et qu'il fait périr de chagrin, pour corser l'attention. Le seul défaut de l'entreprise est d'avoir confié le rôle essentiel de Carlos à un acteur très beau garçon, qui se montre sur scène excellent danseur de tango (c'est le « clou », très osé, de la mise en scène : un tango dansé par les deux hommes, Carlos et Clavigo, très « bombé-serré » comme disent les Martiniquais lorsque la biguine a été brûlante), mais, cet acteur, victime d'un défaut d'articulation, se montre incapable de se faire comprendre, ce qui est tout de même gênant.

Michel Cournot

## Débuts médiocres du Festival du film de Berlin

L'Espagne, avec Geraldo Herrero, et le Brésil, avec Bruno Barreto, ont relevé le niveau d'une compétition dominée par de grosses productions

Le Festival de Berlin présente vingt-cinq films en compétition pour l'Ours d'or, qui sera décerné le 24 février par un jury présidé, cette année, par l'ancien ministre de la culture français, Jack Lang. Les grosses productions hollywoodiennes - tels

*In Love and War*, de Richard Attenborough, ou *Larry Flynt*, de Milos Forman - prédominent. Seul film français en compétition, *Port Djema*, d'Eric Heuman, souffre d'un scénario peu convaincant. La projection du film brésilien *O que é isso*

*companheiro* ?, de Bruno Barreto, a réuni, dimanche 16 février, l'ex-terroriste Fernando Gabeira, devenu député du Brésil, et Valérie Hanlon, fille de l'ambassadeur des États-Unis enlevée en 1969 à Rio. Le film retrace ces événements.

### BERLIN

de notre envoyé spécial  
Dans une sélection officielle, pour l'instant très médiocre, seuls deux films, *Territorio Comanche*, de l'Espagnol Geraldo Herrero, et *O que é isso* *companheiro* ?, du Brésilien Bruno Barreto, apportent un peu de substance à un Festival de Berlin dominé par de grosses machines hollywoodiennes (*In Love and War*, de Richard Attenborough, *The Crucible*, de Nicolas Hytner, *Larry Flynt*, de Milos Forman) et européenne (*Snilla*, le sens de la neige, de Bille August).

Dans *Territorio Comanche*, une jeune présentatrice de télévision espagnole débarque en envoyée spéciale à Sarajevo, capitale bosniaque assiégée par les Serbes. Désorientée dans un premier temps, elle va céder aux injonctions des dirigeants de sa chaîne et verser, avec son équipe de tournage, dans l'information-spectacle : interviews truquées, reportages sur un sniper serbe en train d'abattre des passants dans la rue, images détournées. Cette stratégie du scoop a tout prix et de l'image-choc va se révéler payante, et la jeune reporter devient une vedette dans son pays après l'explosion d'une bombe dans sa salle de montage.

On peut au moins reconnaître à Geraldo Herrero le mérite de poser de bonnes questions, mais il le fait avec une candeur assez surprenante : quel est le rôle d'un reporter de guerre aujourd'hui ? Quels sont ses devoirs ? La télévision, dans sa course à l'information, est-elle toujours un instrument crédible ? Peut-on avoir confiance dans l'image ?

### DÉRAPAGES

Ces questions étaient déjà posées, avec infiniment plus de subtilité, par Marcel Ophüls dans *Veillée d'armes*, son documentaire sur les correspondants de guerre. Malgré toute sa bonne volonté, Geraldo Herrero donne l'impression d'arriver après la bataille et de découvrir un peu tard que le traitement d'un conflit peut prêter à débats. Son propre traitement de la guerre civile en ex-Yugoslavie n'est d'ailleurs pas sans soulever un problème, et son regard sur la jeune Ernest Hemingway, blessé dans une tranchée sur le front italien en 1918, et une jeune infirmière de campagne. Mais Attenborough

se pose beaucoup plus de questions que Geraldo Herrero, et son hôpital pour blessés ressemble à une colonie de vacances où les infirmières, menées par Sandra Bullock, accomplissent avec dévouement leur travail d'animatrices. Chris O'Donnell, dans le rôle d'Hemingway, se borne à froncer les sourcils et à forcer sur la bouteille.

*O que é isso* *Companheiro* ? s'inspire d'un fait d'armes authentique. En 1969, après que les militaires ont renversé le gouvernement démocratique au Brésil, un groupe de jeunes terroristes marxistes décide d'enlever l'ambassadeur des États-Unis afin d'obtenir la libération de quinze militants torturés dans les prisons gouvernementales. Bien construit (toutes les scènes sur la préparation de l'enlèvement sont passionnantes) et remarquablement interprété, en particulier par Alan Arkin dans le rôle de l'ambassadeur, *O que é isso* *Companheiro* ? pourrait passer pour une bonne réussite s'il ne choisissait un point de vue aussi caricatural sur les jeunes militants qui décident de passer aux armes.

Ces derniers sont tous présentés comme des cas sociaux : une des filles semble avoir basculé dans le militantisme parce que ses parents ne voulaient plus la voir ; un autre est une caricature d'intellectuel marxiste effrayé à l'idée de tenir un pistolet... Ils semblent d'abord agir

sous le coup d'une maladie mentale dont ils seraient les victimes, or la lutte militaire au pouvoir n'est manifestement pas une projection de leur esprit malade. Il aurait été préférable que Bruno Barreto interroge davantage la nature des bourreaux.

Berlin a également apporté un lot très important de films médiocres comme *Viva Erotica*, des Chinois de Hongkong Derek Yee et Lo Chi Leung, montrant les déboires d'un réalisateur contraint de mettre en scène un film érotique pour survivre, et le terrible *Snilla*, le sens de la neige, de Bille August, un film policier interminable dans la neige mettant en scène une jeune femme s'essayant à résoudre le meurtre d'un enfant, maquillé en accident.

Seul film français présenté en compétition, *Port Djema*, d'Eric Heuman, ne s'impose pas non plus : le scénario est peu convaincant (un médecin débarque dans un petit pays africain en pleine révolution pour savoir ce qui est arrivé à son meilleur ami médecin retrouvé mort) et n'arrive pas à donner corps à une histoire et une galerie de personnages caricaturaux, portant sur leurs épaules toute la misère du monde, comme s'ils étaient en pénitence. Ce manque de style ôte tout intérêt à ce film.

Samuel Blumenfeld

## La jeunesse difficile d'Eric Tanguy

Création à Pleyel du « Concerto pour violon n° 2 » du compositeur

**Wolfgang Amadeus Mozart : Ouverture des Noces de Figaro**. Eric Tanguy : *Concerto pour violon n° 2* (création mondiale). Serge Rachmaninov : *Symphonie n° 2*. Philippe Aiche (violon), Orchestre de Paris, Semyon Bychkov (direction). Salle Pleyel, les 13 et 15 février.

Intégrer une pièce contemporaine à un programme symphonique traditionnel relève en principe d'une démarche éducative aux bienfaits évidents. Encore faut-il que les œuvres réunies illustrent un quelconque parti d'ensemble, cohérent ou contrasté. Cette condition a été visiblement négligée pour la création d'Eric Tanguy assurée néanmoins avec enthousiasme par l'Orchestre de Paris. Arbitrairement placé entre l'*Ouverture des Noces de Figaro* de Mozart et la 2<sup>e</sup> *Symphonie* de Rachmaninov dirigées par Semyon Bychkov avec un strict souci des apparences, le 2<sup>e</sup> *Concerto pour violon* du jeune compositeur français (né en 1968) se trouvait dans une situation comparable à celle du visionnaire Désert de Varèse, jadis révélé au Théâtre des Champs-Élysées entre une *Ouverture* de Mozart et la *Pathétique* de Tchaïkovski. Là s'arrête toutefois la comparaison car l'œuvre de Tanguy n'a pas provoqué de scandale et a même ravi le public de Pleyel qui découvrait vraisemblablement un musicien souvent cité comme possible référence de demain.

Ne cachons pas toutefois notre déception vis-à-vis d'une œuvre qui ne plaide en faveur de Tanguy que sur le plan assez vague d'une sensibilité profondément lyrique. On est passé le métier - acquis notamment au cours des quatre précédents concertos (deux pour flûte, un pour violon et un pour violoncelle) ? Les relations entre soliste et orchestre s'effectuent ici de manière primaire au moyen d'une inflation de notes-pivots longuement tenues à l'unisson ou par un plaquage de tutti séchement vertical sur l'élégante linéarité horizontale du violon. Cette dramaturgie, exacerbée dans le *Finale* jusqu'à friser l'académisme néoclassique, entretient la pénible stagnation d'un *Concerto* limité dans les dimensions harmonique et mélodique. L'ultime cadence, transfigurée par l'irréprochable Philippe Aiche, offre la quintessence d'une œuvre qui s'appuie sur un motif rappelant le parcours de Sisyphe. Engagé dans un laborieux exercice d'ascension, il retombe inexorablement dans un *no man's land* propice à la méditation torturée.

Les auditeurs qui flânent pendant l'entracte dans un espace dédié à l'histoire de la salle Pleyel peuvent lire une maxime de Picasso rapportée par Cocteau : « On met longtemps à devenir jeune. » L'espoir est donc permis de voir un jour dans la musique d'Eric Tanguy le signe d'une jeunesse qui ne se mesure pas à l'aune de la précocité.

Pierre Gervasoni

**biennale**  
danse  
en Val-de-Marne  
Mardi 19 février / 4 avril 97  
renseignements et réservations :  
tél. 01 46 86 70 70

**cit** de la  
musique  
Markus Stenz, direction  
Conservatoire de Paris  
Ensemble  
Intercontemporain  
Ligeti, Messiaen  
2 mars < 16h30  
réservations  
01 44 84 44 84

**ESPACE SIMON**  
Noisy  
Le Grand  
Vendredi 21 février à 20h30  
**PRYSM** Trio de Jazz  
SOIRÉE ATMOSPHERE - 60 F. à 40 F.  
Vendredi 26 février à 21h  
**LISZT - BARTOK - LIGETI**  
Concert symphonique par  
l'Orchestre National de France  
LOC : 01 45 92 27 75

**CONCERTS**  
**MERcredi 19 février - 20 h 30**  
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
Orchestre des Champs-Élysées  
Collegium Vocale de Gand  
Chœur de la Chapelle Royale  
Dir. : Philippe Herreweghe  
V. Gens, O. Lalouette, L. Maouri  
R. Agnew, F. Caton  
**BERLIOZ**  
L'Enfance du Christ  
Trilogie Sacrée  
Places : 60 F à 290 F  
Tél. Rés. : 49-52-50-50  
**ORCHESTRE DE PARIS**  
Salle Pleyel - 20 h 30  
mê 19, je 20, ve 21 février  
Semyon Bychkov  
direction  
Pinchas Zukerman  
violin  
MOZART - BRUCKNER  
80 à 240 F - Tél : 01 45 61 65 89  
**JEUDI 20 février - 20 h 45**  
Centre Culturel Portugais  
51, avenue d'Iéna 75116 Paris  
Présenté par Joao Pereira Bastos  
**Elsa Saque** (soprano)  
**Irene Lima** (violoncelle)  
**Joao Paulo Santos** (piano)  
Fauré - L. de Freitas Branco  
**CHATELET**  
DIMANCHE 23 février 11h30  
Musiciens  
Orchestre de Paris  
Elena Bashkurova, piano  
BRAHMS  
Location 01 40 28 28 40  
**CHATELET**  
LUNDI 24 février 12h45  
Le Concert impromptu  
LIGETI, BARBER  
Location 01 40 28 28 40

Théâtre Gérard Philipe de Saint-Denis - CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL  
**TGP** Du 3 février  
au 16 mars 97  
Mise en scène  
Claude Régy  
*Maeterlinck*  
*La mort de Tintagiles*  
RESERVATION  
01 48 13 70 00





## COMMUNICATION

LE MONDE / MARDI 18 FÉVRIER 1997

**TÉLÉVISION** Destinée à devenir l'une des pièces maîtresses du futur pôle audiovisuel extérieur de la France, la chaîne de télévision francophone TV5 veut accentuer sa présence

sur le continent nord-américain et en Amérique du Sud. ● TV5 AMERICA devrait être lancée en 1997 sur la base d'une grille de programmes commune à l'Amérique la-

tine et aux Etats-Unis. L'offre actuelle - une heure et demie de programmes quotidiens sur le câble - est jugée insuffisante. La chaîne est en négociation avec plu-

sieurs opérateurs de programmes numériques américains. ● EN AFRIQUE, un bouquet numérique de huit chaînes francophones devrait être lancé en mars. MCM Africa, Ca-

nal France International (CFI), TV5 et Canal Horizons, déjà diffusées en mode analogique, seront rejointes par Planète, Euronews, La Cinquième/Arte et AB Cartoon.

# La chaîne francophone TV 5 veut s'ancrer sur le continent américain

Jugeant sa présence actuelle aux Etats-Unis insuffisante dans le cadre du développement de l'audiovisuel extérieur, la chaîne française s'appête à lancer TV 5 America. Une grille de programmes commune à l'Amérique du Sud et aux Etats-Unis sera mise en place à partir de mars

TV 5, la chaîne de télévision francophone à vocation internationale, met les bouchées doubles. Destinée à devenir l'une des pièces maîtresses du futur pôle audiovisuel extérieur de la France - à l'instar de Radio France Internationale (RFI) -, TV 5, créée en 1983 et parainée par la Sofrad, l'INA, France 2 et France 3, mais aussi par la RTBF (Belgique), la SSR (Suisse romande) et le consortium de télévision Québec-Canada, est diffusée, via satellite, sur les cinq continents.

La télévision francophone est dorénavant la troisième chaîne satellitaire en Europe, derrière Euronews et MTV Europe, mais devant CNN International. Elle est implantée depuis 1989 au Canada, depuis 1992 en Afrique, en Amérique latine et, depuis l'an dernier, en Asie, grâce à trois heures quotidiennes relayées par le satellite ASIA SAT 2.

L'année 1997 devrait consacrer son implantation aux Etats-Unis. TV 5 y est déjà présente: un accord conclu avec International Channel, une filiale du premier câble-opérateur américain, TCI, lui permet de toucher 7,2 millions d'abonnés au câble et de leur offrir quotidiennement une heure et demie de programmes francophones (trois heures le samedi). Mais cette offre est insuffisante.

En octobre 1996, lors d'une réunion à Montebello (Québec), les différents ministres de la culture des pays qui participent à TV 5 ont entériné la volonté de la chaîne de s'ancrer plus solidement sur le territoire américain. En mars, Eric Halgand, actuel adjoint au directeur des programmes de TV 5 Europe, sera chargé de la mise en place d'une grille de programmes commune à l'Amérique latine et aux Etats-Unis. Elle devrait être lancée au cours du deuxième semestre et être opérationnelle en décembre. En outre, Claude Montet, directeur du développement de TV 5 Amérique latine et Caraïbes, et qui est l'un des artisans du succès de la chaîne sur ce continent, où elle a séduit 4 millions d'abonnés au câble relié à Panama 3, devrait quitter Montréal pour Buenos Aires. Enfin, un directeur du développement devrait bientôt être nommé aux Etats-Unis.

### ENJEU MAJEUR

Ces nominations sont le prélude au lancement de la future TV 5 America. Un lancement salué par le ministère des Affaires étrangères, l'un des principaux bailleurs de fonds de la chaîne, pour lequel la création de TV 5 America correspond « à une restructuration et à une coordination accrue de l'audio-

visuel extérieur français ». Mais aussi par Jean-Paul Chuzel, président de RFI: « En tant que président du futur pôle audiovisuel extérieur français, je m'en félicite. TV 5 est bien diffusée dans le monde, mais il y avait un vide aux Etats-Unis, or il s'agit d'un enjeu majeur. Il est évident qu'elle doit s'y implanter, et sans attendre la fin supposée du mandat de tel ou tel président ».

Patrick Imhaus, président de TV 5 depuis 1990, réçu par les actionnaires de la chaîne en 1994, ne l'entend pas différemment. Pour lui, l'alliance de TV 5 avec le câble-

opérateur TCI est insuffisante, alors que les techniques de la télévision numérique offrent l'occasion à la chaîne francophone de s'arrimer plus solidement aux Etats-Unis.

La nouvelle grille de programmes commune à l'Amérique latine et aux Etats-Unis, concoctée par Dominique Fournier (TV 5 Europe) et par Jacques Camerlin (TV 5 Québec-Canada), devrait être mise en musique par Eric Halgand. Faisant davantage appel aux films et à la fiction, cette grille devrait bénéficier de sous-titrages en trois

langues (anglais, portugais et espagnol) et offrir des programmes forts en début de soirée, que ce soit à Los Angeles ou à New York, à Buenos Aires ou à Valparaíso grâce à de subtils dosages de programmation. « La compression numérique, technique que TV 5 a été la première à utiliser, notamment en Amérique latine, permet énormément de choses », explique Patrick Imhaus. Nous sommes en négociation avec plusieurs opérateurs de programmes numériques pour lancer TV 5 America. »

### DÉCLINAISON DE LA MARQUE

Le favori est Alfastar, l'un des plus jeunes opérateurs de télévision directe nord-américains, qui, outre le fait qu'il est contrôlé par des capitaux canadiens, offre déjà plusieurs « niches » télévisuelles, en chinois, en espagnol ou en égyptien. En outre, Alfastar est moins coûteux que ses concurrents. DirectTV ou Primostar accueillent de nouvelles chaînes dans leur bouquet pour environ 1,5 million de dollars annuels, alors que le coût de la location proposée par Alfastar serait inférieure à 1 milliard de dollars.

Les Etats-Unis ne sont pas le seul dossier chaud de TV 5. La chaîne francophone est aussi en négociation avec un bouquet de programmes numériques japonais.

Mais l'aventure américaine devrait accentuer à la fois sa présence et son image dans le monde. « La globalisation de la grille de TV 5 en Amérique latine et aux Etats-Unis doit favoriser la cohérence de la programmation et permettre de décliner véritablement la marque à l'international », explique Dominique Fournier, directeur des programmes et de l'antenne de TV 5 Europe. « Notre présence renforcée sur différents réseaux (Europe, Afrique, Canada, Amérique latine et Etats-Unis) devrait aussi favoriser un travail et une coopération plus grands entre les chaînes partenaires. »

La conquête des Etats-Unis par TV 5, outre son aspect emblématique pour la culture francophone, devrait constituer un atout supplémentaire pour Patrick Imhaus. Avec Guy Gougeon, patron de TV 5 Québec-Canada, il a été l'un des promoteurs de cette présence outre-Atlantique. Candidat à sa propre succession, en juin, Patrick Imhaus peut en effet s'enorgueillir d'avoir dynamisé TV 5: de 1990 à 1996, la réception de la chaîne francophone est passée de 22 à 66,6 millions de foyers sur les cinq continents, avec une tendance en progrès constant en Europe du Nord, en Afrique et au Québec.

Yves-Marie Labé

### Curieux procès et audit tardif

La chaîne francophone internationale a fait l'objet, à l'automne 1996, d'une information judiciaire contre X « pour abus de biens sociaux, abus de confiance, faux et usage de faux et recel », à la suite d'une plainte déposée par Pierre Roche, dirigeant de Télé-Louisiane, qui joua un temps l'intermédiaire de TV 5 dans le sud des Etats-Unis (Le Monde du 23 octobre 1996). M. Roche accusait la chaîne d'avoir notamment trempé dans le financement de partis politiques français et de diverses malversations. Un jugement du 22 janvier rendu par la cour de Lafayette (Louisiane) vient de condamner Pierre Roche à payer 50 000 dollars à James Baer, alors directeur général de TV 5 Québec-Canada, pour « diffamation et usage de faux ». Deux autres procédures sont encore en cours. Dès qu'il a eu connaissance de l'information judiciaire lancée à l'encontre de TV 5, Patrick Imhaus avait demandé que l'audiovisuel extérieur, et donc TV 5, soit aussi examiné par la mission de Jean-Michel Bloch-Laine, chargé d'un audit de la télévision publique. Mais il aura fallu plus de trois mois pour que cette demande soit enfin acceptée, la mission concernant TV 5 ayant débuté il y a juste dix jours.

## Un bouquet de huit programmes français à l'assaut de l'Afrique

UN ENSEMBLE de huit chaînes françaises et francophones devrait être lancé sur l'Afrique en mars. A cette date, MCM Africa, Canal France International (CFI), TV5, et Canal Horizons, déjà diffusées, seules ou groupées en mode analogique sur une partie de l'Afrique, seront rejointes par Planète, Euronews, La Cinquième/Arte et AB Cartoon. Pour l'occasion, ces huit programmes adopteront un mode de retransmission numérique. Les chaînes seront diffusées via le répéteur (canal) occupé précédemment par MCM Africa sur le satellite Intelsat 601.

La formation du bouquet « est entrée dans sa phase opérationnelle », indique François Thiellet, directeur général de MCM International, filiale de la chaîne musicale française dirigée par Thierry Laval. Selon M. Thiellet, le bouquet, qui n'a pas encore été baptisé, « ne devrait pas être commercialisé en réception directe ». Dans un premier temps, dit-il, la distribution « ne passera que par les réseaux MMDS ». Le MMDS, dénommé aussi « câble sans câble », permet de faire l'économie de la lourde infrastructure des réseaux câblés. Sur place, les opérateurs locaux des réseaux MMDS « composeront eux-mêmes leurs

offres de programmes », à la manière des câble-opérateurs traditionnels. Calqué sur le modèle de Canal Plus flanquée de son bouquet Canal-Satellite, Canal Horizons se veut la chaîne « premium », tandis que les sept autres composent le basique. Outre Canal Horizons, vendue au même tarif que Canal Plus en France, les sept autres chaînes devraient être commercialisées autour de 50 francs par mois.

### ABSENCE DES GÉNÉRALISTES

A l'origine, « ce bouquet a été constitué en liaison avec le ministère de la coopération », précise François Thiellet. Il y a deux ans, le Conseil audiovisuel extérieur de la France (CAEF) avait déjà dessiné les contours du futur bouquet (Le Monde du 30 novembre 1995). Selon le directeur de MCM International, « trois objectifs » guident les promoteurs du bouquet: « augmenter l'offre audiovisuelle française en Afrique, ne pas contribuer à la désaturation des chaînes nationales africaines et ne pas concurrencer Canal Horizons ».

La France devrait mettre la main à la poche et financer le coût de transport des chaînes. Elle devrait verser 12 millions de francs annuels pen-

dant trois ans pour la location d'un répéteur satellite sur Intelsat 601. Les chaînes généralistes françaises TF 1, France 2, France 3, ou M 6 ne se sont pas dans le bouquet, afin, dit-on, de ne pas mettre en péril les chaînes nationales locales. De même, pour des problèmes de droits de diffusion, Paris Première, Canal J et d'autres chaînes thématiques françaises ne pourront se joindre à l'ensemble de programmes. Toutefois, Muzik, chaîne classique et jazz, pourrait rallier le bouquet « dans une deuxième étape », ajoute François Thiellet.

A la fin de 1997, le bouquet pourrait changer de satellite pour être diffusé via Intelsat 801. Beaucoup plus puissant, ce dernier permettra une commercialisation en réception directe avec des paraboles de moins de 1,50 mètre de diamètre. Selon François Thiellet, « la réussite commerciale du bouquet pourrait induire la rentabilité de Canal Horizons ». A terme, la chaîne cryptée pourrait faire une économie annuelle de 10 millions de francs, coût de la location de son répéteur sur Intelsat 601.

Guy Dutheil

## TV 8 Mont-Blanc sollicite l'aide des collectivités locales

### GRENOBLE

de notre correspondant régional  
La chaîne de télévision hertzienne TV 8 Mont-Blanc, lancée en 1989 par le journaliste André Campana, et dont les programmes sont captés dans les principales villes des départements de la Savoie et de la Haute-Savoie, ainsi qu'à Genève, connaît de très sérieuses difficultés financières. Ses propriétaires, depuis janvier 1994, René Bianco, soixante-cinq ans, et son fils Robert, trente-deux ans - ce dernier est PDG de Télé 2 Savoies (T2S) -, sont confrontés à un déficit qui atteint 34,7 millions de francs pour les trois dernières années d'exploitation. Cette chaîne locale, qui emploie quarante-quatre salariés et vingt-cinq intermittents du spectacle, diffuse seize heures de programmes à vocation « familiale » par jour, dont un grand nombre d'émissions dites de « proximité ».

### UN DÉFICIT DE 34,7 MILLIONS

La station fut relancée, il y a trois ans, grâce au soutien financier accordé par René Bianco, qui détient 49 % du capital de la société Télé 2 Savoies. L'ancien PDG de l'entreprise « Les Fils de Jules Bianco », une société spécialisée dans l'importation et la

distribution de produits pétroliers, vendue en 1990 au groupe Elf-France pour la somme de 450 millions de francs, a réinvesti une partie de sa fortune dans les studios de TV 8 Mont-Blanc installés dans l'agglomération d'Annecy, et dans une nouvelle grille de programmes.

Malgré l'extension de son réseau de réémetteurs, au nombre de quarante-quatre, financé en partie par les collectivités locales savoyardes, l'audience stagne depuis plusieurs mois. La chaîne prétend avoir réalisé, en 1996, un chiffre d'affaires de treize millions de francs grâce à la publicité et à des prestations diverses, notamment des « reportages » payants pour le compte d'administrations et d'entreprises, alors que ses charges se sont élevées à vingt-cinq millions de francs.

Récemment, les dirigeants de TV 8 Mont-Blanc ont sollicité l'aide des conseils généraux de Savoie et de Haute-Savoie, mais aussi des principales villes de ces deux départements. Ils souhaitent que ces collectivités locales prennent en charge le coût annuel de diffusion des programmes par Télédiffusion de France (TDF), qui s'élève à six millions de francs. Les deux départements, ainsi que les villes

de Chambéry, d'Aix-les-Bains et d'Annecy, ont accepté de soutenir, pendant trois ans, la chaîne de télévision. Mais les deux conseils généraux ne débloquent leurs subventions qu'après avoir reçu l'avis du tribunal administratif de Grenoble sur la légalité de leur aide.

### « UN VÉRITABLE ASSASSINAT »

« Les collectivités publiques peuvent intervenir soit pour aider des entreprises en difficulté - mais la famille Bianco prétend ne pas l'être -, soit pour le maintien des services publics dans l'espace rural. Mais TV 8 Mont-Blanc n'est pas reçue dans l'ensemble de la Haute-Savoie, rappelle le directeur général des services du département, Georges Pacquenet. Il y a quelques années, nous avons subventionné des investissements pour l'implantation de cette chaîne. L'aide que l'on nous demande aujourd'hui concerne directement son fonctionnement. »

Récemment, les propriétaires de TV 8 Mont-Blanc ont dénoncé l'attitude des deux principaux groupes de presse présents dans les départements savoyards, Le Dauphiné et Le Messager, filiale de la Voix du Nord. « Pour nous tuer, pour nous empêcher de réussir dans les deux ans qui viennent, la presse écrite se déchaine. C'est

un véritable assassinat », écrivent René et Robert Bianco dans une lettre qu'ils ont adressée aux élus savoyards. Dans celle-ci, ils détaillent les aides accordées par l'Etat à l'audiovisuel public et à la presse écrite, ainsi qu'à l'Agence France Presse et à la presse écrite, et ils demandent, au nom de « l'équité », de pouvoir bénéficier de la subvention de six millions de francs qu'ils réclament aux collectivités savoyardes.

« Il n'y a pas de marché pour cette station de proximité. Mais les Bianco, qui ont beaucoup investi dans leur aventure télévisuelle, s'obstinent. Seule leur fortune personnelle leur permet de tenir. Forcément un jour ou l'autre ils devront jeter l'éponge », observe un journaliste du Dauphiné. René Bianco reconnaît avoir déjà dépensé 72 millions de francs, depuis son entrée dans le capital de la chaîne locale en 1992 - il ne détenait alors que 10 % de celui-ci. « Que TV 8 Mont-Blanc perde beaucoup d'argent, c'est vrai. Que notre chaîne connaisse des difficultés financières, c'est faux. Bianco a du répondant et chez nous le dépôt de bilan n'existe pas », déclare le principal actionnaire de la chaîne, qui affirme également être son « unique créancier ».

Claude Francillon

## Le chiffre d'affaires 1996 de Publicis progresse de 7 %

LE DEUXIÈME GROUPE publicitaire français, Publicis, a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 21,9 milliards de francs en 1996, contre 20,5 milliards en 1995, soit une hausse de 7 % (+6 % à périmètre et taux constants). Cette hausse est très largement supérieure au niveau du marché publicitaire souligne Publicis: elle est due principalement aux activités internationales du groupe, en Europe et aux Etats-Unis notamment, qui représentent 60 % du chiffre d'affaires. Mais aussi à l'acquisition de nouveaux budgets publicitaires (Hewlett Packard, Immarat, Tambrands, etc.) et au développement de budgets comme Coca Light. Les acquisitions récentes du groupe présidé par Maurice Lévy au Brésil, au Canada, à Singapour et aux Philippines, toutes réalisées en 1996-1997, ne sont pas intégrées au chiffre d'affaires 1996. Ces agences dont Publicis a pris le contrôle - ce qui traduit sa volonté de s'implanter mondialement et notamment en Asie, nouvel « eldorado » des publicitaires -, réalisent un chiffre d'affaires global de 1,7 milliard de francs. La progression du chiffre d'affaires devrait permettre « de confirmer les prévisions d'augmentation de résultats de 1996 ».

## Lancement d'un hebdomadaire sportif dans le Sud-Ouest

LA SEMAINE DES SPORTS doit mettre en vente son premier numéro le 19 février. Cet hebdomadaire sportif sortira tous les mercredis et sera diffusé sur le Pays basque, le Béarn et les Landes. « La Semaine des sports veut donner un support écrit à la culture des sports dans le sud Aquitaine », annonce son rédacteur en chef, Gilles Lahourcade. L'hebdomadaire devrait atteindre l'équilibre avec une attente de 6 000 à 8 000 exemplaires. La rédaction basée à Saint-Jean-de-Luz comprend une douzaine de personnes. Le directeur de la publication, Jean-Philippe Etchevers, est l'actionnaire majoritaire aux côtés des salariés du journal et des Editions de la semaine (25 %), l'éditeur de La Semaine du Pays basque, créé en 1993 par Roland Machenaud, qui a ensuite lancé La Semaine des Landes, puis La Semaine des Pyrénées. (Corresp.)

### DÉPÊCHES

■ CÂBLE: 1,47 million de foyers étaient abonnés au service de base du câble - au moins 15 chaînes - au 31 décembre 1996, contre 1,3 million un an plus tôt, a annoncé, vendredi 14 février, l'Association des villes câblées (AVCA). Pour l'Association française des câble-opérateurs (AFCO), 1996, l'« année charnière pour l'avenir du câble », avec le passage au numérique, s'est achevée sur un bilan « positif ».

■ SATELLITE: Polsat, télévision privée polonaise, a annoncé, vendredi 14 février, le lancement d'une chaîne à péage diffusée par satellite et sur les réseaux câblés de Pologne. Polsat sera en concurrence frontale avec Canal Plus Pologne. Créée en 1994, la filiale polonaise de la chaîne cryptée compte 140 000 abonnés et vient d'absorber Filmnet Pologne, chaîne du groupe Net-Hold.

■ PRESSE: le groupe Filipacchi Médias a enregistré un chiffre d'affaires consolidé en 1996 de 1,54 milliard de francs en hausse de 2,1 % par rapport à 1995 (1,5 milliard). Propriété de Daniel Filipacchi et Frank Tenot, Filipacchi Médias est l'éditeur de Paris-Match, Pariscope, Entree, etc. Filipacchi Médias est actionnaire à 34 % d'Hachette Filipacchi Presse, aux côtés du groupe Lagardère.

■ PHOTOGRAPHIE: les Journées de l'image pro (JIP), un festival qui rassemble les professionnels et l'industrie de la photographie (fabricants de matériels, multimédia, éditeurs, photographes, agences de communication), qu'il tient à Arles, ville qui a accueilli onze éditions, pour Marseille. La douzième édition aura lieu les 5, 6 et 7 juillet au Palais du Pharo, un espace de 8 000 m² qui surplombe le Vieux-Port.

# Fichier

par Alain Rollat

**BRUNO GOLLNICH** : pris en flagrant délit de troubles dans le paysage audiovisuel. A perturbé le « Bouillon de culture » consacré par France 2 à la culture en colère. A tenté de focaliser le débat sur sa propre personne, puis a essayé de monopoliser la parole en empêchant les autres de s'exprimer. S'est fait plusieurs fois rappeler à l'ordre par Bernard Pivot. La préméditation ne fait aucun doute : ce récidiviste a utilisé tous les « trucs » que son parti enseigne à ses cadres pour déstabiliser l'adversaire dans un match télévisé. Mais il a sous-estimé l'impact des plans de coupe. La caméra témoin met en évidence que son sourire était trop forcé pour être honnête. Quand le témoin Bertrand Tavernier lui a recommandé d'aller au cinéma « au lieu de dire des conneries », le sieur Gollnich n'a pu retenir un regard de haine qui a figé un rictus sur son visage. Prévenir ses hôtes potentiels que son hébergement est garant de désordres.

**Bruno Mégret** : flagrant délit de détournement d'images. Quand sa moitié s'est installée dans son fauteuil de maire en titre, le maire clandestin de Vitrolles a pris soin de s'asseoir derrière elle, au second plan, dans le champ de la caméra de France 3, sûr de fixer l'attention, et son hold-up a réussi. Tous les téléspectateurs ont vu quel des deux tirera les ficelles. Cette image emblématique fera date, car il est rare qu'un marionnettiste se montre aussi possessif, en public, vis-à-vis de sa poupée. Informer tous les citoyens qu'un

hébergé du Front national peut en cacher un autre.

**Alexandre Lebed** : soupçonné de publicité clandestine. Ce général russe en quête de Kremlin ne fait pas mystère de son plan promotionnel. Quand on a déjà ouvert à Paris-Match les portes de son appartement, il n'y a pas mieux qu'une visite à la tour Eiffel, suivie d'un entretien en direct sur France 2, avant un pèlerinage à Colombey-les-Deux-Églises, pour résumer son ambition en deux ou trois clichés télévisuels. Mais pourquoi poser, devant la caméra, à côté de la plaque du grand hôtel parisien où l'on séjourne ? Cette image-là fait-elle partie d'un contrat ? Pour le reste, RAS. Sauf qu'on ne sait jamais ce que veut dire exactement un militaire lorsqu'il se déclare partisan de « la dictature de la loi ». A surveiller avant hébergement.

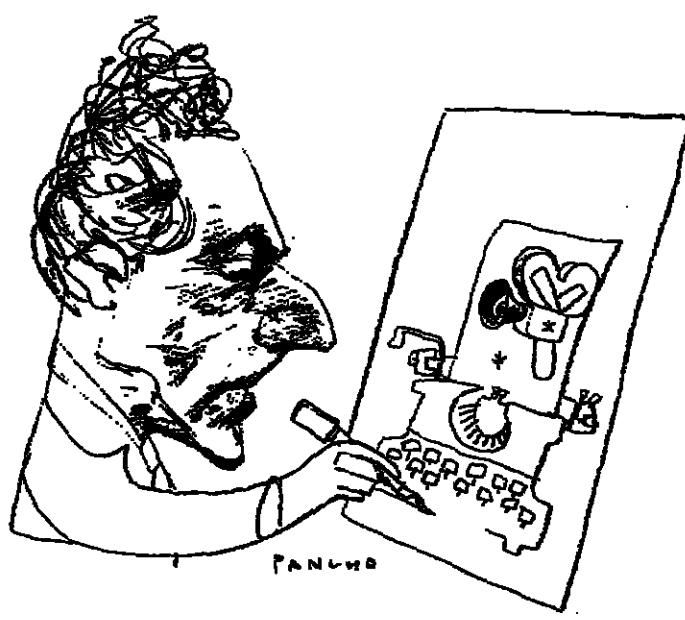
**Eric Raoult** : suspecté de falsification d'identité. A brouillé les cartes au cours de son passage à « Polémiques », dimanche, sur France 2. On attendait un ministre embarrassé, on a découvert un ministre le cœur sur la main, présentant ses excuses aux cinéastes en colère (« Désolé de vous avoir choqués... »), les priant de bien vouloir lui pardonner (« Je ne suis pas un intellectuel... »), retirant ses propos fâcheux de la semaine précédente, proposant à ses censeurs de « bosser ensemble » contre les trafics de main-d'œuvre et contre l'extrême droite. Les professionnels du cinéma n'en sont pas revenus. Mais ce Raoult hébergeable était-il le même que l'autre ? Question préalable.

## Cocteau et ses doubles

Arte consacre une Théma au « prince des poètes ». Le film « Orphée » ouvre la soirée, suivi d'un portrait documentaire de Noël Simsolo et d'un moyen métrage, « La Villa Santo Sospir »

C'EST un de ces imbroglios coquasses qui feraient vaciller une République des lettres si elle existait. Par un soir de juin 1960, une poignée de poètes rassemblés à Fontenay-lez-Paris (Seine-Maritime), s'avisant de l'absence d'un « prince des poètes » après la mort de Jules Supervielle (qui avait succédé à Paul Fort), décidait d'octroyer le titre à Jean Cocteau. La confusion de la procédure, autant que la personne du « prince », suscitait une riposte immédiate, menée par André Breton, suivi notamment par l'ouvrier, Mandiargues, Paulhan, Ponge, Soupault, Ungaretti. Une contre-élection plaçait Saint-John Perse en tête. Mais le Prix Nobel déclinait le titre. Un référendum allait trancher : Cocteau, qui était, à vingt ans, le « prince frivole » des duchesses, serait, à soixante-dix, celui des poètes.

Pas plus que Saint-John Perse (ou André Breton), Cocteau ne méritait un tel titre. Mais personne n'y tenait plus que lui. Pour les Français, qui n'avaient qu'une vague idée de la poésie, il incarnait « le poète ». Ils le reconnaissaient dans la manière, avec son élégance recherchée et ses paradoxes d'un mondain averti des grands, qui ne cessait de répéter : « Je déteste la frivolité ! J'estime que c'est un crime contre l'esprit ». Cocteau s'acquittait de sa représentation comme d'un devoir envers la société. Il y déployait une politesse légèrement affectée, comme s'il lui fallait s'excuser d'appartenir à l'aristocratie de ceux qui sont « des poètes ».



ribles s'exposait volontiers aux Roliflex des reporters, aux caméras et aux microphones tendus vers lui - et c'est une chance car nous disposons aujourd'hui de nombreuses images -, autant il semblait s'effacer derrière ses personnages, notamment dans sa trilogie cinématographique. Avec Orphée (1950), qui ouvre cette soirée, et Le Testament d'Orphée (1960), il pousse son double devant lui comme pour s'assurer de ne pas lui porter ombrage. Il l'envoie sonder un monde obscur qu'il ne peut que frôler. Il observe ses gestes, au ralenti, ses paroles

concentrées en brefs éclats. Orphée donne à voir l'autre Cocteau, enfantin et grave, rempli de la mission de dire le poète dans la poésie.

### MONOLOGUE À DEUX VOIX

Cocteau concevait le cinématographe comme « un véhicule de la pensée ». Son fonctionnement même était au centre du dispositif de miroirs à qui il demandait de « réfléchir avant de renvoyer les images ». Ses séquences avaient l'éclat de ses réparties, mises en scène avec le fini d'un artisan minutieux. Orphée « orchestre » le thème du Sang d'un poète : « La né-

cessité pour [lui] de traverser les morts successives et de remonter sous une forme plus proche de sa personne... Nul mieux que l'auteur de La Belle et la Bête n'a montré combien le cinéma présentait « la mort au travail ». Chez lui, il n'était en rien son enregistrement passif, mais un art poétique, qui exigeait que l'on prenne la mort à bras le corps pour viser l'immortalité.

Sous le titre Jean Cocteau, mensonges et vérités, un documentaire de Noël Simsolo passe en revue les talents de celui que l'on a si souvent traité de touche-à-tout, et qui, effectivement, au théâtre, au cinéma, « touchait », comme en escrime. On en retiendra le dialogue Cocteau-Aragon face à Pierre Dumayet en 1957. Évoquant leurs Entretiens sur le Musée de Dresde, ces deux splendides relayeurs se passent et repassent le témoin d'une pensée unique, mais d'une pensée unie. Une forme inédite de monologue à deux voix, tant l'un semble n'avoir d'autre souci que de poursuivre le discours de l'autre. Le plus générique à ce jeu est évidemment Cocteau.

Pour notre bonheur, la caméra ne connaît encore que le plan fixe, tout juste interrompu par l'insert d'un tableau de Monet. Dans la grisaille, à demi floue, les deux bavards offrent la synthèse d'un délicieux esprit français forgé dans l'insolence et la détestation du sérieux.

Jean-Louis Perrier

\* Théma « Jean Cocteau », Arte, mardi 18 février à 21 h 40.

### TF 1

**UNE LEÇON PARTICULIÈRE**  
Téléfilm d'Yves Boisset, avec Roland Girard, Julien Rivière (95 min). 197456  
Une jeune professeur est mise à pied pour avoir giflé un adolescent. Un élève va tout tenter pour sa réintégration...

**LE DROIT DE SAVOIR**  
Magazine présenté par Charles Vélizieux. Conférenciers et Charlators. Reportages : les miracles du docteur Fritz ; l'événement et la marche ; Les médecins de l'irrationnel (85 min). 9675982

**23.45 Les Dessous de Palm Beach**. Série. Jour nocturne 0, 0.35 et 1.35, 2.15, 2.55, 4.05 TF 1 nuit. 0.50 et 1.45, 2.25, 4.15, 5.15 Histoires naturelles. 3.05 Cliché à la dérive. Série. (18) (rediff.). 3.05 Musique Concert.

### France 2

**LA BÊTE**  
Téléfilm de Jeff Beckner, avec William Peterson, Karen Sillas (102 min). 291307  
Un couple de plaisanciers est tué par une bête mystérieuse au large d'une petite station balnéaire... D'après le roman homonyme de Peter Benchley.

**FRANCHISEMENT**  
Magazine présenté par Arlette Chabat et Alain Duhamel. Invité : Nicolas Sarkozy (70 min). 6167475  
23.35 Journal. Bourse, Météo. 23.55 Le Cercle de minuit. Quatre jours pour l'an 2000 : Que pouvons-nous attendre de la science de l'an 2000 ? Progrès ou apocalypse ? (65 min). 1455765

1.45 D'un idéal à l'autre. Magazine. 2.10 Ardoukoba. Documentaire. 3.00 74 continent. Documentaire. L'essai du globe. 3.35 24 heures d'info. 3.35 Micro. 4.40 La Compagne. Mystère au clair de lune. 5.05 Clip et Charity (30 min).

### France 3

**MON ONCLE BENJAMIN**  
Film d'Edouard Molinaro, avec Jacques Brel, Claude Jade (96 min). 117458  
Adaptation sous forme de récit picaresque d'un roman de Claude Tillier. Diverses formes de belle qualité formelle. 22.30 Journal. Météo.

**1, 2, 3, THÉÂTRE : LA VISITE DE LA VIEILLE DAME**  
Pièce de Friedrich Dürrenmatt, mise en scène de Régis Santoni, avec Line Renaud, François Lalande, Yves Pignot (100 min). 684253  
Devenue milliardaire, une vieille femme revient dans son village natal qui se trouve au bord de la folie.

0.35 Lignes de mine. (rediff.). 55 min. 8166321  
1.35 Capitaine Furillo. Série. 2.20 Musique griffée. Magazine. Jazz. I wanna stand over here. For all we know, I love you par Mc Coy Tyner, Bobby Hutchinson (20 min).

### Arte

**BAB EL-OUED CITY**  
Film de Merzak Allouache, avec Hassan Abdou, Nadia Kaci (94 min). 475591  
Tourne dans des conditions difficiles, en Algérie, au printemps 1993, ce film est une chronique du petit peuple de Bab el-Oued au milieu des déchirements du pays. 22.15 Kinorama. Magazine.

**LA BELLE ET LA BÊTE**  
Film de Jean Cocteau, avec Jean Marais, Josette Day (94 min). 6586530  
Splendide poème fantastique. 0.00 Court-circuit. Courts métrages (30 min). 7296  
Requiem pour un rêve, de Milojan Popovic (1994, v.o.)  
L'arrivée du train, d'Andréi Selesniakov (1995, v.o.).  
Un siècle d'histoire russe présenté à la manière des frères Lumière. Ours d'or du meilleur court métrage au festival de Berlin 1996.

0.30 Quoi de neuf, Pussycat ?  
Film de Chue Donner, avec Peter Sellers (1965, v.o., rediff.). 105 min. 6714168  
2.15 La Parthénie rose (rediff.). 30 min.

### M 6

**HARLEY DAVIDSON ET L'HOMME AUX SANTIAGOS**  
Film de Simon Winser, avec Mickey Rourke (1991, 110 min). 831388  
Film d'action.

**KILLER CROCODILE**  
Film d'Alvin Karpis, avec Anthony Quinn (1989, 100 min). 9431302  
De la défense de l'écologie aux frissons de l'épouvante. 0.15 Culture pub (rediff.). 0.45 Jazz 66. Magazine présenté par Philippe Adler. Carnegie Hall, Jazz Band (70 min). 9107296

1.55 Best of Queens. Une sélection de clips. 3.40 Préparez-vous. David Gilmour. 4.35 L'été aux plongeurs. Documentaire. 4.55 Les Derniers Plongeurs d'Épaves. Documentaire. 5.30 Mister B&B (rediff.). 30 min.

### Canal +

**STREET FIGHTER : L'ULTIME COMBAT**  
Film de Steven E. De Souza, avec Jean-Claude Van Damme, David Julia (1994, 95 min). 307611  
22.10 Flash d'information.

**LES HABITANTS**  
Film d'Alain Tanner, avec Leonard Lucier (1992, v.o., 109 min). 119678  
Avec des références aux peintures de Magritte. 0.05 Le Hussard sur le toit. Film de Jean-Paul Rappeneau (1995, 125 min). 4213788  
Adaptation du roman de Giono. 2.10 Caméra insolite. Documentaire. Les routes de l'extrême (rediff.). 54 min. 6889498

### Radio

**France-Culture**  
20.30 Le Grand Débat. Les Français sont-ils conservateurs ? Avec Alain Madelin, Michel Crozier, Jean-François Kahn, Jean Karsp. 21.30 Fiction. Le sapin du vent et de la mer de Jacques-René Doyon. 22.40 Tout ouvrant. 0.05 Du jour au lendemain. Claude Vigne, auteur de nos pages du 100e anniversaire. 0.45 Musique : Les chœurs du music-hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

**France-Musique**  
20.30 Concert. En direct de Hallgrims kirka à Reykjavik, par le Chœur Langhofs, dir. Jon Stefansson. Chœur de Rosini : Petite Messe solennelle. 22.30 Musique pluriel. Présences 97. Chœurs de Berlin. Marie-Claire Mussy, pour son livre Les Musiciens de la mer. 0.00 La Rose des vents. Concert donné le 31 janvier 1996 salle Olivier-Messiaen à Radio-France. Tunisie. Sonia M'Barek (chant). 1.00 Les Nuits de France-Musique.

**Radio-Classique**  
20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Colette, critique musicale. La Damnation de Faust de Berlioz. 9e partie : Rédemption de France. Le Rossini et la Rose de Saint-Saëns. Suite bergamasque de Debussy. Chœurs d'Orchestre, Wagner, Strauss. 22.40 Les Soirées de Radio-Classique. (suite). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

## RECEVEZ LE MONDE

chez vous pendant 3 mois

**3 MOIS 536 F**

**BULLETIN - RÉPONSE**

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 536 F ☐ 6 MOIS - 1 038 F ☐ 1 AN - 1 890 F

au lieu de 546 F\* au lieu de 1 092 F\* au lieu de 2 184 F\*

Je joins mon règlement soit : ☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde ☐ par carte bancaire N° \_\_\_\_\_

Date de validité \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

**TARIFS HORS FRANCE**

1 AN 2 090 F 2 580 F 3 070 F

6 mois 1 223 F 1 550 F 1 877 F

3 mois 572 F 700 F 827 F

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers. Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Lesclapier - 93048 Chantilly Cedex

### TV 5

20.00 Thalassa. 20.30 La Bataille des Ardennes. Film de Ken Annakin (1963, 140 min). 81281814  
22.50 Le Monde des spectacles. Grèce. 23.45 Jordi Savall. A la recherche de l'authenticité.

**Ciné Cinéma**  
20.30 Au diable la vertu. Film de Jean Laviron (1952, N, 90 min). 8802582  
22.00 Long Day's Journey into Night. Film de Sidney Lumet (1962, N, v.o., 175 min). 91160389

**Planète**  
20.35 Les Opérateurs de la liberté. 21.30 Paris, nid d'espions. 22.30 Jim Harrison entre chien et loup. 23.25 Les Passagers. 0.15 Ya basta ! Chiapas été 96.

**Animaux**  
20.30 Le 230 Le Dernier Chameau sauvage. 21.00 Monde sauvage. Une classe laborieuse. 21.30 Le Vagabond. Pour la dernière fois. 22.00 Le Corbeau. 22.00 Faune ibérique. La misère des bêtes. 23.30 Le Retour de l'aigle de la mer.

**Paris Première**  
21.00 L'Argent des autres. Film de Christian de Chalonge (1978, 125 min). 2839249  
22.45 et 1.30 Le J.T.S. 23.15 L'Affaire Louis Trio. Concert (70 min). 8967543

### France Supervision

20.30 La Bataille des Ardennes. Film de Ken Annakin (1963, 140 min). 81281814  
22.50 Le Monde des spectacles. Grèce. 23.45 Jordi Savall. A la recherche de l'authenticité.

**Ciné Cinéma**  
20.30 Tranches de vie. Film de François Leterrier (1984, 90 min). 6004920  
22.00 La Princesse d'Éboli. Film de Tienem Young (1954, v.o., 100 min). 6308036  
23.40 Août. Film d'Henri Heine (1991, 90 min). 2254475

**Série Club**  
20.45 Un ours pas comme les autres. La musique adoucit les ours. 21.45 et 1.30 La Comtesse de Charny. 22.30 Zéro un Londres. La croquante de diamants. 23.00 Au-delà du réel, l'aventure continue. 23.45 Chapeau melon et Botte de cuir. L'oiseau qui en savait trop.

### Canal Jimmy

20.00 Mister Gun. Le retour d'Humphrey. 20.30 Sweeney. Top à Saché Distel (21 septembre 1994). 21.40 New York Police Blues. Cas de conscience. 22.25 Chronique de la route. 22.30 Shopping. Film de Paul Anderson (1995, 105 min). 60925038  
0.15 Quatre en un. 0.45 Toots and the Maytals. Concert (85 min). 20569673

**Festival**  
20.30 Le Bal du gouverneur. Film de Marie-France Pisier (1989, 105 min). 4312582  
22.15 La Fable infidèle. Téléfilm de Jean-Louis Benoit, avec Marie-France Pisier, François Berléand (90 min). 43455458  
23.45 Juliette ? Court métrage de Philippe Pélard, avec Marie-France Pisier, Henri Dumas (1973, 30 min).

**Téva**  
20.55 Trois Femmes, un été. Téléfilm de Sharon Miller, avec Barry Bostwick, Joanna Cassidy (95 min). 83031863  
22.30 Murphy Brown. Rebelle. 23.00 Documentaire (30 min).

**Voyage**  
20.00 Suivez le guide. Aventures écologiques : Jersey ; Pérou. 22.05 L'heure de route. 22.35 L'heure de partir. Le Nord. 23.35 Suivez le guide. Hivert caché ; Oregona ; New York ; Amérique coloniale (115 min).

### Eurosport

19.00 Bobisleigh. Coupe du monde. Les temps forts de la 4e manche à la 1re manche (Canada). 20.00 Speedworld. 21.00 Fiéchettes. Le Speed Challenge à l'Autodrome (Allemagne). 22.00 Sumo. Le Tournoi Basho à Tokyo (2e partie). 23.00 Eurogoals. Les plus beaux buts des Championnats européens. 0.00 Snooker. Ligue européenne 1997. Groupe A (5e match) : John Higgins - Steve Davis (90 min).

**Muzzik**  
20.15 Hindemith : A Pilgrim's Progress par Tony Palmer. 21.00 Giovanna d'Arco. Opéra de Giuseppe Verdi. Mise en scène de Werner Herzog et Henning von Klerke, dir. musicale : Riccardo Chailly (145 min). 7686340

23.25 Diana Krall. Enregistre au festival international de jazz de Montréal 1996. 0.30 Midnight Classics 2. Sonate pour violon et piano de Beethoven : Le Premieres (30 min).

**Chânes d'information CNN**  
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 22.00 World News Today. 20.30 et 22.00, 1.00, 2.00 World News. 21.00 Larry King Live. 22.30 Inside. 23.30 World Sport. 0.00 World View 190 min.

**Euronews**  
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.45 et 21.15 Eurobus - Apr. 20.30 et 22.50, 1.30 International. 20.35 No Comment. 20.35 et 22.30, 1.45 Europe. 20.45 et 22.45 90° Est. 21.40 et 0.10, 1.40 Analysis. 21.45 Chénas. 21.50 Media. 22.15 Visa. 22.30 Ecologia. 0.15 Eurobusiness. 0.30 AgriNova (30 min).

**LCI**  
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.30 et 20.30 Le Grand Journal. 19.30 et 21.30, 1.12 Bourse. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 21.10 Le Journal du monde. 21.17 et 22.30 Le Journal de l'économie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culture. 22.10 Talk Média. 22.30 L'avisé de l'économie. 23.40 Sports (30 min).

**Signification des symboles :**  
► Signifié dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».  
■ On peut voir.  
■ Ne pas manquer.  
■ Chef-d'œuvre ou classique.  
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.









#### ENJEUX

Ce qui manque à l'Allemagne, c'est l'émulation  
page II

#### CONJONCTURE

Fin d'année budgétaire délicate pour Tokyo  
page VI

# Le Monde

## ECONOMIE

ENJEUX ET STRATÉGIES

#### FORMATION

La lente reconnaissance des diplômes en Europe  
page VII

#### INITIATIVES



#### ANNONCES CLASSÉES

page III  
et de la page VIII  
à la page XII

MARDI 18 FÉVRIER 1997

# Entreprises-Etat : chronique d'un malentendu

D O S S I E R

**L**undi 27 janvier, hôtel de Lassay. Le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, remet un prix à une PME innovante et en profite pour régler son compte à un poncif très répandu. L'entreprise citoyenne ? Il dénonce ce « concept absurde ». « L'entreprise, déclare-t-il, n'est pas comptable vis-à-vis de la collectivité nationale en termes d'emplois, mais en termes de richesses produites. » Et il enfonce le clou : « Comment s'étonner, dès lors, de tous ces raisonnements sur la prétendue mauvaise volonté des patrons à honorer leurs engagements, à faire leur devoir, à apporter les justes contreparties aux efforts de la puissance publique ? »

Le propos est symbolique. Quelle est la responsabilité de l'entreprise face à un chômage grandissant ? Cette question est dans toutes les têtes, celle des salariés français, qui entendent des rapports de plus en plus méfiants avec leur employeur, celle des politiques, qui cherchent les réponses à la crise, mais aussi celle des patrons, soumis à une sévère remise en cause. Traditionnellement diabolisée au sein de la société française, l'entreprise avait été réhabilitée, voire idéalisée dans les années 80. La désillusion n'en est que plus forte aujourd'hui. D'autant que la multiplication des plans sociaux, en frappant lourdement les cadres à partir de 1990, a fait perdre à l'entreprise ses meilleurs soutiens.

Au cours de la décennie écoulée, les sociétés françaises, encouragées par une politique d'aides tous azimuts, se sont fortement modernisées et mises au diapason de la concurrence internationale. Mais, depuis le début des années 90, et plus précisément depuis la récession de 1993, elles détruisent plus d'emplois qu'elles n'en créent. Y compris lorsqu'elles affichent des profits.

### ▼ France Les multiples aides aux sociétés depuis quinze ans n'ont pas inversé la courbe du chômage

Ce paradoxe ternit l'image de l'entreprise dans l'opinion publique, et sème le désarroi parmi les gouvernants, à la recherche d'un nouveau contrat moral à passer avec le patronat. Cette mise en cause est-elle justifiée ? La société française, y compris ses hommes politiques, n'a-t-elle pas trop misé sur l'entreprise, attendant d'elle plus qu'elle ne pouvait donner ?

D'autant que les patrons, CNPF en tête, avaient pu accrédi- ter l'idée, au milieu des années 80, qu'ils étaient en mesure d'offrir des solutions globales au problème du chômage, moyennant certains aménagements. Ainsi, le 3 juillet 1984,

Yvon Gattaz, patron de la société Radial et président du CNPF (1981-1986), propose au gouvernement de créer, en dix-huit mois, 471 000 emplois nouveaux à contraintes allégées (Enca) en échange de plus de flexibilité et, principalement, de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement.

Cette mesure ne sera accordée que deux ans plus tard, avec le retour de la droite aux affaires. Mais le « patron des patrons » avait déjà obtenu beaucoup de la gauche, avec la prise en charge par l'Etat d'une partie de la taxe professionnelle, la promesse – tenue – de ne plus augmenter les charges sociales et l'engagement de ne pas réduire le temps de travail légal au-dessous des 39 heures.

Quid des emplois promis ? Yvon Gattaz affirme avoir tenu ses engagements. Bien difficile, encore aujourd'hui, de faire la part des choses entre les Enca et les emplois liés à la reprise économique de la fin des années 80.

Martine Larouche  
et Anne-Marie Rocco  
Lire la suite page IV

« Le Monde Emploi »  
du mardi 18 février  
(daté mercredi 19) publiera  
le second volet de ce dossier  
consacré à l'entreprise,  
sous le titre : « La flexibilité  
toujours recommandée ».

- L'industrie italienne a prospéré sans véritable soutien public
- Entretien avec Jacques Manardo, président de Deloitte-Europe
- Les tumultueuses relations de la sidérurgie française avec l'Etat
- Questions-réponses

p. IV  
p. IV  
p. V  
p. V

#### CHRONIQUE

par Serge Marti

## La bataille des marchés lointains

**P**lus de 63 000 milliards de francs (environ 220 milliards de dollars) d'excédent commercial pour les onze premiers mois de l'année 1996, dont 48 000 milliards réalisés avec les pays extérieurs à l'Union européenne. Au moment où l'Italie ferraille pour faire admettre ses performances économiques et crédibiliser sa candidature au club des monnaies fondatrices de l'euro – en tâchant de faire oublier la polémique sur les bienfaits des dévaluations compétitives – son ministre du commerce, Augusto Fantazzi, se frotte les mains. D'autant que la tendance s'est poursuivie en décembre, ce qui permettra à Rome d'afficher, pour l'ensemble de l'année 1996 un solde positif voisin de 70 000 milliards de francs (près de 240 milliards de dollars). De quoi titiller son homologue français, Yves Galland.

Refusant pourtant d'être en reste, le ministre délégué au commerce extérieur devrait annoncer, le 25 février, des statistiques très positives. En 1996, le solde des échanges de l'Hexagone avec l'étranger (la réforme prévoyant de déduire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997 seulement le commerce réalisé avec les départements d'outre-mer, lequel dégageait environ 30 milliards de francs de solde positif annuel, en francs constants) devrait finalement se situer entre 115 et 125 milliards de francs, contre une centaine de milliards l'année précédente. « Un chiffre historique », assure-t-on à Bercy. De fait, depuis que le commerce extérieur français est sorti du rouge, en 1992, mettant un terme à plus de dix ans de déficit chronique, le solde positif a opéré une montée en puissance qui résulte, il faut le rappeler, autant de la compétitivité des entreprises françaises que de la relative faiblesse de la consommation interne constatée depuis le début des années 90.

En soi, même inférieur de moitié à celui de l'Italie, le résultat mérite d'être salué. Mais si l'on considère la capacité exportatrice réelle d'une nation – la conquête des marchés lointains –, la France a bien des progrès à faire. Jacques Chirac, qui emporte désormais dans tous ses bagages une brochette de patrons français, semble l'avoir compris. Placée loin derrière l'Allemagne pour ce qui est du commerce réalisé avec les pays extérieurs à l'Union européenne, la France, qui a longtemps occupé, confortablement, la deuxième place, est désormais au coude à coude avec l'Italie, justement, mais aussi la Grande-Bretagne.

En parts de marché, véritable étalon du dynamisme commercial, la France a certes progressé. De 1984 à 1995, elle est passée de 4,96 % à 5,80 %. Mais le pays « n'a pas gagné de parts de marché en 1996 ni réduit significativement le taux de pénétration de ses importations sur le marché intérieur », anticipe l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) dans sa dernière lecture, consacrée au commerce extérieur français et dans laquelle l'auteur de l'étude estime que « l'analyse de la situation économique de 1996 montre clairement l'existence d'un décalage conjoncturel », confirmé par le redémarrage des exportations au second semestre, alors que dans le même temps la demande intérieure et les importations marquaient le pas. Pour l'avenir, l'OFCE estime cependant que la remontée récente du dollar « devrait renforcer la compétitivité des produits français et contribuer à la fois au redressement des commandes à l'exportation et au rétablissement des profits sur les marchés étrangers ».



Commerce extérieur. Solde en milliards de francs (FAB/FAB y compris matériel militaire)

Tout en utilisant au mieux ce ballon d'oxygène américain, les entreprises françaises, grandes et petites, doivent mettre les bouchées doubles. Pour ce qui est de la seconde catégorie – les PME et, à l'intérieur de cet ensemble, les plus petites d'entre elles – le champ est vaste. A l'heure actuelle, au côté des quelque 300 grandes entreprises qui réalisent 52 % des exportations françaises, environ 20 000 PME assurent 45 % de ces mêmes exportations. Le reste est à répartir entre 40 000 autres petites entreprises (2 % du total) et une masse de 100 000 exportateurs occasionnels (1 % de l'ensemble).

Ce sont ces deux dernières catégories, représentant un total de 140 000 PME, qu'Yves Galland a choisies pour cible prioritaire en leur destinant la campagne « Objectif marchés mondiaux », dont l'aboutissement sera un grand Salon professionnel ouvert à 10 000 d'entre elles et qui se tiendra du 15 au 19 septembre au CNIT, à La Défense. Avec pour objectif de remédier au « déficit de représentativité » dont souffrent encore les PME françaises au regard de leurs homologues allemandes et italiennes. Et en ayant en tête que 10 % d'exportations supplémentaires de la part des entreprises françaises représentent non seulement 150 milliards de francs de plus par an, mais aussi 400 000 emplois. Et accessoirement 1,5 à 2 points de croissance.

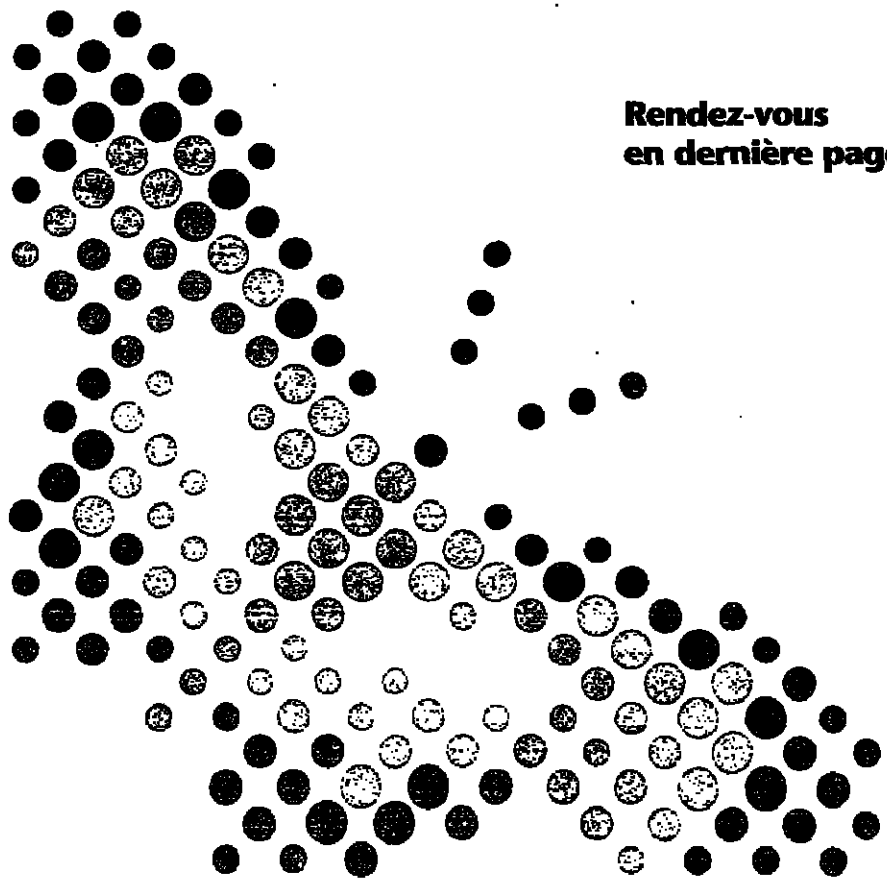
La haute technologie, ça commence par savoir tourner la page...

Rendez-vous à la rubrique "secteurs de pointe"



GE Medical Systems

Rendez-vous en dernière page



ARTICLES ET REVUES

# Les inégalités contre la croissance

par Daniel Cohen

Robert Lucas (récent Prix Nobel d'économie) offrait, il y a peu, à la sagacité de ses collègues le puzzle suivant. En analysant les données économiques de la Corée et des Philippines en 1960, rien ne permettait, semble-t-il, de distinguer les deux pays. Que l'on observe des indicateurs aussi divers que le revenu par tête, le taux de scolarisation de la population, la part des matières premières dans les exportations ou le taux d'urbanisation, force est de constater que les deux pays héritaient à l'époque de structures économiques quasiment identiques. Trente ans plus tard, le verdict est pourtant sans appel : la Corée est l'un des « miracles économiques » de l'après-guerre, avec un taux de croissance moyen de 6 % par an, tandis que les Philippines n'ont progressé qu'au rythme « lent » de 2 % l'an. Y a-t-il une explication économique de ces différences spectaculaires, ou bien faut-il conclure au « miracle » pour l'un ou à la mauvaise fortune pour l'autre ?

Avant de commenter les suggestions qui ont été faites ensuite, notons que l'interprétation offerte par Robert Lucas est bel et bien en faveur des miracles. Les nations, explique-t-il, ont certes un potentiel de croissance « objectif », mais la « mobilisation générale » de ce potentiel requiert des circonstances qui sont parfois « miraculeuses ». Le Corée en a bénéficié, les Philippines, pas.

Roland Benabou, économiste français enseignant à New York University, a repris le challenge de Lucas, en ajoutant à la description en apparence parallèle des deux pays un point de différenciation fondamentale, laissé de côté par Lucas : la question des inégalités. Quelle que soit la mesure retenue, la Corée apparaît dès le début de la période considérée comme un pays beaucoup plus égalitaire que les Philippines. Aux Philippines, les 20 % les plus riches de la population gagnent, en 1960, près de cinq fois plus que les 40 % les plus pauvres, alors que le rapport n'était que de 2 à 1 en Corée. Cet écart considérable entre la répartition des revenus peut-il expliquer l'écart de performance entre ces deux pays ?

L'analyse de la corrélation entre développement économique et inégalités est un thème ancien de l'économie politique. Simon Kuznets (également Prix Nobel) offrait ainsi, dès 1955, une hypothèse qui allait longtemps organiser le débat. Il existe, disait-il, une courbe en U inversé (la « courbe de Kuznets » dans le langage ultérieur) entre développement économique et inégalités. Les pays très pauvres et les pays très riches connaissent chacun des structures de revenus relativement égalitaires, mais le passage de l'un à l'autre exige une transition qui oblige la structure des inégalités à augmenter tout d'abord, avant de décroître ensuite. Depuis, un nombre considérable d'études empiriques ont été entreprises sur le sujet. La conclusion s'est imposée progressivement : aussi brillante que soit l'hypothèse, la courbe de Kuznets n'existe pas. Un exemple bien à propos serait précisément celui de la Corée : une économie où les inégalités ont été et sont restées basses tout au long de son parcours vers la prospérité.

L'analyse économique a dû changer son fusil d'épaule. Pour la nouvelle école, dont Roland Benabou est l'un des représentants, ce n'est pas le développement économique qui provoque la hausse des inégalités, mais bien les inégalités elles-mêmes qui freinent le développement. Plus d'une vingtaine d'études, référencées par Benabou, établissent que les sociétés qui souffrent d'une distribution de revenus inégale tendent à croître plus lentement que leurs voisines. Quels sont les mécanismes en jeu ? On peut en distinguer deux principaux.

Le premier mécanisme identifié est d'ordre politique : les sociétés inégalitaires exercent sur le système politique une pression redistributive plus forte. Celle-ci pousse à l'accroissement des prélèvements obligatoires, lesquels, selon ce raisonnement, finissent par étouffer la croissance. Argument intéressant théoriquement, mais qui souffre du fait qu'il n'est pas vérifié empiriquement : il est faux que les sociétés les plus inégalitaires soient celles où la redistribution est la plus forte. Ce serait plutôt le contraire.

Le second mécanisme est lié à la question de l'éducation. De façon très nette empiriquement, les sociétés égalitaires réussissent mieux à offrir une éducation de masse à leurs enfants. Plus une société sera égalitaire, plus le consensus sera fort en faveur d'une école publique offerte à tous. Dans les sociétés inégalitaires, à l'inverse, l'éducation de masse sera peu prise par les riches, qui craindront de diluer la qualité de l'éducation offerte à leurs enfants. Si l'on accepte que l'éducation est un adjuvant fondamental de la croissance économique, on voit que les sociétés inégalitaires se caractérisent par moins de prélèvements obligatoires et moins de croissance économique.

Cette séquence éclaire parfaitement la question dont on est parti : la différence entre la Corée et les Philippines. Si l'on observe les politiques menées dans ces deux pays, on constate d'abord que c'est bien la société la plus égalitaire, la Corée, qui a enregistré les taux de prélèvements obligatoires les plus forts : ils y ont été près de deux fois plus élevés qu'aux Philippines. Et c'est également en Corée que les politiques éducatives ont été les plus agressives, la scolarisation des enfants dans les lycées passant de 40 % à 95 % en 1985, tandis qu'elle ne progressait que de 50 % à 65 % aux Philippines.

Il est difficile d'attribuer à ces facteurs l'importance quantitative qui serait justifiée pour expliquer les écarts de croissance entre ces deux pays, et peut-être subsiste-t-il, malgré cette analyse, une part de « miracle » dans le succès coréen. Mais ils illustrent incontestablement l'argument : les inégalités entravent le développement économique et les sociétés qui y échappent rendent les « miracles » plus probables.

**INEQUALITY AND GROWTH**, de Roland Benabou  
NBER Macroeconomics Annual, MIT Press, 1996.  
**MAKING A MIRACLE**, de Robert Lucas  
Econometrica, 1993, vol. 61, p. 251-272.

## PARUTIONS

● **LE JAPON ET LA NOUVELLE ASIE**, de Karoline Postel-Vinay  
L'Asie n'est pas un bloc homogène et chaque pays a une histoire complexe à gérer, rappelle Karoline Postel-Vinay. Le continent est tiraillé entre deux pôles : un pôle émergent, la Chine, qui a toujours refusé de pactiser avec l'Occident ; et le pôle japonais, qui a fait de ses liens avec les Etats-Unis un vecteur de puissance. La zone Pacifique est - les documents cités par l'auteur le prouvent - le produit d'une interdépendance économique recherchée et destinée à rendre hypothétique tout rapprochement d'un pays de la zone avec la Chine communiste ou avec Moscou ; il s'agit là d'un choix délibéré des élites japonaises autant que du gouvernement américain. Mais, si le Japon a été le moteur d'une conscience asiatique dans le bassin Pacifique, il doit aussi assumer un lourd héritage militaire, et régler des problèmes internes. Si bien qu'on ne devine pas encore nettement la place que ce pays occupera dans la phase finale de l'émergence asiatique. (Presses de sciences po., coll. « La Bibliothèque du citoyen », 128 p., 75 F.).

# Ce qui manque à l'Allemagne, c'est l'émulation

par Norbert Walter

Parmi les pays d'Europe occidentale susceptibles de surmonter les obstacles qui les séparent de la monnaie unique, il a longtemps semblé aller de soi que l'Allemagne était certainement la mieux placée. Est-ce si sûr ? Les Allemands ont, c'est vrai, accumulé une impressionnante série de réussites (excédents commerciaux, stabilité monétaire, inflation peu élevée) depuis le « miracle économique » des années 50. Au fil du temps, ce succès a engendré une certaine auto-satisfaction en matière économique. Les Allemands aiment à penser que, au moins en Europe, personne ne peut se mesurer à eux.

A y regarder de près, ils seraient bien inspirés de reconsidérer ces conceptions. Ils s'apercevraient alors qu'il se débrouillent plutôt moins bien que leurs voisins, qui ont si bien travaillé à réduire l'écart avec les performances allemandes que certains les ont même dépassées.

Comparés à l'Allemagne, ces voisins disposent d'un avantage décisif. Quand il s'agit d'entreprendre des réformes, ils ont comme objectif de faire mieux que l'économie dominante. Tous les responsables économiques savent combien il est difficile de faire accepter politiquement les mesures d'austérité, chaque électeur préférant naturellement maintenir son niveau de vie. Parmi les mécanismes employés pour convaincre les électeurs de la nécessité de telle ou telle coupe budgétaire, le fait de pouvoir se comparer à un « adversaire » permet de clarifier les idées.

Prenez la France : une figure imposée des candidats à la présidence est de promettre que, sous leur mandat, les Français dépasseront l'Allemagne en matière économique. Cette motivation simple, mais efficace, fonctionne aussi, bien que moins explicitement, dans d'autres pays européens. Nombre de réformes indispensables de l'Etat-providence - aux Pays-Bas, en Suède, en Finlande, au Danemark, en Autriche et même en Italie - ont été justifiées dans le dé-

bat politique national par le souci de s'aligner sur l'Allemagne. De cette façon, ces pays ont réussi à briser un certain nombre de tabous dans le domaine de l'économie, du social ou de la finance. Tous les aspects de l'action sociale de l'Etat sont ainsi passés à l'élagage : des prestations de sécurité sociale aux allocations-chômage, de l'assurance-maladie aux retraites des fonctionnaires, des allocations familiales aux subventions aux entreprises.

Il est intéressant de remarquer que, en Allemagne, ces efforts des pays voisins, sans parler de ce qui a été fait dans l'Angleterre thatcherienne, ont tout de suite été qualifiés de « socialement répressifs » et d'« irresponsables ». Mais la question est posée : pourquoi les Allemands ne devraient-ils pas avaler la potion que d'autres ont avalée avant eux ? Les « allégements » auxquels l'Europe se résout aujourd'hui ont été faits depuis longtemps aux Etats-Unis. A voir la difficulté avec laquelle de telles réformes se mettent en place en Allemagne, on en vient à se demander pourquoi tant de nos compatriotes se trouvent meilleurs que les Français, les Danois ou les Hollandais.

## Le seul défi que les Allemands prennent au sérieux, c'est l'Asie

Dans ce contexte, l'Allemagne souffre d'un sérieux handicap : elle ne dispose pas de voisins puissants susceptibles de créer un sentiment d'émulation. Le seul défi que l'Allemagne prenne réellement au sérieux, c'est l'Asie, encore que son éloignement donne aux Allemands une fausse impression de sécurité. D'autant que la plus grande puissance asiatique, le Japon, a toutes les peines du monde en ce mo-

ment à retrouver les recettes de la prospérité économique. Et les Etats-Unis ? Etrangement, ils sont moins vus comme un défi. Les Allemands n'ont pas pris conscience des énormes progrès de l'économie américaine depuis les années 80. Les exportations américaines sont trop souvent mises sur le compte d'un dollar sous-évalué. Et, plus souvent encore, on accuse les Etats-Unis de mener une politique sociale sans pitié et de négliger la formation professionnelle. C'est peut-être vrai, mais quel rapport avec les problèmes de compétitivité de l'économie allemande ?

Une chose rapproche le cas des Etats-Unis de celui de l'Allemagne : aucun des deux n'a de voisin plus puissant. Toutefois, chez les Américains, il y a un mécanisme de motivation fort, dû au fait que, historiquement, ils ont toujours su « interioriser » les défis économiques globaux, essentiellement par le biais des vagues successives d'immigration. Par exemple, depuis la fin des années 70, un grand nombre de Taiwanais, de Chinois, de Thaïlandais, de Cambodgiens et de Vietnamiens sont venus s'installer aux Etats-Unis. Avec leur sens des affaires et leur succès, d'abord dans des petites activités commerciales (pressings, supermarchés), puis comme architectes, ingénieurs, scientifiques, ces nouveaux venus ont été comme le reflet intérieur, sur le marché américain, de la concurrence internationale. A la différence de ce qui se passe dans les principaux pays concurrents des Etats-Unis, l'Américain moyen est confronté quotidiennement, par des exemples concrets, à l'intégration économique internationale. Ce phénomène d'« interiorisation » est très sain : la plupart des autres pays ne bénéficient ni de l'ouverture à l'immigration ni, surtout, d'un pareil degré de concurrence vécue au jour le jour.

Norbert Walter est directeur des études économiques de la Deutsche Bank AG.

# Pour l'impôt d'exploitation

par Hervé Beaudin

Les licenciements économiques sont à la fois la source et la conséquence de la crise de l'emploi (par la part des salaires dans la valeur ajoutée) et de la crise de la protection sociale (par l'ampleur des dépenses d'assurance-chômage et de retraite anticipée qu'ils entraînent). Ils sont simultanément à l'origine de profits accrus pour les entreprises.

L'imposition du rapport excédent brut d'exploitation/masse salariale et sa substitution aux cotisations sociales employeurs auraient trois avantages :

- faire supporter aux entreprises qui accroissent leurs profits par la diminution de la masse salariale le financement de l'assurance-chômage (dimension comptes sociaux) ;

- éviter les licenciements abusifs (dimension microéconomique du marché du travail) ;

- réguler l'activité économique, en obligeant le capital à respecter un ratio profits/salaires compatible avec l'équilibre macroéconomique (dimension macroéconomique).

Son mérite serait donc d'établir un lien utile entre les stratégies microéconomiques des firmes et les nécessités de l'équilibre macroéconomique, tout en constituant des ressources appréciables pour le financement des comptes sociaux.

La réforme fiscale présenterait aussi le triple avantage d'alléger le coût relatif du travail par rapport au coût du capital, d'inciter les entreprises à créer des emplois et d'accompagner tout investissement de productivité d'investissements de capacité, propres à atteindre puis conserver le plein emploi. L'impôt d'exploitation, qui consiste en un prélèvement sur l'excédent brut d'exploitation affecté d'un taux d'imposition fonction inverse du niveau de la masse salariale, n'allège le coût du travail que si les entreprises embauchent. Or les entreprises embaucheraient car, du fait des répercussions macroéconomiques de l'impôt d'exploitation, l'accroissement de la demande les y inciterait. Ainsi serait fiscalement encouragé le profit issu d'un accroissement des quantités vendues. Seraient, au contraire, pénalisés le profit provenant d'une réduction récessionniste de la masse salariale (qu'elle prenne la forme d'une diminution des effectifs ou celle d'une baisse du salaire unitaire moyen) comme celui provoqué par la hausse inflationniste des prix de vente.

L'impôt d'exploitation comporte deux parties. D'une part, l'imposition des marges unitaires vise à libérer l'instrument de la politique monétaire, pour la recherche d'une plus forte croissance dans la stabilité des prix, sans engager une réduction du déficit budgétaire. D'autre part, la taxation du taux d'exploitation incitera les entreprises à accompagner la croissance de leurs profits par celle de leurs embauches. L'expérience récente a confirmé, s'il en était besoin, l'utilité des allègements de charges consentis aux entreprises et l'absence de corrélation positive entre les subventions, fiscales ou non, versées aux entreprises et l'embauche ou l'absence de licenciements.

Certes, dans le cas où la politique économique est expansionniste, le coût relatif des facteurs de production devient déterminant, et l'assiette actuelle des cotisations sociales employeurs décourage l'embauche en maintenant

un coût du travail trop élevé, surtout pour les bas salaires. Mais le seul changement d'assiette qui peut alléger le coût du travail par rapport à celui du capital, et simultanément interdire toute annulation par les entreprises de ses effets positifs en termes d'embauches, est le recours à l'assiette d'un résultat.

Les taux d'imposition doivent être déterminés par branches d'activité puisque les coefficients de capital diffèrent selon les conditions techniques du moment. La moyenne des taux d'exploitation de chaque branche, pondérée par l'inverse des coefficients moyens de capital qui leur sont propres et par des taux d'imposition particuliers, doit donner un produit fiscal à peu près équivalent au produit des cotisations sociales employeurs actuelles. A peu près équivalent car le montant nécessaire sera beaucoup moins élevé du fait de la vigoureuse reprise d'une activité créatrice d'emplois. Notons en passant que, l'impôt d'exploitation étant assis sur le partage de la valeur ajoutée, son montant est indépendant de son niveau : il n'a donc pas les effets récessionnistes des autres prélèvements.

## Comme mesure d'accompagnement, les pays de l'Union européenne pourraient adopter une taxe d'exploitation sur les produits importés

L'impôt d'exploitation apporte sa contribution au financement des comptes sociaux tout en dictant, compte tenu du calcul microéconomique des firmes, le « juste » partage profits-salaires. Il permet de diminuer l'excédent brut d'exploitation à masse salariale constante, plaçant l'économie nationale dans la configuration où la relance keynésienne se fait par un rééquilibrage ex ante « interne » du partage de la valeur ajoutée plus que par son « extension » inflationniste où profits et salaires croîtraient de pair (ces derniers plus vite que les premiers). Ainsi, ce que la TVA sociale ne permet pas, l'impôt d'exploitation le peut en fixant de manière optimale le partage profits-salaires.

L'impôt d'exploitation ne taxe pas seulement les profits en proportion de la réduction de la masse salariale, mais aussi ceux qui sont obtenus par l'intensification du travail, source de plus-value relative. De plus, il a un effet rétroactif : il pénalise les entreprises qui ont licencié avant l'entrée en vigueur de la mesure, alors que le contrat initiative-emploi les subventionne pour embaucher à nouveau.

Enfin, le bénéfice net, qui constitue l'assiette de l'impôt sur les sociétés, est d'autant plus faible que l'amortissement est élevé pour un même excédent brut d'exploitation. Or, quelles que soient les modifications apportées aux règles de calcul de l'amortissement, les charges calculées sont toujours fonction croissante de

la valeur des investissements réalisés. Pour éviter cet écueil, il faut remonter vers le haut du compte de résultat des entreprises, jusqu'au compte d'exploitation, pour y définir la matière imposable.

La charge nouvelle pour les finances publiques provoquée par le contrat initiative-emploi n'est pas payée par les entreprises qui ont choisi la rentabilité par la compression des coûts salariaux. Elle est répartie entre tous les contribuables, et d'abord par le biais d'une augmentation de la TVA, dont on connaît pourtant le caractère antiredistributif. Elle est aussi payée en partie par les bénéficiaires au titre de leurs revenus, l'Etat reprenant ainsi, par le financement de la mesure, une fraction non négligeable de la subvention accordée.

Si l'impôt d'exploitation est la condition de la réussite d'une politique keynésienne en Europe, la relance par une politique volontariste est sa justification première. Une fois la reprise initiée, l'impôt d'exploitation prend le relais de la politique conjoncturelle pour assurer à la fois la réussite et la pérennité. Mais il faut aussi que l'offre de travail s'ajuste à la demande de travail et que la demande solvable se tourne spontanément vers des biens à fort contenu en emplois. Enfin, l'institution d'un SMAC (comme salaire maximum de croissance), égal par exemple à vingt fois le SMIC, éviterait que l'augmentation de la masse salariale ne conduise à accroître les revenus et gratifications en tout genre des cadres dirigeants.

Ces mesures pourraient être avantageusement accompagnées par l'adoption dans tous les pays de l'Union européenne d'une TE (comme taxe d'exploitation) sur les produits importés et calculée non sur la base de la valeur ajoutée comme l'est la TVA, mais sur celle du taux d'exploitation incluse dans chaque produit. Le taux d'exploitation devra être affecté de deux coefficients modérateurs : l'un serait inversement proportionnel au niveau de vie par habitant du pays exportateur afin d'encourager le développement du pays considéré ; l'autre serait directement proportionnel à la variation des revenus du pays exportateur. Ainsi, le taux d'exploitation ne diminuerait l'avantage comparatif des pays en développement qu'au cas où leur croissance ne profiterait pas aux populations intéressées, les profits se trouvant amputés d'autant plus que le pays duquel ils proviennent demeure misérable. L'Union européenne pourrait, dans un souci de progrès social, favoriser le régime par répartition afin d'être assurée que la TE servira à élever le niveau de vie de la classe ouvrière des nouveaux pays industriels, en choisissant d'intégrer au dénominateur l'impôt d'exploitation ou les cotisations sociales employeurs.

Ces dispositions pourraient être avantageusement complétées par un coefficient relatif à la protection de l'environnement et à l'économie des ressources naturelles. Les règles internationales du libre-échange ne seraient pas violées par une telle législation à partir du moment où la TE se substituerait à la TVA sur tous les produits importés dans l'Union européenne pour un montant global équivalent.

Hervé Beaudin est économiste, auteur de « L'autre politique » (Editions des Lions savants).

**SPECIALISTE EN CATALYSE**  
SENIOR ref. 15

**SPECIALISTE EN CATALYSE**  
JUNIOR ref. 11

BP



## Secteurs de Pointe

### AGRO-ALIMENTAIRE

Groupe international de forte notoriété, basé dans le Nord et implanté industriellement dans de nombreux pays, leader sur plusieurs de ses marchés, recherche pour élargir son équipe « industries alimentaires » des

### Ingénieurs de développement

Vous aurez pour principales missions de :

- développer les produits permettant l'évolution des applications chez nos clients, en France et à l'international ;
- gérer les projets de développement dans leur globalité depuis la définition des besoins et des moyens jusqu'à leur finalisation ;
- réaliser les essais industriels et gérer les homologations ;
- assurer les relations techniques avec les clients pour identifier leurs besoins et appuyer les commerciaux pour les demandes techniques complexes ;
- définir et réaliser les argumentaires et animer les formations techniques destinées aux commerciaux.

A 28/35 ans, de formation technique bac + 4 au minimum en chimie ou biochimie, vous avez une première expérience en développement de produits dans l'un des domaines suivants : boissons, chocolats, confiseries, confitures, poissons, produits laitiers, salaisons, sauces, soupes.

Créatif et motivé par les résultats concrets, vous êtes autonome et vous aimez animer des groupes de projets non hiérarchiques. Vous parlez anglais couramment.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 52429, à notre conseil Onoma, BP 105, 59001 Lille Cedex.

**Onoma**

GRUPE COURTAUD

**PLASTIC OMNIUM**  
(6,4 milliards de F de CA dont 50 % hors de France, 8 700 personnes), un des leaders européens dans la transformation des matières plastiques et équipementier automobile d'envergure internationale recherche pour la direction technique de la Division Equipements Extérieurs automobile, un

### Responsable de laboratoire d'essais thermo-mécaniques

Vous animerez une équipe d'une quinzaine de spécialistes, chargés de valider nos produits en phase recherche ou en cours de développement.

En vous appuyant sur votre expérience technique dans un domaine similaire (5 ans environ, de préférence dans le milieu automobile), vous saurez faire progresser encore nos performances et nos méthodes de travail. Vos talents d'organisation vous permettront de garantir coût, qualité et délai des prestations vis-à-vis des équipes de projet, dans un contexte particulièrement exigeant.

Enfin, vous mettrez pleinement en œuvre vos qualités relationnelles, tant pour manager vos collaborateurs que pour impliquer au mieux nos fournisseurs.

A 30 ans environ, ingénieur mécanicien de formation, vous possédez si possible une spécialisation en mesures physiques ou en automatismes, ainsi qu'une bonne pratique de l'informatique. Des connaissances en plasturgie et/ou en matières plastiques seraient un atout supplémentaire. Vos qualités de manager ne sont plus à démontrer.

Vous maîtrisez l'anglais et si possible une autre langue. Poste basé à Langres (52), évolutif en France et à l'étranger.

Merci de transmettre votre dossier de candidature à Pierre Fontanay, PLASTIC OMNIUM, 1 rue du Parc, 92593 LEVALLOIS CEDEX en précisant impérativement en tête de votre courrier la référence LABOM.



### "Demain, j'irai sur les autoroutes de l'information que papa construit aujourd'hui".



A Grenoble, venez créer les ordinateurs de demain. Votre talent, votre originalité font notre vitalité pour inventer l'informatique du futur.

En intégrant Hewlett-Packard en France aujourd'hui, saisissez une vraie chance d'influer sur la société de l'information, celle où nos enfants vont vivre. De nouveaux projets, de nouvelles lignes de produits, de nouvelles technologies accélèrent aujourd'hui la compétition et avec elle la croissance de Hewlett-Packard.

La création d'une nouvelle activité au cœur de l'informatique personnelle à Grenoble, site pilotant la stratégie mondiale du groupe sur ce marché, nous amène à renforcer nos équipes dans tous les domaines.

Nous vous offrons un espace de liberté et de créativité où autonomie, engagement et audace pourront s'exprimer avec efficacité.

De nombreux postes (expérimentés, débutants) sont proposés dans toutes les fonctions. Nous vous présentons aujourd'hui des opportunités plus spécifiques en Recherche et Développement et Industrialisation Produit.

#### RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

##### Ingénieurs Mécaniciens

Nous vous confions le développement des différents aspects mécaniques du produit : architecture, définition des pièces, refroidissement, compatibilité électromagnétique, dans toutes les phases de conception, prototypage, tests, industrialisation.

L'objectif étant de répondre pleinement aux attentes de nos clients, vous travaillez en étroite relation avec de nombreux partenaires internes et externes.

Votre expérience confirmée de gestion de projet, aguerrie dans la bataille du développement et/ou de l'industrialisation de produits technologiques concurrentiels de grande série, vous a permis de mettre en œuvre (notamment en utilisant la CAO) les technologies de filerie fine et d'injection plastique. Vous contribuez individuellement et en équipe à la réussite des projets. Réf. LM/CS/MECA.97.1

##### Ingénieurs Logiciel ou Matériel Département Ingénierie & Qualification

Le Département Ingénierie & Qualification a pour mission d'assurer l'adéquation de nos produits PC aux critères de satisfaction client, tout en respectant les normes en vigueur.

En tant qu'ingénieur Logiciel ou Matériel, vous êtes le garant de la fiabilité, de la performance et de la compatibilité de votre produit, de la conception à la réalisation industrielle.

De formation ingénieur généraliste, spécialisé en Electronique ou en Informatique, vous appréciez de travailler dans les deux domaines. Une expérience en R & D ou en Production dans les secteurs de l'équipement automobile, de l'électronique grand public, des télécoms... peut être un atout.

Votre crédibilité s'appuie sur votre capacité à développer une forte compétence technique et à la communiquer d'une manière ouverte, interactive et efficace : vous savez faire adhérer et fédérer les opinions. D'une manière générale, vous êtes solide, engagé et passionné. Réf. LM/CS/QA.97.1

#### INDUSTRIALISATION

##### Ingénieurs Acheteurs, Ingénieurs Produit Senior

Vous avez une expérience significative de la conduite des affaires en milieu industriel fortement concurrentiel, dans un domaine de production complexe à haut volume, en managant notamment des partenaires sur plusieurs continents.

Nous vous confierons, au sein d'une équipe, le pilotage d'opérations d'industrialisation - négociation, suivi, évolution... - à mener pour nos différents sites dans le monde. Vous apprécierez de relever des challenges difficiles mais passionnants.

De formation supérieure, vous avez un savoir-faire reconnu, acquis en milieu industriel, sur des produits de grande série à fort contenu technologique. Vous avez par exemple fortement contribué au développement commercial d'une fonction de type Achat, voire de management industriel. Vous savez boucler, innover, remettre en cause. Réf. LM/CS/PS.97.1

##### Ingénieurs «Materials»

Responsable du «sourcing», de l'optimisation des conditions d'achat, de l'assurance qualité, vous mettez en place les stratégies les plus efficaces en matière d'identification de fournisseurs, sous-traitants et prestataires de services sur 4 continents.

Ingénieur électronicien ou mécanicien, vous avez de préférence une première expérience en achats, fabrication ou qualité. Réf. LM/CS/MA.97.1

Pour ces postes basés à Grenoble, la maîtrise de l'anglais est indispensable. Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence choisie, à Hewlett-Packard Service Recrutement - 38053 Grenoble Cedex 09. Web : <http://www.france.hp.com>

Si vous êtes également intéressé à nous proposer votre contribution pour d'autres fonctions, n'hésitez pas à nous écrire. Nous sommes prêts par ailleurs à considérer votre candidature, même si vous n'êtes pas disponible dans l'immédiat.



Leader dans le développement de catalyseurs de polymérisation, BP CHEMICALS est depuis 25 ans à la pointe de l'innovation technologique dans ce domaine, et notre technologie de fabrication du polyéthylène est vendue sous licence dans le monde entier.

Nous recherchons aujourd'hui à renforcer notre Centre de Recherche, basé à Lavéra, près de Marseille. Les candidats retenus rejoignent des équipes internationales de haut niveau scientifique, et participeront à des projets ambitieux dans le domaine du développement des nouveaux catalyseurs, dans un contexte fortement compétitif.

Deux postes sont à pourvoir :

#### SPECIALISTE EN CATALYSE SENIOR - E.I.

Profil :  
• Diplôme d'ingénieur et/ou Docteur.  
• 5 ans minimum d'expérience significative dans les domaines de la catalyse de polymérisation, de la chimie organosynthétique, ou des techniques de préparation de catalyseurs.

Capacité à jouer un rôle actif dans le cadre de partenariats technologiques internationaux.

#### SPECIALISTE EN CATALYSE JUNIOR - E.II

Profil :  
• Diplôme d'ingénieur et/ou Docteur.  
• Débutant ou première expérience

dans les domaines de la chimie organosynthétique, de la chimie inorganique ou de la catalyse.

La préférence sera donnée aux candidats faisant preuve d'une grande créativité et d'un esprit marqué d'innovation, d'une aptitude prouvée à travailler dans des équipes multidisciplinaires et multiculturelles, d'un bon niveau d'anglais et d'une réelle mobilité internationale. Un stage, une année d'études ou une expérience professionnelle à l'étranger seraient un plus significatif. Ces postes offrent de réelles possibilités de développement au sein du Groupe BP pour des candidats de valeur.

Si vous êtes intéressé par ces postes, nous souhaitons vous rencontrer. Merci d'adresser votre C.V., photo et coordonnées, en précisant la référence BP CHEMICALS SNC à l'attention de M. M. ALEXANDRE BP C.A. BP N° 6 - 13117 LAVERA

### Au cœur des projets stratégiques des télécoms

Avec une croissance de 60 % par an, l'activité Télécoms de Sema Group représente un axe majeur de développement. Pour accompagner cet essor, nous souhaitons intégrer de nouvelles compétences qui nous permettront de renforcer notre position sur ce marché mondial.

#### ◆ INGÉNIEURS / CHEFS DE PROJET (Réf. : IT)

Dans le cadre de nos progiciels de facturation pour la téléphonie mobile, vous mènerez des missions d'étude, de réalisation et/ou de gestion de projet.

De formation ingénieurs grandes écoles, votre expérience (1 à 10 ans) vous a permis d'affirmer vos compétences en développement de systèmes d'information. Vous maîtrisez les environnements Unix, VMS, C, Bases de Données (Oracle, Ingres...).

#### ◆ INGÉNIEURS COMMERCIAUX (Réf. : IC)

De formation ingénieur grandes écoles, vous justifiez d'une expérience d'au moins 4 ans en vente d'intégration de systèmes dans le domaine des Télécoms et possédez de solides compétences techniques : facturation et support client, gestion de réseau, réseau intelligent, multimédia.

Votre sens commercial associé à votre capacité de conviction feront de vous une force de proposition reconnue auprès d'une clientèle de grands comptes.

L'ensemble de ces postes requiert une grande mobilité. L'anglais courant est indispensable afin d'évoluer dans un contexte de développement international.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie à :

Sema Group - Service recrutement  
56, rue Roger-Salengro - 94126 Fontenay-sous-Bois Cedex  
<http://www.semagroup.com>



# L'industrie italienne a prospéré sans véritable soutien public

L'Italie pourrait aisément passer pour le pays de co-cagne des entreprises : elles sont cinq millions, contre à peine plus de deux millions il y a une quinzaine d'années. Une nation où il se trouve soixante-huit entrepreneurs pour mille habitants, contre trente-cinq en France, trente-sept en Allemagne et quarante-six en Grande-Bretagne, doit avoir fait beaucoup pour ses entreprises privées ? Si tel est le cas, les bénéficiaires n'en sont pas conscients. Interrogés dans le cadre d'une enquête sur la compétitivité dans quarante-six pays menée par l'IMD de Lausanne, les patrons italiens sont classés parmi les plus mécontents : de leur système fiscal, qu'ils jugent pénalisant, des obstacles administratifs, de la carence des infrastructures et de l'incapacité du pouvoir politique à préparer le pays pour l'avenir.

▼ Malgré une fiscalité très lourde, entre autres handicaps, le tissu productif transalpin est d'un dynamisme impressionnant

(des boulons aux carrelages, de la chaussure aux soieries). L'exportation est un bon moyen de mesurer la performance des entreprises : l'Italie vend pour près de 1 000 milliards de francs par an à l'étranger, dont les trois quarts environ dans l'Union européenne, un résultat qui a certes été dopé, entre 1993 et 1995, par la dévaluation de la lire, mais qui était auparavant, et reste aujourd'hui, d'un ordre de grandeur comparable. Les variations du change ont fonctionné de façon vertueuse : dans les années 80, la lire forte a obligé les entreprises italiennes à des efforts intenses de modernisation et d'adaptation ; la dévaluation de 1992 est arrivée au moment où elles étaient à un haut niveau de compétitivité hors prix et leur a apporté un soudain avantage de coût dont elles ont su profiter sur les

marchés étrangers, d'autant que les politiques de rigueur réduisaient la demande intérieure du pays. Autre mesure de performance : l'Italie, industrialisée plus tardivement que les autres grands pays européens, s'est moins désindustrialisée. Avec le tiers de l'emploi encore dans l'industrie, elle n'est dépassée que par l'Allemagne et le Japon, parmi les grands pays de l'OCDE. Cette base industrielle de groupes de services de niveau européen, comme par exemple la Fininvest de Silvio Berlusconi (communication), ou les assurances Generali.

A en juger par leur réussite, les entreprises italiennes ne souffrent pas trop des entraves que leur impose le secteur public, malgré les diatribes permanentes de la Confindustria. On ne peut pas dire, en outre, qu'elles aient bénéficié d'une véritable politique industrielle. Longtemps, les aides de l'Etat italien se sont limitées aux encouragements à investir dans le Mezzogiorno. Les ressources publiques très importantes ainsi dépensées ne sont pas parvenues à enclencher une industrialisation harmonieuse du Sud, même si des poches industrielles et certains districts ont prospéré.

LE CHOIX EUROPÉEN Ces transferts massifs de Rome ont beaucoup diminué ces dernières années. Depuis, la « Loi 34 » d'aide à la création d'entreprises pour les jeunes a connu un grand succès dans le Mezzogiorno... La loi Tremonti qui permettait de généreuses déductions fiscales pour les investissements n'a pas été renouvelée. En revanche, restent en

Sophie Gherardi

## INFRASTRUCTURES MÉDIOCRES

Dynamisme impressionnant du tissu productif d'un côté, lacunes de l'environnement politico-administratif de l'autre, c'est là l'un des grands paradoxes de l'économie italienne. Les entreprises ont certaines raisons tout à fait objectives de se plaindre. D'abord, la fiscalité. L'Italie est passée en dix ans de l'un des taux de pression fiscale les plus élevés de l'OCDE à l'un des plus élevés. Depuis 1992, la volonté politique de stopper la dérive des déficits publics s'est traduite par un allongement des impôts, par la lutte contre l'évasion fiscale, et par une prolifération délirante de taxes : les entreprises italiennes, dont un million trois cent mille sont des structures artisanales ou de moins de trois salariés, sont pratiquement obligées de se payer un fiscaliste pour s'y retrouver !

Dans une étude réalisée en 1995 pour la Confindustria - le CNPF italien -, les économistes Claudia Cattani et Odelgiero Fantacci ont mis en évidence de façon très concrète la lourdeur du prélève-

ment fiscal en Italie. Ils ont pris le cas d'une entreprise ayant réalisé un bénéfice brut de 6797 millions de lire (23 millions de francs) en 1994 et ont appliqué à ce résultat les fiscalités en vigueur en France, Allemagne, Grande-Bretagne, Espagne et, bien sûr, dans leur pays. Au terme d'un calcul complexe, il ressort que le bénéfice net (après impôt) n'est plus que de 9,9 millions en Italie, 12 en Allemagne, 13,35 en France, mais 15,5 en Espagne. Selon la même méthode, les auteurs ont ensuite comparé l'imposition de l'actionnaire sur le dividende perçu : là encore, il paie une fois et demie à deux fois plus en Italie que dans les autres pays.

Force est de constater que cette fiscalité, toute lourde qu'elle soit, n'est pas dissuasive. Pas plus d'ailleurs que les services publics et les infrastructures - de qualité souvent médiocre - qui sont offerts par l'Etat en contrepartie. La délocalisation pour des motifs de fiscalité n'est pas entrée dans les mœurs et la plupart des entreprises italiennes, grandes ou petites, restent profondément « nationales » et, plus encore, « locales ». C'est vrai pour les grandes entreprises dont Fiat est le prototype, ainsi que pour les firmes du vaste secteur public, et surtout pour les dizaines de « districts industriels » spécialisés

Jacques Manardo, président de Deloitte Touche Tohmatsu Europe

## « L'entreprise ne peut pas jouer le rôle de transformateur social »

« Vous avez récemment assisté au Forum économique de Davos dont vous êtes un familier. Quels enseignements en avez-vous tirés sur l'entreprise française et étrangère ?

— Depuis longtemps, le grand chantier des entreprises qui opèrent au plan international, c'est la mondialisation, et ce sont elles, sur le terrain, qui tirent le discours sur la globalisation. La question qui se pose à présent est de savoir comment réduire des capacités de production qui ne sont plus compétitives sur certains marchés. Ce travail dure depuis une dizaine d'années pour ces grandes entreprises. Pour elles, le terme de globalisation n'est pas seulement un concept intellectuel, mais une réalité quotidienne. Ce qui est nouveau, c'est qu'aujourd'hui les politiques et les penseurs prennent le relais afin de conceptualiser ce phénomène de mondialisation.

— A votre avis, les entreprises françaises ont-elles accompagné ce mouvement ou sont-elles en décalage ?

— Quelques-unes l'ont fait, mais elles sont peu nombreuses. Je parle des grands groupes. Cela tient à deux phénomènes liés, et auxquels je me heurte en tant que Français appartenant à un groupe

mondial. Premièrement, la France n'a pas travaillé son image et sa présence. Le deuxième phénomène est que les Français ne sont pas vraiment à l'aise sur l'international. Les deux points sont liés. Nous sommes convaincus que nous sommes à la fois les héritiers et les développeurs d'une culture particulière et, en même temps, nous sommes dans un monde où prime la vision économique.

— A travers les clients de votre groupe, vous avez suivi depuis plus de dix ans l'évolution de l'entreprise française. Comment expliquez-vous le brutal changement d'image ?

— La France n'arrive pas à faire de l'entreprise un acteur à part entière du jeu économique, de manière durable. En France, quand nous disons « nous », c'est d'abord l'Etat, l'administration.

Dans le même temps, il n'y a pas de discours qui permette de valoriser le rôle social et économique de l'entreprise, pas d'harmonie qui soit institutionnelle et culturelle. A l'inverse de ce qui existe aux Etats-Unis, au Japon et en Grande-Bretagne où prévaut une étroite concertation entre l'administration et les entreprises. Quand l'Amérique de Bill Clinton est repartie à la conquête du monde, les entreprises améri-

caines ont été bien « briefées », et on en a vu les résultats...

— Au fil des ans, l'entreprise a été régulièrement interpellée. Notamment sur son rôle « citoyen », sur ses responsabilités sociales. Est-ce justifié ?

— Contrairement à ce que pensent certains, l'entreprise, qu'elle soit multinationale ou plus locale, n'est pas du tout insensible aux effets des plans de restructuration, aux licenciements. Vous avez une corrélation très nette entre l'image d'une société, de ses produits, de ses taux de pénétration, et son comportement social. Les grandes entreprises ont, par obligation économique, une obligation de comportement social.

— Vous contestez donc les griefs adressés à l'entreprise sur sa démission économique ?

— L'entreprise française a un handicap énorme qui est le taux très élevé des charges sociales. C'est le seul point sérieux de notre problème de compétitivité. Nos confrères étrangers ne peuvent pas y croire quand on leur dit que le taux de charges sociales sur les salaires est de 50 % voire davantage. Les entreprises, à juste titre, demandent une réforme de ce système. Pour le reste, il n'y a pas de discours col-

lectif des entreprises demandant tel ou tel traitement de faveur. C'est dépassé.

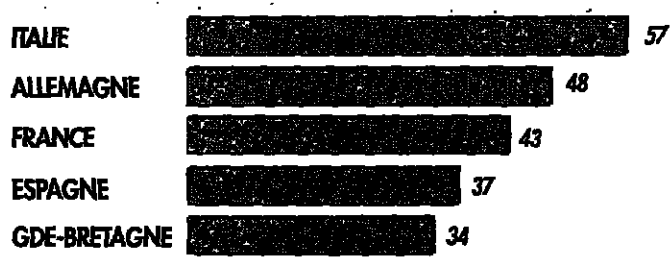
— Pourtant, quand on regarde d'une part le bilan des entreprises, leurs comptes de résultats et d'autre part leur politique sociale, on peut s'interroger...

— Le discours de l'entreprise est clair. Elle dit : « Je suis dans un marché global mondial et surtout évolutif. Je fabrique des produits en concurrence avec d'autres articles, dont le coût est en permanence remis en cause par de nouvelles technologies ou par de nouveaux acteurs sur le marché. Donc je suis obligé de rester adaptable. Pour l'être, je dois chercher les moyens que me donne la loi pour le rester. Je ne peux pas, moi, entreprise, au niveau individuel, jouer le rôle de transformateur entre un marché incroyablement flexible et implétable et un système réglementaire ou administratif rigide. Je suis obligé de jouer de ces deux contraintes contradictoires. Mais ce n'est pas à moi de régler cette contradiction ». Ce n'est pas une fuite de l'entreprise devant ses responsabilités, mais un moyen de rester compétitif.

Propos recueillis par Serge Marti

## ▼ Taux d'imposition réelle des bénéfices

en pourcentage



Source : C. Cattani et O. Fantacci

## Entreprises-Etat : chronique d'un malentendu

Suite de la page 1

Très vite, la politique sociale menée alors par le gouvernement Mauroy en 1981-83 (cinquième semaine de congés payés, réduction à 39 heures de la durée hebdomadaire du travail, lois Auroux sur l'expression des salariés dans l'entreprise) montre ses limites. C'est finalement la gauche qui va entreprendre d'alléger la tutelle de l'Etat sur les entreprises. Yvon Jacob, ancien PDG de Legris Industries, formé à l'école des entreprises anglo-saxonnes, aujourd'hui député RPR d'Ille-et-Vilaine, a bien connu l'économie administrée qui prévalait avant le changement de politique économique des socialistes. « Jusqu'à la fin des années 70, les entreprises françaises étaient handicapées par toutes sortes de contraintes. En raison du contrôle des prix, il était impossible de répercuter les hausses des coûts de production. Alors que les salaires, indexés, progressaient au rythme d'une inflation galopante. » Conséquence : les marges étaient laminées. De 1979 à 1983, l'idée colbertiste selon laquelle l'Etat doit orienter les grands choix industriels du pays avait atteint des sommets. Au cabinet du ministre de l'Industrie, Jean-Pierre Chevènement, on rêve alors de créer 300 000 emplois grâce au financement public de la filière électronique.

L'horizon se dégage, à partir de 1983, avec la levée du contrôle des prix, de l'encadrement du crédit et de l'indexation des salaires. La gauche injecte ainsi une bouffée de

libéralisme, après avoir nationalisé les fleurons de l'industrie et de la banque. La politique fiscale se fait plus accommodante : l'impôt sur les sociétés passe progressivement de 50 % en 1985 à 33,3 % en 1993. « En 1986, souligne Elie Cohen, directeur de recherche au CNRS et spécialiste des stratégies industrielles, la situation financière des entreprises françaises commence à s'améliorer. Elles en profitent pour s'internationaliser, la France devenant alors deuxième exportateur mondial de capitaux. » Il était temps car, à partir de 1986, l'Acte unique va faire tomber un certain nombre de barrières douanières, plongeant les entreprises françaises dans la concurrence européenne.

Durant cette période, l'Etat prend ses distances vis-à-vis des entreprises avec, en 1984, la décision symbolique de ne plus soutenir Creusot-Loire, entraînant sa faillite. « On demande alors aux entreprises de devenir rentables, tandis qu'il incombe à l'Etat de gérer les dégâts de la modernisation et de la restructuration industrielle », analyse Elie Cohen. Toute une ingénierie sociale est élaborée pour gérer les retombées des restructurations ou favoriser les créations d'emplois. De 1984 à 1994, les aides à l'emploi marchand (hors cessation anticipée d'activité et formation professionnelle) passent de 4,5 milliards de francs à 29 milliards.

« On croit alors à l'entreprise qualifiante, qui, grâce à un partenariat mobilisateur et négocié entre les entreprises, les syndicats et les organismes de formation, va apporter une solution miracle au problème du chômage », considère pour sa part Bernard Perret, rapporteur général du Conseil scientifique de l'évaluation. A l'époque, les socialistes opposent le modèle français - qui doit résoudre la question de l'emploi grâce à une sortie par le haut - au

modèle américain des « petits boulots » non qualifiés. Le résultat est décevant.

« On ne peut pas demander à une politique de l'emploi de faire ce qu'une politique générale se refuse de faire. On met les entreprises dans un système de concurrence : comment s'étonner que leurs comportements soient dictés par les lois du marché ? », observe Gérard Comilleau, économiste à l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques).

## MONDIALISATION

D'autant qu'à la mondialisation des marchés s'ajoute celle des capitaux. « La pression financière sur les entreprises est de plus en plus lourde, relève Michel Berry, directeur de recherche au CNRS et animateur de l'Ecole de Paris du management, car celles-ci ont besoin d'argent pour s'internationaliser, et font appel aux fonds d'investissement américains, dont les gestionnaires ont d'importantes exigences de rentabilité. » Résultat : « des managers qui licencient parce qu'ils ont peur de sauter eux-mêmes. »

Les gouvernants y voient de la mauvaise volonté de la part du patronat. Ainsi Edouard Balladur a-t-il tenté en vain de peser sur les politiques de licenciements massifs des grandes entreprises privées lorsqu'il était premier ministre. Il décrète un gel provisoire des licenciements dans les entreprises contrôlées par l'Etat, et tente de négocier avec le CNPF sur le mode du donnant-donnant. Sans succès. François Perrot, qui succède à Yvon Gattax en 1986, s'en est expliqué au moment de quitter la présidence du CNPF : « J'ai refusé de passer avec le gouvernement et l'opinion le contrat "On baisse les charges, on embauche", car ce n'est qu'une conséquence indirecte. Lorsque l'activité économique repartira, les embauches re-

viendront. » Jean Gandois, l'actuel président du patronat, tentera de rompre, au nom de « l'entreprise citoyenne », avec cette conception. Lors du sommet sur l'emploi des jeunes, lundi 10 février, le patronat s'est engagé à accueillir, en 1997, 400 000 jeunes, contre 330 000 actuellement, en contrats d'apprentissage ou de qualification. Et les stages diplômants ont été remis, à cette occasion, sur les rails.

L'entreprise a-t-elle une vocation sociale ? Oui, estime Jean-François Colin, directeur des ressources humaines du groupe de la Compagnie générale des eaux et ancien directeur général de l'ANPE, mais il en va de son intérêt bien compris. « Nous vendons des services qui ne s'intéressent pas à un type de clientèle mais à tous, remarque-t-il. Nos activités ne sont pas délocalisables et dépendent du dynamisme de l'économie française. Ceci légitime nos actions en faveur des jeunes et des publics en difficulté. » Ce qui n'empêche pas les licenciements.

« Le tout, poursuit Jean-François Colin, c'est d'être cohérent et de faire tous les efforts pour reclasser les gens pris dans des plans sociaux. » Aujourd'hui, le CNPF a déplacé le débat sur un autre terrain, et préfère demander à l'Etat de balayer devant sa porte. « Depuis 1984, nous avons connu une période très intense de restructuration, qui a permis aux entreprises de dégrader des gains de productivité et d'avoir un taux d'exportation important, explique Denis Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) et vice-président du CNPF. Dans le même temps, le secteur public est en panne d'adaptation. » Ce qui pèse sur les entreprises, notamment par le biais des prélèvements obligatoires, jugés encore trop lourds. Beaucoup de chefs d'entreprise demandent une plus grande flexibilité sociale. L'exemple de ré-

férence ? Le Royaume-Uni. « On oppose souvent le succès britannique en matière d'emploi à l'échec français en l'attribuant à la flexibilité, explique le 8 janvier dans La Tribune Patrick Artus, directeur des études économiques de la Caisse des dépôts et consignations. Cette interprétation paraît très douteuse. »

Et d'expliquer que la baisse du nombre de chômeurs au Royaume-Uni (- 460 000) s'explique par la création d'emplois non pas salariés, mais non salariés (+ 140 000) et par la baisse de la population active (- 335 000). D'autant que sur ce terrain la France a beaucoup progressé depuis la suppression, en 1986, de l'autorisation administrative de licenciement, en matière tant d'organisation du temps de travail que de recours à une main-d'œuvre précaire. Actuellement, plus des deux tiers des embauches se font en contrats à durée déterminée.

## RÉSERVES DE PRODUCTIVITÉ

« La France a perdu un tiers des emplois industriels en vingt ans, considère Elie Cohen, mais les réserves de productivité sont loin d'être épuisées. Les capacités de production sont aujourd'hui utilisées à 83 % seulement. » Quant aux secteurs les plus exposés à la concurrence mondiale, le pire reste peut-être à venir. Ainsi les industriels français de l'automobile, Renault et PSA, ont-ils proposé, pour réduire leur coût de faire partir 40 000 salariés à partir de cinquante ans d'ici à 2002. Ces départs, en grande partie financés par l'Etat, ne seraient compensés que par l'embauche de 13 000 jeunes. Le gouvernement Juppé, qui a accueilli fraîchement cette suggestion, a d'ores et déjà écarté une demande du même type émanant du secteur du BTP, concernant 30 000 départs anticipés. Mais il a accepté, dans le cadre du plan textile mis en place en juin

1996, d'alléger les charges de certaines entreprises, ce qui lui vaut le courroux de la Commission de Bruxelles.

Poussée par la mondialisation, la recherche de productivité ne cesse de buter sur son coût social. Tout en réclamant une sévère cure d'amalgamisme de l'Etat, c'est bien vers lui que les entreprises se tournent en dernière instance pour amortir les chocs les plus rudes. Et ce dernier, malgré le prix qu'il en coûte, continue de leur tendre une main secourable dans l'espoir de sauver des emplois. Avec la loi Robien, c'est la baisse du temps de travail, cofinancée par l'Etat, qui tient lieu de nouveau sésame antichômage. Par ailleurs, le gouvernement porte désormais son attention sur les PME, là où se crée l'emploi.

Dans son ébauche de programme pour les législatives, le Parti socialiste mise sur un meilleur partage du travail. « La seule manière d'absorber les gains de productivité sans dommage pour l'emploi passe par la réduction du temps de travail », estime Dominique Strauss-Kahn, ancien ministre socialiste de l'Industrie et maire de Sarcelles. D'autres considèrent, avec Michel Berry, que « la solution au chômage est ailleurs que dans l'entreprise. C'est l'emploi qui manque en France, pas le travail. » Et l'on repartie du développement d'activités de proximité. Pour Philippe Séguin, « il reviendra à la puissance publique de réinsérer les quelque 10 % à 20 % de la population que la mondialisation rejette aux marges de la société, afin de tendre vers la pleine activité. » Dans tous les cas, ils sont de moins en moins nombreux à penser que la solution viendra des seules entreprises.

Martine Larocque et Anne-Marie Rocco

## Les tumultueuses relations

U... De 1980 à 1996, le chômage en France a augmenté de 1,4 million à 2,4 millions. En 1996, le chômage en France a augmenté de 1,4 million à 2,4 millions. En 1996, le chômage en France a augmenté de 1,4 million à 2,4 millions.

## Bibliographie

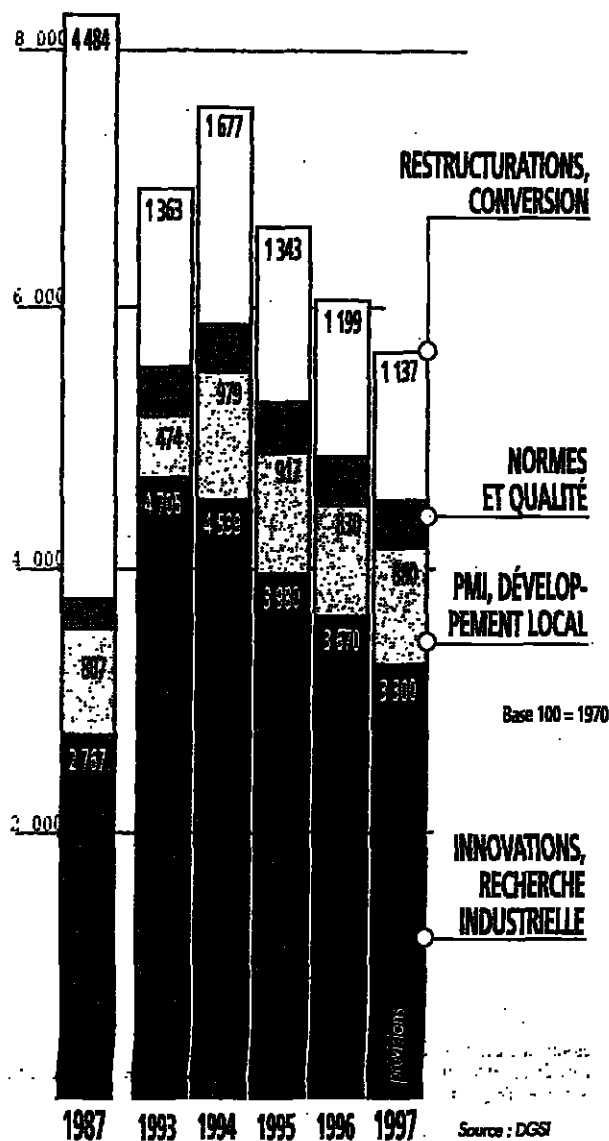
« L'entreprise et le chômage », de Michel Berry, CNRS. « Le chômage en France », de Jean-Pierre Chevènement, La Documentation Française. « Le chômage en France », de Jean-Pierre Chevènement, La Documentation Française.



## Aides et compétitivité

### Crédits accordés par le ministère de l'industrie

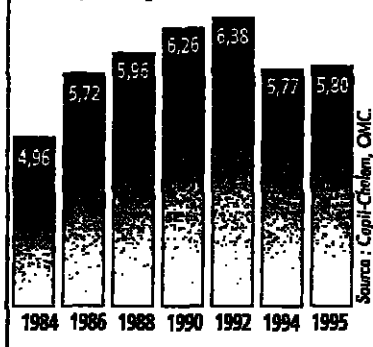
En millions de francs



Le volume des aides à l'emploi versées par le ministère du travail et des affaires sociales aux entreprises atteindra plus de 93 milliards de francs en 1997 (sur un budget global de 150,3 milliards), un montant sans commune mesure avec les aides du ministère de l'industrie (moins de 6 milliards). Depuis la loi quinquennale sur l'emploi de décembre 1993, on assiste à une montée en puissance des exonérations de charges. En 1997, elles s'élèveront à plus de 62 milliards contre 53,3 milliards en 1996.

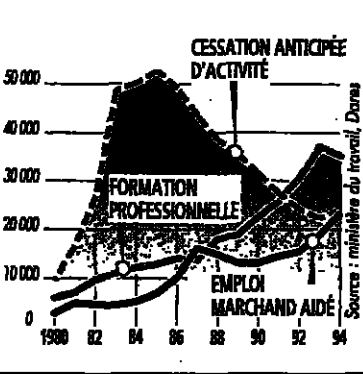
### Parts de marché de la France dans le monde

En pourcentage



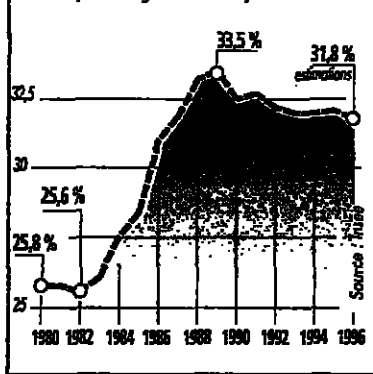
### Les dispositifs ciblés de politique d'emploi

En millions de francs

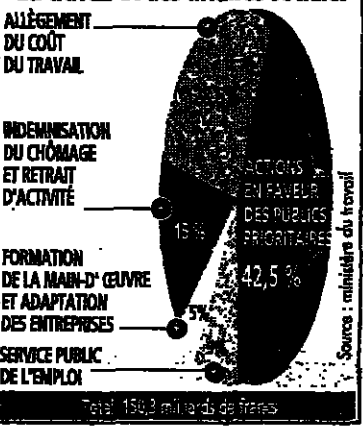


### Taux de marge

Excédent brut d'exploitation en pourcentage de la valeur ajoutée

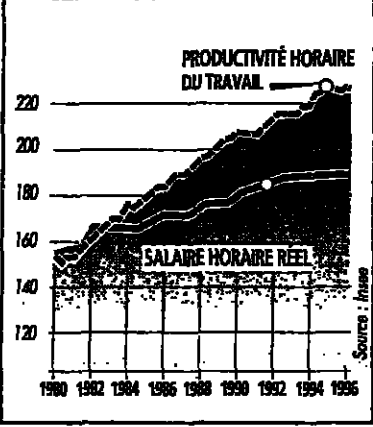


### Crédits 1997 du ministère du travail et des affaires sociales



### Productivité et salaires

Base 100 = 1970



## SOUTIENS AUX ENTREPRISES

### Questions-réponses

**1 Quel est le volume des aides consenties aux entreprises ?**  
Le montant des aides accordées aux entreprises est extrêmement difficile à établir, compte tenu de la multiplicité des sources de financement et de ce que l'on considère ou non comme des aides (une mesure fiscale comme la réduction de l'impôt sur les sociétés doit-elle être considérée comme une aide à l'entreprise ?). Dans une note économique de l'ENA, deux élèves ont tenté d'établir une évaluation globale des aides obtenues en 1996. Ils parviennent à un montant total de près de 130 milliards de francs, dont 12,5 milliards émanent de l'Europe, 17,4 milliards des collectivités locales et 99 milliards de l'Etat (parmi les plus gros contributeurs, le ministère des affaires sociales pour 65,5 milliards de francs, l'agriculture pour 13,5 milliards, l'industrie pour 4,7 milliards). A titre de comparaison, les auteurs rappelaient que le produit net de l'impôt sur les sociétés en 1996 était évalué à 131,6 milliards de francs !

tion, etc., ont contribué à leur modernisation et à l'amélioration de leur compétitivité. Ainsi, de 1984 à 1995, les parts de marché de la France dans le monde sont passées de 4,95 % à 5,80 %. Le produit intérieur brut marchand a progressé en moyenne de 2,2 % de 1975 à 1995. Le taux de marge des entreprises a retrouvé, en 1995, les niveaux atteints avant le premier choc pétrolier de 1973 (soit au-dessus des 30 %).

La productivité horaire du travail n'a cessé de progresser depuis 1970. En revanche, la part des salaires dans la valeur ajoutée baisse depuis le début des années 80. Et le niveau d'investissement des entreprises reste préoccupant.

### 3 Où se crée l'emploi aujourd'hui ?

C'est dans les PME que se créent en majorité les emplois. Elles regroupent aujourd'hui 69 % de la population active (28 % pour les entreprises de 0 à 9 salariés, 41 % pour celles de 10 à 500 salariés), bien que les sociétés de 500 salariés et plus concentrent 50 % du chiffre d'affaires. Entre 1982 et 1992, la croissance de l'emploi s'établissait à 900 000 pour les PME, alors qu'il diminuait de 630 000 dans les grandes entreprises. Depuis novembre 1995, le gouvernement a développé une politique d'aide en faveur des PME. Les crédits inscrits au budget 1997 des différents ministères totalisent 81,5 milliards de francs, contre 68,2 milliards en 1996 et 49,3 milliards en 1995.

Les mesures générales d'abaissement du coût du travail qui profitent aux PME sont en augmentation (38,7 milliards de francs en 1997, contre 19,2 milliards en 1995). Le principal dispositif est désormais constitué par la ristourne unique de 1 160 francs par mois, dégressive en fonction du salaire entre le SMIC et 1,33 fois le SMIC.

### 2 Ces aides ont-elles un impact sur l'emploi ?

Forcé est de constater que ces aides n'ont pas inversé la courbe du chômage. Mais, dans un document évaluant quarante ans de politique de l'emploi, le ministère du travail souligne que l'effet de ces politiques a été favorable chaque année depuis 1979. L'ensemble des programmes mis en œuvre depuis le premier choc pétrolier a permis d'éviter entre 400 000 et 500 000 chômeurs depuis le milieu des années 80, selon la direction de l'animation et de la recherche, des études et des statistiques (Dares).

Par ailleurs, les aides dont bénéficient les entreprises, qui concernent non seulement l'emploi mais aussi la recherche, l'innovation, la qualité, l'exporta-

## Les tumultueuses relations de la sidérurgie avec les pouvoirs publics

Usinor-Sacilor a tourné la page de ce qui fut une très longue crise. Pour la première fois depuis plus de vingt ans, le groupe devrait gagner de l'argent et annoncer des résultats positifs pour l'exercice 1996. Pour la première fois aussi depuis des années, il aura tiré un trait sur les milliers de suppressions d'emplois qui ont jalonné son histoire : l'an dernier, il a embauché près de 600 jeunes. Classé au troisième rang mondial derrière le coréen Posco et le japonais Nippon Steel, le sidérurgiste, recentré sur des crûtes à plus forte valeur ajoutée, est désormais armé pour faire face à la concurrence.

Sans l'aide de l'Etat, un tel redressement n'aurait pas été possible. Après bien des tergiversations et des atermoiements, les gouvernements successifs ont décidé de soutenir la très douloureuse et très longue restructuration du secteur, au bord de la faillite. Et ils ont accepté d'en payer le prix fort. De la dizaine de groupes sidérur-

▼ De 140 000 personnes en 1976 à 44 600 aujourd'hui, la restructuration a coûté plus de 100 milliards de francs. Mais, cette année, Usinor-Sacilor devrait faire des bénéfices

giques - dont Chiers-Châtillon, Creusot-Loire, Métallurgie de Normandie, Châtillon de Dunkerque - à la fin des années 70, il n'en reste plus qu'un : Usinor-Sacilor, héritier de tous les vestiges de ses concurrents. Les effectifs du secteur, qui dépassaient 140 000 personnes en 1976, sont tombés à 44 600 à ce jour pour l'ensemble du groupe. Plus de 100 milliards de francs, dont 80 environ pour l'accompagnement social, ont été dépensés. Personne n'imaginait que les conséquences seraient aussi lourdes lorsque l'Etat, en 1978, se décida à voler au secours du secteur. A l'époque, Usinor, filiale de la holding privée Denain-Nord-Longwy, Sacilor, filiale du groupe Martin-Wendel, et Châtillon Neuves-Maisons, filiale de Chiers-Châtillon, du groupe Paribas, étaient au bord de la faillite. En perte depuis plusieurs années, les trois groupes n'avaient plus de fonds propres, alors que leurs dettes globales s'élevaient à 38 milliards de francs. Pour éviter l'effondrement d'un secteur considéré comme stratégique, le gouvernement Barre lance une « nationalisation rampante » : l'Etat, appuyé par ses bras armés (Caisse des dépôts, Crédit national, Crédit lyonnais) prend à sa charge l'endettement et devient,

en contrepartie, actionnaire à hauteur de 63,8 % d'Usinor et de 76,9 % de Sacilor. Un plan de redressement prévoyant la suppression de 21 000 emplois est adopté.

Mais les sidérurgistes ne croient pas vraiment à la nécessité de changements profonds. Tandis que les dirigeants entendent mener des investissements grandioses pour augmenter la production d'acier, les salariés, en Lorraine comme dans le Nord, se mobilisent. Des manifestations énormes se multiplient, donnant lieu à de très violents affrontements, comme en mars 1979 à Paris. Tétanisé par la lourdeur des licenciements, le gouvernement fait un geste. En juillet 1979, il signe avec les syndicats la convention sociale de la sidérurgie, qui servira de cadre pendant plus de dix ans. Celle-ci offre des départs en préretraite à cinquante-cinq ans, des primes de départ volontaire et des aides à la reconversion.

Mais ce premier plan ne change pas la situation de la sidérurgie française, qui n'a vu venir ni les changements de consommation d'acier, ni les nouveaux concurrents comme les Japonais, ni les nouvelles technologies comme la filière électrique italienne (les fameuses « Bresciani »). En 1981, lorsque la gauche arrive au pouvoir, les groupes français sont toujours en perte. Le nouveau gouvernement veut relancer ce secteur. Il fixe comme objectif à Usinor et à Sacilor une production de 24 millions de tonnes (contre 17 millions de tonnes produites alors). Dans le cadre du « plan acier », il prévoit aussi d'apporter aux deux groupes 21 milliards de francs, dont 17,5 milliards pour financer les investissements, entre 1982 et 1986. Plus de 12 000 suppressions d'emplois sont également programmées sur la même période.

Thés vite, le plan se révèle irréaliste. Les objectifs de production sont beaucoup trop élevés, alors que le marché européen est sinistré. Malgré les nombreux appels à la « coopération » du ministre de l'industrie, Usinor, porte-drapeau du Nord, et Sacilor, groupe phare de la Lorraine, ne cessent de se quereller. Ils s'épient, se disputent pour emporter les investissements, tandis que chaque région cherche à limiter le plus possible les suppressions d'emplois chez elles. Raymond Lévy, nommé président d'Usinor en 1982, recommande alors une révision du plan d'acier et l'intégration des deux groupes sidérurgiques.

Deux ans s'écouleront avant que l'avis soit entendu. En mars 1984, après de longues disputes au sein du gouvernement, le plan acier est revu à la baisse. L'Etat renonce à fixer des objectifs de production. Il annonce une enveloppe de 30 milliards de francs, en partie pour combler les déficits d'Usinor et de Sacilor, et s'interdit de subventionner le secteur à partir de 1987. Les grands projets de développement, comme le train universel de Gandrange, sont abandonnés. Deux filiales communes à Usinor et Sacilor dans les produits longs, Unimetal et Ascometal, sont lancées. Mais 21 000 emplois doivent encore disparaître.

Dans le Nord et en Lorraine, plus particulièrement touchée par cette révision, les manifestations de sidérurgistes se multiplient. Le gouvernement prend de nombreuses mesures d'accompagnement pour atténuer les effets des suppressions d'emplois. Pour permettre la réindustrialisation, il nomme Jacques Chérèque, ancien numéro deux de la CFDT, préfet-délégué de Lorraine. Quelques mois plus tard, les présidents d'Usinor et de Sacilor demandent au gouvernement de Laurent Fabius le rapprochement des deux groupes. Mais les avis divergent au sein du gouvernement.

L'idée est reprise en 1986 par la droite, lorsqu'elle revient au pouvoir. Le ministre de l'industrie de l'époque, Alain Madelin, nomme Francis Mer, dirigeant de Pont-à-Mousson, président unique d'Usinor et de Sacilor. Une recapitalisation est décidée pour les deux

groupes, se traduisant par un « coup d'accordéon ». Les petits actionnaires, qui détenaient encore 19 % du capital d'Usinor et 8 % de celui de Sacilor, sont ruinés.

Ayant obtenu la plus grande latitude du gouvernement, Francis Mer réorganise le nouveau groupe. Les différentes productions sont regroupées : Solac prend tous les produits plats ; Ugine, les aciers inoxydables ; Unimetal, les aciers longs ; Ascometal, les aciers spéciaux. Des désinvestissements sont décidés pour recentrer le groupe uniquement sur l'acier. Avec l'accord de l'Etat, le groupe prévoit encore la suppression de 20 000 emplois.

Un an plus tard, pour l'exercice 1988, Usinor-Sacilor affiche ses premiers bénéfices depuis dix ans. Le groupe se sent alors pousser des ailes. En moins de trois ans, il rachète des sociétés aux Etats-Unis (J & L, Georgetown, Edgcomb), en Allemagne (Dilling, Saarstahl), en Italie (Alessio Tubi). L'Etat applaudit. Mais, s'il a accepté de payer le coût social des restructurations, il refuse de soutenir, comme actionnaire, cette expansion : l'endettement du groupe, ramené à 20 milliards en 1989, dépasse les 30 milliards deux ans plus tard.

Le retournement du marché de l'acier, amplifié par les exportations à bas prix de l'Europe de l'Est, est fatal à Usinor-Sacilor, qui perd à nouveau 3 milliards de francs en

1991. Pour résister, le groupe décide la fermeture de la Société de métallurgie de Normandie, l'abandon des aciers longs d'Unimetal et empiète 8 000 suppressions d'emplois sur trois ans. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'industrie d'alors, conteste les chiffres, puis plie devant la nécessité.

L'Etat fait de savants montages pour recapitaliser Usinor-Sacilor. Il cède 20 % du capital du groupe au Crédit lyonnais, qui apporte au sidérurgiste 2,5 milliards de francs. Mais cet apport ne suffira pas. Pendant trois ans, le groupe connaît une longue pénurie, gère et utilise toutes les possibilités sociales à sa disposition.

De cette longue période de remise à niveau, Usinor-Sacilor sort tout autre. Recentré sur les secteurs à haute valeur ajoutée, utilisant de plus en plus de technologies, le groupe est capable, même s'il peine encore dans le bas de cycle, de résister aux concurrents mondiaux. Sur de lui, il a renoncé à toute mesure sociale soutenue par l'Etat et a instauré un dispositif de préretraites progressives pour les salariés de plus de cinquante-cinq ans et des mesures de temps partiel pour les salariés de cinquante ans. Le groupe est privatisé en juillet 1995. Sa vente a rapporté un peu plus de 10 milliards de francs à l'Etat.

Martine Orange

### Bibliographie

- Quarante ans de politique de l'emploi (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du travail et des affaires sociales, La Documentation française, 1996, 367 p., 195 F).
- Dessine-moi une vie active, de Hubert Landier (Village Mondial, 1995, 255 p., 132 F).
- Fiscalité et vie des entreprises (Treizième rapport au président de la République, n° 4266, direction des journaux officiels, 1994, en deux tomes, 170 F).
- Guide, les principales aides aux PMI (Ministère de la poste et des télécommunications, octobre 1996, 107 p., 60 F).
- L'Effort financier de l'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises (Les Notes bleues de Bercy, n° 102, du 1<sup>er</sup> au 15 janvier 1997).

### « UN MÉCANISME MONÉTAIRE AVEC L'EURO CONSTANT »

#### MOYEN D'UNE POLITIQUE DE RELANCE

Proposé par le « Centre Jouffroy pour la Réflexion Monétaire » (fondé en 1974) 88 bis rue Jouffroy d'Abbans 75017 Paris P.U.F. - 125 pages - 100 Frs En vente en librairie

Condensé en 8 pages sur demande. Tél.: 01 46 22 10 50

صدا من الامم

LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, avr)

	États-Unis	Japan	Allemagne	France	Italie	Royaume-Uni	Canada
Production industrielle (en %)							
Dernier mois connu	+1	+0,3	+0,6	+0,3	-1,7	+0,2	+1,5
Cumul sur 12 mois	+4,9	+3,9	+3,3	+2	-2,3	+1,4	+4,2
Taux de chômage (en %)							
Dernier mois connu	5,4	3,3	11,3	12,2	12,2	6,5	9,7
Un an avant	5,7	3,4	10	11,7	12,1	7,9	9,6
Indice des prix (en %)							
Dernier mois connu	0	+0,1	+0,3	+0,2	+0,2	+0,3	0
Sur 12 mois	+3,3	+0,6	+1,5	+1,7	+2,6	+3,1	+2,2
Solde commercial (en milliards)							
Dernier mois connu	-13,2	+514,8	+9,5	+9,5	+6143,5	-1	+1,8
(monnaies nationales)							
Cumul sur 12 mois	-142,1	+6766,5	+95,6	+118,9	+67459,2	-12,5	+34,4
(monnaies nationales)							
Cumul sur 12 mois (en dollars)	-162,1	+662,2	+63,9	+118,9	+43,7	-19,3	+25,2
Croissance du PIB (en %)							
3 <sup>e</sup> trimestre 1996 (1 <sup>er</sup> trimestre annuel)	+4,7 (H.I.)	+0,4	+3,3	+3,5	+2,4	+1,8	+3,3
Sur 12 mois	+3,4	+3,2	+1,9	+1,4	+0,7	+2,2	+1,6
Solde des paiements courants en % du PIB							
1996 (estimation OCDE)	-2,1	+1,4	-0,7	+1,3	+3,5	-0,1	0
Déficit public en % du PIB							
1997 (estimation OCDE)	-1,8	-2,6	-3,4	-3,2	-3,7	-3,7	-1,5
1996 (estimation OCDE)	-1,6	-4,1	-4,1	-4,1	-6,7	-4,8	-2,7
Dette publique en % du PIB 1996	64,2	87,4	61,3	53,1	124,4	56,1	100,5

COMMENT LES FRANÇAIS VOIENT L'AVENIR

Les ménages	niveau du trimestre précédent	dec. 97	niveau du trimestre précédent	dec. 97
Niveau de vie futur	→	→	→	→
Chômage	→	→	→	→
Évolution des prix	→	→	→	→
Situation financière	→	→	→	→
Opportunités d'achat	→	→	→	→
Opportunités d'épargne	→	→	→	→

Les entreprises, dans l'enquête trimestrielle de janvier, sont optimistes pour la demande globale et étrangère. Elles envisagent notamment une remontée modeste des effectifs et de l'utilisation des capacités.

Le moral des ménages continue à s'améliorer en janvier, note l'Insee dans son enquête mensuelle d'opinion. Ils sont davantage à voir leur niveau de vie futur s'améliorer et à vouloir consommer. Mais l'opinion sur le chômage reste pessimiste.

A RETENIR EN FRANCE

PIB (en milliards de francs courants)	7 675	SMIC (heures payées)	37,91	Population active	25 590 000	Nombre de chômeurs	3 121 500
---------------------------------------	-------	----------------------	-------	-------------------	------------	--------------------	-----------

Fin d'année budgétaire délicate pour Tokyo

**A**u Japon, l'année comptable s'achève le 31 mars, date à laquelle les entreprises et les banques arrêtent leurs comptes. C'est aussi la fin de l'année budgétaire et le terme du débat parlementaire sur le budget de l'Etat pour l'année suivante (1<sup>er</sup> avril 1997 au 31 mars 1998). Le 31 mars est donc, à Tokyo, une date qui rend nerveux tous les responsables économiques. Cette année, une incertitude bancaire se superpose à une incertitude budgétaire.

L'incertitude budgétaire vient de ce que le gouvernement de M. Hashimoto, issu des élections d'octobre 1996, s'appuie sur une majorité relative et a besoin du soutien non garanti des quinze députés sociaux-démocrates pour faire passer un budget difficile, qui comprend notamment une hausse de 3 à 5 % de l'impôt sur la consommation au 1<sup>er</sup> avril. Et l'exécutif est fragile au point d'exclure tout secours du budget de l'Etat à une industrie financière en difficulté. Les banques japonaises doivent donc se débrouiller seules pour retrouver la santé. La question est de savoir si, fin mars, elles parviendront toutes à satisfaire le ratio prudentiel imposé par la Banque des règlements internationaux (BRI), le ratio Cooke, qui veut que les fonds propres des banques dépassent 8 % du total de leurs engagements. Ce qui complique tout pronostic, c'est

**▼ Japon**  
Comme l'Etat, les banques nippones arrêtent leurs comptes au 31 mars. Et toute aide publique à l'industrie financière en difficulté est exclue

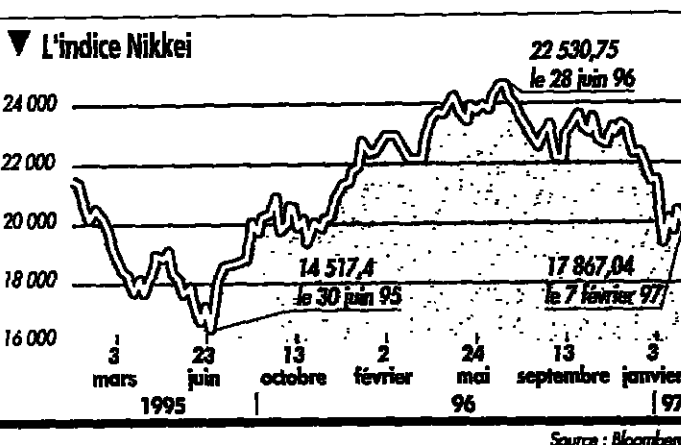
que les fonds propres des banques ont une composante structurelle et une composante conjoncturelle. La composante structurelle tient à la situation financière intrinsèque de chaque banque, c'est-à-dire à son aptitude à dégager des profits et à se débarrasser de toutes les mauvaises créances qu'elle a accumulées pendant la période d'« économie casino » de la fin des années 80.

En septembre 1996, à mi-course de l'année fiscale qui s'achève, le peloton des vingt banques japonaises les plus importantes était très étiré. L'ensemble de leurs créances douteuses était à l'époque de 23,65 trillions de yens (soit environ 1 180 milliards de francs), mais ce fardeau était réparti de façon très inégale. Sur les dix banques commerciales, deux pouvaient espérer nettoyer leurs

comptes en un an, et cinq en deux ans, ce qui est un délai raisonnable. Par contre, trois d'entre elles étaient exposées à trois à huit ans de cure. De même, sur les trois banques de crédit à long terme, deux pouvaient s'assainir en deux ans. Et sur les sept banques de placement (trust banks), quatre étaient bien placées. Sept grands établissements au total étaient donc menacés d'une longue convalescence.

Et derrière se pressent des banques locales de plus petite taille, des coopératives de crédit et des associations de crédit, dont le total des mauvaises créances était estimé à 7 trillions de yens (350 milliards de francs) fin septembre 1996. Dans ce groupe disparate, de nombreux établissements sont sans espoir de repêchage.

Ainsi, en novembre 1996, une banque locale, la Hanwa Bank, a purement et simplement fermé ses portes, sans que le ministère des finances intervienne. Cette neutralité nouvelle de l'Etat a manifesté l'abandon de la « théorie du conivol », selon laquelle le rythme d'évolution de l'industrie financière japonaise était ralenti de façon qu'aucun établissement ne soit abandonné. L'annonce récente d'un « big bang » financier pour 2002 a la même signification : c'en est fini de la quiétude d'une profession bancaire jusque-là cartellisée avec la bénédiction des au-



Source : Bloomberg

torités. D'ici cinq ans, concentrations et disparitions devront avoir rehaussé la finance japonaise au meilleur niveau international. Cependant, les marchés internationaux de capitaux se méfient : ils trouvent le mouvement trop lent et regrettent implicitement la passivité de l'Etat japonais pour assumer une partie des pertes. Les grandes banques japonaises qui veulent emprunter des capitaux à court terme se voient infliger une surprime volente (« Japan premium »), qui était de 0,125 % en janvier 1997, ce qui n'est pas négligeable. Et les japonais ne sont pas en reste, car les maisons de titres nippones vendent massivement les actions des banques depuis le mois de décembre 1996. C'est la fin d'une époque où les participations

croisées entre banques, sociétés de titres et grandes entreprises industrielles et commerciales verrouillaient le capitalisme japonais et le rendaient invulnérable aux attaques étrangères. Chacun, désormais, veut améliorer ses résultats financiers, même en vendant les titres de banques familiales. Cette vente inusitée explique la baisse soudaine de 15 % de la Bourse de Tokyo entre la fin novembre 1996 et le début février 1997.

Cette chute de la Bourse, issue de la crise bancaire, aggrave encore la situation des banques. En effet, dans le calcul du fameux ratio Cooke, qui fait le partage entre les bonnes banques et les mauvaises, la valeur du portefeuille d'actions entre dans l'estimation

des fonds propres. Plus la Bourse de Tokyo sera déprimée le 31 mars 1997 et plus le nombre de banques en situation précaire sera grand, ce qui ne peut qu'inciter à vendre davantage et à perpétuer une spirale descendante.

Certains pronostiquent un krach, « une crise de mars », d'ici le 31 mars. Mais un tel séisme n'est guère probable. Le Japon n'est pas le Mexique : son potentiel d'épargne, de travail qualifié, de progrès technologique est celui d'une grande puissance économique, qui n'est pas emprunteuse nette sur les marchés mondiaux, mais apporte près de 100 milliards de dollars d'excédent d'épargne chaque année.

Et d'ailleurs, pendant que les japonais et les étrangers vendent leurs actions de banques japonaises, les gestionnaires des fonds de pension américains semblent avoir compris qu'ils pouvaient acquérir des actions de grandes entreprises industrielles nippones à des cours très avantageux. La hausse de 50 % du dollar par rapport au yen depuis avril 1995 accroît le pouvoir d'achat des fonds américains et ouvre de belles perspectives de profits à l'exportation aux entreprises japonaises de l'automobile, de l'électronique ou des biens d'équipement.

Christian Sautter  
Professeur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

UN CHIFFRE  
679  
milliards de dollars

LES LIQUIDITÉS  
DES ENTREPRISES  
AMÉRICAINES

Les vagues de restructuration, conjuguées à la croissance, ont porté leurs fruits : la plupart des entreprises américaines ont terminé l'année 1996 avec des niveaux records de liquidités. Le montant total avoisine 679 milliards de dollars, en hausse de 21,5 % par rapport à 1995 (selon Standard & Poor's). General Motors dispose de 17 milliards de dollars de cash. Les secteurs de pointe, enregistrant de forts taux de croissance, ne sont pas en reste. Microsoft a clôturé l'exercice avec un excédent de 9,2 milliards de dollars.

La plupart des sociétés ont choisi de favoriser leurs actionnaires, en versant d'importants dividendes ou en rachetant leur propre actions, ce qui entraîne une montée des cours. D'autres se sont lancées dans des opérations de fusions-acquisitions. Cette stratégie de croissance externe, qu'il s'agisse du rachat d'un concurrent direct ou d'une diversification dans une autre activité, s'avère souvent plus rentable qu'un placement en bons du Trésor américain. Enfin, de nombreux dirigeants préfèrent conserver un confortable matelas financier, à titre de précaution, face à une conjoncture économique incertaine. Le constat vaut surtout pour les secteurs soumis à de fortes variations d'activité.

Le retour de Hongkong dans le giron de Pékin s'annonce sous de bons auspices économiques

**L**a croissance économique à Hongkong, talantée en 1995, a amorcé une reprise depuis le milieu de 1996. Le produit intérieur brut, qui n'avait progressé que de 3,3 % au premier trimestre 1996, a atteint le rythme de 5,5 % au troisième. Et comme ce redressement devrait se prolonger en 1997, le passage sous souveraineté chinoise au 1<sup>er</sup> juillet 1997 devrait se faire dans une conjoncture relativement faste. Les perspectives économiques du territoire sont cependant brouillées par des incertitudes qui ne tiennent pas seulement aux échéances politiques.

Pour Hongkong, comme pour les autres dragons asiatiques, 1996 a été marqué par une détérioration des performances exportatrices. Des raisons conjoncturelles ont joué, comme la baisse de la demande mondiale de composants électroniques et le ralentissement, au premier semestre 1996, de la demande d'importation des Etats-Unis, le deuxième marché après la Chine pour Hongkong.

En outre, toute la partie de l'activité commerciale de Hongkong qui tient à son rôle d'intermédiaire entre la Chine et le reste du monde a été perturbée dans la première partie de l'année : la tension entre la Chine populaire et Taïwan au printemps a fortement réduit les exportations taïwanaises à destination du continent qui passent par la colonie ; les différends commerciaux entre la Chine et les Etats-Unis ont eu un effet analogue. Enfin, la forte décelération, en 1996, du commerce extérieur de la Chine, premier fournisseur et client des entreprises hongkongaises, explique aussi le ré-

**▼ Chine**  
Grâce à la demande interne, la croissance a repris dans la colonie britannique

chissement du dynamisme commercial. De manière paradoxale pour une économie aussi extravertie (exportations et importations totales représentent deux fois et demie le PIB), la reprise est venue de la demande interne. Le redressement de la consommation privée a été favorisé par l'amélioration de la situation de l'emploi et des revenus des ménages, la bonne tenue de la Bourse et du marché immobilier en 1996. Par ailleurs, l'investissement interne demeure une composante très dynamique de la demande, en raison de l'ampleur des grands travaux d'infrastructure en cours.

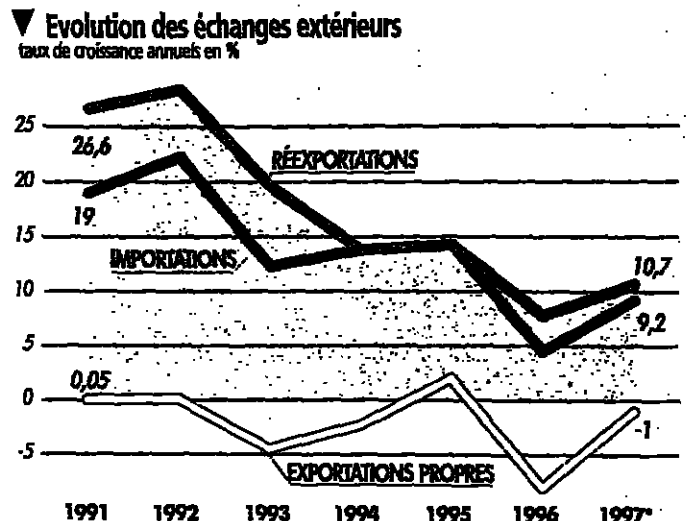
Les prévisions pour 1997 tablent sur un redémarrage du commerce extérieur, sans pour autant anticiper un retour aux rythmes que celui-ci a connu jusqu'au début des années 90 (15 % par an de 1990 à 1994). En fait, la croissance explosive des réexportations en provenance et à destination de la Chine, qui a fait l'essor du commerce international de Hongkong pendant une décennie, donne des signes d'essoufflement ces trois dernières années. La position de Hongkong comme intermédiaire tend à s'éroder dans la mesure où les partenaires, tant du côté chinois qu'à l'étranger, ont désormais accumulé une connaissance mutuelle et un

savoir-faire suffisants pour développer des relations directes, et ils y sont incités par le souci de réduire les coûts. Cette évolution va être accentuée par l'établissement probable de relations commerciales directes entre Taïwan et le continent.

En même temps, le port de Hongkong voit ses activités de transit se ralentir, en raison du développement du trafic direct à partir des ports chinois. Certes, les statistiques ne rendent pas compte de toute la réalité : leur échappent notamment les activités commerciales offshore des sociétés hongkongaises qui, implantées en Chine, opèrent à partir du territoire chinois sans transiter désormais par la colonie.

Depuis l'ouverture économique de la Chine, les firmes industrielles de Hongkong ont transféré en Chine l'essentiel de leurs capacités de production pour bénéficier des bas coûts de main-d'œuvre et des terrains. L'inflexion actuelle de la politique chinoise, qui réduit les privilèges accordés aux investisseurs étrangers et tend à freiner les opérations de sous-traitance dans les secteurs à faible valeur ajoutée, risque d'imposer des limites à cette stratégie.

Ces mouvements de délocalisation en Chine ont conduit à une profonde transformation de l'économie de Hongkong depuis quinze ans. Elle s'est désindustrialisée : l'industrie manufacturière ne représente plus que 9 % du PIB et 19 % de l'emploi, contre respectivement 24 % et 38 % en 1980. Elle est devenue un centre de services et d'informations, offrant des services sophistiqués et souvent coûteux dans le domaine commercial et financier.



Source : Census and Statistics Department Hongkong

Une telle économie repose avant tout sur la confiance qu'inspirent aux investisseurs et aux opérateurs étrangers la transparence des marchés et l'application des règles de droit. La nomination de Tung Chee-hwa comme futur chef de l'exécutif de la région administrative spéciale de Hongkong, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1997, a contribué à rassurer, dans la mesure où, tout en ayant des liens étroits avec Pékin, il est représentatif des milieux d'affaires internationaux de la colonie.

Il y a toute chance que le retour de Hongkong à la Chine soit dans l'immédiat et du point de vue économique un non-événement. Son économie est déjà fortement intégrée à celle du continent, et la Loi fondamentale, qui fera office de Constitution, prévoit que

Hongkong conservera son système économique et social pendant cinquante ans. Le territoire gardera ainsi sa monnaie, liée au dollar depuis 1983 par un taux de change fixe, et son système de liberté totale des mouvements de capitaux. La stabilité des changes sera l'un des tests de l'état de confiance des marchés. Les réserves dont dispose l'Autorité monétaire de Hongkong (plus de 65 milliards de dollars) sont suffisantes pour faire face, le cas échéant, à une vague spéculative. Mais le système financier de Hongkong ne pourrait résister si les marchés manifestaient durablement des doutes sur sa viabilité dans le cadre d'un pays, deux systèmes.

Françoise Lemoine  
Cepi

la lente reconnaissance

FORMATION

POUR COMPRENDRE LE FUTUR MIEUX VAUT CONNAÎTRE LE PRÉSENT



## La lente reconnaissance des diplômes en Europe

**N**'est pas mobile qui veut dans l'Europe des Quinze ! Si la liberté de circulation des personnes est érigée en principe dans le traité de Rome de 1957, la liberté de s'établir dans les pays de l'Union dépend en grande partie de la possibilité, pour les uns, de poursuivre leurs études, pour les autres, d'exercer une activité indépendante ou salariée dans un autre Etat membre. Les premiers doivent faire valider leur parcours par l'université ou l'école de l'Etat d'accueil : c'est la reconnaissance académique des diplômes poursuivie dans le cadre du programme européen Erasmus depuis la fin des années 80 et dont un bilan sera fait d'ici à la fin du mois de février. Les seconds cherchent à faire reconnaître leurs qualifications professionnelles, reconnaissance à l'œuvre depuis le milieu des années 70, mais encore limitée.

### Absurdités

Parmi les obstacles à la mobilité, un chômeur qui souhaite se former dans un autre Etat membre perd, dans certains pays, son droit aux allocations-chômage. Deuxième exemple, les chercheurs bénéficiaires de bourses communautaires n'ont pas le même statut dans l'Europe des Quinze, tantôt considérés comme salariés, tantôt étudiants, voire travailleurs indépendants. Autre lacune, l'absence de reconnaissance académique des diplômes, par l'université ou l'école d'origine, des études suivies à l'étranger, hormis le programme Erasmus. Autant d'obstacles que la Commission européenne souhaite corriger. Son dernier Livre vert du 10 octobre 1996 propose quelques pistes d'action, parmi lesquelles appliquer un traitement uniforme aux chercheurs ou donner un statut juridique clair au stagiaire européen.

### Formation

#### Les ressortissants de l'Union ont du mal à exercer leur activité dans un autre Etat-membre

ou administratives qui impliquent la possession d'un certificat de formation ou d'une attestation de compétences. Cette reconnaissance par secteur s'avère fort lente, les Etats membres se sont orientés vers un système général de reconnaissance pour les professions réglementées. Il se fonde sur deux directives : celle du 21 décembre 1988 sur les diplômes de niveau bac +3 au moins et celle du 18 juin 1992 sur ceux de l'enseignement secondaire et du supérieur court. Applicables dans dix-sept pays, les Quinze plus la Norvège et l'Islande, ces deux textes reposent sur le principe de confiance mutuelle : si, dans son Etat d'origine, une personne est qualifiée pour exercer une profession réglementée, un autre Etat membre doit reconnaître que sa formation est suffisante pour exercer la même profession chez lui.

La Commission européenne, qui a publié en février 1996 un premier bilan, estime que 11 000 ressortissants européens ont profité de la reconnaissance des diplômes entre 1991 et 1994 en application de la directive de 1988. Il est encore trop tôt pour évaluer les retombées du second texte de 1992. Des flux modestes qui s'expliquent par le retard de mise en œuvre dans certains pays, mais aussi par des blocages entre Etats ou organismes professionnels. Tout d'abord la notion de « profession réglementée » est complexe car une profession peut être réglementée dans un Etat membre et pas dans un autre. « Par exemple, souligne Isabelle Delacroix, chargée de mission au département des affaires étrangères du ministère de l'Enseignement supérieur, en France, la profession d'enseignant, et d'une manière générale la fonction publique, n'est pas réglementée, alors qu'elle l'est dans beaucoup de pays. » Or le critère d'application de la directive est le pays d'accueil. Autrement dit, si dans ce dernier la profession n'est pas réglementée, la directive n'est pas applicable. Résultat : la France

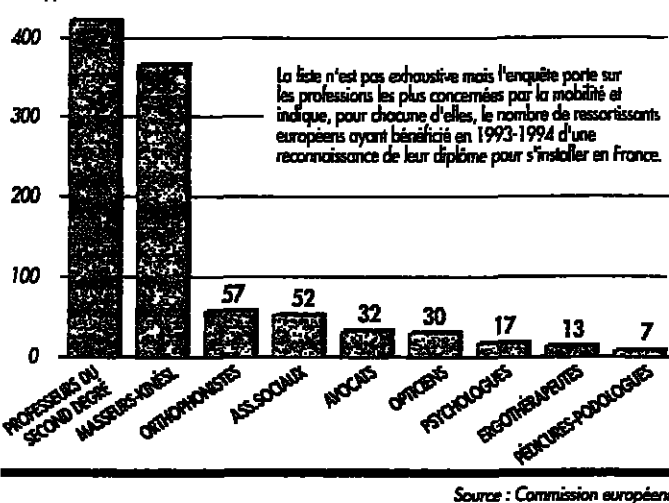
n'applique pas la directive de 1988 en ce qui concerne la profession d'instituteur.

Ainsi les données graphiques ci-contre doivent être interprétées avec prudence : les 422 professeurs du second degré qui se sont installés en France en 1993 et 1994 n'ont pas obtenu stricto sensu la reconnaissance de leur diplôme puisqu'ils ont dû repasser les épreuves nationales. Inversement, l'instituteur français qui souhaite s'installer dans un Etat membre où la profession est réglementée tombera sous le coup de la directive : l'Etat d'accueil pourra lui imposer une expérience professionnelle supplémentaire s'il l'estime nécessaire, qui peut aller jusqu'à deux ans.

Le cas de l'ingénieur est encore plus délicat et constitue, de l'avis des experts, l'un des dossiers les plus sensibles à Bruxelles. Les Etats membres ont abandonné l'idée de valider le diplôme tellement leurs points de vue sont opposés. Ainsi la profession est réglementée au sens de la directive de 1988 dans certains pays dotés d'un ordre des ingénieurs comme l'Italie, l'Espagne, mais pas en France par exemple. Le seul compromis possible a été la création d'un label (et non pas un diplôme) européen d'ingénieur au sein de la Feani, la Fédération européenne des associations nationales d'ingénieurs.

### Diplômes européens reconnus en France en 1993-1994

en application de la directive du 21 décembre 1988



qui réunit vingt-sept pays d'Europe (les Quinze, certains pays d'Europe de l'Est...).

Le principe est le suivant : chaque Etat détermine les conditions d'obtention du label dans son pays, une autorité nationale trie les candidatures et les envoie à la Feani, qui tranche. « Les critères français sont sévères, explique-t-on au Conseil national des ingénieurs français (CNIF), le correspondant de la Feani, situé à Paris, le candi-

dat doit avoir un niveau bac +5 et justifier d'un minimum de deux ans d'expérience professionnelle ; s'il s'est formé sur le tas, il doit justifier de cinq ans d'expérience. » En tout, 20 000 labels ont été distribués dont 15 000 aux ressortissants de Grande-Bretagne et 2 200 aux Français.

D'autres blocages, particulièrement en France, concernent les professions paramédicales. « Certaines spécialités n'existent pas chez

nous, celle de naturopathe par exemple, alors qu'elles constituent une discipline à part entière au Royaume-Uni », explique Isabelle Delacroix, qui ajoute que la procédure est en cours.

Même lorsque la directive est applicable dans les deux Etats, le pays d'accueil peut imposer au ressortissant, à certaines conditions, de passer un test d'aptitude ou d'effectuer un stage d'adaptation. La reconnaissance des diplômes n'est donc qu'une présomption. Ainsi les experts-comptables doivent au préalable réussir une épreuve de droit national. « Mais certains pays imposent des tests plus lourds qui, en fait, s'apparentent aux épreuves finales du diplôme », explique-t-on au conseil supérieur des experts-comptables.

En principe, la Commission veille à ce que le contrôle d'aptitude ne dégénère pas en protectionnisme déguisé. Elle vient d'engager une procédure d'infraction contre la France pour entrave à l'établissement d'avocat. Car la loi du 31 décembre 1990, qui fusionne les professions d'avocat et de conseil juridique, impose le test de droit national même aux ressortissants qui souhaitent limiter leurs activités au droit communautaire, international ou de leur pays d'origine.

Clarisse Fabre

## Mobilité, recours en justice et liens franco-allemands

### MOBILITÉ D'ORDRE PRIVÉ

Les motivations de la mobilité européenne sont plutôt d'ordre privé (suivre son conjoint par exemple) que professionnel, note la Commission européenne dans son bilan d'application de la directive du 21 décembre 1988. Toutefois, elle note une exception, les enseignants du secondaire, où les migrations résultent de l'offre de travail, et la Commission en déduit que la liberté d'installation dans un autre Etat membre peut réguler l'emploi : entre 1991 et 1994, le Royaume-Uni, qui manque de professeurs, a validé 3 800 diplômes de ressortissants européens, en majorité allemands et hollandais qui, eux, sont en sur-nombre dans leur pays.

### RECOURS EN JUSTICE

Chaque Etat membre désigne une autorité compétente pour sta-

tuer sur les candidatures de ressortissants européens souhaitant s'installer dans un autre Etat que son Etat d'origine. En France, c'est le ministère de l'Économie pour la profession d'expert comptable, celui de la culture pour les architectes, etc.

L'autorité a quatre mois pour donner une réponse à compter de la date de dépôt du dossier complet. Si le candidat estime que la décision est injustifiée, il peut exercer un recours devant la juridiction de l'Etat membre d'accueil et, le cas échéant, devant la Cour de justice des Communautés européennes.

Dans la pratique, 5 % des demandes au titre de la directive de 1988 sont rejetées et 5 % des candidats ont dû passer un test d'aptitude ou effectuer un stage d'adaptation avant que leur diplôme ne soit reconnu.

### PROJETS DE DIRECTIVE

Des projets de directive sont actuellement en cours d'élaboration. La première a pour objectif la reconnaissance des qualifications des professions de l'artisanat et du commerce. Elle se substituerait aux trente-cinq textes sectoriels existants (hôteliers, coiffeurs, etc.). La seconde vise la liberté d'établissement des avocats (installation) alors que, jusqu'à présent, n'était reconnue que la liberté de prestation des avocats (séjours occasionnels) en vertu de la directive du 22 mars 1977.

Enfin, pour les jeunes diplômés, la Commission étudie la mise en place, d'ici à la fin de l'année 1998, d'un document européen annexe au diplôme de fin d'études, qui aurait pour fonction de retracer le parcours du jeune qui s'est formé dans plusieurs Etats membres et d'informer l'employeur potentiel

sur le contenu des cursus dispensés à l'étranger.

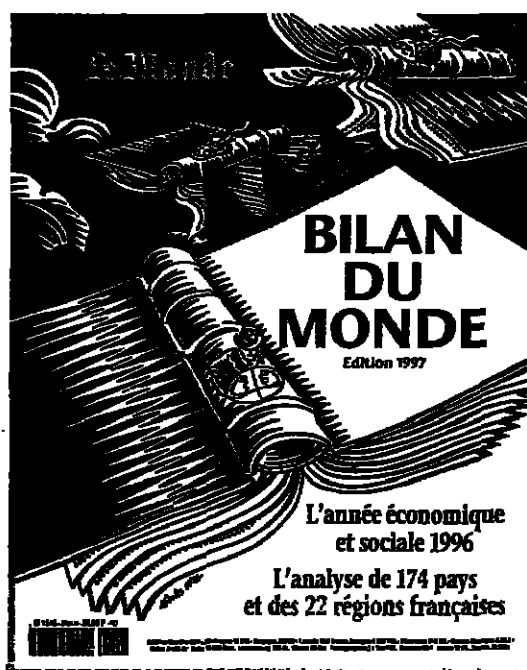
### LIENS FRANCO-ALLEMANDS

Malgré des systèmes de formation différents, la France et l'Allemagne ont signé deux accords de reconnaissance académique des diplômes (de l'admission dans l'enseignement supérieur au troisième cycle). Le premier, conclu en 1980, concerne les études de sciences, lettres et sciences humaines, et le second, en 1986, porte sur les sciences économiques, politiques, juridiques et de gestion. Les deux Etats ne sont toujours pas tombés d'accord sur le titre d'ingénieur mais un projet de validation mutuelle des diplômes d'ingénieur est en cours entre la Conférence des grandes écoles et son homologue allemand.

C. F.

POUR  
COMPRENDRE  
LE FUTUR  
MIEUX VAUT  
CONNAÎTRE  
LE  
PRÉSENT

## Un véritable atlas économique et social du monde d'aujourd'hui



Préfaces de Raymond Barre et de Michel Rocard

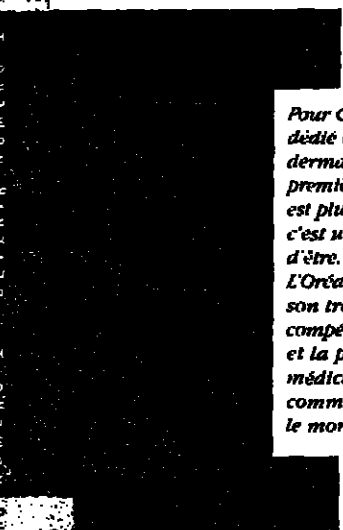
- 174 pays analysés par les correspondants du « Monde »
- Le panorama des 22 régions françaises
- Les mutations de l'économie française et mondiale
- La situation des grands secteurs industriels mondiaux
- L'évolution des marchés financiers

Une publication du **Monde**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 200 PAGES - 50 F

# Secteurs de pointe - Informatique

## Nous avons choisi la dermatologie.



Pour Galderma, laboratoire dédié exclusivement à la dermatologie, atteindre la première des premières places est plus qu'une ambition, c'est une véritable raison d'être. Filiale de Nestlé et de L'Oréal, l'entreprise développe son très haut niveau de compétence dans la recherche et la production de médicaments jusqu'à leur commercialisation dans le monde entier.

**GALDERMA**

### Ingénieur informatique junior

L'information est pour vous une passion. La preuve : vous n'êtes jamais à cours d'idées pour assurer avec toujours plus d'efficacité son développement et son administration. Nous vous proposons de prendre en charge les applications des bases de données du Groupe. Vous assurerez un rôle de conseil et de suivi dans l'évolution des bases dont vous aurez la responsabilité. Titulaire d'une formation supérieure effectuée en université type DESS génie informatique ou en école d'ingénieur, après un à trois ans d'expérience, vos connaissances en base de données (Oracle, SQL Server) sont totalement opérationnelles. Des notions de réseaux, topologies, windows NT, TCP/IP seront fortement appréciées. L'anglais est indispensable. Votre réussite, dans ce poste basé à Levallois-Perret, vous permettra d'évoluer au sein de notre Groupe. (réf. U/NP33)

Alors, si participer activement à la réalisation d'un projet ambitieux vous motive, merci d'envoyer votre dossier de candidature aux Laboratoires Galderma, Recrutement, 20 Avenue André Malraux, 92309 Levallois-Perret Cedex.

## Notre passion commune : la création d'applications

### La haute technologie au service du médical

General Electric (70 milliards de \$ de C.A., 220 000 salariés, dont 50 000 Europe) est l'un des premiers groupes mondiaux, aux activités diversifiées dans le domaine de l'industrie, de la haute technologie et des services.

GE Medical Systems (GEMS), l'un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale et de la radiothérapie, réalise en Europe un chiffre d'affaires d'1 milliard de \$ pour un effectif de 4 000 personnes. Avec plus de 400 ingénieurs et chercheurs, GEMS Europe est le pôle d'excellence dans le domaine de la radiologie numérique, de la radiothérapie, et de la connectivité. Pour soutenir le développement de notre future gamme de stations de diagnostic médical, la division Engineering recrute des :

#### Chefs de projet et Architectes logiciel

(réf. Magic 01)

#### Ingénieurs de développement logiciel

(réf. Magic 02)

#### Ingénieurs qualité logicielle

(réf. Magic 03)



**GE Medical Systems**

Intégrité, sens de l'engagement, goût du changement, rapidité, esprit d'équipe, respect des différences culturelles, souci du développement des hommes sont les valeurs que nous aimons partager avec vous.

Le développement de l'entreprise de Matra (Nortel Matra Cellular) et de Nortel Communications, NORTEL MATRA CELLULAR a toujours été et sera toujours l'un des leaders mondiaux des systèmes de communication GSM.

Chaque jour, les ingénieurs de Matra (Nortel Matra Cellular) et de Nortel Communications travaillent pour améliorer la qualité de nos produits et services. Le siège mondial est basé en France, à Guyancourt (78), avec des bureaux développés sur les cinq continents.



for a mobile generation

### RESPONSABLE PLANIFICATION STRATÉGIQUE DES OPÉRATIONS

Assisté d'une équipe de 4 personnes, vous avez pour principale mission d'optimiser la productivité du groupe. Vous définissez pour cela, en interface avec les unités de production de Raleigh (USA) et de Châteauneuf (28), de nouvelles stratégies manufacturières et après avoir établi les objectifs, prenez en charge les programmes de réduction des coûts pour les matières premières, la main-d'œuvre et les frais généraux.

A 30/35 ans, vous avez complété votre diplôme d'ingénieur Electronicien par une formation IAE. Doté de 8 à 10 ans d'expérience dans le domaine du manufacturing dans le secteur de l'électronique, vous avez une très bonne connaissance des processus manufacturiers. Vous maîtrisez également les logiciels de gestion et avez de solides connaissances financières. Bilingue anglais indispensable.

Pour ce poste basé à Guyancourt, merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prêt.) s/réf. FSO/M02 à Nortel Matra Cellular, DRH, Armelle Commin, 1 place des Pères Montgolfier, 78042 Guyancourt Cedex.

**NORTEL MATRA  
CELLULAR**

Dans le cadre de notre activité de conseil, nous intervenons pour l'optimisation de la production informatique de nos clients. Nous justifions de solides références auprès des organisations d'informatiques de gestion de grands comptes du secteur bancaire ou de l'industrie.

Notre développement tant national qu'international, nous conduit à recruter des :

## Ingénieurs Consultants Confirmés

En tirant parti de nos méthodes d'analyses et d'audit, vous intervenez, en France ou à l'étranger, à titre de conseil sur des projets de haute technicité, dans des environnements complexes, pour la satisfaction optimale de nos clients. Au delà d'une première expérience sur des projets en cours, vous pourrez évoluer vers des fonctions d'Ingénieurs d'Affaires qui vous permettront de concilier l'exercice du métier de consultant technique

avec une dimension commerciale et d'animation d'équipes.

Issu d'une Grande Ecole d'ingénieur (X, ECP, Mines, Ponts, Supélec), vous disposez d'une première expérience similaire de 2 à 5 ans.

D'une grande mobilité, maîtrisant l'anglais et doté d'un excellent sens relationnel, d'une forte capacité d'écoute, votre envergure personnelle sont les clefs de votre autonomie.

Pour ce poste très évolutif, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre, photo et prétentions) sous la référence INC à Sabine DAILLE - ORSY - Tour Franklin - 92042 Paris La Défense cedex 11.

**ORSY**



Notre Groupe CAP GEMINI est leader dans le secteur de l'informatique et des télécommunications. La croissance rapide du volume de nos prestations dans le domaine de la Gestion du Trafic Aérien et notre souci permanent d'améliorer le niveau de qualité de nos services nous conduisent à renforcer nos équipes techniques. Afin de maintenir une forte réactivité sur ce marché, nous recrutons plusieurs postes d'ingénieurs à fort potentiel :

## INGÉNIEURS INFORMATIENS spécialistes en Gestion du Trafic Aérien Ile-de-France / Sud-Ouest / Bruxelles

Vous intervenerez sur des projets d'envergure internationale à travers des responsabilités de type : • Développement • Maintenance en conditions opérationnelles • Etudes • Prototypage • Architecture • Management de projets.

Vous êtes Ingénieur Grande Ecole et vous avez 2 à 10 ans d'expérience professionnelle. Vos compétences techniques et fonctionnelles fortes vous permettent d'être directement opérationnels dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- Simulateur temps réel, simulateur avion
- Gestion du trafic aérien
- Traitement des données radar
- Systèmes temps réel, architecture distribuée, CORBA
- Interface Homme Machine (XII/Motif, ILOG,...)
- Communications et réseaux
- Génie logiciel, assurance qualité.

Vos atouts :

- Une bonne capacité à travailler dans un environnement international où l'anglais est la langue de travail.
- L'esprit d'équipe, le sens des responsabilités et de l'initiative.
- un sens aigu du service client et du relationnel.
- une forte capacité technique.
- le souci de participer au développement du secteur ATC d'un groupe international.

Adressez votre dossier de candidature sous la référence SP/BC9701 à Sandrine Milliez, CAP GEMINI FRANCE, Immeuble Elysées, 7 place du Dôme, 92036 Paris La Défense cedex.

## SYSELOG Ingénieurs de Développement (logiciel, matériel),

SSII de plus de 200 collaborateurs recrute des **Chefs de Projets et Consultants Télécom et Réseaux**

Venez consulter notre forum permanent d'annonces détaillées sur le WEB à l'adresse : <http://www.syselog.fr/job> ou envoyez votre CV à :

**SYSELOG**

Patrice GRIGNOUX - 4, avenue Morane Saulnier - 78140 VELIZY.

**SYSELOG OUEST**

Bernard BOUVRADE - Parc d'activités Pégase - 22300 LANNION.



## - Réseaux Télécommunications

### une : tions

Travaillant au sein d'équipes multi-fonctionnelles (études, marketing, production, service,...) en collaboration avec nos clients (radiologues, médecins, chirurgiens) et avec nos équipes de développement aux Etats-Unis, vous participerez à la conception de nos nouveaux produits, de la phase des spécifications à la mise en production, en passant par les évaluations cliniques.

Apportant votre expertise spécifique dans le domaine du logiciel (conception d'architecture ou développement), vous serez l'un des acteurs de l'introduction de nouvelles technologies et de nouvelles applications de diagnostic au service des patients et des médecins.

Vous aurez par ailleurs l'opportunité d'évoluer dans un contexte international, de découvrir des systèmes complexes de haute technologie et d'être partie prenante d'une entreprise performante offrant de multiples opportunités de carrière.

Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer des candidats issus de grandes écoles d'ingénieurs (X, Mines, Centrale, Telecom...) avec une expérience réussie de 2 à 5 ans dans la conception d'architectures ou de logiciels selon les technologies client/serveur, sous Unix temps réel. Une maîtrise parfaite de l'anglais est une réelle plus-value internationale (expérience ou formation à l'étranger) sont indispensables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature mentionnant la référence du poste choisi à EUROMESSAGES - 78, boulevard de la République - 92514 Boulogne cedex.

Les postes sont basés au siège de GE Medical Systems à Nanterre (à côté de Versailles).

## Ingénieur manager de risques

**Lu, Panzani,  
Danone, Evian,  
Kronenbourg,  
le groupe DANONE  
est le 3<sup>e</sup> groupe  
alimentaire  
européen :  
84 Mds de F de CA,  
82 000 personnes,  
une centaine de  
filiales dans plus  
de 40 pays.**

Rattaché au Risk Manager Holding, vous prendrez une part active à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de prévention menée par le groupe pour l'ensemble de ses entités, en France et à l'international (350 sites dans le monde).

Cette mission concerne la sécurité des personnes et des biens, celle des produits et de l'environnement depuis l'identification et l'analyse des risques jusqu'à la définition et l'adaptation des solutions techniques ou organisationnelles permettant d'y faire face. S'appuyant sur des réseaux d'expertise externes que vous contrôlez et animez, travaillant en étroite collaboration avec les directions opérationnelles, vous aurez pour objectif d'optimiser la gestion des risques par la mise en œuvre et l'exploitation d'outils d'analyse et de traitement de l'information.

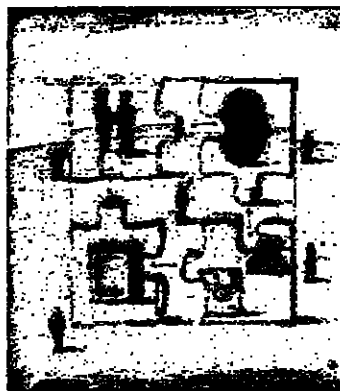
Force de proposition et promoteur de la sécurité à tous les niveaux hiérarchiques du groupe, vous aurez un rôle important de coordination, de conseil mais aussi d'appui sur le terrain impliquant des qualités de recul, d'analyse et de communication.

Ingénieur grande école, vous avez acquis une expérience d'environ cinq années dans l'analyse et la prévention des risques, notamment industriels, dans une société d'assurance, de réassurance ou dans une structure conseil. Vous parlez couramment l'anglais et éventuellement l'espagnol. Basé à Paris, vous êtes disponible pour des déplacements fréquents, mais de relative courte durée.

2. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence FBS2M à notre conseil Infraplan Ernoul Search, 83 boulevard Raspail, 75006 Paris.



## Ingénieur commercial



La division Matériaux et Contrôle de Texas Instruments conçoit et produit des dispositifs de contrôle et de régulation thermique, pour protéger l'équipement électroménager, automobile et aéronautique. Elle propose, en outre, un catalogue de plus de 1000 variétés de métaux plaqués, répondant aux exigences particulières de sa clientèle.

Pour supporter son développement, elle recherche un Ingénieur commercial, Ingénieur électricité ou mécanique, avec une première expérience de 3 ans dans la vente sur les marchés électroménager/ustensiles de cuisson et industriel (contacteurs, disjoncteurs, câbles de télédistribution...), vous optimisez volume et parts de marché. Très impliqué dans la phase d'identification des besoins de la clientèle, vous faites remonter les informations produits/marchés vers le marketing européen et le centre produit, basé aux Etats-Unis. Vous prospectez de nouveaux clients et gérez un carnet de clientèle représentant 5 millions de dollars en 1997 (Tefal, Schneider, Moulinex, Seb...).

Ce poste évolutif, basé à Vélizy, nécessite de nombreux déplacements de courte durée et une pratique professionnelle de l'anglais. La rémunération motivante (fixe + intéressement + voiture de fonction) sera à la hauteur de vos ambitions.

Karine Rolland Roumégoux vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (photo jointe) sous la référence 0247 à Texas Instruments, 8/10 avenue Morane-Saulnier, BP 67, 78140 Vélizy Villacoublay.



## Ingénieur Technico-commercial

Au sein du Business Unit "Additifs pour lubrifiants", vous commercialiserez des produits de performance à caractère stratégique et haut de gamme dans le domaine des huiles moteurs et industrielles pour des clients en France et au Bénélux. Vous analyserez les besoins de vos clients en ayant pour objectif de leur apporter des solutions adaptées à la fois sur le plan technique et d'un point de vue économique. Vous serez attentif à intégrer la dimension "service" dans votre offre. Vous suivrez les évolutions technologiques sur vos marchés pour faire évoluer le portefeuille produits du B.U. dans le but de mieux satisfaire les besoins de vos clients. Pour développer votre chiffre d'affaires, vous disposerez également de l'appui de la maison-mère située à Bâle (Suisse).

De formation Ingénieur, vous avez une première expérience technico-commerciale réussie, si possible dans le secteur de l'industrie pétrolière ou dans celui des lubrifiants. Vous avez démontré votre capacité à établir une relation de confiance avec vos clients ainsi que votre aptitude à négocier. Vous manifestez en permanence le souci de leur apporter le meilleur niveau de service. Vous êtes actif, curieux et êtes motivé par la perspective de développer un chiffre d'affaires. Vous maîtrisez l'anglais et le néerlandais et/ou le flamand.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite et curriculum vitae) à Mr E.P. AZOU, Ciba Spécialités Chimiques S.A., Direction des Ressources Humaines, 8 rue Lionel Terray, BP 308, 92506 Rueil Malmaison Cedex.

Ciba

Value beyond chemistry

Division  
Additifs

Ciba Specialty Chemicals

Premier diffuseur européen de radio et de télévision, acteur majeur sur le marché des radiocommunications, TDF-SA, filiale de France Télécom, réalise avec ses 4 000 professionnels un CA de 4,2 milliards de francs en France et à l'étranger.

A la pointe de la technique, nous innovons en permanence pour faire évoluer les services de diffusion (images, son, données).

Nous recherchons un responsable ingénierie et projets.

Rattaché au directeur régional Est, vous coordonnez, en veillant au respect des délais et à l'optimisation des moyens, les prestations d'ingénierie relatives aux différents domaines d'activité de l'entreprise de TDF : diffusion TV/radio, radiocommunications, transmission de données, infrastructures...

Pour mener à bien votre mission, vous vous appuyez sur les équipes qui composent votre département et vous organisez l'animation fonctionnelle des équipes locales relevant de la région Est.

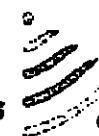
Garant de la politique régionale en matière d'ingénierie, vous pilotez en direct certains projets complexes et supervisez les activités de veille technologique.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous avez acquis 6 à 12 années d'expérience, notamment de la conduite de projets dans un ou plusieurs des domaines d'activité cités.

Doté d'une forte affirmation personnelle, vous avez fait vos preuves dans le management et la motivation d'équipe.

Merci d'adresser votre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. RI/LM, à Laurence Guillet, TDF, 21-27 rue Barbès, BP 518, 92542 Montrouge Cedex.

**Responsable  
ingénierie et projets**  
Poste basé à Nancy



TDF

Groupe France Télécom

L'ESPRIT DES ONDES

## Secteurs de Pointe

Filiale d'un groupe international, spécialisée dans la conception et la modélisation de pièces plastiques recherche un

### Ingénieur Bureau d'Etudes

Paris

Rattaché au directeur de division, vous participez directement à la conception et la modélisation de pièces plastiques. Vous réalisez les études techniques, sélectionnez les matériaux et suivez les projets en liaison avec nos clients et les services développement.

A 28/32 ans, diplômé d'une école d'ingénieur généraliste ou mécanique, vous justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans dans une fonction similaire. Vous disposez de solides connaissances en CAO et conception de produits.

Vos excellentes qualités relationnelles, vos réelles aptitudes d'organisation et un niveau d'anglais courant, vous permettront d'évoluer au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre CV + rémunération actuelle + photo + n° de téléphone à **Michael Page Ingénieurs & Production**, 3 boulevard Bineau, 92594 Levallois-Perret, ou de taper votre CV sur 3617 code MPage. Sous la référence CR15974



**Michael Page Ingénieurs & Production**  
Le spécialiste du recrutement Industriel



Filiale de LVMH, 1<sup>er</sup> Groupe mondial de produits de prestige recherche

### Acheteur

Levallois Perret (92)

Réf. CR15958

Rattaché au directeur des achats au sein de notre siège, vous recherchez et sélectionnez de nouveaux fournisseurs permettant une analyse constante de la valeur des produits existants. Vous proposez de nouvelles techniques et de nouveaux matériaux de conditionnement en relation avec les usines et le marketing. Vous négociez avec nos fournisseurs situés en France et à l'étranger.

A 28/35 ans, vous justifiez idéalement d'une formation d'ingénieur ou école de commerce. Un 3<sup>ème</sup> cycle en achat industriel sera un atout.

Vous possédez une expérience de 4 à 6 ans dans les achats, de préférence dans les secteurs des cosmétiques ou de la pharmacie. Outre votre qualité de négociateur, vous avez un excellent esprit d'analyse et vous parlez couramment anglais.

Merci d'adresser CV + photo + lettre de motivation + rémunération actuelle à notre conseil **Christophe Rosset**, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex, sous la référence choisie.

### Ingénieur de Production

Chartres (28)

Réf. CR15959

Rattaché au directeur d'usine, vous organisez et gérez les fabrications des poudres et des rouges à lèvres avec pour objectif d'assurer un stock optimum de produits finis. Vous êtes responsable de l'outil de production et de son adaptation permanente aux nouveaux produits.

Vous proposez et mettez en œuvre toutes actions d'amélioration technique qui permettront d'accroître la fiabilité, la productivité et la sécurité. Vous êtes le garant de la qualité. Véritable manager vous animez une équipe d'environ 25 personnes.

A 28/32 ans, vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur en chimie ou pharmacien. Vous justifiez d'une expérience réussie de 3 à 5 ans dans un poste équivalent dans les secteurs des cosmétiques ou de la pharmacie, par exemple en tant que pharmacien ou génie de production.

Votre expertise technique associée à vos qualités de communication, d'adaptabilité et d'encadrement vous permettront de vous imposer dans ce poste.

Groupe international, leader dans le domaine des télécommunications et de la téléphonie mobile, recherches des

### Ingénieurs projet-développement

En liaison avec nos structures techniques et commerciales, vous définissez des projets de recherche et développement, et proposez des nouveaux axes de développement et d'évolution des services et des réseaux. Diplômé ingénieur Telecom, vous justifiez d'une expérience de 5 à 10 ans dans le secteur des télécommunications et du GSM.

### Ingénieurs intégration-validation

Rattaché à la direction technique, vous coordonnez l'intégration des différents systèmes Telecom. En collaboration directe avec les constructeurs, vous définissez les spécifications et les protocoles de validation. Vous êtes diplômé ingénieur Telecom et possédez une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine du GSM.

### Ingénieurs recherche et développement

Rattaché à la direction recherche et développement, vous êtes spécialiste dans les domaines suivants : design de circuits intégrés, numériques et analogiques, protocole GSM, Digital Signal Process, développement logiciel, concepteur RF. Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieur (spécialisation Telecom), et vous possédez 1 à 3 ans d'expérience dans le secteur des télécommunications ou de l'électronique.

Ces opportunités s'adressent à des candidats dynamiques, ambitieux, à la recherche de nouveaux challenges. Votre réussite dans un de ces postes vous permettra d'évoluer rapidement en France ou à l'international au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre CV + rémunération actuelle + photo + n° de téléphone à **Benoît Binachon**, **Michael Page Ingénieurs & Production**, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret cedex, ou de taper votre CV sur 3617 code MPage, sous la référence BB12548



**Michael Page Ingénieurs & Production**  
Le spécialiste du recrutement Industriel

Grand groupe international, équipementier automobile de premier rang, recherche pour deux sites de production (300 et 400 personnes) des

### Directeurs d'Usine

Province

Rattaché à la direction industrielle Française, vous mettez en œuvre et optimisez la production. Vous supervisez l'ensemble des activités liées aux processus de fabrication (achats, logistique, méthodes, fabrication, développement, maintenance et qualité). Vous assurez également la gestion des centres de coût et proposez des plans d'investissement.

Agé de 35 à 45 ans, diplômé ingénieur ou équivalent, vous justifiez d'une expérience de management dans le domaine de la production proche du secteur automobile (plasturgie, métallurgie, équipement, ...).

Outre vos compétences de gestionnaire de haut niveau, vous êtes un homme de challenge; votre capacité à gérer les hommes et vos qualités relationnelles vous permettront d'atteindre vos objectifs de productivité et de qualité, tout en maintenant un excellent climat en terme de relations sociales.

Votre anglais est courant compte tenu du caractère international de nos activités.

Merci d'adresser votre CV + rémunération actuelle + photo + n° de téléphone à **Fabrice Lacombe**, **Michael Page Ingénieurs & Production**, 3 boulevard Bineau, 92594 Levallois-Perret cedex, ou de taper votre CV sur 3617 code Mpage. Sous la référence FL115692



**Michael Page Ingénieurs & Production**  
Le spécialiste du recrutement Industriel

Nous sommes un important établissement public évoluant dans le domaine des hautes technologies (budget annuel de 11 milliards de francs)

### Ingénieur sécurité des systèmes d'information

Paris ou Toulouse

Au sein d'une équipe, dirigée par le Conseiller Sécurité du Président, vous êtes Délégué à la sécurité des systèmes d'information. A partir des instructions interministérielles et des contraintes spécifiques à nos activités, vous définissez la politique de sécurité des systèmes d'information. En relation avec nos services locaux de sécurité, vous sensibilisez nos directions, vous organisez et supervisez les audits de sécurité pour garantir l'application des dispositions légales, réglementaires et contractuelles. Ingénieur de formation (Telecom, Supélec...), votre expérience d'au moins 15 années en conception et réalisation de produits et systèmes sécurisés fait de vous un expert en SSI. Vous maîtrisez obligatoirement, outre le domaine sécurité, celui de l'analyse de risque et celui de la cryptographie. Ouvert au dialogue, vous savez écouter et convaincre vos interlocuteurs de l'intérêt à prendre en compte les impératifs de sécurité dans l'utilisation des technologies de l'information. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) sous la réf. 40457 à Press Emploi, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes.

### Ingénieur projet pour le développement de nos produits industriels



Rattaché à un groupe industriel international, nous concevons et fabriquons des circulateurs d'eau et des extracteurs de fumée pour les chaudières européennes. Avec 220 personnes, nous réalisons un C.A. de 350 millions de francs. Notre développement nous conduit à renforcer notre équipe de recherche et développement.

Merci d'adresser votre candidature, sous la réf. C344.A, à **Olivier Chauvette**, OC Conseil, 5 rue Eugène et Armand Peugeot, Tour Cerveau, 92500 Neuilly-Malmaison.

Rattaché à la direction technique, vous êtes responsable des projets à partir du cahier des charges du client que vous analysez et négociez avec lui, jusqu'à la première mise en fabrication.

Interlocuteur projet en interne (bureau d'études, labo, commercial, qualité) et en externe (clients, sous-traitants...), vous en êtes le véritable maître d'œuvre.

Jeune Ingénieur généraliste, vous justifiez de 3/5 ans d'expérience en recherche et développement très opérationnelle, dans un des secteurs de l'industrie mécanique grande série (équipement automobile, électroménager...). Vous maîtrisez au quotidien l'anglais ou l'allemand.

Votre approche du développement doit être celle d'un véritable leader de projet, intégrant les dimensions méthodes, communication, délais, coûts...

C'est un poste large et autonome, qui nécessite des qualités humaines réelles à côté de compétences incontournables. Basé à Aubigny-sur-Nère (Cher) dans une région particulièrement attrayante, ce poste implique des déplacements européens, liés à la fonction.



## Sect

Deux Ing  
en étude  
et dévelo

Model: 3615 CNE/SPA

Ingénieur Brevets G  
renté Mécanique & Electre

Responsables Ingénierie

Emplacements ou Réseau

de transmission

France Telecom



# Secteurs de Pointe

**Le Centre national d'Études Spatiales recherche pour la Direction des lanceurs à Evry (91) :**

Pour son département  
Propulsion à Liquide, dans le  
cadre du programme Ariane

**Deux ingénieurs  
en études  
et développements**

Vous serez chargé de la gestion technique d'activités système propulsif de moteurs à fusées. Vous êtes ingénieur Grande Ecole et avez un à trois ans d'expérience industrielle et de bonnes connaissances en systèmes fluides complexes.

La maîtrise de l'outil informatique, ainsi que celle de l'anglais et, si possible, de l'allemand, sont demandées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, photo et prétentions) sous la référence ED/PL à la division du personnel du Centre Spatial d'Évry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Évry Cedex.



Minitel : 3615 CNESPACE

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche un**

**Ingénieur Brevets Généraliste  
orienté Mécanique & Electrotechnique**

**SUD DE LA FRANCE**

Au sein du service **PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE**, outre la charge de la rédaction et des dépôts des brevets tant en France qu'à l'étranger, votre mission consistera notamment à gérer le portefeuille brevets, à assurer le traitement et le suivi des dossiers contentieux, à entretenir les relations avec les cabinets internationaux spécialisés en P.I.

Très autonome, pragmatique, homme/femme de contact, vous êtes **parfaitement bilingue anglais**. Pour ce poste, l'allemand serait un plus. De formation Ingénieur Généraliste, "CEPISTE", mandataire européen si possible, vous avez, par ailleurs, une expérience réussie de 3 à 5 années minimum dans un poste similaire en entreprise ou en cabinet.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous la référence **IBME1702** à notre Conseil : **EGGO Conseils** - 10, rue de Pouy - 75013 PARIS

Discretion totale assurée.

→ **EGGO Conseils**



EPITECH est une société de haute technologie, spécialisée dans la fourniture de plaquettes de silicium épitaxiées pour la fabrication de composants de puissance. La société a connu depuis ses origines, un développement remarquable, et s'adresse aux grands groupes multinationaux du semi-conducteur en Europe, aux USA et au Japon. Filiale aujourd'hui de Sumitomo Sitix, leader mondial, elle dispose d'un extraordinaire potentiel de croissance et envisage la création d'un nouveau site de production. Dans ce cadre, elle recherche :

**Rémunération motivante**

**Mantes-la-Jolie**

**Chef de Projet Réf.70206/LM  
Nouvelle Usine**

**LE POSTE**

- ◆ Sous la responsabilité du PDG fondateur, vous :  
- dirigez un projet d'investissement considérable (plusieurs dizaines de millions de dollars),  
- coordonnez l'intervention de plusieurs corps de métiers (architectes, bureaux d'études, sociétés d'ingénierie, entreprises de BTP...),  
- veillez à respecter des contraintes de délais, de prix et d'efficacité.

**PROFIL RECHERCHÉ**

- ◆ 40 ans environ, excellente formation supérieure type grande école d'ingénieurs.

- ◆ Expérience très significative de la conduite de projets industriels d'envergure, si possible dans l'industrie microélectronique.
- ◆ Votre domaine d'expertise est multiforme mais vous connaissez plus particulièrement les contraintes liées aux processus gazeux.
- ◆ Méthode, rigueur, maturité... et créativité.
- ◆ Tempérament opérationnel soucieux des résultats concrets, dans un environnement de PME.
- ◆ Une forte culture internationale ainsi qu'une parfaite maîtrise de l'anglais sont impératives.

**Sustaining Manager Réf.70207/LM  
(Responsable Process & Maintenance)**

**LE POSTE**

- ◆ Rattaché au Directeur des Opérations, vous dirigez les services process et maintenance, soit un effectif de 10 personnes :  
- sur le plan process, vous fournissez à la production un support performant pour l'amélioration des procédés et définissez les règles de fabrication,  
- sur le plan maintenance, vous êtes le garant de la fiabilité et de l'évolution de l'outil de production qui fonctionne en continu dans un environnement critique (salles blanches, contraintes d'environnement, etc...).

**PROFIL RECHERCHÉ**

- ◆ 35 ans minimum, bonne formation supérieure.
- ◆ Vous connaissez impérativement les process de fabrication de l'industrie du semi-conducteur.
- ◆ Réactif et entrepreneurial, vous êtes avant tout un industriel fiable et solide.
- ◆ Méthodique et organisé, vous êtes très familier des outils statistiques de suivi qualité (SPC, AMDEC, etc...).
- ◆ Anglais impératif.

**2 Ingénieurs Process Réf.70208/LM**

**LE POSTE**

- ◆ Au sein de l'équipe process, en liaison avec les services de production vous :  
- transformez les spécifications clients en règles de production, - étudiez les paramètres et données de fabrication (épaisseur de couche, résistivité...) pour améliorer la production, notamment dans le cadre de projets de développement.

**PROFIL RECHERCHÉ**

- ◆ Excellente formation supérieure, type grande école d'ingénieurs.
- ◆ Grande capacité d'analyse, de synthèse... et de travail.
- ◆ Tempérament opérationnel et goût réel pour l'industrie.
- ◆ Ingénieurs débutants à fort potentiel, bienvenus.
- ◆ Anglais impératif.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rém. actuelle en précisant sur lettre et enveloppe la réf. choisie à N.B.S., 44 rue du Colisée, 75008 PARIS. E mail : 106413.3050@compuserve.com



N B SELECTION LTD  
a BNB Resources plc company



Paris - London - Aberdeen - Birmingham  
Bristol - City - Edinburgh - Glasgow - Leeds  
Manchester - Slough - Madrid

**Responsables Ingénierie  
Équipements du Réseau  
de transmission**

France Telecom Recherche et Services International est l'opérateur de France Télécom à l'international.

En étroite collaboration avec les différents départements internes et externes, vous serez chargé de la mise en œuvre et du développement des équipements du réseau de transmission.

A ce titre, vous organiserez et superviserez les projets de développement des équipements du réseau de transmission. Vous serez également responsable de la mise en œuvre et du développement des équipements du réseau de transmission.

**Équipements de transmission (SDH, STM-1)**  
A 38 ans environ, de formation supérieure, vous avez une expérience de terrain, vous avez acquis une expérience significative en conduite d'équipements techniques.

**Réseau de transmission (SDH, STM-1)**  
A 30 ans environ, ingénieur diplômé, vous avez une expérience d'une expérience réussie de 3 à 5 ans, dans un poste de projet d'équipement de réseau de transmission.

Les postes sont basés à Paris, avec des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Merci d'adresser, sous la référence choisie, votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à notre Conseil : **SM CONSEIL**, 3 rue Trudaine, 75008 Paris.



**France Telecom**  
Réseaux et Services International  
Worldwide Networks and Services

**Canon**

CANON RESEARCH CENTRE FRANCE S.A. (Un des 5 laboratoires de Recherche et Développement du Groupe CANON en dehors du Japon) est un centre de recherche et de prototypage,

représentant la créativité du Groupe dans les domaines des données, des communications et des télécommunications. Pour poursuivre notre développement, nous recrutons 6 ingénieurs



**Pour notre département Architectures de Télécommunications**

**1 INGÉNIEUR DE RECHERCHE - CDI - réf. DINA.01**

Profil : Docteur en Informatique, vous êtes spécialiste de l'architecture et de l'implémentation des systèmes d'exploitation. Vous justifiez d'une expérience de plusieurs années dans la recherche.

Mission : Vous participerez à la définition et à la construction de systèmes d'exploitation avancés.

Connaissances requises : Vous possédez une expérience des micro-processeurs. Des connaissances en protocoles réseaux seraient un plus.

**1 INGÉNIEUR DE DÉVELOPPEMENT LOGICIEL SYSTÈME - CDI - réf. DMS.01**

Profil : Ingénieur développement logiciel de base, vous êtes spécialiste de l'architecture et de l'implémentation des systèmes d'exploitation. Vous justifiez d'une expérience de plusieurs années dans la recherche et le développement.

Mission : Vous concevez de nouvelles architectures systèmes utilisant des concepts avancés de communication sous WINDOWS NT applicables aux familles de produits CANON.

Connaissances requises : Vous possédez une expérience pratique en développement de driver WINDOWS NT 4.0, et une bonne maîtrise de l'architecture WINDOWS 95. Des connaissances en C++ et C seraient un plus.

**1 INGÉNIEUR DE RECHERCHE - CDI - réf. DMS.02**

Profil : Spécialiste en protocoles de transmission de données, vous avez une expérience de plusieurs années dans la recherche et le développement dans un poste similaire (dans différentes sociétés internationales spécialisées - Datacom - et LAN).

Mission : Vous participerez à la définition et à l'implémentation des protocoles innovants, sûrs et performants pour les futurs produits de communications.

Connaissances requises : Vous avez une expérience pratique en spécification de protocoles au travers d'utilitaires des langages SDI et des logiciels associés. Une expérience sur la famille de protocoles ATM serait un plus.

Pour l'ensemble de ces postes basés à RENNES, la maîtrise de l'anglais est indispensable. Merci d'envoyer votre manuscrite et CV en français et en anglais, photo et prétentions sous référence du poste choisi à Canon Research Centre France S.A. à l'attention de Madame Delphine Karcher - rue de la Touche-Lambert 35517 Cesson-Sévigné cedex - France.

**1 INGÉNIEUR DE RECHERCHE - CDD 12 MOIS À COMPTER DE MARS 1997 - réf. DMS.03**

Profil : Vous êtes spécialiste hardware électronique (écoles d'ingénieurs - ESIC, INSA, ENSIET ou équivalent) et justifiez d'une solide expérience de 3 à 5 années.

Mission : Vous concevez des sous-ensembles en VHDL pour de nouveaux produits de communication de CANON.

Connaissances requises : Vous possédez une expérience pratique en conception VHDL pour des applications Datacom et Telecom sur composants de type FPGA. Des connaissances en architectures INTEL et PCI, une expérience en DSP et l'utilisation d'outils MENTOR GRAPHICS seraient un plus.

**Pour notre département de Recherche Théorique**

**1 CHEF DE PROJET - CDI - réf. M04**

Profil : Vous êtes spécialiste en traitement et compression des images et avez une thèse dans ce domaine. Vous justifiez d'une expérience industrielle de 5 à 10 ans.

Mission : Vous menez à bien un projet industriel en animant, motivant et dirigeant une équipe de chercheurs.

Connaissances requises : Des connaissances en ondes et bancs de filtres seraient un plus.

**Pour notre département Développement**

**1 INGÉNIEUR MÉCANICIEN - CDD 18 MOIS À COMPTER DE MARS 1997 - réf. NNA.01**

Profil : Vous êtes ingénieur développement mécanique. Mission : Vous collaborerez dans le cadre d'un projet de développement.

Connaissances requises : Vous possédez 3 à 5 années d'expérience en conception de produits et de composants mécaniques et en analyse de structure mécanique. Des connaissances sur le système mécanique CAD 3D (CATIA) sont exigées.

صكرا من الامل

XII / LE MONDE / MARDI 18 FÉVRIER 1997

REPRODUCTION INTERDITE

# Secteurs de Pointe



Au cœur des projets stratégiques de la finance

Pour participer à de grands projets (nouveaux canaux de distribution, passage à l'euro, mondialisation des services et des infrastructures), nous souhaitons intégrer des ingénieurs grandes écoles au sein de notre pôle Finance (banque, assurance, marchés financiers).

## ◆ CONSULTANTS EXPÉRIMENTÉS (Réf. : CE)

Vous justifiez d'une expérience professionnelle reconnue de 5 à 8 ans en entreprise ou en conseil en management, acquise dans les domaines de pointe de la banque, de l'assurance ou des marchés financiers (organisation, conception de systèmes d'information, audits, schémas directeurs...). Vous souhaitez valoriser vos compétences et relations professionnelles dans une structure innovante.

## ◆ CHEFS DE PROJET (Réf. : CP)

Vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans en développement de systèmes d'information, acquise dans les domaines de la banque, de l'assurance ou des marchés financiers, vous permettra de mener des missions d'étude et de gestion de projets. Vous avez une bonne pratique de l'un de ces environnements :

- Unix, Oracle, NSDK ou Powerbuilder  
- IBM, CICS, DB2.

## ◆ INGÉNIEURS (Réf. : ICD)

Vous avez acquis une expérience d'au moins 1 an en conception et/ou réalisation dans l'un des environnements suivants :

- Unix, Oracle, NSDK ou Powerbuilder  
- IBM, CICS, DB2. La connaissance de Pacbase constitue un atout supplémentaire.

Vous participerez à des projets ambitieux qui vous permettront rapidement d'exprimer votre talent et votre enthousiasme.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie à :  
Sema Group - Service recrutement  
16, rue Barbès - 92126 Montrouge Cedex  
<http://www.semagroup.com>

Sema Group figure parmi les premiers groupes européens de technologies de l'information.

Fort de 14 000 collaborateurs, nous intervenons partout dans le monde, dans tous les secteurs de l'économie. Nous mettons en œuvre et gérons de grands projets informatiques qui participent aux enjeux stratégiques et à la réussite à long terme de nos clients.

SEMA GROUP



Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

## Ingénieur Assurance Qualité

Afin d'assurer nos programmes d'études concernant la gestion à long terme des déchets radioactifs, nous recherchons pour notre site de l'Aube un(e)

En relation fonctionnelle avec la Direction de la Qualité de l'Agence, vous êtes le véritable responsable de l'élaboration, du pilotage et de la gestion du système qualité pour l'activité des centres de stockage de surface.

Vous mettez en place et faites vivre toutes les dispositions nécessaires à l'obtention de la certification ISO 9001.

Vous améliorez le système d'Assurance Qualité (Manuel, procédures, modes opératoires...).

Basé sur notre site de Soulaing dans l'Aube, vous intervenez auprès de tous les acteurs concernés de façon adaptée à cet objectif. Vous couvrez également notre site de la Manche.

Ingénieur généraliste, vous justifiez d'une première expérience effective de 5 ans minimum en assurance qualité industrielle et si possible en process continu. Votre passion pour votre métier, votre sens du conseil et du résultat, votre démarche personnelle qualité totale feront la différence.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. C19588 à Olivier Chammette, OC CONSEIL, 3 rue E.A. Peugeot, Tour COROSA, 92500 Rueil Malmaison.

DE HOOGOVENS

La filiale du Groupe International KONINKLIJKE HOOGOVENS (CA 25 Mds - 19 000 personnes), leader européen dans la production d'acier et d'aluminium crée un poste pour la division Acier dans le cadre de son développement en France.

## INGÉNIEUR SUPPORT TECHNIQUE VENTES

En étroite collaboration avec le Département Qualité de notre usine hollandaise, vous conseillez nos clients (en majorité constructeurs automobiles et équipementiers) afin d'optimiser l'utilisation de nos produits.

- Vous réagissez aux réclamations et assistez l'usine dans la mise au point des actions correctives et le suivi de leur mise en œuvre.
- Vous facilitez les rapports entre l'usine et nos clients sur tous les projets techniques et logistiques.
- Vous êtes à l'écoute des besoins et orientations nouvelles de nos clients.

Agé de 30 à 45 ans, Ingénieur (métallurgie, mécanique), vous justifiez d'une expérience similaire d'environ 5 ans.

Date d'un sens technique pointu et d'un bon esprit commercial, vous contribuerez directement au développement de notre activité en France.

Vous parlez anglais (le hollandais est un plus).

De nombreux déplacements sont à prévoir en France et en Hollande.

Outre un salaire motivant et un véhicule de fonction, la croissance de notre société offre de réelles perspectives.

Merci d'adresser CV + lettre de motivation + n° de téléphone + rémunération actuelle sous la réf. 2337 LM à notre conseil PLEIN CADRE - 160 avenue de Versailles - 75016 PARIS, qui dans un premier temps, nous permettra de communiquer rapidement.

PLEIN CADRE  
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

RÉGION RHÔNE-ALPES

Région Rhône-Alpes  
Métallurgie (800 personnes)

Leader européen dans la fabrication de produits industriels de consommation et réalisant 50 % de son CA à l'exportation, notre société offre un poste de

## Responsable commercial

Rattaché au directeur commercial et du marketing, vous aurez la responsabilité d'un portefeuille de clients internationaux. Vous serez donc impliqué directement dans les négociations commerciales. Vous aurez également la charge de l'animation de l'équipe de l'administration des ventes et de la logistique.

Possédant une formation supérieure, de préférence de type ingénieur, et aussi plusieurs années d'expérience de la vente de produits industriels de consommation, vous augmenterez votre succès à ce poste en ayant déjà acquis des connaissances

pratiques significatives dans l'industrie automobile. Nous attachons une grande importance à votre potentiel et à votre aisance à évoluer dans un environnement concurrentiel difficile pour lequel vous devez, c'est impératif, parler couramment allemand et anglais. Vous pourrez bénéficier, à moyen terme, d'une évolution vers des responsabilités de direction dans la fonction commerciale. Les conditions de rémunération sont attractives et dépendront en partie de vos performances par rapport aux objectifs fixés.



Guy Postel

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant le niveau de vos prétentions, un numéro de téléphone et en rappelant la référence 760, à Guy Postel Conseil, BP 19, 06480 La Colle-sur-Loup. Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Vous êtes ingénieur,  
découvrez votre Monde le lundi \*

Un rendez-vous :

## « Le Monde des ingénieurs »

- Secteurs de pointe
- Informatique/Réseaux télécommunications
- Ingénieurs-conseils
- Ingénieurs commerciaux

Carrières technologiques internationales  
dont carrières européennes

\* daté mardi

GRAND GROUPE DE SERVICES RECHERCHE UN

## Ingénieur en organisation

Poste basé en Bretagne

Missions : Fortement autonome, vous conduisez des missions d'organisation de la phase « diagnostic » jusqu'au suivi de la mise en œuvre. Vous intervenez sur l'ensemble des aspects du Groupe : Services centraux, Filiales, Réseau de Distribution. Votre approche intègre à la fois les aspects stratégiques, financiers, techniques et humains. Profil : Titulaire d'un diplôme d'ingénieur généraliste (X, Mines, Centrale, ENSAM...) ou d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP...), vous justifiez d'une première expérience de 2 à 4 ans dans ce type de fonction. Doté d'une forte personnalité, vous êtes rigoureux, créatif et savez convaincre. Ce poste généraliste offre aux candidats de valeur des perspectives d'évolution vers des fonctions clés de l'entreprise.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV + photo et prétentions sous réf. 97/05 à HRAC - 13 rue Louis Pasteur 92513 Boulogne cedex.

Sec



NOUS PILOTONS

Pou  
Le Mond  
App  
01-44-4



صكنا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 18 FÉVRIER 1997 XIII

## Secteurs de Pointe

**Vous préférez Les équipes qui se rassemblent autour de grands projets. Normal !**



C. Chapka - Robert Dussan

**MOTOROLA** - 140 000 personnes qui donnent le meilleur d'elles-mêmes dans toutes les activités de pointe de l'électronique professionnelle : recherche, composants, radiocommunications et téléphonie cellulaire, informatique industrielle et de gestion, électronique de contrôle pour l'automobile et l'industrie.

**MOTOROLA** - 9 % du CA investis en recherche et développement.

**MOTOROLA** - une forte implantation en Europe avec 10 usines, 12 centres de recherche et des dizaines de bureaux de vente et de service.

Notre Centre de Design Européen, situé près de Cambridge, travaille sur des projets de développement pour d'importants constructeurs automobiles dans toute l'Europe, en étroite collaboration avec les équipes basées aux Etats-Unis et en France. Disposant de moyens de pointe, les ingénieurs du centre peuvent également enrichir leur expertise grâce au contexte multiculturel dans lequel ils évoluent. Aujourd'hui, nous renforçons les équipes chargées du packaging de circuits électroniques.

### Responsable de l'équipe conception mécanique

Votre mission consiste à concevoir les boîtiers pour nos produits électroniques. Vous mettez en œuvre vos compétences en matière d'évaluation des comportements thermiques et vibratoires. Vous connaissez les technologies hybrides et connectiques et maîtrisez les systèmes de CAO. Ingénieur en génie mécanique ou physique, vous avez une expérience de cinq années dans ce domaine et, si possible, dans le milieu automobile. Véritable manager, votre sens commercial, votre capacité à convaincre vous permettent d'animer vos équipes.

### Ingénieur mécanique confirmé

Expert au sein de l'équipe de conception mécanique, vous dirigez les activités de génie mécanique pour un important client italien. Vous assurez l'interface avec ce client et suivez avec rigueur les différents projets, tout en respectant les contraintes de coût et les délais impartis. Ingénieur en mécanique, vous avez une expérience d'au minimum trois années dans la conception et le développement de produits, si possible dans le milieu automobile. Vous connaissez les systèmes CAO.

### Technicien conception de circuits imprimés confirmé

Vous travaillez à toutes les étapes du cycle de conception des circuits imprimés pour une fabrication en grand volume. Vous êtes ingénieur débutant ou technicien (BTS /DUT) en mécanique ou électronique avec une expérience d'au minimum quatre années dans la conception de circuits imprimés double face et multicouches pour l'électronique numérique et analogique à l'aide de CAO (de préférence Mentor). Vous avez une bonne connaissance de la compatibilité électromagnétique, de la fabrication des circuits imprimés et des techniques d'assemblage.

Pour ces postes basés en Angleterre, vous êtes rigoureux et avez de bonnes aptitudes pour le travail en équipe. Vous êtes bilingue anglais et pratiquez si possible une autre langue européenne.

Parce que les compétences et les qualités exigées pour ces fonctions sont de haut niveau, Motorola offre de nombreux avantages et de réelles possibilités d'évolution dans le groupe.

Si vous êtes motivé par ces opportunités, merci d'adresser votre CV (en anglais) à Deborah McGovern ou Blaine Banks, Cambridge Recruitments Consultants, 11 King's Road, Cambridge, CB2 1SJ. Tél. : 00 44 12 23 31 13 16. Fax : 00 44 12 23 31 61 52. Internet : <http://taps.com/crc>

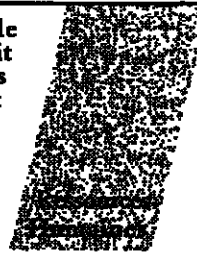


**MOTOROLA**

*Tout ce que vous n'avez jamais imaginé™*

ADP : tout un monde de compétences qui réunit 7000 hommes et femmes pour aménager, exploiter et développer les aéroports civils de la région parisienne.

Notre Direction de l'Équipement recherche pour Orly et Roissy :



**ADP**  
Aéroports de Paris

### Chef de service Achats confirmé

P&C, Mines, Centrale, HEC, ESSEC, IEP...

Spécialiste des achats à fort potentiel, nous vous proposons de prendre la responsabilité de notre service Achats.

Vous serez principalement chargé de :

- proposer et mettre en œuvre les politiques d'achats, de stocks, d'approvisionnement et de distribution, au sein de l'entreprise,
- gérer et encadrer votre service.

Votre expérience d'au moins 10 ans, acquise dans le domaine des achats avec une forte connotation marketing, démarche qualité et négociation commerciale, et plus spécifiquement dans une fonction d'Audit Achats vous permettra de mener à bien ces missions. Vous êtes également à l'aise dans le management d'équipes importantes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, avec lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. PC/96/681 à :

NOUS PILOTONS LES AEROPORTS



Ministère de l'Équipement, du Logement,  
des Transports et du Tourisme

Recrutement pour 1997  
par voie de concours  
sur titres et travaux

Trois établissements sont concernés :  
le Laboratoire Central des Ponts et Chaussées  
(LCPC) : Paris et province,  
l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées (ENPC) :  
Marne-la-Vallée,  
l'Ecole Nationale des Travaux publics de l'État  
(ENTPE) : Vaulx-en-Velin.

**13**  
**chercheurs**  
(doctorat ou équivalent)

Clôture des inscriptions :  
vendredi 7 mars 1997  
cachet de la poste faisant foi

### 9 CHARGÉS DE RECHERCHE DE 2<sup>E</sup> CLASSE (H/F)

Les candidats à ces postes doivent être âgés de 35 ans au plus au 31/12/97.

7 au LCPC : Mécanique des fluides, mécanique des sols et des matériaux, méthodes physiques (2 postes), sciences de l'environnement, chimie des matériaux (2 postes).

1 à l'ENPC : Mécanique des sols et des matériaux.

1 à l'ENTPE : Mécanique des sols et des matériaux.

### 4 DIRECTEURS DE RECHERCHE DE 2<sup>E</sup> CLASSE (H/F)

4 au LCPC : Géotechnique de l'environnement, métrologie pour l'analyse et la régulation du trafic routier, métrologie routière et viabilité hivernale, chimie des liants organiques.

Vous pouvez retirer votre dossier d'inscription en adressant votre demande, accompagnée d'une enveloppe de format 22,9 x 32,4 libellée à vos nom et adresse et affranchie à 11,50 francs :  
• au ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et du Tourisme, DPS/RF1, Infoconcours, Tour Pascal B, 92055 La Défense Cedex,  
• ou à la direction départementale de l'Équipement de votre lieu de résidence.

Pour insérer votre annonce dans  
Le Monde Économie et Le Monde Emploi  
Appelez Le Monde Publicité au  
01-44-43-76-03 – Fax : 01-44-43-77-32

سكنى من الال

REPRODUCTION INTERDITE

XIV / LE MONDE / MARDI 18 FEVRIER 1997

# Informatique Réseaux Télécommunications

debitel, première entreprise privée européenne de services de télécommunication mobile.

## 2 Jeunes Chefs de Projet Informatique

Filiale de deux  
groupes importants,  
DANIEL-BENZ et MISTRO,  
nous sommes la  
première entreprise  
privée européenne  
de services de  
télécommunication  
mobile, caractérisée  
par une forte  
croissance, avec plus  
d'un million d'abonnés  
en Europe dont plus  
de 110 000 en France.

Notre informatique (13 personnes)  
est à la fois notre outil de production  
et le fer de lance de notre  
développement. Après une phase  
pionnière, nous entrons avec 180  
collaborateurs dans l'ère industrielle :  
C/S sous UNIX, Oracle, Workflow,  
Datawarehouse, SIAD, Internet...  
Bac +4/5, vous disposez d'une  
solide première expérience (2 à 3  
années) dans la conduite de  
projets, pratiquez un SGBD/R, un  
outil de développement graphique  
(comme POWER BUILDER) et le  
langage C.  
Vous avez le sens du service et le  
goût du défi, alors rejoignez-nous à  
Chaville (banlieue ouest de Paris).

Merci d'adresser votre  
candidature à notre  
conseil :  
Jean THILY "Carrières  
de l'informatique"  
sous référence 153 LM  
ALEXANDRE TIC  
9, Rue Royale  
75008 Paris.

debitel  
FRANCE



Groupe SILICOMP est le holding de  
SILICOMP INGENIERIE, SILICOMP FORMATION,  
SILICOMP INFORMATIQUE, SILICOMP AMERICA  
(Boston), SILICOMP ASIA (Singapore).  
Création : 1984.  
Nos domaines de compétences sont  
le développement de logiciels, l'inté-  
gration de solutions innovantes, la  
formation et le conseil en infor-  
matique industrielle et temps réel.  
Pour soutenir notre forte croissance,  
les sociétés du groupe recrutent pour  
les régions Rhône-Alpes, PACA,  
Pardonne et l'étranger, des

"Vivez la passion en temps réel"

## ingénieurs Grandes Ecoles - Groupe 1

Vous avez 1 à 5 années d'expérience ou vous êtes expert et maîtrisez au moins  
une des techniques suivantes UNIX, HP-RT, WINDOWS NT, Méthode objet, C,  
C++, ADA, JAVA dans les environnements suivants :  
- Informatique, temps réel et embarqué (réf. 01) - IHM, SGBD (réf. 02)  
- Télécom et réseaux (réf. 03) - Administration système UNIX et Windows (réf. 04)  
- Internet ou Intranet (réf. 05) - Réseaux locaux industriels (réf. 06)  
Pour tous ces postes, indiquez-nous vos prétentions salariales, votre préférence  
géographique et votre disponibilité.  
Envoyez votre candidature en indiquant la réf. choisie à GROUPE SILICOMP  
195 rue Lavoisier - BP 1 - ZIRST - 38330 Montbonnot St Martin.

Informations Groupe SILICOMP <http://www.silicomp.com> E-mail : [bpa@silicomp.com](mailto:bpa@silicomp.com)

## PME leader des Technologies d'Edition Informatique

Notre activité :  
La conception et la  
mise en oeuvre de  
solutions intégrées  
de production de  
documents  
d'origine  
informatique.

Nos perspectives de  
croissance sur le  
marché d'intégrateur  
de systèmes sont  
multiples dans un  
domaine qui allie  
technicité, savoir-faire  
et créativité.

Nous sommes l'un des premiers fournisseurs français de matériels  
de façonnage de documents d'origine informatique.  
Nous développons un département "Intégration de Systèmes"  
commercialisant des solutions comprenant : réseaux, informatique  
d'édition forts volumes, imprimantes de production et systèmes de  
façonnage. Nous recherchons un Chef de Projet et un Ingénieur  
Technico-Commercial.

### Chef de Projet

Collaborateur privilégié du Directeur Intégration de Systèmes, vous  
prendrez la responsabilité de la mise en oeuvre de plusieurs centres  
d'édition, en coordonnant toutes les opérations et contribuez aussi à  
l'élaboration des offres commerciales.

A 28/32 ans, vous avez une formation d'ingénieur complétée d'une  
expérience de 3 à 5 ans de conseil en systèmes d'information, si  
possible au sein d'un cabinet.

D'esprit entrepreneur, vous souhaitez participer au développement d'une  
activité en forte croissance.

### Ingénieur Technico-Commercial

Rattaché au Directeur Intégration de Systèmes et en liaison avec la  
Direction des Ventes, vous assurerez la réalisation et le suivi des offres  
commerciales correspondant à des solutions spécifiques (analyse des  
besoins, élaboration technique avec le bureau d'études, rédaction de  
proposition).

A 35/40 ans, de formation ingénieur, vous avez une forte expérience de  
la fonction technico-commerciale, si possible acquise au sein d'un  
constructeur informatique.

Homme d'écoute et de dialogue, vous saurez concrétiser les  
nombreuses affaires identifiées par nos ingénieurs commerciaux.

Pour ces postes basés en proche banlieue Est de Paris, merci d'adresser  
votre dossier de candidature sous référence CL17CP (Chef de Projet) ou  
CL18ITC (Ingénieur Technico-Commercial) à EUROMESSAGES  
78 bd de la République - 92514 Boulogne Cedex, qui fera suivre.

ALTIME

ALTIME est un cabinet de conseil en systèmes d'information.  
ALTIME aide ses clients (Directions Générales, Directions  
Utilisatrices, Directions Informatiques) à organiser, mettre en place et  
conduire les évolutions de leurs systèmes d'information.

## Consultants expérimentés en organisation et système d'information

Vous êtes diplômés d'une grande école (X, Centrale, Supélec, HEC...). Vous avez entre 25 et 30 ans, une  
expérience de 3 à 5 ans dans le domaine du conseil en organisation et système d'information, acquise dans un  
cabinet de conseil ou en entreprise.

Nous sommes une structure jeune, dynamique en pleine expansion.

Au sein d'une équipe vous aurez la responsabilité de conduire des projets, depuis l'étude d'opportunité jusqu'à  
la mise en oeuvre du produit, ou des missions d'organisation. Vos compétences et votre ambition vous  
permettront d'évoluer rapidement au sein de notre cabinet.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence LM 17 (CV, lettre manuscrite et photo) à :  
ALTIME - Valérie LAUGIER - 8, rue des Champs - 92600 ASNIERES-SUR-SEINE

CAP GEMINI

Notre groupe CAP GEMINI est leader européen dans le domaine du service et du conseil en  
informatique et télécommunications. Nous disposons notamment de centres de compétences dédiés à la  
mise en place du logiciel SAP (plus de 500 projets réalisés dans 15 pays). Pour répondre à  
l'attente de nos clients nationaux comme internationaux et optimiser notre expertise, notre équipe de  
plus de 100 personnes s'efforce sur toute la France. Pour cela, nous créons 100 postes de

## CONSULTANTS CONFIRMÉS SAP/R3

Modules FI - AM - CO - MM - PP - HR

Vos atouts : 30/45 ans • Issus de sociétés de conseil ou de l'entreprise, vous disposez d'une expérience  
d'au moins un an dans la participation effective à la mise en place d'un ou plusieurs modules de SAP.  
• Vous souhaitez valoriser cette expérience dans un contexte plus large et stimulant en France comme à  
l'international • Votre savoir-faire et votre sens du service vous permettent de participer aussi à des actions  
d'avant-vente et de management de grands projets et vous positionnent, de fait, comme un des acteurs  
essentiels de notre développement.

PARIS (réf. 44770) - PROVINCE (réf. 44792)

## CONSULTANTS EXPERTS FONCTIONNELS

Achats - Finance - Logistique - Production - RH

Votre potentiel : 25/40 ans • De formation supérieure, vous avez exercé des responsabilités concrètes  
en entreprises ou sociétés de services depuis au moins 3 ans • Vous maîtrisez ainsi réellement un ou  
plusieurs domaines fonctionnels • Votre esprit de synthèse, votre excellent relationnel et votre disponibilité  
vous permettent d'apporter rapidement des conseils et des solutions pertinentes à nos clients • L'expérience  
de l'implémentation de projets est un sérieux atout. Vous parlez l'anglais et êtes disponible pour de  
fréquents déplacements en semaine. Formation SAP/R3 assurée.

PARIS (réf. 44770) - PROVINCE (réf. 44781)

DES MISSIONS STRATEGIQUES : • Autonome et pleinement responsable dans votre domaine,  
vous conduisez et menez à bien, chez vos clients, l'implémentation de SAP • Vous animez des réunions  
d'utilisateurs, participez à des actions de formation et ponctuellement à des opérations de  
paramétrage • Vous avez pour objectif constant la parfaite adéquation du logiciel avec les besoins  
de votre client • Garant de notre qualité de service et partie prenante dans l'évolution de notre offre,  
vous contribuez ainsi à notre croissance et réussite.

Pour nous rencontrer rapidement, adressez ou télécoitez CV, lettre, photo et rémunération actuelle à notre  
Conseil OPTÉAMAN, Le Quintet A - 12 rue Danton - 92517 Boulogne cedex. Fax: 01 47 61 49 43 en indiquant  
la référence et la région choisies sur la lettre et sur l'enveloppe.



## RESPONSABLE INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE

Perenco, société  
pétrolière à  
capitaux français  
poursuit  
sa très forte  
progression et  
recrute pour  
son service  
informatique

Vous avez 30-35 ans environ, une solide  
formation informatique (Ecole d'ingénieur ou  
équivalent) et une expérience de plus de 5 ans,  
si possible dans le secteur pétrolier ou  
géopétrolier.  
Vous serez en charge de l'informatique  
scientifique dans la mise en oeuvre et la  
maintenance des systèmes.  
Vous accompagneriez les utilisateurs dans  
l'exploitation quotidienne de l'informatique.  
Une connaissance approfondie des systèmes

d'exploitation AIX (3.2.5 et 4.2), Solaris  
(1 et 2), est indispensable pour la réussite de  
votre mission.  
Une expérience de Windows NT, Internet,  
Messagerie d'entreprise et du matériel  
correspondant serait un avantage  
supplémentaire.  
Vous utiliserez l'anglais au  
quotidien et vous ferez  
preuve d'une grande  
disponibilité.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. AIP à  
PERENCO - Direction du Personnel - 21, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS

PERENCO

## SETICS - Société de Conseil en Télécommunication et Téléinformatique

### recherche : INGENIEURS

- Formation grande école ou équivalent
- Maîtrise des techniques réseaux de télécommunications
- Actuellement Chef de Projet • 3 ans d'expérience et plus
- Capacité rédactionnelle (analyse, formalisation) • Approche Système
- Compétences en management de projet • Qualité de contact et d'organisation.

### Capable d'assumer :

- Travaux d'analyse et d'expertise technique
- Responsabilités sur de grands projets

Envoyer Curriculum Vitae : SETICS - 194, rue de Tolbiac - 75013 PARIS

## Réseaux

CAP GEMINI

CONSULTANTS CONFIRMÉS

CONSULTANTS EXPERTS FON

Responsable  
informatique

Le Mon

01-44



صكنا من الالعمل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 18 FEVRIER 1997 / XV

# Informatique Réseaux Télécommunications



Notre groupe CAP GEMINI est leader européen dans le domaine du service et du conseil en informatique et télécommunications. Nous disposons notamment de centres de compétences dédiés à la mise en place du Progiciel SAP (plus de 500 projets réalisés dans 15 pays). Pour répondre à l'attente de nos clients nationaux comme internationaux et optimiser notre expertise, notre équipe de plus de 100 personnes s'étend sur toute la France. Pour cela, nous créons 100 postes de

## CONSULTANTS CONFIRMÉS SAP/R3 Modules FI - AM - CO - MM - PP - HR

Vos atouts : 30/45 ans • Issus de sociétés de conseil ou de l'entreprise, vous disposez d'une expérience d'au moins un an dans la participation effective à la mise en place d'un ou plusieurs modules de SAP. • Vous souhaitez valoriser cette expérience dans un contexte plus large et stimulant en France comme à l'international. • Votre savoir-faire et votre sens du service vous permettent de participer aussi à des actions d'accompagnement et de management de grands projets et vous positionnent, de fait, comme un des acteurs essentiels de notre développement.

## CONSULTANTS EXPERTS FONCTIONNELS Achats - Finance - Logistique - Production - RH

Votre potentiel : 29/40 ans • De formation supérieure, vous avez exercé des responsabilités concrètes en entreprises ou sociétés de services depuis au moins 5 ans • Vous maîtrisez ainsi réellement un ou plusieurs domaines fonctionnels • Votre esprit de synthèse, votre excellent relationnel et votre disponibilité vous permettent d'apporter rapidement des conseils et des solutions pertinentes à nos clients • L'expérience de l'implémentation de progiciels est un sérieux atout. Vous parlez l'anglais et êtes disponible pour de fréquents déplacements en semaine. Formation SAP/R3 assurée.

PARIS (réf. 44770) - PROVINCE (réf. 44781)

DES MISSIONS STRATÉGIQUES : • Autonome et pleinement responsable dans votre domaine, vous conseillez et mettez à bien, chez vos clients, l'implémentation de SAP • Vous animez des réunions d'utilisateurs, participez à des actions de formation et ponctuellement à des opérations de paramétrage • Vous avez pour objectif constant la parfaite adéquation du progiciel avec les besoins de votre client • Garant de notre qualité de service et partie prenante dans l'évolution de notre offre, vous contribuez ainsi à notre croissance et réussite.

Pour nous rencontrer rapidement, adressez ou télécopiez CV, lettre, photo et rémunération actuelle à notre Conseil OPTIAMAN, Le Quintet A - 12 rue Danjou - 92517 Boulogne Cedex. Fax : 01 47 61 49 45 en indiquant la référence et la région choisies sur la lettre et sur l'enveloppe.



## CHEFS DE PROJET INFORMATIQUE DE GESTION

2 postes basés au siège de la SEP à Suresnes (92) puis courant 1998, à Vernon (27)

## CHEF DE PROJET INFORMATIQUE DE GESTION DE PRODUCTION

1 poste basé à Bordeaux

Responsable de plusieurs applications informatiques, vous en garantissez la maintenance et les évolutions. Vous animez une équipe d'analystes programmeurs et assurez un contact privilégié avec les utilisateurs.

A 30 ans environ, vous avez complété votre formation supérieure ingénieur ou universitaire par une expérience d'au moins deux ans en informatique de gestion. Votre esprit de synthèse et votre sens des contacts vous permettront de réussir dans vos missions et d'évoluer vers d'autres responsabilités.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae et photo) à SEP, DRH, Joseph GAUDIN, 24 rue Salomon de Rothschild, 92150 Suresnes.

Notre société a pour vocation de concevoir et de développer des services destinés au grand public reposant sur des technologies innovantes : réseaux, EDI, cartes à mémoire...

Pour conformer nos produits aux évolutions des fonctionnalités et intégrer les nouvelles offres des constructeurs, nous recherchons de nouvelles compétences.

## Responsable architecture système

Vous assurez l'interface entre le maître d'ouvrage, les fournisseurs et notre service interne de développement/intégration. Force de proposition auprès du maître d'ouvrage, vous menez une veille technologique auprès des constructeurs. Avec votre équipe, vous établissez les spécifications, engagez les projets avec le maître d'œuvre, pilotez les recettes et les qualifications en veillant aux aspects économiques.

De formation ingénieur grande école, à 32 ans environ, vous avez déjà dirigé des grands projets de systèmes d'information. Vous maîtrisez les environnements micro et UNIX. Votre connaissance des cartes à micro-processeur, de l'EDI ou des réseaux, acquise chez un grand constructeur serait un atout décisif. Votre rigueur et vos qualités relationnelles vous permettront de contribuer efficacement à ce projet d'envergure.

Pour ce poste situé en région Ouest proche de Paris, nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. PDI/AM à notre Conseil SPH, 9 rue Royale, Galerie Royale 2, 75008 Paris, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

SPH

SYSTEMES ET POTENTIELS HUMAINS

NOTRE SOCIÉTÉ, FILIALE D'UN GROUPE EUROPÉEN (12000 PERSONNES), EST SPÉCIALISÉE DANS LA FABRICATION ET LA DISTRIBUTION D'EMBALLAGES FLEXIBLES DESTINÉS À L'INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE ET LA COSMÉTOLOGIE. NOUS RECHERCHONS POUR COORDONNER L'ACTIVITÉ INFORMATIQUE DE NOS TROIS SITES DE PRODUCTION (600 PERSONNES), UN

## directeur INFORMATIQUE

Vous serez responsable des aspects de la stratégie informatique de notre société. Vous serez le point de contact principal des utilisateurs, vous serez responsable de la mise en œuvre et de la maintenance des systèmes d'information.

En vous appuyant sur une équipe de trois à cinq personnes, vous gèrerez et développerez le système d'information de notre société. Vous devrez concevoir, fabriquer, tester, mettre en œuvre et maintenir les flux d'information, jusqu'aux outils de gestion, en passant par le suivi des ventes et le marketing.

A 35/45 ans, après votre formation supérieure (ingénieur et/ou gestion), votre expérience professionnelle d'environ 10 ans vous a permis de

maîtriser les aspects de la stratégie de développement de notre société. Vous serez le point de contact principal des utilisateurs, vous serez responsable de la mise en œuvre et de la maintenance des systèmes d'information.

Pour ce poste basé dans la région Centre-Ouest, vous parlez couramment l'anglais et connaissez si possible le progiciel SAP.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions), en précisant la réf. 695 sur l'enveloppe, à Communiqué, 50/54 rue de Sully, 92513 Boulogne-Billancourt Cedex.

Pour insérer votre annonce dans  
Le Monde Économie et Le Monde Emploi  
Appelez Le Monde Publicité au  
01-44-43-76-03 – Fax : 01-44-43-77-32

# Informatique - Réseaux Télécommunications

Ouvrir à tous le monde des télécoms de demain,  
c'est le projet de Cegétel Longue Distance

CEGETEL, le pôle télécommunications du Groupe Générale, est chargé d'être un opérateur global sur l'ensemble du territoire français. Ses références sur les réseaux sont reconnues, et la concurrence SFR dans le téléphone mobile. Tout cela dans les délais les plus courts, c'est-à-dire avant le 1er janvier 1998, et en sachant que Cegétel prendra une autre dimension. Pour être à l'heure à ce rendez-vous, CEGETEL LONGUE DISTANCE contacte dès aujourd'hui ses propres équipes.

## Direction Technique

Notre Direction Technique est responsable des choix techniques fondamentaux, de la détermination du réseau à déployer et de sa qualité. Elle constitue ses équipes de transmission.

### Ingenieurs validation - n. n. n. n. n.

Vous mettez en place la méthodologie de recette et validez les réceptions d'équipements de transmission. **Ingenieur télécom, vous avez une expérience confirmée dans une fonction similaire acquise chez un constructeur télécom et/ou en laboratoire d'homologation.**

### Ingenieurs support exploitation - n. n. n. n. n.

Pour le réseau de transmission, vous élaborez la méthodologie d'exploitation/maintenance, vous suivez sa mise en œuvre en étroite collaboration avec les services concernés et vous assurez également le suivi de la qualité du réseau. **Ingenieur télécom, vous avez une expérience confirmée en exploitation dans le secteur des télécoms.**

Le monde des télécoms de demain vous passionne et vous voulez partager notre projet, adressez-nous dès aujourd'hui votre dossier de candidature sous référence choisie à CEGETEL LONGUE DISTANCE, Direction des Ressources Humaines, Tour Esplanade, 1 place Carpeaux, 92015 Paris-La Défense Cedex.

## Direction du Déploiement

Notre Direction du Déploiement bâtit le Réseau Fibré National. Elle est en charge de l'ingénierie et du déploiement du réseau de transmission SDH (fibres optiques, faisceaux hertziens). Elle constitue ses équipes.

### Ingenieurs équipement FI/synchronisation - n. n. n. n. n.

Vous êtes responsable des équipements FI depuis leur intégration jusqu'à leur mise en exploitation dans le réseau de transmission. **Ingenieur télécom, vous avez une expérience confirmée en conception de produits (FI numérique synchrone).**

### Ingenieurs équipement synchronisation/multiplexage (SDH) - n. n. n. n. n.

Vous êtes responsable des équipements SDH depuis leur intégration jusqu'à leur mise en exploitation dans le réseau de transmission. **Ingenieur télécom, vous avez une expérience confirmée en conception de produits (SDH) et une bonne connaissance en multiplexage.**

**CEGETEL**

En coopération avec les équipes de Nortel (Nortel Networks), le pôle télécommunications du Groupe Générale, est chargé d'être un opérateur global sur l'ensemble du territoire français. Ses références sur les réseaux sont reconnues, et la concurrence SFR dans le téléphone mobile. Tout cela dans les délais les plus courts, c'est-à-dire avant le 1er janvier 1998, et en sachant que Cegétel prendra une autre dimension. Pour être à l'heure à ce rendez-vous, CEGETEL LONGUE DISTANCE contacte dès aujourd'hui ses propres équipes.

Building the networks



for a mobile generation

## IMPLEMENTATION MANAGER

Rattaché à un Directeur de Projet, vous assurez sur site la coordination de l'ensemble des activités de déploiement d'un réseau GSM (installation, mise en service, vérification système et radio). Vous êtes point de contact direct avec le client, les équipes techniques Nortel et les autres intervenants. Responsable de l'avancement des travaux, vous apportez à l'équipe des modifications.

### INGENIEUR INSTALLATION/MISE EN SERVICE BSS

Responsable de la mise en service finale du réseau BSS dans la phase de déploiement, vous assurez les différentes étapes préliminaires depuis la préparation de la documentation et des outils de test jusqu'au transfert des connaissances aux équipes locales ou aux sous-traitants. Interface de nos clients, vous faites preuve d'un bon sens relationnel et de réelles qualités d'adaptation.

### INGENIEUR AVANT-VENTE/APPELS D'OFFRES

Rattaché au Département Business Development et dans un contexte résolument international, vous nouez des relations techniques avec les opérateurs de réseaux cellulaires afin de cerner leurs besoins. Chargé de répondre aux appels d'offre, tant du point de vue technique, que financier et commercial, vous défendez et argumentez les solutions proposées.

### INGENIEUR MARKETING PRODUIT GSM

Vous êtes chargé de définir la stratégie d'évolution des produits pour les réseaux GSM. Dans ce contexte et avec pour finalité principale la satisfaction de nos clients, vous travaillez en étroite relation avec les équipes R&D et les autres groupes impliqués (Ingénierie, Production, Vente...). Vous assurez par la suite un support efficace lors des présentations clients. Conscient de l'impact des décisions en termes de rentabilité, risques etc., vous coordonnez leur mise en œuvre par les équipes de développement.

### INGENIEUR INTEGRATION BSS

Vous assurez la Validation Système des infrastructures radio GSM pour qualifier le fonctionnement opérationnel des produits en laboratoire et auprès des clients opérateurs. A partir d'un plan d'intégration et des spécifications techniques du produit, vous rédigez les spécifications de validation des fonctionnalités et des équipements, et définissez les outils et procédures de tests à mettre en œuvre. Vous participez enfin aux recettes avec les Opérateurs en apportant votre expertise lors de la présentation des dossiers de qualification et votre assistance lors des essais chez les clients.

Doté d'une expérience significative (environ 3 ans), vous avez une bonne connaissance du système GSM de toutes ses composantes, du management d'équipe et à l'organisation des tâches. Vous êtes mobile et disponible pour des déplacements de plusieurs jours à l'étranger. Anglais courant indispensable. R. n. n. n. n. n.

De formation Ingénieur Télécom, vous possédez 1 à 3 ans d'expérience en intégration GSM. Autonome, vous êtes disponible pour des missions de 3 à 6 mois sur site. Anglais courant indispensable. R. n. n. n. n. n.

Fort d'une expérience de 2/3 ans dans le secteur des télécoms, vous avez de solides connaissances des réseaux publics et privés et des télécommunications mobiles. Organisé et doté d'un esprit d'analyse, vous savez prendre le bon leadership sur un projet. Vous connaissez Excel, Word et PowerPoint. Bilingue anglais. R. n. n. n. n. n.

Ingénieur Télécom, vous possédez au moins 3 ans d'expérience en téléphonie mobile (conception, gestion, déploiement de réseaux). Vous savez mener un projet avec efficacité. Bilingue anglais. R. n. n. n. n. n.

Ingénieur Télécom, vous avez environ 3 ans d'expérience en développement et intégration logiciel/matériel dans un environnement de grands projets de télécommunication, la maîtrise des protocoles GSM, des équipements radio et la connaissance d'UNIX. L'anglais est indispensable. R. n. n. n. n. n.

Pour nous rejoindre et prendre part à notre succès, merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions), en précisant la référence du poste choisi, à Nortel Matra Cellular, DRH, Armelle Commin, 1 place des Frères Montgolfier, 78042 Guyancourt Cedex.

**NORTEL MATRA  
CELLULAR**

Editor des réseaux de la téléphonie mobile



## La radiomessagerie : un raccourci entre les hommes

KOBRY est un service de radiomessagerie développé et commercialisé par INFOMOBILE, une société du Groupe BOUYGUES. Rattaché à la Direction Technique, vous êtes le support technique indispensable de nos forces de vente auprès de clients et entreprises grands comptes pour lesquels vous saurez trouver une solution adaptée. Vous intervenez en avant-vente et maîtrisez les présentations techniques en clientèle.

Nous recherchons un : L'intérêt que vous portez aux domaines des télécoms, vous amène à suivre de près les évolutions des outils de communication (protocoles, messageries, modems).

## Ingénieur support technique

A 28/35 ans environ, vous avez une formation supérieure d'ingénieur informatique avec spécialisation en télécommunications ou radios. Vous complétez une expérience de 2 à 5 ans dans le domaine informatique (moyens et grands systèmes) par une réelle maîtrise de la gestion de projets et de support technique en clientèle. Organisé, d'un bon relationnel, vous savez faire preuve d'initiative et appréciez de travailler en étroite collaboration avec des commerciaux. De fréquents déplacements de courte durée sont à prévoir.

INFO MOBILE GROUPE BOUYGUES

## Directeur GIE Télécom

PRÉVENTEL. Ce GIE a été créé par les Sociétés de Commercialisation de Service en téléphonie mobile (ASCS), les opérateurs GSM France : Télécom mobiles et SFR ; il a pour objet la création et la gestion d'un fichier commun destiné à la prévention des impayés. Sous l'autorité du Président et du conseil d'administration, le directeur du GIE assure le fonctionnement et le développement du GIE, la coordination entre les membres, la sélection et le contrôle de l'infogérant, la définition et la gestion du budget. Ce poste convient à une personne expérimentée dans la gestion de fichiers et connaissant l'environnement TELECOM. Il doit être un interlocuteur compétent dans les problèmes touchant à l'informatique, au droit des sociétés, à la gestion, avoir des qualités relationnelles pour dialoguer avec les membres du GIE. La pratique de l'anglais est nécessaire. Ce poste est basé en région parisienne.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature s/ réf. 1903 97 M mentionnée sur l'enveloppe à notre Conseil, Chantal Baudron s.a., 61, boulevard Haussmann, 75008 Paris.



Chantal Baudron s.a.

Membre de Syntec

Ingénieurs  
Commercia

SEVENERS D'AFFAIRES J

Une création  
de poste,  
qui de plus mot

TECHNICO-COMM



صكنا من الامل

LE MONDE / MARDI 18 FEVRIER 1997 / XVII

## Ingénieurs Commerciaux

### INGENIEURS D'AFFAIRES JUNIOR

Le Groupe LEFEBVRE CONSULTANTS rassemble des entités spécialisées dans le Conseil et dans l'Édition de logiciels. La société CIRCEA, créée en 1982, est l'une des entités de ce Groupe.

Éditeur et intégrateur de solutions informatiques exclusivement dédiées aux sociétés d'assurance, CIRCEA s'appuie sur un concept architectural de type Client / Serveur. CIRCEA intervient dans un marché largement ouvert à l'international.

CIRCEA connaît un développement très rapide et souhaite renforcer son équipe commerciale et marketing en intégrant deux Ingénieurs d'Affaires junior. Ils seront diplômés de grandes écoles (scientifiques ou économiques) et posséderont un très bon niveau d'anglais. Ils auront une première expérience dans le métier de l'assurance ou de l'édition de logiciels.



Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation manuscrite, C.V. et photo) à :  
CIRCEA - Arnaud ROBIN - 3 rue Bellini - 92806 PUTEAUX Cedex

## Carrières Internationales



ORTEMS est un éditeur de logiciel de création récente, spécialisé dans l'optimisation et la synchronisation de production. La société dispose d'un savoir-faire reconnu et compte, parmi ses clients, des références de premier plan en Europe. La présence d'actionnaires financiers puissants et prestigieux (capital-risque) lui permet d'entreprendre un très ambitieux plan de développement. Dans ce cadre nous recherchons son :

### VP Sales & Marketing (Directeur Commercial et Marketing Europe)

Package attractif + Stock Options Plan Lyon

#### LE POSTE

- Rattaché au PDG, vous :
- créez votre poste et dirigez les équipes commerciale et d'avant-vente (10 personnes), dédiées aux ventes directes et indirectes.
- réalisez les objectifs de croissance et de rentabilité en privilégiant les opérations de partenariat avec d'autres éditeurs ou des intégrateurs,
- développez les ventes export par la mise en place d'un réseau de partenaires distributeurs.

#### PROFIL RECHERCHÉ

- 35-40 ans, très bonne formation supérieure.
- Expérience réussie et prouvée de la direction d'équipes de vente dans le logiciel, si possible pour des applications telles que ERP, MRP, MES, GFAO, etc...
- Bonne compréhension de la technologie et du secteur industriel.
- Incontestable expérience internationale, acquise idéalement chez un éditeur américain.
- Dynamique et entreprenant, vous avez l'esprit "start-up".
- Anglais absolument impératif, allemand souhaitable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rém. actuelle en précisant sur lettre et enveloppe la réf. 60902B/LM à N.B.S., 44 rue du Colisée, 75008 PARIS.  
E mail : 106413.3050@compuserve.com



NBS SELECTION LTD  
NBS Resources plc company



Paris - London - Aberdeen - Birmingham  
Bruxelles - Carr - Edinburgh - Glasgow - Leeds  
Manchester - Slough - Madrid

## Une création de poste, quoi de plus motivant ?

Société informatique, filiale d'un grand groupe international, nous développons notre structure et recherchons pour notre département Banque et Finance :

### INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL Gestion de portefeuilles d'actifs

De formation école d'ingénieurs, vous avez une expérience similaire d'au minimum 5 ans dans une société spécialisée en gestion de portefeuilles. Chargé de l'avant-vente et de la conception des supports associés, vous serez également force de proposition avec nos commerciaux et l'équipe R & D. Le goût du travail en équipe, l'esprit d'initiative et commercial seront des atouts majeurs pour réussir votre mission.

Ce poste évolutif vers des fonctions de manager de projets ou d'ingénieur commercial, est basé en région parisienne, mais vous travaillerez également sur le Luxembourg et la Suisse.

La dimension internationale de notre groupe, implique une parfaite maîtrise de l'anglais.

Si vous souhaitez participer à notre développement et le partager, adressez votre dossier de candidature (CV et photo) sous référence 5032 à : Press Emploi, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes, qui transmettra.

## Ingénieurs, Motorola vous offre des opportunités à l'international.

Normal !

Rendez-vous en rubrique Secteurs de pointe.



**MOTOROLA**  
Tout ce que vous n'avez jamais imaginé

## Formation Professionnelle

### TRAVAILLER AUTREMENT

Serre Chevalier du 20 au 22 mars 1997  
Second Festival Européen du Télétravail et des Télé-activités

présenté par l'Union Européenne  
en présence effective de Monsieur Jean FAURE,  
premier Vice-Président du Sénat et Président de Vercors Connect  
et de Monsieur François FILLON  
Ministre de La Poste, des Télécommunications et de l'Espace.

Trois jours de conférences, de tables rondes et de télé-animations, où professionnels et scientifiques de onze Nationalités différentes échangeront leurs retours d'expériences et confronteront l'offre et la demande solvable, en particulier des PME/PMI, en matière de télétravail, de télé-enseignement et de télé-services.

Toute l'Info : Tel : 04 42 24 58 70 - Fax : 04 42 24 37 99  
sur le Web : <http://www.systemia.fr>

Avec le soutien de :  
Transpac, Eurolog, Sema Group Telecom, Team Ware, Cegedel SFR, Ilineis, AFTEL,  
Alpes Networks, EGT, France Câble et Radio

Les demandeurs d'emploi doivent désormais établir leur plan de formation avant la fin du 6ème mois de chômage (article 6 du Protocole d'accord UNEDIC du 19.12.96)

**CADRES**  
**LE BILAN DE COMPETENCES**  
vous aide pour élaborer votre Plan de Formation.

**L'INREP**  
spécialiste des bilans, présente approche pédagogique et modalités d'accès  
Téléphoner pour participer à une réunion

01 45 78 34 15  
21 Bd de Grenelle - 75015 Paris



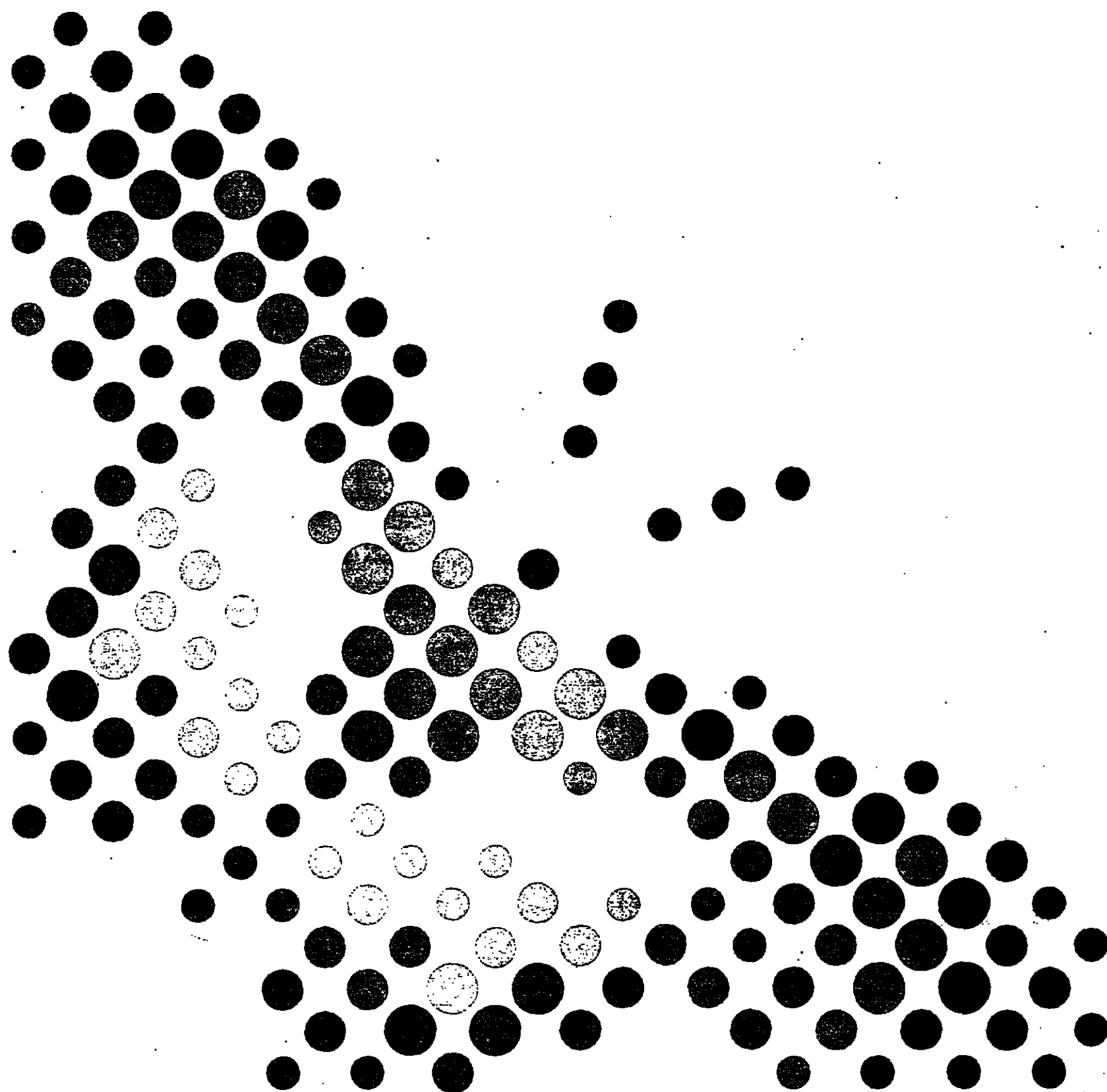
Journale de l'industrie  
Secrétariat de rédaction  
Bibliothèque spécialisée  
Bureau d'édition  
Presse spécialisée

**l'Ecole des métiers de l'information**  
01 44 52 17 17

Chaque semaine, retrouvez la rubrique **"FORMATION PROFESSIONNELLE"**  
Pour vos annonces contactez  
**Michèle FERNANDEZ** au  
01 44 43 76 17  
(fax : 01 44 43 77 32)

Le Monde Economie le lundi \*  
Le Monde Emploi le mardi \*\*  
et la rubrique  
Le Monde des Initiatives Locales le vendredi \*\*\*  
Trois rendez-vous à ne pas manquer pour vos opportunités de carrière

\* daté mardi  
\*\* daté mercredi  
\*\*\* daté samedi



## Additives

Tous les jours, nous transformons des produits et des substances en des milliers d'applications dans le monde entier. A notre tour, nous nous sommes transformés en une nouvelle société appelée Ciba Specialty Chemicals.

Comme toute évolution naturelle, ce changement s'est fait pour de bonnes raisons. Ciba Specialty Chemicals s'est développé en vue d'anticiper et de répondre aux besoins sans cesse en évolution de ses clients.

Notre nouvelle société est flexible,  
prompte à réagir et prête à porter

## Consumer Care Chemicals

## Performance Polymers

## Pigments

## Textile Dyes

**Ciba Specialty  
Chemicals**

**Ciba Spécialités  
Chimiques**

**les innovations de Ciba vers de nouveaux sommets.**

En nous spécialisant dans cinq principaux domaines d'expertise, nous serons à même d'offrir les solutions les meilleures à chaque nouveau défi qui nous sera posé. Il n'existait qu'un seul symbole pour englober cet ensemble de valeurs.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le lancement de la nouvelle société Ciba Specialty Chemicals, visitez notre site Web <http://www.cibasc.com>  
Ciba Spécialités Chimiques SA,  
DRHC, 8 rue Lionel Terray, BP 308,  
92506 Rueil Malmaison Cedex.

# Ciba

## Value beyond chemistry

# Le succès des rallie la gauche

1990

1. The first step is to identify the problem. This involves understanding the current situation and the goals that need to be achieved.

... ..  
... ..  
... ..  
... ..  
... ..  
... ..

### Phonetic D


1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

[illegible]

## LE DROGUE US SIMPLIFIÉ



1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.



— EDITION —  
LEGISLATIVE